



MINISTÈRE DE LA JUSTICE ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Document préparé par la Direction de la gestion budgétaire et financière
Avril 2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2020-2021 (PRÉVISIONS POUR 2021-2022) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2020-2021, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	3
P.3	POUR 2020-2021, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	8
P.4	POUR 2020-2021, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT : A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES; B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES; C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT; D. LES RÉSULTATS OBTENUS.	11
P.5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.	12
P.6	POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDIQUER : A. LA DATE DES RÉNOVATIONS; B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS; C. LE COÛT DES RÉNOVATIONS; D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	14
P.7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2020-2021, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2020-2021; E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	19
P.8	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2020-2021. INDIQUER, POUR CHACUNE : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR; E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUELÉE); F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2020-2021.	73
P.9	CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	75

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.10	CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D’AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	78
P.11	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D’INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	81
P.12	CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	82
P.13	CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	83
P.14	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L’ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L’ÉTRANGER DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D’ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L’ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	84
P.15	CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	85
P.16	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2021, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDIQUANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	86
P.17	DANS LA DERNIÈRE ANNÉE, POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET DE JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.	87
P.18	NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2020-2021 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.	88
P.19	VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU DES PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	89
P.20	POUR 2020-2021, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.	90
P.21	POUR 2020-2021, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.	93
P.22	POUR 2020-2021, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	96

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.23	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.	97
P.24	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.	100
P.25	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	101
P.26	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2020-2021, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	102
P.27	ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE AU 31 MARS 2021.	105
P.28	POUR 2020-2021, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.	106
P.29	POUR 2020-2021, FOURNIR : A. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; B. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	107
P.30	COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, ET CE, POUR 2020-2021.	108
P.31	COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, POUR LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	109
P.32	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2021-2022.	110
P.33	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2021, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	111
P.34	BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	114
P.35	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L'IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	115
P.36	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2020-2021 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2021-2022 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.	116
P.37	BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2020-2021, EN PRÉCISANT : A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS; B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT; C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD; D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON; E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.	130
P.38	SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2020-2021, ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2020-2021 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.	131

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.39	POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D'EXPOSER LE DÉTAIL DE L'UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.	132
P.40	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT PQI 2018-2028.	133
P.41	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN : A. CHAMBRE CIVILE; B. CHAMBRE CIVILE – DIVISION DES PETITES CRÉANCES; C. CHAMBRE CRIMINELLE; D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.	134
P.42	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$, ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	135
P.43	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.	137
P.44	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE. PALAIS DE JUSTICE.	138
P.45	CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2019-2020 ET 2020-2021, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER, ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION; C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.	140
P.46	COÛTS D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2020-2021, PAR RÉGION.	141
P.47	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS.	142
P.48	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS AD HOC).	143
P.49	LE NOMBRE D'AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.	144
P.50	AU 31 MARS 2021, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.	145
P.51	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.	148
P.52	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	149
P.53	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.	150
P.54	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	151
P.55	LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2021.	154
P.56	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEPUIS L'ARRÊT R. C. JORDAN RENDU LE 8 JUILLET 2016. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE DANS LES 6 PROCHAINS MOIS, 1 AN, 2 ANS.	155
P.57	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2020-2021. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.	156
P.58	BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	157
P.59	INDIQUER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 % DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14 \$.	161

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.60	POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 \$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.	162
P.61	INDIQUER LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME EN 2020-2021 POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	163
P.62	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, CONCERNANT LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	166
P.63	POUR 2020-2021, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C 25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	167
P.64	POUR 2020-2021, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN QUO WARRANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	168
P.65	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMOT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	169
P.66	POUR 2020-2021, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2021-2022. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, DE SA MISE EN ŒUVRE.	170
P.67	POUR 2020-2021, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT REBÂTIR LA CONFIANCE, DÉPOSÉ EN 2020, ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2021-2022. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, DE SA MISE EN ŒUVRE.	175
P.68	ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX AINSI QUE LA LISTE DES MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL AYANT LE MANDAT DE JETER LES BASES D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.	178
P.69	POUR 2020-2021, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2021-2022. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE SA MISE EN ŒUVRE.	179
P.70	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2020-2021. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2021-2022.	180
P.71	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2020-2021; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	181
P.72	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2020-2021; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	182
P.73	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2020-2021.	183
P.74	LA LISTE DES REPORTS DE PROJETS DE CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ POUR 2020-2021 ET 2021-2022.	184
P.75	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2020-2021; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2020-2021; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2020-2021; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2021-2022; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	185

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.76	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2020-2021; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2020-2021; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2020-2021; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2021-2022; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	186
P.77	EN 2020-2021, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D'AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	188
P.78	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2019-2020 ET EN 2020-2021, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATIONS SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET CELUI POUR LES PROCHES DES VICTIMES.	190
P.79	Liste des rencontres, échanges et copie de la correspondance entre le cabinet ministériel et les groupes communautaires desservant les victimes d'actes criminels dans l'élaboration du projet de loi no 84, loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement.	192
P.80	Liste des rencontres, échanges et copie de la correspondance entre le cabinet ministériel et les différents ministères dans l'élaboration du projet de loi no 84, loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement.	193
P.81	Ventilation détaillée des 193 M\$ annoncés dans le cadre l'élaboration du projet de loi no 84, loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement.	194
P.82	NOMBRE DE VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE QUI ONT VU LEUR DEMANDE D'INDEMNISATION AU RÉGIME DE L'IVAC REJETÉE, CHAQUE ANNÉE DEPUIS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	195
P.83	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION TRANSMISES AU CABINET MINISTÉRIEL POUR APPROBATION.	196
P.84	BILAN, AU 31 MARS 2021, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIF; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	197
P.85	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	198
P.86	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (1988, CHAP. 20).	199
P.87	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2020-2021 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	202
P.88	EN 2020-2021, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.	203
P.89	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R 20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	204
P.90	CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR : A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2020-2021; PRÉVISIONS POUR 2021-2022; B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023.	205
P.91	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	208

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.92	POUR 2020-2021, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.	229
P.93	TABLEAU DÉTAILLÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE RECOMMANDATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION CHARBONNEAU DEPUIS LE 24 NOVEMBRE 2015. VENTILER L'INFORMATION DE LA FAÇON SUIVANTE : A. NUMÉRO DE LA RECOMMANDATION; B. MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION; C. MESURES PRISES EN 2020-2021 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME (LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES, ADMINISTRATIVES, FINANCIÈRES, ETC.); D. SOMMES INVESTIES EN 2020-2021 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	230
P.94	ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN ŒUVRE. POUR CHAQUE INITIATIVE, DÉCRIRE L'OBJECTIF RECHERCHÉ, INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES, LES BÉNÉFICIAIRES, LES MESURES DE SUIVI ET CONTRÔLE APPLICABLES.	231
P.95	ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014. INDIQUER : A. LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES; B. LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES; C. LE NOM DES MEMBRES DU COMITÉ.	232
P.96	ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION DEPUIS SA CRÉATION : A. INDIQUER LES MEMBRES DE LA DIRECTION ET LES ADMINISTRATEURS, SI APPLICABLE; B. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES POUR LE FONCTIONNEMENT ET LES INITIATIVES DU CENTRE; C. FAIRE UN PORTRAIT DES RÉSULTATS DES INTERVENTIONS DU CENTRE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE CAS TRAITÉS ET LEUR SUIVI PAR LE CENTRE.	233
P.97	VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES EN 2020-2021 ET DE CELLES PRÉVUES EN 2021-2022 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, INCLUANT LE FINANCEMENT DES GROUPES.	234
P.98	POUR 2020-2021, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	235
P.99	EN DATE DU 31 MARS 2021, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.	236
P.100	POUR 2020-2021, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	237
P.101	BILAN DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS, SELON LES RÉGIONS ET LES PARCS NATIONAUX DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2019-2020 ET 2020-2021.	238
P.102	LISTE DES INFRACTIONS ET DES AMENDES LIÉES À CES INFRACTIONS POUR DES GESTES RÉPERTORIÉS DE BRACONNAGE, POUR LES ANNÉES 2019-2020 ET 2020-2021.	241
P.103	SUIVI DU PLAN D'INVESTISSEMENT DE 500 M\$ DANS L'INFORMATISATION DE LA JUSTICE, PRÉVU AU BUDGET 2020-2021 ET ANNONCÉ LE 24 AVRIL 2018.	244
P.104	SUIVI DONNÉ EN RÉPONSE AU RAPPORT DE LA PROTECTRICE DU CITOYEN SUR LES ACTIVITÉS DE LA DIVAC, PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2016. INDIQUER LES MESURES MISES EN PLACE POUR RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.	246
P.105	INDIQUER LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE CHEZ LES JURISTES SOUMIS AUX CONDITIONS DE LA LOI ASSURANT LA CONTINUITÉ DE LA PRESTATION DES SERVICES JURIDIQUES AU SEIN DU GOUVERNEMENT ET PERMETTANT LA POURSUITE DE LA NÉGOCIATION AINSI QUE LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE DES SALARIÉS ASSURANT LA PRESTATION DE CES SERVICES JURIDIQUES, ET CE, DEPUIS LE 28 FÉVRIER 2017.	251
P.106	LISTE DES ÉCHANGES, DE LA CORRESPONDANCE ET DES ACTIONS ENTREPRISES EN LIEN AVEC L'APPLICATION DU JUGEMENT A. C. PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (2020 QCCS 3375) RENDU EN AVRIL 2020.	252

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.107	LISTE DES ÉCHANGES, DE LA CORRESPONDANCE ET DES ACTIONS ENTREPRISES À LA SUITE DE L'ARRESTATION ARBITRAIRE PAR LE SPVM DE MONSIEUR MAMADI III FARA CAMARA EN JANVIER 2021.	253
P.108	VENTILATION DÉTAILLÉE DES 19,2 M\$ ANNONCÉS POUR AMÉLIORER LES SERVICES OFFERTS AUX PREMIÈRES NATIONS ET AUX INUITS EN MATIÈRE DE JUSTICE EN MARS 2021.	254
P.109	VENTILATION DÉTAILLÉE DES 600 000 \$ OCTROYÉS AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DESSERVANT LES COMMUNAUTÉS LGBTQ+ EN FÉVRIER 2021.	255
P.110	LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE, CHAQUE ANNÉE ET POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	256
P.111	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS. INDIQUER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2021-2022.	257
P.112	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, DU SUIVI ACCORDÉ AU RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE POUR UNE RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.	258
P.113	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2020-2021. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	259
P.114	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2020-2021, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.	262
P.115	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.	266
P.116	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2021, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.	267
P.117	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	279
P.118	PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D'ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDIQUER LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.	280
P.119	DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RECOURS DE LA PRÉSIDENTE CONTRE LE PROTECTEUR DU CITOYEN.	281
P.120	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2020-2021. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	282
P.121	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2019-2020 ET EN 2020-2021, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.	284
P.122	NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	285
P.123	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	286
P.124	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2020-2021.	287
P.125	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2020-2021.	291
P.126	EFFECTIF POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	292
P.159	ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET DE LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.	293
P.160	SOMMES DÉVOLUES AU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET À LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.	294
P.161	TOUT RAPPORT, DOCUMENT OU ÉTUDE CONCERNANT LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.	295

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2021.

P.1 INDiquer la somme dépensée en 2020-2021 (prévisions pour 2021-2022) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

MINISTÈRE

	2020-2021 (κ\$)
LOGICIELS ET MATÉRIEL	27 646,2
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	26 933,6
• EXTERNE	24 889,6
• CSPQ / ITQ	9 055,2
TOTAL	88 524,6

FONDS DES REGISTRES

	2020-2021 (κ\$)
LOGICIELS ET MATÉRIEL	4 937,3
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	15 445,1
• EXTERNE	14 645,2
• CSPQ / ITQ	19,3
TOTAL	35 046,9

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	2020-2021 (κ\$)
LOGICIELS	76,7
MATÉRIEL	9,8
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	0,0
• EXTERNE	21,6
• CSPQ / ITQ	23,2
TOTAL	131,3

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2020-2021 (κ\$)
LOGICIELS	54,9
MATÉRIEL	40,1
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	
• EXTERNE	33,3
• CSPQ / ITQ	
TOTAL	128,3

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUNE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

	2020-2021 (κ\$)
LOGICIELS	32,4
MATÉRIEL	1 109,9
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	7 248,0
• EXTERNE	159,6
• CSPQ / ITQ	0,0
TOTAL	8 550,0

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

	2020-2021 (κ\$)
LOGICIELS	0,0
MATÉRIEL	0,0
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	0,0
• EXTERNE	0,0
• CSPQ / ITQ	2,8
TOTAL	2,8

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

	2020-2021 (κ\$)
LOGICIELS	144,2
MATÉRIEL	69,7
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	0,0
• EXTERNE	280,5
• CSPQ / ITQ	0,0
TOTAL	494,4

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

	2020-2021 (κ\$)
LOGICIELS	24,4
MATÉRIEL	90,6
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	2 265,8
• EXTERNE	1 376,0
• CSPQ / ITQ	204,4
TOTAL	3 961,2

- P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2020-2021, INDIQUER :**
- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;**
 - B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;**
 - C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;**
 - D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.**

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »
- **PRÉSIDENT :** TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, NOMMÉ LE 28 FÉVRIER 2019 (DÉCRET 196-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE :** ARPIN, SUZANNE, NOMMÉE LE 10 JUIN 2019 (DÉCRET 554-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE :** PIERRE, MYRLANDE, NOMMÉE LE 29 JUILLET 2019 (DÉCRET 684-2019)

MEMBRES

- EL-HAGE, HABIB DEPUIS LE 15 JUIN 2020
- GAUVREAU, LIZETTE
- IASENZA, ISA
- LECLERCQ, MARIE-LAURE
- LEMAY, SYLVAIN
- ROY, MARTINE
- SANTORINEOS, ANNE-MARIE
- SIOUI, BRUNO
- VILLEFRANCHE, MARJORIE
- VOLLANT, NADINE

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000 \$ ET DES HONORAIRES DE 200 \$ PAR JOUR DE RÉUNION (100 \$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST UN EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

NOM ET PRÉNOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
IASENZA, ISA	MEMBRE	2020-06-15	2025-06-14 (5 ANS)	DÉCRET 255-88
SIOUI, BRUNO	MEMBRE	2020-06-15	2025-06-14 (5 ANS)	DÉCRET 255-88

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

NOM ET PRÉNOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
EL-HAGE, HABIB	MEMBRE	2020-06-15	2025-06-14 (5 ANS)	DÉCRET 255-88

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

NOM ET PRÉNOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ	PRÉSIDENT	1 760 \$	0 \$	265 \$
ARPIN, SUZANNE	VICE-PRÉSIDENTE	0 \$	0 \$	0 \$
PIERRE, MYRLANDE	VICE-PRÉSIDENTE	469 \$	0 \$	308 \$
EL-HAGE, HABIB	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
GAUVREAU, LIZETTE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
IASENZA, ISA	MEMBRE	231 \$	0 \$	N/A
LECLERCQ, MARIE-LAURE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
LEMAY, SYLVAIN	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
ROY, MARTINE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
SANTORINEOS, ANNE-MARIE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
SIOUI, BRUNO	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
VILLEFRANCHE, MARJORIE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
VOLLANT, NADINE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- M^E YVAN NIQUETTE (PRÉSIDENT)
- M^E DANIEL LAFRANCE (VICE-PRÉSIDENT)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- M^E RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- M^E ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- M^E JEAN LAZURE (COMMISSAIRE)
- M^E RÉJEAN OLIVIER LEBEL (COMMISSAIRE)
- M^E AMÉLIE BINETTE (COMMISSAIRE)
- M^E MARIE-JOSÉE HÉTU (COMMISSAIRE)
- M^{ME} NADINE LEGAL (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- M^E JULIEN-AURICE LAPLANTE (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION
AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV
AUCUN.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
M ^E YVAN NIQUETTE	PRÉSIDENT	377 \$	333 \$	88 \$
M ^E DANIEL LAFRANCE	VICE-PRÉSIDENT	390 \$	58 \$	0 \$
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	N/A
M ^E RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	N/A
M ^E ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	N/A
M ^E JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	N/A
M ^E RÉJEAN OLIVIER LEBEL	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	N/A
M ^E AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	N/A
M ^E MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	N/A
M ^{ME} NADINE LEGAL	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	N/A
M. JEAN-PAUL BERGERON	COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	0 \$	0 \$	N/A
M ^E JULIEN-MAURICE LAPLANTE	COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE	0 \$	0 \$	N/A

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

LE CONSEIL N’A PAS DE CONSEIL D’ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (ARTICLE 168), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR LE GOUVERNEMENT. LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DU CONSEIL (ARTICLE 171.1).

MEMBRES DU CONSEIL :

M. RENÉ CÔTÉ, PRÉSIDENT DU CONSEIL, NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 JUIN 2020, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE JOUR MÊME;

M^E HÉLÈNE BÉDARD, MEMBRE NOMMÉE DEPUIS LE 1ER JUIN 2016 ET RENOUELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 18 NOVEMBRE 2020;

M^E SYLVAIN BOURASSA, MEMBRE D’OFFICE DEPUIS LE 22 JUIN 2020;

M^E JULIE CHARBONNEAU, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 4 SEPTEMBRE 2019;

M^E MARIE CHAREST, MEMBRE NOMMÉ DEPUIS LE 8 SEPTEMBRE 2016 ET RENOUELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 18 NOVEMBRE 2020;

M^E MARIE-JOSÉE CORRIVEAU, MEMBRE D’OFFICE DEPUIS LE 1ER FÉVRIER 2018;

M^{ME} MANON DUFRESNE, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 18 NOVEMBRE 2020;

M^E PHILIPPE DE GRANDMONT, MEMBRE NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDANT LE 18 NOVEMBRE 2020;

M. SIMON JULIEN, MEMBRE NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015;

M^{ME} LUCIE LAFONTAINE, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 18 NOVEMBRE 2020;

M^E MÉLANIE MAROIS, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 18 NOVEMBRE 2020;

M^E NICOLE MARTINEAU, MEMBRE D’OFFICE, PAR INTÉRIM, DEPUIS LE 14 OCTOBRE 2020;

M^E ANTONIETTA MELCHIORRE, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 18 NOVEMBRE 2020;

M^E LUCIE NADEAU, MEMBRE D’OFFICE DEPUIS LE 8 AVRIL 2019;

M^E GILLES OUIMET, MEMBRE NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 18 NOVEMBRE 2020;

M^{ME} ISABELLE PLANTE, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 18 NOVEMBRE 2020;

M^{ME} ADRIANE PORCIN, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 18 NOVEMBRE 2020;

M^{ME} LISE SIMARD, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 18 NOVEMBRE 2020;

M^E PATRICK SIMARD, MEMBRE D’OFFICE DEPUIS LE 27 SEPTEMBRE 2017.

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M ^E HÉLÈNE BÉDARD	MEMBRE	18 NOVEMBRE 2020	18 NOVEMBRE 2023	N/A
M ^E MARIE CHAREST	MEMBRE	18 NOVEMBRE 2020	18 NOVEMBRE 2023,	N/A

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M. RENÉ CÔTÉ	PRÉSIDENT	30 JUIN 2020	30 JUIN 2023	664 \$/JOUR
M ^E SYLVAIN BOURASSA	MEMBRE	22 JUIN 2020	22 JUIN 2025	N/A
M ^{ME} MANON DUFRESNE	MEMBRE	18 NOVEMBRE 2020	18 NOVEMBRE 2023	DÉCRET 1097-99
M ^E PHILIPPE DE GRANDMONT	MEMBRE	18 NOVEMBRE 2020	18 NOVEMBRE 2023	DÉCRET 1097-99
M ^{ME} LUCIE LAFONTAINE,	MEMBRE	18 NOVEMBRE 2020	18 NOVEMBRE 2023	DÉCRET 1097-99
M ^E MÉLANIE MAROIS	MEMBRE	18 NOVEMBRE 2020	18 NOVEMBRE 2023	N/A
M ^E NICOLE MARTINEAU	MEMBRE	14 OCTOBRE 2020	PAR INTÉRIM	N/A
M ^E ANTONIETTA MELCHIORRE	MEMBRE	18 NOVEMBRE 2020	18 NOVEMBRE 2023	N/A
M ^E GILLES OUIMET	MEMBRE	18 NOVEMBRE 2020	18 NOVEMBRE 2023	DÉCRET 1097-99
M ^{ME} ISABELLE PLANTE	MEMBRE	18 NOVEMBRE 2020	18 NOVEMBRE 2023	DÉCRET 1097-99
M ^{ME} ADRIANE PORCIN	MEMBRE	18 NOVEMBRE 2020	18 NOVEMBRE 2023	DÉCRET 1097-99
M ^{ME} LISE SIMARD	MEMBRE	18 NOVEMBRE 2020	18 NOVEMBRE 2023	DÉCRET 1097-99

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
M. RENÉ CÔTÉ	PRÉSIDENT	1 061,30 \$	347,93 \$	0,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
NON APPLICABLE.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- M^E FRIKIA BELOGBI, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE
- M^E LORY, BEAUREGARD, AVOCATE
- M^E KLOÉ SÉVIGNY, AVOCATE
- M. ROBERT BÉLANGER, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- M. DJAMEL MESSAOUDI, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- M^{ME} ANNIE CARRIÈRE, AGENTE DE SECRÉTARIAT
- M. JACQUES PARENT, C.R., ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT
- M^{ME} ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- M. DELPHA BÉLANGER, ADMINISTRATEUR

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M ^E JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	2008-06-03		DÉCRET 334-2017
M ^E ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1998-02-11		DÉCRET 334-2017
M ^E DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	2009-09-30		DÉCRET 334-2017

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV
AUCUN.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
M ^E JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	908 \$	83 \$	195 \$
M ^E ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	751 \$	52 \$	0 \$
M ^E DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	404 \$	18 \$	0 \$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 28 FÉVRIER 2021.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

01-04-2020 AU 15-12-2020

- MARIE-CLAUDE SARRAZIN
- NICOLAS VERMEYS
- CLAUDE LAURENT
- CÉLINE HÉTU
- MICHEL PAQUETTE
- NANCY LEBLANC
- PIERRE E. AUDET

16-12-2020 AU 28-01-2021

- MARIE-CLAUDE SARRAZIN
- NICOLAS VERMEYS
- ALEXANDRE PAUL-HUS
- BERNARD SYNNOTT
- PIERRE E. AUDET
- GENEVIÈVE VALLÉE
- JULIEN-MAURICE LAPLANTE
- PIERRE E. RODRIGUE
- MICHÈLE DEMERS
- KAREN ELTIS
- CLAUDE LAURENT
- JOHANKA GIGUÈRE
- CHARLES GUAY

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
CLAUDE LAURENT	ADMINISTRATEUR	16-12-2020	16-12-2025	0 \$
PIERRE E. AUDET	ADMINISTRATEUR	16-12-2020	16-12-2025	0 \$

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
CHARLES GUAY	ADMINISTRATEUR	16-12-2020	16-12-2025	0 \$
ALEXANDRE PAUL-HUS	ADMINISTRATEUR	16-12-2020	16-12-2025	0 \$
BERNARD SYNNOTT	ADMINISTRATEUR	16-12-2020	16-12-2025	0 \$
GENEVIÈVE VALLÉE	ADMINISTRATRICE	16-12-2020	16-12-2025	0 \$
JULIEN-MAURICE LAPLANTE	ADMINISTRATEUR	16-12-2020	16-12-2025	0 \$
PIERRE E. RODRIGUE	ADMINISTRATEUR	16-12-2020	16-12-2025	0 \$
MICHÈLE DEMERS	ADMINISTRATRICE	16-12-2020	16-12-2025	0 \$
KAREN ELTIS	ADMINISTRATRICE	16-12-2020	16-12-2025	0 \$
JOHANKA GIGUÈRE	ADMINISTRATRICE	16-12-2020	16-12-2025	0 \$

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
PIERRE E. AUDET	ADMINISTRATEUR	242,83 \$	0 \$	0 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NON APPLICABLE.

P.3 POUR 2020-2021, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2020-2021 (K\$)
04-01-E3	RECouvreMENTS DE TIERS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR LE RECouvreMENT - HONORAIRES JUDICIAIRES)	78,0
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	25 812,9
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	23 006,7
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	260,9
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES (CAG) QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS.)	2,9
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS US. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS US, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ, CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE.)	0,5
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE.)	42 520,6
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.)	8 523,5
04-03-16	CONTRIBUTIONS PÉNALES (DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, LA CONTRIBUTION PÉNALE A ÉTÉ MAJORÉE ET EST ÉTABLIE EN FONCTION DU MONTANT D'AMENDE : 20 \$ POUR AMENDE INFÉRIEURE À 100 \$; 40 \$ POUR AMENDE ENTRE 100 \$ ET 500 \$ ET 25 % DE L'AMENDE POUR AMENDES SUPÉRIEURES À 500\$. LE PREMIER 10 \$ DE CONTRIBUTION VA AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, 8 \$ EST ENSUITE DISTRIBUÉ AU FAJ ET L'EXCÉDENT DE 18 \$ EST COMPTABILISÉ COMME REVENU SOUS CE POSTE COMPTABLE.)	15 409,1
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET LE CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. EXEMPLE : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, ETC.)	16 880,1
04-04-01	RECouvreMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECouvreMENTS DE DÉPENSES REÇUES DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.)	945,0
04-04-04	RECouvreMENT – RÉMUNÉRATION (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «RÉMUNÉRATION» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT».)	160,3
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES À LA SUITE DU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL), ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. LE REVENU DE L'EXERCICE EN COURS SERA COMPTABILISÉ EN MARS 2021. CE MONTANT NÉGATIF REPRÉSENTE L'AJUSTEMENT À LA BAISSSE PAR RAPPORT AU REVENU ESTIMÉ À LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT.)	(4,7)

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2020-2021 (κ\$)
06-04-AO	CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES (SUBVENTION FÉDÉRALE D'UN MONTANT MAXIMAL ANNUEL DE 829 694 \$. CETTE ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PROVINCE POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES.) CE MONTANT NÉGATIF REPRÉSENTE L'AJUSTEMENT À LA BAISSSE PAR RAPPORT AU REVENU ESTIMÉ À LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT. LE REVENU DE L'ANNÉE EN COURS SERA COMPTABILISÉ À LA SIGNATURE DE L'ENTENTE.	(9,1)
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES.)	35,0
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 \$ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 \$ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 \$.)	26,0
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE.)	67,0
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE.)	30 632,0
TOTAL REVENUS		164 346,7

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2020-2021 (κ\$)
441210	INTÉRÊT SUR COMPTE DE BANQUE	15,0
442066	CONTRIBUTION PÉNALE 8 \$-AMENDES ET CONFISCATIONS	9 732,0
471340	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE	2 400,9
484025	MJQ-TRANSFERT AUTRES ENTITÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	715,0
443010	RECOUVREMENT D'ANNÉES ANTÉRIEURES	12,0
TOTAL REVENUS		12 874,9

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2020-2021 (κ\$)
441210	REVENU D'INTÉRÊT	226,1
484025	MJQ - TRANSFERT AUTRES ENTITÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	7 923,3
442050	SURAMENDE COMPENSATOIRE	2 107,7
442060	CONTRIBUTION PÉNALE – JUGEMENT	0,8
442065	CONTRIBUTION PÉNALE	11 651,1
442070	PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ	1 250,0
470010 + 471139	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	624,7
443010	RECOUVREMENT – DÉPENSES ANNÉES ANTÉRIEURES	27,1
TOTAL REVENUS		23 810,8

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2020-2021 (κ\$)
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)	33 730,2
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	0,0
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (ICPG)	225,9
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L’ASSERMENTATION	522,6
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	3,3
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES VENTES	580,4
TOTAL REVENUS		35 062,4

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2020-2021 (κ\$)
04-02-01	INTÉRÊTS SUR LES COMPTES DE BANQUE	53,1
TOTAL REVENUS		53,1

P.4 POUR 2020-2021 , BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
- B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
- C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
- D. LES RÉSULTATS OBTENUS.

MINISTÈRE

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES

	28 FÉVRIER 2021 MILLIONS DE \$
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	245,5
REVENUS	93,5
RECETTES	91,7
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	247,3
RATIO RECETTES / REVENUS	98,0 %

COMMENTAIRES :

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE (FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU) ET EXCLUT LES DOSSIERS PROVISIONNÉS À LA PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS. AUCUNE CRÉANCE N’A ÉTÉ RADIÉE POUR 2020-2021 AU 28 FÉVRIER 2021. CET EXERCICE DEVRAIT ÊTRE RÉALISÉ AU 31 MARS 2021. LES COMPTES À RECEVOIR POUR L’EXERCICE 2020-2021 SERAIENT ALORS RÉDUITS DE LA SOMME DES CRÉANCES RADIÉES.

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES A POUR MANDAT D’EXÉCUTER LES JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX TANT EN MATIÈRES PÉNALE QUE CRIMINELLE COMPORTANT UNE AMENDE, UN MONTANT CONTRIBUTOIRE ET DES FRAIS JUDICIAIRES CONFORMÉMENT AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LES MESURES EN PLACE POUR EXÉCUTER LES JUGEMENTS SONT :

- TRAITER LES DEMANDES DE LA CLIENTÈLE QUI DÉSIRE CONVENIR D’UN MODE DE PAIEMENT (ENTENTE DE PAIEMENT OU, SELON L’ÉLIGIBILITÉ, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES);
- ENTREPRENDRE DES MESURES D’EXÉCUTION FORCÉE EN CE QUI CONCERNE LES SOMMES NON ACQUITTÉES DANS LE DÉLAI PRESCRIT PAR LE TRIBUNAL, NOTAMMENT PAR :
 - LA TRANSMISSION D’UN AVIS DE NON-PAIEMENT D’AMENDE À LA SOCIÉTÉ DE L’ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC;
 - L’ÉMISSION DES SAISIES;
 - EN TOUT DERNIER RECOURS, LA DEMANDE D’IMPOSITION D’UNE PEINE D’EMPRISONNEMENT.

LES MESURES D’OPTIMISATION SUIVANTES ONT AUSSI ÉTÉ MISES EN PLACE :

- LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE JUSTICE CRIMINELLE ET PÉNALE POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS, 20 ETC ONT ÉTÉ AFFECTÉS À LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES;
- LA PRIORISATION DES ACTIVITÉS QUI PRÉSENTENT UN FORT POTENTIEL DE RECOUVREMENT, PAR EXEMPLE, LE SERVICE À LA CLIENTÈLE POUR CONVENIR NOTAMMENT D’ENTENTES DE PAIEMENT AINSI QUE LE TRAITEMENT DES JUGEMENTS RÉCENTS.

D. LES RÉSULTATS OBTENUS : ÉVOLUTION DU RATIO RECETTES/REVENUS

	EN % 28 FÉVRIER 2021
INFRACTIONS	98,3
PERCEPTION	97,8
TOTAL DU BIA	98,0

ANALYSE

LE RATIO DES RECETTES PAR RAPPORT AUX REVENUS EST DE 98,0 % AU 28 FÉVRIER 2021. IL ÉTAIT DE 91,0 % EN 2019-2020. LA BAISSSE DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES S’EXPLIQUE PAR LE RALENTISSEMENT DE L’ACTIVITÉ JUDICIAIRE EN DÉBUT D’EXERCICE, CE QUI A EU UN IMPACT SUR LE RATIO.

LE RATIO DU NOMBRE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS EN 2020-2021 EST DE 95 % AU 28 FÉVRIER 2021. IL ÉTAIT DE 99 % EN 2019-2020.

P.5 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISION POUR 2021-2022. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

PLAN DIRECTEUR TRIENNAL

PROGRAMME DE TRANSFORMATION (LEXIUS)

- PROJET 1 : DÉPÔT DES ACTES DE PROCÉDURES ET DES DEMANDES (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)
- PROJET 2 : GESTION DU DOSSIER JUDICIAIRE DES REGISTRES ET DU DOSSIER DU JUGE (STATUT : PLANIFICATION EN COURS)
- PROJETS 3 À 6 (STATUT : PLANIFICATION EN COURS) :
 - 3 : NOTIFICATION ET TRANSMISSION DE DOCUMENTS PAR LE GREFFE
 - 4 : SOUTIEN DE L’INSTANCE ET GESTION DES SALLES ET MISE AU RÔLE
 - 5 : GESTION DE L’AUDIENCE NUMÉRIQUE
 - 6 : SERVICES FINANCIERS ET EXÉCUTION DES JUGEMENTS

GESTION ET DIFFUSION DE LA FORMATION (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)

GESTION INTÉGRÉE DES DOSSIERS JURIDIQUES (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS	ÉCART
ACTIVITÉS D’ENCADREMENT	113 800 \$	104 316 \$	9 484 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	890 700 \$	816 475 \$	74 225 \$
PROJETS	150 000 \$	23 880 \$	126 120 \$

AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ AVANCÉE EN 2020-2021 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES RÉALISATIONS 2020-2021

- MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES INFORMATIQUES ET DE TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION
- VENTILATION DES SOMMES ALLOUÉES DANS LE RÉSEAU

2020-2021	
RÉGIONS	PHASE 21
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	70 829 \$
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	112 480 \$
CÔTE-NORD	19 417 \$
ESTRIE	68 728 \$
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	91 674 \$
MAURICIE-BOIS-FRANCS	62 370 \$
MONTRÉAL	107 646 \$
OUTAOUAIS	33 230 \$
QUÉBEC	111 726 \$
RIVE-SUD	109 416 \$
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	53 107 \$
CSJ	10 955 \$
TOTAL	851 578 \$

AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ AVANCÉE EN 2020-2021 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LES DONNÉES SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LES RÉALISATIONS 2020-2021 :

- RÉCEPTION ET ANALYSE DES DEMANDES D’INTENTER DES PROCÉDURES (RÉALISATION TERMINÉE)
- INFORMATISATION DU FORMULAIRE DE DOTATION (RÉALISATION TERMINÉE)
- SYSTÈME DE RECRUTEMENT DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (RÉALISATION EN COURS)
- MIGRATION DE LA SOLUTION DE MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE (RÉALISATION TERMINÉE)

AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ AVANCÉE EN 2020-2021 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

LES DONNÉES SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

ANNÉES CONCERNÉES	ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS	ÉCART
2018-2022	JURIDIQC - GUICHET UNIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL (DOSSIER D'AFFAIRES #1)	17 213 268 \$	6 184 873 \$	11 028 395 \$
2019-2023	SOQUIJ - PROGRAMME DE CONSOLIDATION DES CTI	1 429 590 \$	46 690 \$	1 382 900 \$

AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ AVANCÉE EN 2020-2021 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LES RÉALISATIONS 2020-2021 :

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET STATUT	RÉALISATIONS EN 2020-2021
DÉPÔT DE DOCUMENTS EN LIGNE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – PLANIFICATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : • DÉPÔT D’UN DOSSIER D’OPPORTUNITÉ LIVRAISON EN COURS : • PRÉPARATION D’UN DOSSIER D’AFFAIRES
TRANSFORMATION	AVANT-PROJET (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : • CIBLE D’AFFAIRES ET TECHNOLOGIQUE À HAUT NIVEAU
RECOURS INTRODUCTIF D’INSTANCE EN LIGNE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE	DÉVELOPPEMENT COMPLÉTÉ ET EN OPÉRATION
MIGRATION DU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE À IP	REHAUSSEMENT D’INFRASTRUCTURES	SYSTÈME DÉPLOYÉ ET EN OPÉRATION
TRAITEMENT NUMÉRIQUE DES DÉCISIONS ET MOTIFS	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME	LIVRAISON TERMINÉE : • DÉPÔT D’UN DOSSIER D’OPPORTUNITÉ ET D’UN DOSSIER D’AFFAIRES LIVRAISON EN COURS : • DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME
MS 365	REHAUSSEMENT D’INFRASTRUCTURES	LIVRAISON TERMINÉE : • DÉPÔT D’UN DOSSIER D’OPPORTUNITÉ LIVRAISON EN COURS : • PRÉPARATION D’UN DOSSIER D’AFFAIRES

P.6 POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDiquer :

- A. LA DATE DES RÉNOVATIONS;
- B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS;
- C. LES COÛTS DES RÉNOVATIONS;
- D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

MINISTÈRE

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANTS
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-01-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 371 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2020-05-07	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB CONSTRUCTION ROGER FORTIN INC 9371-1331 QUÉBEC INC TEKNION ROY ET BRETON	109 476 \$
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	2020-09-01	TRAVAUX SUITE À UN REFOULEMENT D'ÉGOUT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	6 341 \$
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	2021-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	137 \$
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	2020-05-26	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE A. & FORTIN INC	390 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	2020-10-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION SUPPORT À DRAPEAUX	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	2 066 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	2020-06-12	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	ENSEIGNES SIMON TEKNION ROY ET BRETON	73 777 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	2020-10-01	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	47 513 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	2020-06-10	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	BASIC 3	34 970 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VAL- D'OR	2020-09-01	PROJET DE VISIOCOMPARUTION – MESURES PÉRENNES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	6 575 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VAL- D'OR	2020-05-21	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	CONSTRUCTION TREM NOR INC PLASTIQUE MULTIFAB	15 683 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VILLE-MARIE	2021-01-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE SALLE 1.01	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	4 896 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VILLE-MARIE	2020-05-20	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	6260845 CANADA INC PLASTIQUE MULTIFAB	7 612 \$
PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU	2020-10-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – AIRE D'ATTENTE 3.110	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	737 \$
PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU	2020-10-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PORTES DES GREFFES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	903 \$
PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU	2020-06-15	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	THERMOS VIZION INC 9111-4439 QUÉBEC INC (IMPRESSION CHARLES)	66 997 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANTS
PALAIS DE JUSTICE DE GRANBY	2021-01-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	54 153 \$
PALAIS DE JUSTICE DE GRANBY	2020-05-13	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE CLAUDE TEKNION ROY ET BRETON	4 405 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2020-10-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	324 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2020-05-19	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE SHERBROOKE PLASTIQUE MULTIFAB ENSEIGNES SIMON	68 548 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES	2020-09-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BUREAU DE JUGES, CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET VESTIAIRE DES AVOCATS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	60 335 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES	2020-05-27	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	FORMOTHANE INC	17 979 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2020-07-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BUREAUX DE JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	53 646 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2020-10-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – ACOUSTIQUE 3.102	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	10 431 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL			ENSEIGNES SIMON 9405-3527 QUÉBEC INC TEKNION ROY ET BRETON LES ENTREPRISES DANIEL ST-PIERRE RICHARD LAPIERRE ÉBÉNISTES ARTOPEX	485 983 \$
	2020-05-29	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19		
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2020-04-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	7 313 \$
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2020-10-26	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	ENSEIGNES SIMON	47 260 \$
CENTRE JUDICIAIRE GOUJIN DE MONTRÉAL	2020-09-16	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	ENSEIGNES SIMON TEKNION ROY ET BRETON	32 109 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LAVAL	2020-10-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BANC DE JURY – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	16 707 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LAVAL	2020-07-02	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	ENSEIGNES SIMON TEKNION ROY ET BRETON	127 851 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2020-08-01	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	55 944 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2020-10-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – TÉLÉCOM	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	54 102 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2020-06-06	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB 9327-9351 QUÉBEC INC	16 263 \$
PALAIS DE JUSTICE DE KUUJUAQ	2020-10-01	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE POMERLEAU	44 729 \$
PALAIS DE JUSTICE D'AMOS	2020-06-25	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE POMERLEAU	55 638 \$
PALAIS DE JUSTICE DE PUVIRNITUK	2020-10-21	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE POMERLEAU	38 093 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LAC-MÉGANTIC	2020-05-14	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9101-0405 QUÉBEC INC (VITRERIE MÉGANTIC)	1 656 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANTS
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2020-06-18	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9177-9512 QUÉBEC INC VITRERIE SMITH INC VITRERIE ML INC PLASTIQUE MULTIFAB	21 809 \$
PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE	2020-04-20	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT INC 9371-1331 QUÉBEC INC	101 553 \$
PALAIS DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2020-05-13	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	ENSEIGNES SIMON 9405-3527 QUÉBEC INC	18 355 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SOREL TRACY	2020-05-13	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	FOURNITURE DE BUREAU DENIS 9405-3527 QUÉBEC INC ENSEIGNES SIMON	27 415 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2020-06-15	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9405-3527 QUÉBEC INC ENSEIGNES SIMON TEKNION ROY ET BRETON	152 718 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MANIWAKI	2020-06-15	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	THERMOS VIZION INC 9111-4439 QUÉBEC INC (IMPRESSION CHARLES)	17 060 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CAMPBELL'S BAY	2020-06-15	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	THERMOS VIZION INC	9 716 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT LA SARRÉ	2020-05-08	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9393-7985 QUÉBEC INC – VITRO PLUS 9371-1331 QUÉBEC INC	10 179 \$
PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA	2020-05-08	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	6260845 CANADA INC PLASTIQUE MULTIFAB 9371-1331 QUÉBEC INC	6 940 \$
POINT DE SERVICE ITINÉRANT SENNETERRE	2020-07-30	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE POMERLEAU BLANCHETTE S.A.M.N.	30 674 \$
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	2020-05-15	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC; VITRERIE MORIN	7 708 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT DE MATANE	2020-05-15	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC VITRERIE MORIN	2 933 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT D'AMQUI	2020-05-15	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC VITRERIE MORIN	2 392 \$
PALAIS DE JUSTICE D'ALMA	2020-05-14	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	2 868 \$
PALAIS DE JUSTICE DE RIVIÈRE-DU-LOUP	2020-05-15	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9405-3527 QUÉBEC INC VITRERIE MORIN 2010 VITRERIE KTR	15 088 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANTS
PALAIS DE JUSTICE DE PERCÉ	2020-11-06	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9405-3524 QUÉBEC INC TEKNION ROY ET BRETON VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC	14 254 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT DE GASPÉ	2020-12-02	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9405-3524 QUÉBEC INC	2 510 \$
PALAIS DE JUSTICE DE L'ÎLE DU HAVRE-AUBERT	2020-07-14	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9405-3524 QUÉBEC INC CONCEPT SYMA INC	3 660 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT DE SAINTE-ANNE-DES-MONTS	2020-12-02	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9405-3524 QUÉBEC INC LES SPÉCIALISTES DU VERRE GHIS-VIN INC	5 580 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT DE CARLETON-SUR-MER	2020-12-02	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9405-3524 QUÉBEC INC	2 070 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY	2020-05-26	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB LETTRAGE CREATION ES GROUPE POLYALTO	3 794 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2020-05-26	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB LETTRAGE CREATION ES GROUPE POLYALTO CONSTRUCTION ROGER FORTIN INC	12 061 \$
PALAIS DE JUSTICE DE THETFORD-MINES	2020-05-25	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB LETTRAGE CREATION ES GROUPE POLYALTO TEKNION ROY ET BRETON	12 688 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LA MALBAIE	2020-05-22	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB	4 492 \$
PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU	2020-05-25	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	FERBLANTERIE CÔTE-NORD INC	16 194 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT DE FORESTVILLE	2020-06-02	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	FERBLANTERIE CÔTE-NORD INC	3 285 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONT-LAURIER	2020-06-02	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB ENSEIGNES FX BOISVERT INC	13 246 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	2020-08-25	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9327-9351 QUÉBEC INC	2 561 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT DE LA CHUTE	2020-08-25	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	9327-9351 QUÉBEC INC	4 792 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VICTORIAVILLE	2020-06-10	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE ML INC TEKNION ROY ET BRETON DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	25 223 \$
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2020-05-26	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	TEKNION ROY ET BRETON DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	13 008 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE	2020-05-26	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	2 322 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANTS
PALAIS DE JUSTICE DE SHAWINIGAN	2020-05-26	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB TEKNION ROY ET BRETON	10 356 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	2020-05-15	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	TEKNION ROY ET BRETON VITRERIE A. & FORTIN INC	31 642 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT DE DOLBEAU-MISTASSINI	2020-05-14	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE A. & FORTIN INC	5 369 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHIBOUGAMAU	2020-05-14	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE A. & FORTIN INC	1 754 \$
PALAIS DE JUSTICE DE NEW-CARLISLE	2020-11-06	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC	835 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT DE MONT-JOLI	2020-05-15	INSTALLATION D'ÉCRANS DE PROTECTION – COVID-19	VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC VITRERIE MORIN	712 \$
COUR D'APPEL DE MONTRÉAL	2020-06-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SALLES DE BAINS POUR LES EMPLOYÉS ET LES JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	33 688 \$
COUR D'APPEL DE MONTRÉAL	2021-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – QUINCAILLERIE DOUCHES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 180 \$

P.7 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2020-2021, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D’AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT;
- B. LES MEMBRES;
- C. LE BUDGET;
- D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2020-2021;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

VOIR PAGES SUIVANTES.

MINISTÈRE

NOTE : LA LISTE SUIVANTE COMPREND LES COMITÉS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, QU’ILS SOIENT SOUS SA RESPONSABILITÉ OU CELLE D’UN AUTRE MINISTÈRE. DE PLUS, POUR CERTAINS DE CES COMITÉS, BIEN QU’IL N’Y AIT EU AUCUNE RENCONTRE EN 2020-2021, LES TRAVAUX DE CEUX-CI SE POURSUIVENT, NOTAMMENT PAR DES ÉCHANGES PAR COURRIEL. AUCUN BUDGET N’A ÉTÉ ALLOUÉ RELATIVEMENT À LA PARTICIPATION À CES COMITÉS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D’ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE ET LA VISION HORIZONTALE DE TOUS LES PROJETS ET PROGRAMMES QUI LA COMPOSENT. IL RÉUNIT DONC LES HAUTS DIRIGEANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CE COMITÉ ASSURE UN <i>LEADERSHIP</i> STRATÉGIQUE DANS LE DÉPLOIEMENT ET LA RÉALISATION DE LA TRANSFORMATION.	LINE DROUIN MARIE-JOSÉE PELCHAT JOHANKA GIGUÈRE	4
COMITÉ D’AUDIT INTERNE	AIDER LA SOUS-MINISTRE DANS L’ATTEINTE DES OBJECTIFS DU MINISTÈRE. IL ASSUME SON RÔLE EN FORMULANT À LA SOUS-MINISTRE DES CONSEILS IMPARTIAUX DANS LE DOMAINE DE LA SAINTE GOUVERNANCE, NOTAMMENT SUR LES ENJEUX LIÉS À L’AUDIT INTERNE, À LA QUALITÉ ET À LA SÉCURITÉ DE L’INFORMATION FINANCIÈRE ET NON FINANCIÈRE ET À LA GESTION DES RISQUES. IL PEUT FOURNIR TOUT AUTRE CONSEIL À LA DEMANDE DU SOUS MINISTRE OU À SA PROPRE INITIATIVE.	LINE DROUIN VÉRONIQUE MORIN CHANTALE MORIN	5
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS SUR LES PROJETS D’OPTIMISATION VISANT L’AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES AUX CITOYENS	ASSURER LE SUIVI DES PROJETS D’OPTIMISATION AFIN QU’ILS ATTEIGNENT LEUR OBJECTIF EN TERMES D’AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES AUX CITOYENS. LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE FIGURE PARMI LES PROJETS SUIVIS.	LINE DROUIN	AUCUNE
SAQIJUQ (VENT QUI TOURNE)	LE PROJET CONSISTE PRINCIPALEMENT À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D’APPROCHES INNOVATRICES POUVANT RÉPONDRE AUX NOMBREUX PROBLÈMES SOCIAUX AU NUNAVIK, DONT PARTICULIÈREMENT CEUX LIÉS À LA CONSOMMATION D’ALCOOL ET DE DROGUES ET LA VIOLENCE FAMILIALE. CE PROJET EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. IL PROJET PRÉVOIT ÉGALEMENT UNE TABLE DES PARTENAIRES COMPOSÉE DES MÊMES INSTANCES RESPONSABLES D’ANALYSER LES ACTIONS ET DE LES METTRE EN ŒUVRE.	LINE DROUIN ALAIN BELLEFEUILLE	AUCUNE
TABLE DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX	ÉCHANGER SUR DES SUJETS D’INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	VÉRONIQUE MORIN	1
RÉSEAU DES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS SUR L’ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE	ASSURER LE SUIVI DES MESURES GOUVERNEMENTALES D’ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF.	VÉRONIQUE MORIN	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ AVISEUR DU PROJET SUR L'INDICE QUÉBÉCOIS D'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE	LE COMITÉ AVISEUR DU PROJET SUR L'INDICE QUÉBÉCOIS D'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE EST RESPONSABLE DE CONCEVOIR UN INDICE SUR L'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE, TEL QU'ANNONCÉ AU PLAN STRATÉGIQUE 2019-2023 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. MESURÉ DÈS L'ANNÉE SUIVANT SA CONCEPTION, CET INDICE REPOSERA NOTAMMENT SUR DIVERSES COMPOSANTES, DONT LA CONFIANCE DES CITOYENS ENVERS LE SYSTÈME DE JUSTICE, LES DÉLAIS JUDICIAIRES ET L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE À LA JUSTICE. PUISQUE L'INDICE PERMETTRA D'IDENTIFIER LES COMPOSANTES DE L'ACCESSIBILITÉ NÉCESSITANT UNE INTERVENTION, LE MINISTÈRE ET SES PARTENAIRES SERONT AINSI MIEUX OUTILLÉS POUR AGIR AFIN D'AMÉLIORER L'ACCÈS À LA JUSTICE. LE COMITÉ EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE ET D'UNE ÉQUIPE DE CHERCHEURS UNIVERSITAIRES.	PATRICK-THIERRY GRENIER JOHANKA GIGUÈRE JULIEN-AURICE LAPLANTE GABRIEL LACROIX-DUFOUR NATHALIE THIBODEAU MARIE-CLAUDE DARAIÇHE	6
COMITÉ DES RESPONSABLES DES UNITÉS DE RELATIONS CANADIENNES	ÉCHANGER SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	ÉVELYNE GAGNÉ	3
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022.	ROGER NOËL	3
SOUS-COMITÉ SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES 2017-2022	METTRE EN ŒUVRE LA MESURE 51 DE CE PLAN D'ACTION, SOIT « CONCEVOIR UN OUTIL DE SENSIBILISATION ET UN CONTENU DE FORMATION SPÉCIFIQUE SUR LES RÉALITÉS DES PERSONNES ÂÎNÉES LGBT À L'INTENTION DES PROFESSIONNELS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE CEUX TRAVAILLANT DANS LES DIFFÉRENTS MILIEUX DE VIE DES PERSONNES ÂÎNÉES (À DOMICILE, RPA, RI-RTF, CHSLD) ».	ROGER NOËL	6
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE <i>PRÉVENIR, DÉPISTER, CONTRER</i> AINSI QUE DU PLAN D'ACTION S'Y RATTACHANT.	ALEXE LÉPINE-DUBOIS JADE CABANA	9
COMITÉ DE RÉVISION DE LA PRATIQUE POLICIÈRE EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE (MSP)	TRAVAILLER DE CONCERT AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE AFIN DE RÉVISER LA PRATIQUE POLICIÈRE EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE AFIN D'ADAPTER CELLE-CI ET D'AMÉLIORER LES INTERVENTIONS AUPRÈS DES VICTIMES.	JADE CABANA	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE AINSI QUE DU PLAN D'ACTION S'Y RATTACHANT.	ALEXE LÉPINE-DUBOIS DELPHINE MATTE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE AUTOCHTONE	ÉLABORER UN PLAN DE MESURES SPÉCIFIQUEMENT DÉDIÉES AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET INUITES.	PATRICK-THIERRY GRENIER JADE CABANA PASCALE LABBÉ	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE (DES MINEURS)	ÉLABORER UN PLAN D'ACTION DES MESURES SPÉCIFIQUEMENT DANS LE DOMAINE DE L'EXPLOITATION SEXUELLE.	PATRICK-THIERRY GRENIER JADE CABANA	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL FEMMES ET COVID	ÉLABORER UN PLAN D'ACTION AVEC DES MESURES TOUCHANT SPÉCIFIQUEMENT LES FEMMES DANS LE CONTEXTE PANDÉMIQUE.	JADE CABANA	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PROMOTION DE RAPPORTS ÉGALITAIRES	ASSURER LA COORDINATION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE PROMOTION DE MODÈLES ET DE COMPORTEMENTS ÉGALITAIRES, ET UNE COHÉSION DANS LA STRATÉGIE ET DANS LE DÉVELOPPEMENT DES TRAVAUX. SOUTENIR LA RÉALISATION D'OUTILS POUR LA PROMOTION DE RAPPORTS ÉGALITAIRES DANS LES LIEUX D'ÉDUCATION.	ALEXE LÉPINE-DUBOIS ESTHER SANSCHAGRIN	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA FRANCOPHONIE	LIEU DE PARTAGE D'INFORMATION SUR LES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX EN MATIÈRE DE FRANCOPHONIE.	LOUIS-FILIP TREMBLAY	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR DE LA CHAIRE DE RECHERCHE SUR L'HOMOPHOBIE DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	LE COMITÉ DIRECTEUR A POUR MANDAT DE SOUTENIR ET DE CONSEILLER LA TITULAIRE DE LA CHAIRE AINSI QUE D'APPROUVER LA PLANIFICATION ANNUELLE DES ACTIVITÉS, LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ET LE RAPPORT D'ACTIVITÉS ANNUEL.	ROGER NOËL	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION	ÉLABORER UN PROCHAIN PLAN D'ACTION.	MARIE-ÈVE MARTIN ESTHER SANSCHAGRIN	3
COMITÉ CONSULTATIF DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022	LE COMITÉ CONSULTATIF A POUR MANDAT DE: CONSEILLER LE BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (BLCHT) CONCERNANT LES ENJEUX ACTUELS ET ÉMERGENTS AINSI QUE LES SUJETS RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE, AU SUIVI, À L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET DE SON PLAN D'ACTION; CONSEILLER LE BLCHT CONCERNANT LES ENJEUX ACTUELS ET ÉMERGENTS AINSI QUE LES SUJETS RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE, AU SUIVI, À L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET DE SON PLAN D'ACTION; FACILITER UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DE L'HOMOPHOBIE ET DE LA TRANSPHOBIE ET, PLUS GÉNÉRALEMENT, DES BESOINS SPÉCIFIQUES DES PERSONNES LGBTQ SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS, NOTAMMENT EN RÉGION; FAVORISER LA CIRCULATION DE L'INFORMATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES; CONTRIBUER À LA MOBILISATION DES PARTENAIRES AUTOUR D'UNE DÉMARCHE STRUCTURÉE ET COHÉRENTE DES INTERVENTIONS. IL EST FORMÉ DES REPRÉSENTANTS DE 14 ORGANISMES DES COMMUNAUTÉS LGBTQ ET EST PRÉSIDÉ PAR LE BLCHT.	ROGER NOËL ALEXE LÉPINE-DUBOIS	4
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DROITS DE LA PERSONNE	CE COMITÉ STRATÉGIQUE A POUR MANDAT DE SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION INTERNATIONAL GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNE, NOTAMMENT EN RENFORÇANT LA COHÉRENCE ET LA PERTINENCE DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNE; EN SOUTENANT LA MISE EN ŒUVRE EFFICACE ET LE PROCESSUS DE REDDITION DE COMPTES RELATIFS AUX DROITS DE LA PERSONNE; ET EN FAISANT CONNAÎTRE À LA POPULATION QUÉBÉCOISE L'ACTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DES DROITS DE LA PERSONNE. DANS LE CADRE DE CE COMITÉ, UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LE RACISME A ÉTÉ MIS EN PLACE AFIN D'ANALYSER LA SITUATION, RÉPERTORIER LES ACTIONS ET MESURES EN PLACE ET PROPOSER CELLES QUI DEVRAIENT ÊTRE DÉVELOPPÉES.	JULIEN-AURICE LAPLANTE FIONA ÉMOND PATRICK-THIERRY GRENIER	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE PROGRAMME REVENU DE BASE	CE COMITÉ STRATÉGIQUE A POUR MANDAT DE SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME REVENU DE BASE.	JULIEN-AURICE LAPLANTE	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DIRECTEUR DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE PROPOSER AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL UN PROJET DE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES ET SON PLAN DE MISE EN ŒUVRE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE	1
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	COORDONNER L'APPLICATION DE NOUVELLES MESURES OU DE RÉFORMES EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE, FAVORISER LA CONCENTRATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DES ACTIONS ET ASSURER UNE COMMUNICATION EFFICACE ET UNE DIFFUSION À L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS.	ANTHONY COTNOIR	6
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	ASSURER LE SUIVI DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2015-2020.	NICOLAS MERCIER-LAMARCHE	2
COMITÉS RÉGIONAUX EN ITINÉRANCE	COORDONNER LES ACTIONS EN ITINÉRANCE AU QUÉBEC.	NICOLAS MERCIER-LAMARCHE MARIE TRAHAN	3
COMITÉ QUÉBÉCOIS DE COORDINATION DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC	VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC.	ANNE LATULIPPE	1
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC PUVIRNITUO – NITSIQ	VEILLER À LA COORDINATION, AU BON FONCTIONNEMENT ET À L'AMÉLIORATION DES OPÉRATIONS QUOTIDIENNES DU NITSIQ.	ANNE LATULIPPE	2
COMITÉ RESTREINT DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC CÔTE NORD	DÉVELOPPER UN PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MINGAN.	ANNE LATULIPPE	3
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC PTTCQ-MTL	VEILLER À LA COORDINATION ET AU BON FONCTIONNEMENT ET À L'AMÉLIORATION DES OPÉRATIONS QUOTIDIENNES DU PTTCQ DE MONTRÉAL.	ANNE LATULIPPE	2
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC PTTCQ-BEAUHARNOIS	DÉVELOPPER UN PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUHARNOIS.	ANNE LATULIPPE	1
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC PTTCQ- LONGUEUIL	DÉVELOPPER UN PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL.	ANNE LATULIPPE	1
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC PTTCQ- GATINEAU	DÉVELOPPER UN PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE GATINEAU.	ANNE LATULIPPE	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES POSSIBILITÉS LÉGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL DES PERSONNES AYANT UN CASIER JUDICIAIRE	ÉTUDIER LES CHANGEMENTS LÉGISLATIFS ET ADMINISTRATIFS EN VUE DE PERMETTRE UN MEILLEUR ACCÈS DES PERSONNES JUDICIAIRISÉES AU MARCHÉ DU TRAVAIL.	ANNE LATULIPPE	1
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LE PROGRAMME ALTERNATIF AUX SANCTIONS PÉNALES POUR MINEURS	DÉVELOPPER UN PROGRAMME ALTERNATIF AUX SANCTIONS PÉNALES POUR MINEURS QUI CONTREVIENNENT À LA LOI 157 ENCADRANT LE CANNABIS.	ANNE LATULIPPE	AUCUNE
COMITÉ CONSULTATIF CRI-QUÉBEC SUR LA JUSTICE	IDENTIFIER LES BESOINS, PRIORITÉS ET STRATÉGIES DU MILIEU CRI ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS EFFICACES ET NOUVELLES POUR FACILITER L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.	ALAIN BELLEFEUILLE GEORGES-BLAISE NYATEU	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	METTRE DE L'AVANT DES MESURES VISANT À OPTIMISER L'UTILISATION DES RESSOURCES ACTUELLES CONSACRÉES À LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE AINSI QUE DES ACTIONS NOVATRICES, ET EN FAIRE LE SUIVI.	PATRICK-THIERRY GRENIER JULIEN-MAURICE LAPLANTE ALAIN BELLEFEUILLE MARJORIE FORGUES JOSÉE TROTTIER	1
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (LSJPA)	ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COORDINATION REQUISES ENTRE LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN REGARD DE LA LSJPA (POLITIQUES, PROCÉDURES ET PRATIQUES) AINSI QUE FORMATION INTÉGRÉE POUR LES INTERVENANTS POLICIERS SOCIAUX ET JUDICAIRES.	MARIE TRAHAN AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	2
SOUS-COMITÉ DE SUIVI SUR LES MESURES EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	REVOIR LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.	MARIE TRAHAN MÉLANIE VALLÉE	2
COMITÉ DE SUIVI C-75 EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	HARMONISER LES PRATIQUES SUITE AUX MODIFICATIONS LÉGISLATIVES.	MARIE TRAHAN MÉLANIE VALLÉE	3
SOUS-COMITÉ DE SUIVI SUR LES SANCTIONS EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	S'ASSURER DE L'APPLICATION DU PROGRAMME DE SANCTIONS DE RECHANGE AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.	MÉLANIE VALLÉE MARIE TRAHAN	1
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE REGISTRE DE LA LOI SUR LE SYSTÈME JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	RÉDIGER UNE ENTENTE EN BONNE ET DUE FORME SUR LA PROPRIÉTÉ DU REGISTRE, SON UTILISATION, LA SÉCURITÉ DES DONNÉES ET LE PARTAGE DES COÛTS.	ÉRIC LESTAGE	AUCUNE
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	SENSIBILISER LA POPULATION ET MOBILISER LES INTERVENANTS À LA PROMOTION DES COMPORTEMENTS PACIFIQUES, À LA PRÉVENTION OU LA DIMINUTION DE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES EN MILIEU SCOLAIRE PAR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS PROVINCIALES OU RÉGIONALES QUI FAVORISENT UN RÉINVESTISSEMENT DES OUTILS DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION AU NIVEAU LOCAL.	JEAN-SÉBASTIEN LALONDE LOUISE PLAMONDON	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉS	FAIRE LE SUIVI DES MESURES ANNONCÉES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LES ABUS ET LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	ESTHER SANSCHAGRIN	AUCUNE
SOUS-COMITÉ NATIONAL SUR L'INTERVENTION CONCERTÉE VISANT À LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	FAIRE UN ÉTAT DE SITUATION ENTOURANT L'INTERVENTION EN MALTRAITANCE AUPRÈS DES PERSONNES ÂÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS SUR LA PERTINENCE DE LA MISE SUR PIED DE PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS ET, S'IL Y A LIEU, PROPOSER DES PISTES D'ACTIONS AINSI QU'UN ÉCHÉANCIER.	JACQUES PRÉSENT	AUCUNE
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE POUR LE PLAN D'ACTION MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	S'ASSURER QUE LES MESURES DU PLAN D'ACTION SOIENT APPLICABLES POUR LES ÂÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES.	ESTHER SANSCHAGRIN	1
COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	CONSEILLER LE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE FINANCIÈRE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	ESTHER SANSCHAGRIN	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
SOUS-COMITÉ LÉGISLATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS POSSIBLES ET ÉTABLIR DES RECOMMANDATIONS AU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE PORTANT SUR LES QUESTIONS SUIVANTES : • IMPOSER DES CONDITIONS AU RACHAT DES ASSURANCES VIE. • RENFORCER LES POUVOIRS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES POUR QU'ELLES PUISSENT AGIR EN CAS DE SOUPÇONS DE MALTRAITANCE. • EXIGER DES MESURES STRICTES DE REDDITION DE COMPTES DE LA PART DES MANDATAIRES. • RESSERRER LES RÉGLEMENTS ET LES OBLIGATIONS ENCADRANT LA CONDUITE DES REPRÉSENTANTS. • FAIRE SAVOIR AUX PROFESSIONNELS QU'ILS ONT L'OBLIGATION D'AGIR.	ESTHER SANSCHAGRIN FERNANDE ROUSSEAU JEAN-FRANÇOIS LORD	AUCUNE
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂNÉES	DÉVELOPPER UNE APPROCHE NATIONALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION ET LA MISE EN APPLICATION D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIO-SANITAIRES DU QUÉBEC.	PATRICK THIERRY-GRENIER	AUCUNE
COMITÉ NATIONAL AVISEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION, DE LA MISE EN APPLICATION ET DU SUIVI D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIO-SANITAIRES DU QUÉBEC.	RICHARD CARBONNEAU ESTHER SANSCHAGRIN	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	ASSURER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE.	ROGER DUPUIS	16
COMITÉ STRATÉGIQUE SUR LES TRAVAUX D'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ACTION COMMUNAUTAIRE (PAGAC)	LE COMITÉ STRATÉGIQUE SUR LES TRAVAUX D'ÉLABORATION DU PAGAC CONTRIBUE À METTRE EN PLACE DES ACTIONS PORTEUSES ET STRUCTURANTES, TOUT EN ASSURANT UNE COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES MESURES ET POLITIQUES EXISTANTES, QUI DEVONT RÉFLÉTER L'ADHÉSION DES MEMBRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ACTION COMMUNAUTAIRE. LES MESURES DEVRONT ÉGALEMENT S'INSCRIRE DANS LA POURSUITE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE	5
COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	VEILLER À TENIR À JOUR LES PRATIQUES POLICIÈRES ÉLABORÉES À L'INTENTION DE L'ENSEMBLE DES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC, AU REGARD DE L'ÉVOLUTION DE LA RÉALITÉ DE L'INTERVENTION POLICIÈRE ET DES CHANGEMENTS JURIDIQUES AYANT DES IMPACTS SUR LE TRAVAIL POLICIER.	ANTHONY COTNOIR JOSÉE LEMIEUX	12
COMITÉ EXPLOITATION ET INTÉGRATION DE PROJET – PROJET PILOTE DE CINÉMÈMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	ANALYSER LES PROBLÉMATIQUES ET PROPOSER DES SOLUTIONS.	HAROLD CÔTÉ	12
COMITÉ DE SUIVI SUR L'IMPLANTATION DE LA MÉDIATION FAMILIALE	VÉRIFIER LE DEGRÉ D'ATTEINTE DES OBJECTIFS QUI SONT À LA BASE DE LA LOI INSTITUANTE, AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE, LA MÉDIATION PRÉALABLE EN MATIÈRE FAMILIALE ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS DE CE CODE. ÉVALUER LES SERVICES DISPENSÉS AUX PLANS QUALITATIF ET QUANTITATIF, LES RÉSULTATS OBTENUS ENTRE LA MÉDIATION ET LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET L'APPRÉCIATION DES SERVICES PAR LA CLIENTÈLE.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER NANCY ALLAIRE	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS (SDA)	ASSURER LA COORDINATION, L'ACCESSIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES SERVICES DE SDA.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE RECOURVEMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS	Étudier la convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille, vérifier sa compatibilité avec le droit québécois et élaborer des propositions de mise en œuvre.	LAURENCE BERGERON SARAH JUNEAU SYLVIE SCHERRER ISABELLE GAGNÉ	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI DU MODÈLE QUÉBÉCOIS DE FIXATION DES PENSIONS ALIMENTAIRES POUR ENFANTS	VÉRIFIER LE DEGRÉ D'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE LA LOI ET DES PRINCIPES DE BASE DU MODÈLE.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER NANCY ALLAIRE	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	ADOPTER DES ORIENTATIONS INTERMINISTÉRIELLES CONCERTÉES EN MATIÈRE DE JUDICIARISATION, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE SERVICES SOCIAUX QUI PRENNENT APPUI SUR LES MEILLEURES CONNAISSANCES DU PHÉNOMÈNE CHEZ LES PERSONNES AYANT UN TSA.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	1
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	AUCUNE
COMITÉ TRAJECTOIRE SANTÉ MENTALE (TJSM)	AMÉLIORATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS QUI IMPLIQUENT DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DE LA COMMUNICATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR DIMINUER LA DÉTENTION PROLONGÉE DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DU SUIVI À LA COUR DES DOSSIERS DANS LESQUELS DES CONDITIONS DE MISE EN LIBERTÉ IMPOSENT AUX ACCUSÉS DE SE PRÉSENTER EN PSYCHIATRIE, EN COLLABORATION AVEC LE SPVM, LE DPCP, LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, LES AVOCATS DE LA DÉFENSE, L'AIDE JURIDIQUE, LE SCP, LES CIUSSS, L'INPL-PINEL ET LE MSP.	MARIE TRAHAN	2
COMITÉ DIRECTEUR RÉGIONAL DE SUIVI PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	CONCERTATION DES PARTENAIRES EN VUE DE LA MISE EN PLACE DU PROGRAMME, ÉVALUER LE FONCTIONNEMENT DU PROJET ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS POUR L'AMÉLIORATION.	MARIE TRAHAN	21
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	DÉFINIR LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET DE MISE EN ŒUVRE DES PAJ-SM, S'ASSURER QUE LES DÉVELOPPEMENTS LIÉS AU PROJET S'APPUIENT SUR LES DONNÉES PROBANTES ET LES MEILLEURES PRATIQUES DANS LE DOMAINE, DÉNOUER LES ENJEUX RENCONTRÉS À PARTIR DE LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE, ASSURER LA GESTION STRATÉGIQUE DES RISQUES DU PROJET ET ASSURER LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS EN SUSPENS, SUIVRE L'AVANCEMENT DU PROJET ET APPORTER LES AJUSTEMENTS NÉCESSAIRES, EFFECTUER LA LIAISON NÉCESSAIRE ET PERTINENTE ENTRE LES RÉSEAUX IMPLIQUÉS DANS LE PROJET DE MISE EN ŒUVRE, INTERPELLER LES PARTENAIRES DU PROJET POUR TOUTE QUESTION D'ORGANISATION OU RELATIVE À L'IMPUTABILITÉ DES PARTIES ET CONSULTER ET IMPLIQUER LA MAGISTRATURE EN TEMPS OPPORTUN.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN NICOLAS MERCIER LAMARCHE	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DE COORDINATION PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	RECEVOIR LES ORIENTATIONS ET LES DIRECTIVES DU COMITÉ STRATÉGIQUE DU PROJET DE MISE EN ŒUVRE DES PAJ-SM ET EN ASSURER LA COMPATIBILITÉ AVEC LES TRAVAUX DE CELLE-CI, ASSURER LA COMPATIBILITÉ DES TRAVAUX AVEC LES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET LES ORIENTATIONS INTERMINISTÉRIELLES, COORDONNER LES TRAVAUX DU PROJET EN ASSURANT LA PRISE EN COMPTE DE LA RÉALITÉ DE CHAQUE PARTENAIRE ET EFFECTUER LES TRAVAUX DES PILOTES DE MANDAT ORGANISATIONNELS IMPLIQUÉES, GUIDER ET SOUTENIR LES TRAVAUX DES PILOTES DE MANDAT OPÉRATIONNELS, ASSURER LA GESTION DES RISQUES ET DES ENJEUX DE NIVEAUX TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL ET PROPOSER DES MESURES DE MITIGATION AU COMITÉ DIRECTEUR.	MARIE TRAHAN NICOLAS MERCIER LAMARCHE	4
COMITÉ DE SUIVI PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL) (PMR)	MISE EN ŒUVRE DU PMRG.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	5
COMITÉ DE DÉPLOIEMENT PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL) (PMR)	PLANIFIER LE DÉPLOIEMENT DU PMRG SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA PROVINCE.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	5
COMITÉ D'ACCÉLÉRATION DU RECOURS AU PMRG	FAVORISER L'ADHÉSION DES PROCUREURS DU DPCP ET AINSI LE RECOURS AU PMRG.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	2
COMITÉ DE VIGIE PMRG	ASSURER L'HARMONISATION DES MESURES DE RECHANGE ET ANALYSER LES CAS PARTICULIERS.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	1
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	S'ASSURER DU BON FONCTIONNEMENT DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE ET DU PARTAGE DES BONNES PRATIQUES ENTRE LES RÉGIONS ET VEILLER À LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE.	JADE CABANA	3
SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	VEILLER À LA RÉVISION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE.	JADE CABANA	3
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE EN REGARD DE LA CONFIDENTIALITÉ ET DE L'ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS	RÉVISER LA SECTION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE PORTANT SUR LA CONFIDENTIALITÉ ET L'ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS.	JADE CABANA	3
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE AU REGARD DE LA LPJ	RECOMMANDER LES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA CONCORDANCE DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE AUX MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LPJ.	JADE CABANA	AUCUNE
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	OFFRIR UN LIEU D'ÉCHANGE, DE COLLABORATION ET D'INFLUENCE FONDÉ SUR L'IDÉE QUE LE CITOYEN SOIT AU CENTRE DES INITIATIVES EN MATIÈRE DE JUSTICE.	LINE DROUIN PATRICK-THIERRY GRENIER SOPHIE VÉZINA	3
COMITÉ DE GOUVERNANCE DU FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	OFFRIR UN LIEU D'ÉCHANGE, DE COLLABORATION ET D'INFLUENCE FONDÉ SUR L'IDÉE QUE LE CITOYEN SOIT AU CENTRE DES INITIATIVES EN MATIÈRE DE JUSTICE.	PATRICK-THIERRY GRENIER	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DE COORDINATION AU SOUTIEN DU DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES CENTRES DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ CERTIFIÉS PAR LA FONDATION DR JULIEN	SOUTENIR LE DÉPLOIEMENT DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES CENTRES DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ (CPSC) CERTIFIÉS PAR LA FONDATION DR JULIEN NOTAMMENT AU REGARD DE L'APPORT DE RESSOURCES PROVENANT DU MILIEU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MÉDECINS, INFIRMIERS, TRAVAILLEURS SOCIAUX, PSYCHOLOGUES), DU MILIEU JURIDIQUE (COLLABORATION ENTRE LES ACTEURS JURIDIQUES PERTINENTS [AIDE JURIDIQUE, AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE EFFECTUANT DES MANDATS PRO BONO, CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ] ET LES CPSC) AINSI QUE DU MILIEU DE L'ÉDUCATION (ARRIMAGE ENTRE LE MILIEU SCOLAIRE ET LES CPSC).	CHRISTIAN CARON JEAN-SÉBASTIEN LALONDE	5
TABLE CENTRALE DE COORDINATION SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES	COORDONNER LES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LES TABLES LOCALES AFIN D'ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COHÉSION DES DÉMARCHES EN COURS ET DE PERMETTRE LE TRANSFERT D'EXPERTISE ET D'ÉLABORER LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES DANS LES VILLES POUR LES AUTOCHTONES.	PRISCILLA GRONDIN JADE CABANA	4
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN DÉPENDANCE	S'ASSURER DE LA PLANIFICATION ET DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX.	ANNE LATULIPPE	AUCUNE
COMITÉ DE LIAISON POUR LE SUIVI DU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LE NUNAVIK	COORDONNER LES TRAVAUX AFIN DE S'ASSURER DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LA PROTECTRICE DU CITOYEN.	JACQUES PRÉSENT ALAIN BELLEFEUILLE	AUCUNE
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	TRAVAILLER À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.	ESTHER SANSCHAGRIN	AUCUNE
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES EXPERTISES PSYCHOSOCIALES	S'ASSURER QUE LES EXPERTISES PSYCHOSOCIALES SOIENT RÉALISÉES DANS LES MEILLEURS DÉLAIS EN MATIÈRE FAMILIALE À LA COUR SUPÉRIEURE.	NANCY ALLAIRE ÉVELYNE DESCHÊNES	4
COMITÉ SUR LE TROISIÈME PLAN D'ACTION VISANT À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE	VOIR À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	1
COMITÉ DE CONCERTATION SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CCIVAC)	ASSURER LA CONCERTATION DES ACTIONS DU CNESST ET DU MJQ RELATIVES À L'ADMINISTRATION DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.	SOPHIE JONCAS RICHARD CARBONNEAU SERGE GHORAYEB ANIK OUIJET CATHERINE GEOFFROY	4
COMITÉ DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	COORDONNER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL. ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ET DES ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT DE FAÇON PARALLÈLE.	JACQUES PRÉSENT	2
COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNESS) ET LE SOUS-COMITÉ. ASSUJETTISSEMENT/DÉTACHEMENT (SCAD)	NÉGOCIER DES ENTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ET COORDONNER LES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS EN MATIÈRE D'ASSUJETTISSEMENT ET DE DÉTACHEMENT.	JULIEN FRENETTE	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNANT LES EXPERTISES HISTORIQUES EN MATIÈRE AUTOCHTONE (CIEH)	FAIRE DES RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS DÉCISIONNELLES RELATIVEMENT À LA NATURE ET À LA PORTÉE DES EXPERTISES REQUISES EN MATIÈRE AUTOCHTONES ET ASSURER UN SUIVI DE LA RÉALISATION DES EXPERTISES.	DANIEL BENGHOZI HUBERT NOREAU-SIMPSON ALEXANDRE OUELLET SOPHIE LÉPINE-ZARUBA	4
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONSULTATION EN MATIÈRE AUTOCHTONE (GIS)	COORDONNER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE CONSULTATION ET DÉVELOPPER DES OUTILS POUR FACILITER L'ANALYSE DES DOSSIERS POUVANT NéCESSITER UNE CONSULTATION DANS LE RESPECT DES ENSEIGNEMENTS DE LA COUR SUPRÊME.	SOPHIE LÉPINE ZARUBA ROSEMARIE FORTIER SYLVIE BOULAY CATHERYNE BÉLANGER	4
COMITÉ SUR LES COMPARUTIONS LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS	COORDONNER LES RÉFLEXIONS EN MATIÈRE DE COMPARUTION LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS.	GAÉTAN RANCOURT CAROLINE DION CHRISTINE DUBOIS MARC GAGNÉ	15
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	FORUM OÙ SONT DISCUTÉS ET PROPOSÉS DES ORIENTATIONS ET SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	MARJORIE FORGUES PAUL CHARBONNEAU GAÉTAN RANCOURT RÉMI GAUTHIER KATHERINE MORISSETTE KEVIN VERRET	1
COMITÉ DU STRATÉGIQUE DU PLAN DE REPRISE	ÉLABORER DES STRATÉGIES DE REPRISE DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES EN TEMPS DE PANDMIE DE LA COVID-19.	MARJORIE FORGUES KARINE LAROCHELLE MYLÈNE MARTEL PATRICK THIERRY-GRENIER YAN PAQUETTE GAÉTAN RANCOURT PAUL CHARBONNEAU KATHERINE MORISSETTE	7
TABLES DE SÉCURITÉ RÉGIONALES	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES DE SÉCURITÉ VÉCUES, PROPOSER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX RÉALITÉS LOCALES OU RÉGIONALES, ÉTABLIR LES PRIORITÉS D'ACTION ET EN ASSURER LE SUIVI.	DIRECTEURS RÉGIONAUX PIERRE-CHARLES THIBAUT RÉMI GAUTHIER	2
COMITÉS RÉGIONAUX DE LIAISON AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	FAVORISER LES ÉCHANGES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERTÉES AUX PROBLÉMATIQUES LOCALES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	DIRECTEURS DES PALAIS DE JUSTICE	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	MARJORIE FORGUES MÉLANIE CODERRE SOPHIE DEMERS SÉBASTIEN BONNEAU RÉMI GAUTHIER KATHERINE MORISSETTE GAÉTAN RANCOURT	6
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	MARJORIE FORGUES JULIE MALOUIN PIERRE BEAULIEU CÉLINE CLAVEAU SÉBASTIEN BONNEAU RÉMI GAUTHIER GAÉTAN RANCOURT KATHERINE MORISSETTE	3
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	MARJORIE FORGUES KATHERINE MORISSETTE GAÉTAN RANCOURT VIATEUR CYR RÉMI GAUTHIER SÉBASTIEN BONNEAU MARIE-CLAUDE PARENT	6
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL (DALLES DE STATIONNEMENT ET MUR RIDEAU)	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	FLORENCE ASSELIN PAUL CHARBONNEAU SÉBASTIEN BONNEAU MARIANNE BASTIEN GAÉTAN RANCOURT RÉMI GAUTHIER MARJORIE FORGUES	3
COMITÉ DIRECTEUR – ÉDIFICE L.-P. PIGEON	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	GAÉTAN RANCOURT FLORENCE ASSELIN MARJORIE FORGUES	3
COMITÉ RÉNOVATION DU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU	DÉTERMINER LES BESOINS EN RÉNOVATION POUR RÉPONDRE À L'ENSEMBLE DES SERVICES DONNÉS.	MIREILLE JONCAS CLAIRE BILODEAU RÉMI GAUTHIER GAÉTAN RANCOURT	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	EXERCER UN RÔLE CONSEIL AUPRÈS DU DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION DANS LA DÉFINITION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	MYLÈNE MARTEL	1
SOUS-COMITÉ RESSOURCES, PERFORMANCE ET ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE	- EXAMINER LES SUJETS EN LIEN AVEC LES RESSOURCES, LA PERFORMANCE ET L'ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE. - CONSEILLER LE COMITÉ DE GOUVERNANCE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES (CGRI) ET LE DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION EN LA MATIÈRE. - ÉTUDIER LES PRATIQUES, LES MÉCANISMES ET LES RÈGLES DE GOUVERNANCE ET RECOMMANDER LEUR APPROBATION AU CGRI. - ABORDER TOUT AUTRE ENJEU QUI LUI EST DÉLÉGUÉ PAR LE CGRI.	MYLÈNE MARTEL	5
COMITÉ DE GOUVERNANCE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES	ÉLABORER LES ORIENTATIONS À PROPOSER AU CONSEIL DU TRÉSOR, ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE CONCERTÉE DES ORIENTATIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR ET IDENTIFIER DES OPPORTUNITÉS D'OPTIMISATION, DE PARTAGE ET DE MISE EN COMMUN DE SERVICES EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET D'ACTIFS INFORMATIONNELS, NOTAMMENT EN FAVORISANT LEUR INTEROPÉRABILITÉ.	MYLÈNE MARTEL	4
AQ - ÉQUIPE DE RÉPONSE AUX INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE (SIGLE ISSU DES COMPOSANTS « COMPUTER EMERGENCY RESPONSE TEAM » ET « ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE »)(CERT/AO)	LE QUÉBEC DISPOSE DE SA PROPRE BRIGADE DE DÉFENSE CONTRE LES INTRUSIONS CYBERNÉTIQUES. LE MANDAT DU CERT/AO EST D'ANALYSER LES DERNIÈRES ALERTES DE SÉCURITÉ ET D'ACTIVITÉS VIRALES QUI PEUVENT TOUCHER LE RÉSEAU GOUVERNEMENTAL ET DE PARTAGER DE L'INFORMATION RELATIVEMENT AU DOMAINE DE LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE.	PATRICK BOISVERT MONIQUE DINH	40
COMITÉ GOUVERNEMENTAL DE GOUVERNANCE DE L'INFORMATION	ORGANISÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LA MESURE CLÉ 14 DE LA STRATÉGIE DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE, LE COMITÉ A POUR OBJECTIF DE RÉALISER L'ARCHITECTURE DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE.	ZIED KALLEL	AUCUNE
COMITÉ DES ORGANISMES PUBLICS PRÉCURSEURS EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	DÉFINIR LES BONNES PRATIQUES ET OUTILS EN MATIÈRE D'ADOPTION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.	ZIED KALLEL	3
CELLULE D'ACCÉLÉRATION NUMÉRIQUE (CAN)	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU CENTRE QUÉBÉCOIS D'EXCELLENCE NUMÉRIQUE (CQEN), LA CAN A POUR MISSION D'ACCÉLÉRER ET DE FACILITER LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE EN FAVORISANT LE PARTAGE ET LA COLLABORATION À TRAVERS L'ÉCOSYSTÈME.	SYLVAIN DESCHÈNES	3
COMITÉ CLIENT DES SERVICES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC (ITQ)	PRENDRE CONNAISSANCE DES CHANGEMENTS À VENIR AUX SERVICES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES OFFERTS PAR ITQ.	CHARLES ÉMOND	2
GRUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET ÉVALUATION DE PROGRAMME (GRAEP)	CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ET À LA VALORISATION DE LA FONCTION D'ÉVALUATION DE PROGRAMME DANS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	MÉLANIE BEAULIEU FRANÇOIS BÉLAND	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (PAGLCHT) 2017-2020	PARTICIPER À L'ÉVALUATION DU PAGLCHT.	LISA-MARIE ROY MÉLANIE BEAULIEU FRANÇOIS BÉLAND	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ CONSULTATIF D'ÉVALUATION (CCÉ) DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS 2017-2022	PARTICIPER À L'ÉVALUATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL.	FRANÇOIS BÉLAND	1
COMITÉS CONSULTATIF D'ÉVALUATION (CCÉ) DE LA MODERNISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE	PARTICIPER À L'ÉVALUATION DE LA MODERNISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE (TRANSFORMATION).	GAÉTAN RANCOURT FRANÇOIS BÉLAND TATYANA LITOVCHENKO DULCE MARIA CRUZ HERRERA	1
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'UTILISATION ACCRUE DE LA VISIOCONFÉRENCE EN MATIÈRE JUDICIAIRE	IMPLANTER LA VISIOCOMPARUTION SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE.	PAUL CHARBONNEAU SOPHIE DEMERS DOMINIQUE CÔTÉ	86
TABLE GOUVERNEMENTALE AUX AFFAIRES TERRITORIALES ET GOUVERNEMENTALES	ASSURER L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES DU QUÉBEC.	PATRICK-THIERRY GRENIER	3
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME	CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES AU REGISTRE DES LOBBYISTES.	CHRISTIAN G. SIROIS ÉLISABETH GEOFFROY ISABELLE GASSE	1
COMITÉ SERVICES QUÉBEC – GROUPE DE TRAVAIL SUR LES GRANDS REGISTRES DE L'ÉTAT	RÉALISER UNE ÉTUDE GOUVERNEMENTALE SUR LES REGISTRES DE L'ÉTAT.	CHRISTIAN G. SIROIS ÉLISABETH GEOFFROY CHRISTINE LAVOIE	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES DONNÉES OUVERTES (SUPPORTÉ PAR LE COMITÉ DE COORDINATION)	DÉTERMINER LES ENGAGEMENTS ANNUELS ET LES PRIORITÉS DU MESI POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES ET LA COLLABORATION AU PLAN D'ACTION POUR LE GOUVERNEMENT OUVERT DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET APPROUVER LE CADRE FORMEL POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES AU MESI AINSI QUE LES PROJETS D'OUVERTURE DE JEUX DE DONNÉES.	JEAN-FRANÇOIS LORD (COMITÉ DIRECTEUR) BENOÎT CARBONNEAU (COMITÉ DE COORDINATION)	AUCUNE
CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES RÉGIONALES (CAR)	FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES OU ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT ET LA COHÉRENCE DE LEURS ACTIONS À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION, PARTICULIÈREMENT EN MATIÈRE D'OCCUPATION ET DE VITALITÉ DES TERRITOIRES (OVT).	DIRECTEURS RÉGIONAUX	10
COMITÉ DE COORDINATION RÉGIONALE DES OPÉRATIONS (CCRO)	DISCUSSION CONCERNANT LES ENJEUX RÉGIONAUX ET LE RÈGLEMENT DE CERTAINES PROBLÉMATIQUES. CES COMITÉS ONT ÉTÉ MIS SUR PIEDS POUR FAIRE FACE AUX CHANGEMENTS OPÉRATIONNELS EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE LA COVID-19.	DIRECTEUR RÉGIONAL DIRECTEURS LOCAUX	190
COMITÉ CONCERNANT LA CAPACITÉ DE DÉTENTION AU NUNAVIK POUR LA TENUE DES ENQUÊTES	VOIR LA CAPACITÉ DES INFRASTRUCTURES ET DES RESSOURCES HUMAINES QUI SERAIT NÉCESSAIRE POUR PERMETTRE LA TENUES DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ DES PRÉVENUS SUR LE TERRITOIRE DU NUNAVIK EN VISIOCONFÉRENCE.	PAUL CHARBONNEAU LISA CARROLL	2
COMITÉ MONTRÉAL SUR LA FLUIDITÉ DES AUDITIONS (DGSM-MSSS-MAGISTRATURE-BARREAU)	ASSURER LA BONNE MARCHÉ DES AUDITIONS EN MODE SEMI-VIRTUEL EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE AVEC LES CIUSSS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL.	PAUL CHARBONNEAU	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D’ACTION SUR LE TROUBLE DU SPECTRE DE L’AUTISME 2017-2022	ASSURER LE SUIVI ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION.	AUDREY TURMEL	AUCUNE
GRUPPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES CAMPS AUTOCHTONES	RÉFLÉCHIR SUR LA QUESTION DES CAMPS ÉRIGÉS PAR LES AUTOCHTONES SUR LE TERRITOIRE PUBLIC.	ROSEMARIE FORTIER	2
COMITÉ DE SÉLECTION DES PROJETS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L’INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	RECEVOIR, ANALYSER ET ÉMETTRE LES RECOMMANDATIONS À LA MINISTRE RELATIVEMENT AUX PROJETS RETENUS.	RICHARD CARBONNEAU VÉRONIQUE SAUCIER	1
COMITÉ SUR LES SERVICES OFFERTS AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS LES CAVAC	COORDONNER LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DESTINÉS AUX AUTOCHTONES DANS LES CAVAC ET DÉVELOPPER DE NOUVEAUX OUTILS ADAPTÉS À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA	2
COMITÉ DIRECTEUR DE L’OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM) DE QUÉBEC	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS CONCERTÉE ET RÉPONDANT AUX PRÉOCCUPATIONS DE TOUS.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA	AUCUNE
COMITÉ SUR L’ACTION CONCERTÉE ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D’ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D’UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE.	REGROUPER DIFFÉRENTS PARTENAIRES TRAVAILLANT DE PRÈS À L’APPLICATION DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE AINSI QU’À SA MISE À JOUR.	JADE CABANA	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA CRIMINALISATION DU VIH	CONSEILLER LES INSTANCES MINISTÉRIELLES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE SUR LES ARTICULATIONS DES POLITIQUES DE JUSTICE ET DE SANTÉ PUBLIQUE, À LA LUMIÈRE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES ET DES PRINCIPES LÉGAUX, AU SUJET DE LA CRIMINALISATION DE L’EXPOSITION AU VIH.	ANTHONY COTNOIR	AUCUNE
TABLE DE SUIVI, MINISTÈRES ET ORGANISMES, 4 MODES DE DOTATION – EMPLOIS EN LIGNE	TABLE DE SUIVI AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AYANT UNE DÉLÉGATION POUR TENIR DES PROCESSUS DE QUALIFICATION. LES RENCONTRES TÉLÉPHONIQUES SONT CONSTITUÉES DE DISCUSSIONS SUR LES NOUVEAUTÉS, LES AMÉLIORATIONS, LES SUIVIS ET LES PROBLÉMATIQUES EN LIEN AVEC LA TENUE DE PROCESSUS DE QUALIFICATION DANS SON ENSEMBLE INCLUANT LE SYSTÈME « EMPLOIS EN LIGNE ».	JULIE GÉLINAS SERGIO ROJAS CHANTALE VACHON LOUIS-ANDRÉ PICHETTE	3
COMITÉ DE CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LA PROMOTION DES EMPLOIS DE LA FONCTION PUBLIQUE	PROMOUVOIR LES EMPLOIS POUR LESQUELS DES BESOINS DE MAIN-D’ŒUVRE ONT ÉTÉ DÉTERMINÉS AFIN D’ATTIRER ET DE RETENIR LES MEILLEURS CANDIDATS ET CANDIDATES ET PROMOUVOIR L’IMAGE D’UNE FONCTION PUBLIQUE RENOUVELÉE SELON LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.	WILLIAM DOUCET	2
TABLE DE CONCERTATION EN STRATÉGIE D’ÉVALUATION	ÉCHANGER SUR LES OUTILS, LES PRATIQUES ET LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE D’ÉVALUATION.	JULIE GÉLINAS	AUCUNE
TABLE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE EN GESTION DE MAIN-D’ŒUVRE (GMO)	DISCUTER ET ÉCHANGER SUR LES GRANDS DOSSIERS EN GMO ET DE CEUX TRAITÉS AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR. PARTAGER L’OPTIMISATION DES FAÇONS DE FAIRE EN GMO.	VIRGINIE NADEAU	3
TABLE DE SUIVI DES OPÉRATIONS EN RESSOURCES HUMAINES (RH)	DISCUTER SUR LES OPÉRATIONS EN RH.	CHANTALE VACHON	3
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DES HABILETÉS DE GESTION	PARTAGER DES CONNAISSANCES, DES FAÇONS DE FAIRE DANS LE DÉVELOPPEMENT DES CADRES, DES BONNES PRATIQUES ET DES BONS COUPS.	JULIE PELLETIER	6

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN GESTION DU CHANGEMENT	PARTAGER DES RÉFLEXIONS, DES CONNAISSANCES, DES BONNES PRATIQUES, DES OUTILS ET DES EXPÉRIENCES EN GESTION DU CHANGEMENT ET EN TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE AU SEIN DES MINISTÈRES.	CATHERINE RIOUX	3
COMITÉ CONSULTATIF DES SOLUTIONS D'AFFAIRES GOUVERNEMENTALES EN RESSOURCES HUMAINES	COMITÉ PERMANENT COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE MINISTÈRES ET ORGANISMES (MO) ET DE MEMBRES D'ITQ, AYANT POUR MANDAT DE : - FORMULER DES AVIS ET RECOMMANDATIONS AUX MO RH, EN VUE DE LA PRISE DE DÉCISIONS RELATIVEMENT AUX PRIORITÉS DES DEMANDES D'ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3. - PARTAGER L'INFORMATION SUR L'ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3 ET SUR LES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS GOUVERNEMENTALES EN RH, NOTAMMENT DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE.	KARINE LAROCHELLE	AUCUNE
COMITÉ CONSULTATIF DU DOMAINE D'AFFAIRES RH	COMITÉ TEMPORAIRE COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE MO ET DE MEMBRES D'ITQ, AYANT POUR MANDAT DE : - FORMULER DES AVIS ET RECOMMANDATIONS AUX MO RH, EN VUE DE LA PRISE DE DÉCISIONS RELATIVEMENT AUX PRIORITÉS DES DEMANDES D'ÉVOLUTION DE SGR7. - PARTAGER L'INFORMATION SUR L'ÉVOLUTION DE SGR7 ET SUR LES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLUTION PAIE.	HÉLÈNE GAGNÉ	2
COMITÉ DE COORDINATION DU RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE	FAVORISER ACTIVEMENT L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE DANS LE DOSSIER DE LA PRÉVENTION ET DE LA GESTION DES CONFLITS ET DU HARCÈLEMENT, ET CE, EN PRIVILÉGIANT LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE, LE PARTAGE ET LE SOUTIEN.	CHRISTIANE DAIGLE MARIE-ÈVE JALBERT	4
COMITÉ DE CONSULTATION DIRECTION RH (DRH) SUR L'ÉVALUATION ET LE SUIVI DES EMPLOIS D'ENCADREMENT AINSI QUE DE LA GESTION DE LA MASSE SALARIALE THÉORIQUE	DANS LE CADRE DE LA « STRATÉGIE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 2018 – 2023 », ET CE, DANS LE BUT DE MIEUX VOUS SOUTENIR ET VOUS OUTILLER, LA DIRECTION DE LA CLASSIFICATION A ÉLABORÉ UN GUIDE SUR LA GESTION DES MASSES SALARIALES THÉORIQUES. AVANT DE DIFFUSER LE GUIDE À L'ENSEMBLE DES DRH DE LA FONCTION PUBLIQUE, UN COMITÉ DE TRAVAIL A ÉTÉ FORMÉ AFIN DE RECUEILLIR VOS COMMENTAIRES À L'ÉGARD DE CELUI-CI.	VIVIANE ST-AMAND MICHAUD	1
RÉSEAU DES CONSEILLERS EN RELATIONS DU TRAVAIL	FAVORISER LA COLLABORATION ET L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE AINSI QUE LE PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION.	MARIE-FRANCE VEILLEUX	1
RÉSEAU DES RESPONSABLES EN GESTION DE L'INVALIDITÉ ET DE LA RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	FAVORISER LA COLLABORATION ET L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE AINSI QUE LE PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION.	MARIE-CLAUDE JOLY	1
GRUPE DE CO-DÉVELOPPEMENT EN GESTION DE L'INVALIDITÉ ET DE LA RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	DISCUTER ET APPORTER DES PISTES D'ACTION POUR DIVERS CAS D'INVALIDITÉ ET DE RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL. ÉCHANGER SUR LES BONNES PRATIQUES À METTRE EN PLACE ET PARTAGER LEUR EXPERTISE.	MARIE-CLAUDE JOLY	7
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA REFONTE EN DOTATION	ÉCHANGER SUR LES DÉFIS, OPPORTUNITÉS ET ENJEUX EN LIEN AVEC LA REFONTE DU PROCESSUS DE DOTATION À VENIR.	JULIE GÉLINAS	2
TABLE DE CONCERTATION EN DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ORGANISÉES PAR LE SCT	TABLE D'ÉCHANGE SUR LES BONNES PRATIQUES EN DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES.	CHLOÉ HOFSTETTER	9

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN DIVERSITÉ ET INCLUSION	L'OBJECTIF DE CE RÉSEAU EST DE FORMER ET D'OUTILLER LES RÉPONDANTS DES MO AFIN QU'ILS PUISSENT ACCOMPAGNER LES GESTIONNAIRES DANS LA SUPERVISION D'ÉQUIPES DIVERSIFIÉES ET RÉPONDRE AUX QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ À L'EMPLOI, À LA DIVERSITÉ ET À L'INCLUSION.	NATHALIE ARSENAULT	3
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN PROMOTION DE LA SANTÉ ET DES SAINES HABITUDES DE VIE	LE RÉSEAU DES CONSEILLERS EN PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE DE LA FONCTION PUBLIQUE REGROUPE L'ENSEMBLE DES CONSEILLERS EN PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE AINSI QUE DES CONSEILLERS DE CERTAINS ORGANISMES HORS FONCTION PUBLIQUE. IL ASSUME, ENTRE AUTRES, LES RÔLES DE : • DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DE LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE; • PERFECTIONNER LA CONNAISSANCE ET LES COMPÉTENCES DES CONSEILLERS; • SOUTENIR LES CONSEILLERS EN PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE EN FAVORISANT LES ÉCHANGES ET LE PARTAGE D'OUTILS ENTRE EUX, DE MÊME QUE LA MISE EN COMMUN DE LEURS EXPÉRIENCES.	NATHALIE ARSENAULT	2
RÉSEAU DES GESTIONNAIRES EN DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL	PARTAGER DES CONNAISSANCES, DES FAÇONS DE FAIRE, DES BONNES PRATIQUES ET DES OUTILS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL ET ACCOMPAGNEMENT DES GESTIONNAIRES.	RÉMI ARCHAMBAULT NICOLE GAUVIN	3
RÉSEAU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE)	RÉSEAU COORDONNÉ PAR LE SCT. L'OBJECTIF DU RÉSEAU PAE EST LE PARTAGE D'INFORMATION, LA FORMATION, LA CRÉATION D'OUTILS, ETC.	MARIE-EVE BÉRUBÉ	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION (CIRI)	HARMONISER LES CLAUSES TYPES ET LES FRAIS INDIRECTS DE RECHERCHE (FIR) AFFÉRENTS AUX PROJETS DE RECHERCHE UNIVERSITAIRES.	BENOÎT CARBONNEAU	AUCUNE
COMITÉ DE COORDINATION DE LA GOUVERNANCE MINISTÉRIELLE POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES AU MEI	S'ASSURER QUE L'ENSEMBLE DES PARTIES PRENANTES DU MINISTÈRE SOIENT ENGAGÉES DANS LE MOUVEMENT D'OUVERTURE DES DONNÉES ET APPORTER L'EXPERTISE ET LA COLLABORATION DES UNITÉS CONCERNÉES.	VALÉRIE ROY-PERREAULT	1
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONVENTION DE LA HAYE SUR LES TITRES INTERMÉDIÉS	PROCÉDER À L'ANALYSE DE L'ÉTAT DU DROIT AU CANADA AFIN DE PROPOSER À LA CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA DES AVENUES POUR PERMETTRE LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE CONVENTION AU CANADA.	JEAN-FRANÇOIS LORD	AUCUNE
COMITÉ DE GOUVERNANCE INTERMINISTÉRIEL IMPLANTATION D'UN NOUVEAU LIEN ENTRE QUÉBEC ET LÉVIS	METTRE EN PLACE DES LEVIERS POUR OPTIMISER LES DÉLAIS. CES LEVIERS CONSISTENT NOTAMMENT EN LA REVUE DES PROCESSUS ÉTABLIS POUR CHACUN DES MINISTÈRES AFIN DE TRAVAILLER EN AMONT ET IDENTIFIER LES ENJEUX ET PROBLÉMATIQUES AFIN D'APPORTER LES ACTIONS REQUISES POUR LIMITER LES TEMPS D'ATTENTES OU D'APPROBATIONS.	JULIE MASSÉ MARISE ST-PIERRE MARIE-SOPHIE LECLERC SARA PONTON	AUCUNE
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE PÉNALE	FAVORISER LA CONCERTATION SUR DIFFÉRENTS SUJETS EN MATIÈRE DE JUSTICE, NOTAMMENT EN CE QUI A TRAIT L'ÉVOLUTION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE, ET POURSUIVRE LE SUIVI DES INDICATEURS RELATIFS AUX AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE POUR LES RÉGIONS LES PLUS À RISQUE.	RENÉE GIGUÈRE GAÉTAN RANCOURT	AUCUNE
COMITÉ TRIPARTITE SUR LE PLAN DE SÉCURITÉ INCENDIE ET DES MESURES D'URGENCE (PSIMU) DES PALAIS DE JUSTICE	RÉVISER LE PSIMU ET PROPOSER UN MODÈLE UNIQUE POUR L'ENSEMBLE DES PALAIS DE JUSTICE.	BRIGITTE LEVESQUE ANNIE TURCOTTE MICHEL FALARDEAU	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
TABLE LOCALE D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES À SEPT-ÎLES	AMÉLIORER ET FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX AUTOCHTONES.	MIREILLE JONCAS	2 +5 (SOUS-COMITÉ JUSTICE) + 1 SOUS-COMITÉ INTERPRÈTES
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	VIATEUR CYR	8
TABLE LOCALE (LA TUQUE/SHAWINIGAN) D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES POUR LES AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN	AMÉLIORER ET FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX AUTOCHTONES.	STÉPHANE DESJARDINS	3
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MARIE-ÈVE CORMIER	7
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MICHEL FALARDEAU	6
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	GILLES PRÉCOURT	5
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MIREILLE JONCAS	6
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	DOMINIC VAILLANCOURT	5
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MARIO BÉLANGER	4
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND-MONTRÉAL	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	CATHERINE MORNEAU	7
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MICHÈLE CUERRIER	6
GRUPE DE TRAVAIL QUÉBEC – COURS MUNICIPALES	VALIDER ET APPROUVER LES NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE ET LES NOUVELLES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES EN APPUI AUX PROGRAMMES DE TRANSFORMATION DE LA JUSTICE EN CONTEXTE MUNICIPAL. ÉTABLIR DES STANDARDS ET ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	GABRIEL LACROIX-DUFOUR MARJORIE FORGUES PATRICK-THIERRY GRENIER FRANCINE ASSELIN	2
COMITÉ VALIDEUR – GOUVERNANCE ET GESTION DE L'INFORMATION JUDICIAIRE	VALIDER ET APPROUVER LES PRINCIPAUX LIVRABLES DU PROJET DE MISE EN PLACE D'UN CADRE DE GOUVERNANCE ET DE GESTION DE L'INFORMATION JUDICIAIRE EN COLLABORATION AVEC LA MAGISTRATURE (COUR DU QUÉBEC, COUR SUPÉRIEURE, COUR D'APPEL).	MYLÈNE MARTEL PATRICK-THIERRY GRENIER GUILLAUME LEBLOND SOPHIE HEIN MARJORIE FORGUES	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ PERMANENT DE MISE EN ŒUVRE DES ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE	DÉVELOPPER DES OUTILS FAVORISANT LA PÉRENITÉ DE LA MÉMOIRE INSTITUTIONNELLE ET LE PARTAGE DES CONNAISSANCES AU REGARD DES CONVENTIONS ET ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE ET CONSEILLER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES LORSQU’ILS DOIVENT ADOPTER DES MESURES OU NÉGOCIER ET METTRE EN ŒUVRE DES CONVENTIONS ET ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE.	HUBERT NOREAU-SIMPSON ROSEMARIE FORTIER	3
COMITÉ DES PARTENAIRES DU GUICHET UNIQUE D’INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL	ASSURER LE SUIVI DE L’ÉCHÉANCIER DE LA PHASE EN COURS DE RÉALISATION, LES COÛTS, LA GESTION DES RISQUES ET LE SUIVI DES CONDITIONS ÉMISES DANS L’AVIS DE DÉROGATION DU SECRÉTARIAT À LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE.	YAN PAQUETTE PATRICK-THIERRY GRENIER JULIEN-MAURICE LAPLANTE CAROLINE DORVAL VÉRONIQUE SAUCIER	19
DÉCLARATION NATIONALE SUR LES LANGUES AUTOCHTONES – COMITÉ DE TRAVAIL	PARTICIPER AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DES TRAVAUX (JOURNÉES DE RÉFLEXION, ETC.), CONTRIBUER À L’ÉLABORATION DES ORIENTATIONS, PROPOSER DES OUTILS DE MISE EN ŒUVRE ET ÉCHANGER SUR L’ENSEMBLE DES PROPOSITIONS.	CATHERINE DE BILLY	2
COMITÉ DE LIAISON DE COORDONNATEURS	PRENDRE CONNAISSANCE DES RISQUES ET DES ACTIONS QUI SONT TRANSMIS PAR SOQUJ], ASSURER LE SUIVI DE LA PERFORMANCE DU PROJET (PAR PHASE DE RÉALISATION), LES JALONS, LES ENJEUX ET LES ACTIVITÉS RÉALISÉES, EN COURS ET À VENIR.	VÉRONIQUE SAUCIER CÉLINE DUFRESNE CAROLINE VACHON MICHAEL DUBÉ FRANCINE GRAVEL	24
COMITÉ D’ORIENTATION DE PROJET (COP) DE L’ENQUÊTE POPULATIONNELLE SUR LA VIOLENCE CONJUGALE	ORIENTER ET PARTICIPER À L’ÉLABORATION DE LA PREMIÈRE ENQUÊTE POPULATIONNELLE SUR LA VIOLENCE CONJUGALE AU QUÉBEC.	JADE CABANA	1
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PRATIQUE JUDICIAIRE EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE	REVOIR LES PROCÉDURES ET TROUVER DES MOYENS POUR AMÉLIORER LA PRATIQUE DEVANT LA CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE LA COUR DU QUÉBEC.	GASTON PELLETIER VINCENT-W. ROY ISABELLE DUPONT	7
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA SIGNATURE LANGAGE CLAIR	PARTICIPER À UNE RÉFLEXION AFIN D’IDENTIFIER LES MEILLEURS MOYENS POUR FACILITER LA COMMUNICATION ENTRE LES PROFESSIONNELS ET LES CITOYENS.	ROSGARYS MERCADO MICHEL PAQUETTE	1
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA JUSTICE AU NUNAVIK	AMÉLIORER LES SERVICES DE JUSTICE AU NUNAVIK.	ALAIN BELLEFEUILLE JOSÉE TROTTIER JULIEN-MAURICE LAPLANTE	1
COMITÉ D’IMPLANTATION DE LA VISIOCOMPARUTION DANS LE NORD-DU-QUÉBEC	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DE LA VISIOCOMPARUTION DANS LE NORD-DU-QUÉBEC POUR LA TENUE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ.	PAUL CHARBONNEAU JOSÉE TROTTIER	5
FORUM ADMINISTRATIF DE LA MAGISTRATURE - MJQ	FORUM D’ÉCHANGES ENTRE LES AUTORITÉS MINISTÉRIELLES ET LES JUGES EN CHEF DES COURS DU QUÉBEC AFIN NOTAMMENT DE DISCUTER DE L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.	LINE DROUIN MARJORIE FORGUES LISA CARROLL	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ STRATÉGIQUE SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES À LA SUITE D'UN DÉCÈS	COMITÉ VISANT À GUIDER LES TRAVAUX MENÉS AFIN DE SIMPLIFIER LES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES À LA SUITE D'UN DÉCÈS, À TROUVER DES SOLUTIONS AUX PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES ET PROPOSER DES SOLUTIONS ARRIMÉES.	PATRICK-THIERRY GRENIER MARJORIE FORGUES	3
COMITÉ DIRECTEUR INTERMINISTÉRIEL – PLAN GOUVERNEMENTAL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES À LA SUITE D'UN DÉCÈS	ÉLABORER DES SOLUTIONS POSSIBLES AUX PRINCIPALES DIFFICULTÉS D'ORDRE JURIDIQUE OU ADMINISTRATIVE RENCONTRÉES PAR LES CITOYENS APPELÉS À RÉGLER LA SUCCESSION D'UN PROCHE.	MICHEL PAQUETTE JULIEN-MAURICE LAPLANTE	3
CHANTIER SUR L'IDENTIFICATION DU LIQUIDATEUR D'UNE SUCCESSION	OFFRIR AUX LIQUIDATEURS D'UNE SUCCESSION LA POSSIBILITÉ DE S'IDENTIFIER UNE SEULE FOIS AUPRÈS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. RÉDUIRE LES EFFORTS CONSACRÉS PAR LES MO À L'IDENTIFICATION DES LIQUIDATEURS.	ÉLISABETH GEOFFROY STÉPHANIE TURCOTTE HAKIMA AIT ADER MEZIANE MICHEL PAQUETTE	2
GRUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUPPRIMANT L'EXIGENCE DE LA LÉGALISATION DES ACTES PUBLICS ÉTRANGERS, CONCLUE À LA HAYE LE 5 OCTOBRE 1961	LE MANDAT EST DE DÉTERMINER LA OU LES AUTORITÉS COMPÉTENTES DÉSIGNÉES ET LE OU LES MINISTÈRES ET ORGANISMES RESPONSABLES DE CRÉER ET DE METTRE À JOUR LE REGISTRE ÉLECTRONIQUE DES APOSTILLES DÉLIVRÉES.	JESSICA DUBÉ ISABELLE GASSE LAURENCE BERGERON SIMON BÉGIN SYLVIE SCHERRER MARILÈNE GALLIEN	1
COMITÉ DE TRAVAIL DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL – MINISTÈRE DE LA JUSTICE	LE MANDAT EST D'ÉCHANGER SUR LES RÉALITÉS ET LES BESOINS DE CHAQUE ORGANISATION AFIN D'IDENTIFIER LES PROCESSUS ET MÉCANISMES DE COMMUNICATION.	MARIE-ÉMILIE ROCHETTE CATHERINE MORNEAU ÉVELYNE DESCHÈNES	AUCUNE
TABLE MAGISTRATURE - MJQ SUR LA STATISTIQUE JUDICIAIRE	PRÉSIDÉE PAR LA SOUS-MINISTRE, CETTE TABLE A POUR MANDAT DE DÉVELOPPER UNE CULTURE COMMUNE DE LA MESURE STATISTIQUE D'ÉLÉMENTS CLÉS DE NOTRE SYSTÈME DE JUSTICE AUPRÈS DES PRINCIPAUX PARTENAIRES. ELLE VISE ENTRE AUTRES À DÉFINIR ET À COMMUNIQUER LES ORIENTATIONS QUANT AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES POURSUIVIS PAR LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DE DONNÉES STATISTIQUES DU SYSTÈME DE JUSTICE AINSI QU'À PRÉCISER L'ÉTENDUE ET LA PORTÉE DE LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DE DONNÉES STATISTIQUES DU SYSTÈME DE JUSTICE.	LINE DROUIN GABRIEL LACROIX-DUFOUR PATRICK-THIERRY GRENIER MARJORIE FORGUES	AUCUNE
COMITÉ DE TRAVAIL EN MATIÈRE PÉNALE	LE COMITÉ A POUR MANDAT DE CONFIRMER LA VALIDITÉ DES TRAVAUX ET INDICATEURS EN MATIÈRE PÉNALE, D'AMÉLIORER LA PRÉCISION DES RÉSULTATS LIÉS AUX INDICATEURS ET DE CHERCHER DES RÉPONSES AUX QUESTIONNEMENTS SOULEVÉS EN LA MATIÈRE.	RIM BOUMIL GABRIEL LACROIX-DUFOUR DJANE MESSIER MARTIN ROSS	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DES AGENTS DE LIAISON DE L'ENTREPRISE NATIONALE RELATIVE À LA STATISTIQUE JURIDIQUE (CALENRSJ)	RATTACHÉ AU CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE (CCSJ) DE STATISTIQUE CANADA, LE CALENRSJ SE COMPOSE DE FONCTIONNAIRES MINISTÉRIELS NOMMÉS PAR LES SOUS-MINISTRES DES JURIDICTIONS CANADIENNES, DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE STATISTIQUE CANADA RESPONSABLE DU CCSJ, AINSI QUE D'UN REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES CHEFS DE POLICE. LE COMITÉ APORTE DES ÉCLAIRCISSEMENTS SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT DANS LA COLLECTIVITÉ, PASSE EN REVUE DES ARTICLES DE JURISTAT EN COURS DE PRÉPARATION ET D'AUTRES RAPPORTS, ET CONSTITUE UNE VOIE DE COMMUNICATION ENTRE LES FOURNISSEURS DE DONNÉES ET LE CCSJ POUR LA DISCUSSION DES QUESTIONS LIÉES À LA QUALITÉ DES DONNÉES.	GABRIEL LACROIX-DUFOUR ALBERT BESNIER	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (CIDD) EST UNE INSTANCE DONT LES DÉCISIONS VISENT À ORIENTER LA CONTRIBUTION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN LA MATIÈRE. IL EST ÉGALEMENT UN LIEU D'ÉCHANGE, D'INFORMATION ET DE PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. LES TRAVAUX DU CIDD SE DÉROULENT DANS UN ESPRIT ET UNE DYNAMIQUE PARTICIPATIVE ET CONTRIBUTIVE. PRÉSIDÉ PAR LE SOUS-MINISTRE ADJOINT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (MELCC), LE CIDD EST FORMÉ DE GESTIONNAIRES DE HAUT NIVEAU (SOUS-MINISTRES ADJOINTS OU ADJOINTES, SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS OU ASSOCIÉES OU LEUR ÉQUIVALENT), QUI ACCOMPAGNENT LE MINISTÈRE DANS LA RÉALISATION DES MANDATS QUE LUI CONFIE LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.	PATRICK-THIERRY GRENIER GABRIEL LACROIX-DUFOUR	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SUR L'ACCOMPAGNEMENT À LA SUITE D'UN DÉCÈS	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MTESS VISE À DÉVELOPPER DES OUTILS PERMETTANT DE GUIDER LE CITOYEN VERS LES BONS SERVICES GOUVERNEMENTAUX.	MARTINE AUGER STÉPHANIE TURCOTTE LY N-TIR	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES EN MATIÈRE DE SUCCESSION	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MTESS, VISE À AMÉLIORER L'AUTOMATISATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES DES MO À LA RÉCEPTION DE L'INFORMATION DU DÉCÈS.	ÉLISABETH GEOFFROY MARTINE AUGER	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES TESTAMENTAIRES	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MTESS, VISE À IDENTIFIER DES SOLUTIONS VISANT À VISE À SIMPLIFIER LA RECHERCHE TESTAMENTAIRE.	MARIE-FRANCE GENDREAU, STÉPHANIE TURCOTTE MICHEL PAQUETTE, MARTINE AUGER ÉLISABETH GEOFFROY	2
COMITÉ DE TRAVAIL POUR LE POSITIONNEMENT DE L'ICPG	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU CONSEIL DU TRÉSOR, A POUR MANDAT D'ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX QUANT AU POSITIONNEMENT RELATIF À LA NéCESSITÉ ET LA COUVERTURE OFFERTE PAR L'ICPG À TITRE DE SERVICE DE CERTIFICATION À PORTÉE GOUVERNEMENTALE.	CAROLE FERRON ÉLISABETH GEOFFROY	5

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ OPÉRATIONNEL SUR LES CAMÉRAS PORTATIVES	LE COMITÉ EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP ET IL ÉTUDIE LES ENJEUX OPÉRATIONNELS DE LA MISE SUR PIED DE SYSTÈMES DE CAMÉRAS PORTATIVES AU SEIN DES CORPS POLICIERS QUÉBÉCOIS. UN RAPPORT SUR LES CONCLUSIONS DES DEUX COMITÉS (OPÉRATIONNEL ET TECHNIQUE) PARTICIPANT À CES TRAVAUX DOIT ÊTRE PRODUIT AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2021 POUR LE COMITÉ DIRECTEUR SUR LES CAMÉRAS PORTATIVES.	ANTHONY COTNOIR	5
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SUR L'IDENTIFICATION DU LIQUIDATEUR D'UNE SUCCESSION	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MTESS, VISE À IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS INTERMINISTÉRIELLES POUR SIMPLIFIER LES DÉMARCHES DU CITOYEN AVEC L'ÉTAT. LE MANDAT DE CE CHANTIER A POUR OBJECTIFS : OFFRIR AUX LIQUIDATEURS D'UNE SUCCESSION LA POSSIBILITÉ DE S'IDENTIFIER UNE SEULE FOIS AUPRÈS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. RÉDUIRE LES EFFORTS CONSACRÉS PAR LES MO À L'IDENTIFICATION DES LIQUIDATEURS.	ÉLISABETH GEOFFROY STÉPHANIE TURCOTTE HAKIMA AIT AMER MEZIANE MICHEL PAQUETTE MARTINE AUGER	3
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES	FAIRE LES ANALYSES POUR LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES POUR CERTAINES INFRACTIONS POUR LES STATIONNEMENTS POUR LES VILLES DE MONTREAL ET QUÉBEC.	CHRISTIAN CARON ÉLISE LABRECQUE GASTON PELLETIER FERNANDE ROUSSEAU AMÉLIE COUTURE-ROY KATHYE POMMERLEAU VICKY LAMONTAGNE	3
GROUPE DE TRAVAIL INDÉPENDANT SUR RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE	ÉTUDIER LA STRUCTURE TARIFAIRE ACTUELLE DES HONORAIRES ET DÉBOURS DE L'AIDE JURIDIQUE POUR LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS QUANT À UNE ÉVENTUELLE RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE.	SECRÉTARIAT / SOUTIEN TECHNIQUE : MYRIAM ANCTIL ROSGARYS MERCADO	9
GROUPE DE TRAVAIL SUR LES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ) SPÉCIFIQUES AUX ENFANTS ET FAMILLES DES PREMIÈRES NATIONS ET INUIT (PNI)	EXAMINER LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX FAMILLES ET AUX ENFANTS DES PNI DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, DE DOCUMENTER LES DIFFICULTÉS D'APPLICATION ET DE PROPOSER DES MODIFICATIONS À LA LPJ EN ASSURANT LES MODIFICATIONS NÉCESSAIRES AUX AUTRES LOIS (EX. LSSSS, CODE CIVIL DU QUÉBEC, LRR, ETC.).	LOUISE PLAMONDON	5
TABLE DE CONCERTATION MSSS-MJQ CONCERNANT LES JEUNES ET LA FAMILLE	FAVORISER LA COLLABORATION POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX DES 2 MINISTÈRES.	FRÉDÉRIC MAHEUX LOUISE PLAMONDON FERNANDE ROUSSEAU ROSGARYS MERCADO	2
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE SUIVI DES TRAVAUX DE LA COMMISSION SPÉCIALE DES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE	COORDONNER LES TRAVAUX GOUVERNEMENTAUX RELATIFS À LA CSDEPJ ET DE LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE COMMISSION, LE CAS ÉCHÉANT.	FERNANDE ROUSSEAU FRÉDÉRIC MAHEUX	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RELATIF AUX INTRODUCTIONS PAR EFFRACTION DANS LES ÉTABLISSEMENTS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC	LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RELATIF AUX INTRODUCTIONS PAR EFFRACTION DANS LES ÉTABLISSEMENTS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC EST FORMÉ DE JURISTES ET DE PROFESSIONNELS DU MINISTÈRE DE L’AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L’ALIMENTATION, DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA DIRECTION AUX POURSUITES PÉNALES ET CRIMINELLES ET A POUR MANDAT D’ÉVALUER LES MEILLEURES PISTES DE SOLUTIONS LÉGISLATIVES ET NON LÉGISLATIVES À METTRE EN PLACE AFIN DE PRÉVENIR OU CONTRER LES INTRODUCTIONS PAR EFFRACTION ET MÉFAITS, AINSI QUE LES IMPACTS QUI PEUVENT EN DÉCOULER DANS LES ÉTABLISSEMENTS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC, PLUS PARTICULIÈREMENT EN PRÉSENCE D’ANIMAUX D’ÉLEVAGE.	ALIONA BANCILA FÉLIX PLANTE ABDOU THIAW	4
COMITÉ SUR LES ENTRÉES SANS AUTORISATION (DANS LES FERMES ET EXPLOITATIONS AGRICOLES)	LE COMITÉ RÉFLÉCHIT SUR UNE ÉVENTUELLE LÉGISLATION ENCADRANT LE PHÉNOMÈNE DES MANIFESTATIONS D’ACTIVISTES SUR CES LIEUX.	ABDOU THIAW	5
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES AJOUTS AUX TERRES DE RÉSERVE	LE GROUPE DE TRAVAIL EST DIRIGÉ PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES. IL A ÉTÉ CRÉÉ EN FÉVRIER 2020 POUR DOCUMENTER LES ENJEUX SOULEVÉS PAR LES AJOUTS AUX TERRES DE RÉSERVE EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS ET ÉLABORER DES RECOMMANDATIONS AFIN D’ACTUALISER LES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE CRÉATION OU D’AGRANDISSEMENT DE RÉSERVES.	LAURIE ANCTIL	17
COMITÉ FÉDÉRAL PROVINCIAL – ENTENTE DE PARTAGE DE L’INFORMATION PROVENANT DES TRIBUNAUX QUÉBÉCOIS VERS LE SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA	LE MANDAT DU COMITÉ EST D’ÉCHANGER AVEC LE SERVICE CORRECTIONNEL CANADIEN ET LES AUTRES PROVINCES QUANT À LA MODERNISATION DES MÉCANISMES DE TRANSMISSION DES INFORMATIONS JUDICIAIRES.	SYLVAIN LECOURS MARIUS LUPU MANON GAGNON	3
TABLE DE CONCERTATION DU MILIEU ARCHIVISTIQUE QUÉBÉCOIS	TABLE DE CONCERTATION PRÉSIDÉE PAR BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC DONT LE MANDAT VISE À MOBILISER LES FORCES DES INTERVENANTS AFIN D’UNE PART, DE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ET À LA PÉRENNITÉ DE L’ARCHIVISTIQUE QUÉBÉCOISE ET, D’AUTRE PART, D’ASSURER LA MISE EN PLACE DES MEILLEURES PRATIQUES AFIN D’ASSURER UNE SAINTE GESTION DES DOCUMENTS TOUT AU LONG DE LEUR CYCLE DE VIE, DEPUIS LEUR CRÉATION À LEUR DIFFUSION ET MISE EN VALEUR.	LAURIE GIRARD-SIMARD	2
COMITÉ D’ARRIMAGE TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL AVEC LES PARTENAIRES 1.0	CE COMITÉ VISE À ASSURER UN MAXIMUM DE PARTAGE D’INFORMATION ET DE PRÉVOIR LES ARRIMAGES NÉCESSAIRES DONT LES ORIENTATIONS ET DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DU PROGRAMME LEXIUS. CE COMITÉ EST COMPOSÉ DE GESTIONNAIRE DU DPCP ET DE GESTIONNAIRES ET PROFESSIONNELS DU MSP.	MARIUS LUPU PATRICIA GIGNAC ANGIE DIONNE VINCENT BELZIL JOHN-WILLIAM CELY ZIED KALLEL	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ LEXIUS D'ARRIMAGE TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL AVEC LES PARTENAIRES 2.0	CE COMITÉ VISE À ASSURER UN MAXIMUM DE PARTAGE D'INFORMATION ET DE PRÉVOIR LES ARRIMAGES NÉCESSAIRES DONT LES ORIENTATIONS ET DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DU PROGRAMME LEXIUS. LE COMITÉ EST FORMÉ DE GESTIONNAIRES DES DIFFÉRENTS PARTENAIRES DE PROXIMITÉ DU PROGRAMME LEXIUS TELS QUE LE DPCP, LE MSP, LA SOQUIJ, LA CHAMBRE DES HUISSIERS ET SON ASSOCIATION, LA CHAMBRE DES NOTAIRES ET AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	CAROLINE LANDRY PATRICIA GIGNAC MARIUS LUPU JOHN-WILLIAM CELY SANDRA ALVAREZ CAROLINE DOUCET PAULINE LAFRANCE RENÉE GIGUÈRE GAÉTAN RANCOURT	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL ET DES PARTENAIRES AUTOCHTONES POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE INFORMATION SUR LA JUSTICE ET LES AUTOCHTONES	UN VOLET ADDITIONNEL À LA FORMATION EN LIGNE CONÇU POUR L'ENSEMBLE DES EMPLOYÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES EST EN DÉVELOPPEMENT POUR SENSIBILISER LES INTERVENANTS SOCIO-JUDICIAIRES À L'ENSEMBLE DES ENJEUX EN MATIÈRE DE JUSTICE PROPRES AUX PREMIÈRES NATIONS ET AUX INUITS. UN COMITÉ CONSULTATIF FORMÉ DE PARTENAIRES AUTOCHTONES ET DE REPRÉSENTANTS INSTITUTIONNELS A ÉTÉ MIS SUR PIED EN SOUTIEN AU PROJET PILOTÉ PAR LE BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES DU MJQ ET L'UQAM.	PASCALE LABBÉ	1
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN AMÉLIORATION CONTINUE	PARTAGER DES BONNES PRATIQUES EN AMÉLIORATION CONTINUE ET DANS LES DOMAINES APPARENTÉS PAR UNE COMMUNAUTÉ REGROUPANT DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS.	JEAN-FRANÇOIS LÉVESQUE	12
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN GESTION DES BÉNÉFICES	PARTAGER LES BONNES PRATIQUES EN GESTION DES BÉNÉFICES PAR UNE COMMUNAUTÉ REGROUPANT DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS.	CATHERINE BERNIER	AUCUNE
RÉSEAU STRATÉGIQUE DE VEILLE ET DE PROSPECTIVE	LE RÉSEAU, ANIMÉ PAR L'ÉNAP, PERMET AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES ET ORGANISMES D'ÉCHANGER SUR LEURS PRATIQUES EN MATIÈRE DE VEILLE. IL COMPREND DES ACTIVITÉS COMME DES PANELS OU CONFÉRENCES AINSI QUE DES RENCONTRES DE TRAVAIL AFIN DE RÉDIGER DES LIVRABLES.	JANINE KAPOL FRANCIS GAGNON BENJAMIN POULIN-DAIGLE	5
COMITÉ DE GESTION DES RISQUES DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE	CE COMITÉ ASSURE LA SURVEILLANCE DES RISQUES DES PROJETS ET DES PROGRAMMES DU PMSJ AINSI QUE DES MESURES D'ATTÉNUATION QUI Y SONT ASSOCIÉES. DE PLUS, LE COMITÉ RÉALISE AU BESOIN UNE GESTION DES RISQUES TRANSVERSAUX LIÉS AU PMSJ ET EN ASSURE LE SUIVI. ENFIN, LE COMITÉ REND COMPTE DE L'ÉVOLUTION DES RISQUES ET DE LA MISE EN PLACE DES MESURES D'ATTÉNUATION AU COMITÉ DE DIRECTION MINISTÉRIELLE (CDM) PAR LE DÉPÔT D'UN REGISTRE DES RISQUES DU PMSJ ET D'U PLAN DE GESTION DES RISQUES.	WILFRIED AFFODEGON SÉBASTIEN GUÉRARD CHRISTINE CÔTÉ CAROLINE LANDRY GAËTAN RANCOURT GENEVÈVE CHABOT JOHANKA GIGUÈRE LISE PROULX MARIE-CLAUDE DARAIICHE JOSÉE CHABOT MÉLANIE VALLÉE CHARLES ÉMOND	8

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'ÉVALUATION DU PLAN DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE	LA COORDONNATRICE DU COMITÉ EST RESPONSABLE DE L'ÉVALUATION DU PMSJ ET SON RÔLE EST D'AVISER LES AUTORITÉS DU MJQ, AINSI QUE LA RESPONSABLE DE LA COORDINATION DE L'ÉVALUATION DU PMSJ EN CE QUI À TRAIT AUX ENJEUX D'ÉVALUATION, AU CONTENU (MÉTHODOLOGIQUE/JURIDIQUE), À LA PORTÉE (LÉGALE, RÉGLEMENTAIRE, STRATÉGIQUE, BUDGÉTAIRE) ET À LA FORME DES LIVRABLES D'ÉVALUATION.	PATRICK-THIERRY GRENIER DULCE MARIA CRUZ HERRERA JOHANKA GIGUÈRE ELISMARA SANTANA GAÉTAN RANCOURT	1
COMITÉ DIRECTEUR – CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PROGRESSIF	COMITÉ DE GOUVERNANCE SUR LES ACTIVITÉS DU CENTRE. LE CENTRE A POUR OBJECTIF LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RECHERCHE FONDAMENTALE ET APPLIQUÉE EN DROIT PROSPECTIF ET DANS DES DISCIPLINES CONNEXES.	PATRICK-THIERRY GRENIER	1
COMITÉS INTERMINISTÉRIELS – CURATEUR PUBLIC	CES COMITÉS VISENT À ASSURER LES ARRIMAGES REQUIS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION OPÉRÉE PAR LE CURATEUR PUBLIC.	PATRICK-THIERRY GRENIER	1
COMITÉ CÔTE-NORD	COMITÉ MIS EN PLACE PAR LE BARREAU DU QUÉBEC AFIN D'IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES PROPRES À LA SITUATION SUR LA CÔTE-NORD ET DE METTRE EN PLACE LES SOLUTIONS REQUISES.	PATRICK-THIERRY GRENIER	2
COMITÉ NUNAVIK	COMITÉ MIS EN PLACE PAR LE BARREAU DU QUÉBEC AFIN D'IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES PROPRES À LA SITUATION DU NUNAVIK ET DE METTRE EN PLACE LES SOLUTIONS REQUISES.	PATRICK-THIERRY GRENIER	1
RENCONTRES INTERMINISTÉRIELLES DES SMA – VIOLENCES SEXUELLES ET CONJUGALES	COMITÉ MIS EN PLACE PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE VISANT À DISCUTER DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE DANS LE CONTEXTE DU SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE, DE LA PROLONGATION ET DU RENOUVELLEMENT DE LA STRATÉGIE VIOLENCES SEXUELLES ET DU PREMIER RAPPORT DU COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS LIÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE.	PATRICK-THIERRY GRENIER	3
JUSTICE DANS LE NORD	COMITÉ REGROUPANT LES PRINCIPAUX PARTENAIRES DE LA JUSTICE, VISANT À IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES RELATIVES AUX CLIENTÈLES AUTOCHTONES DANS LE NORD DU QUÉBEC, À CONVENIR DES SOLUTIONS REQUISES ET À LES METTRE EN PLACE.	PATRICK-THIERRY GRENIER JULIEN-MAURICE LAPLANTE JACQUES PRÉSENT ALAIN BELLEFEUILLE JOSÉE TROTTIER LISA CARROLL MARJORIE FORGUES	5
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE RÉGIME ENREGISTRÉ D'ÉPARGNE INVALIDITÉ (REEI)	ÉLABORER D'AVANTAGE LES SOLUTIONS MISES DE L'AVANT DANS LE RAPPORT EN VUE DE PROPOSITION DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES.	GASTON PELLETIER ÉLISE LABRECQUE YANN DUGUAY MATHIEU BÉRUBÉ ANDRÉ-CLAUDE VEILLETTE	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ PERMANENT SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE	EXAMINER LES RECOMMANDATIONS DES DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LPJ; RECOMMANDER, S'IL Y A LIEU, DES MODIFICATIONS À LA LPJ; IDENTIFIER ET RECOMMANDER LES MODIFICATIONS QUI POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES À LA LPJ AFIN D'AMÉLIORER LA CAPACITÉ DU DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (DPJ) À INTERVENIR AUPRÈS DES FAMILLES ET DES ENFANTS EN DIFFICULTÉ EN PROPOSANT DES SOLUTIONS LÉGISLATIVES.	FRÉDÉRIC MAHEUX FERNANDE ROUSSEAU LOUISE PLAMONDON JOHANNE DESTREMPÉ	2
COMITÉ NATIONAL SUR L'ADAPTATION ET L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX POUR LES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE	PRODUIRE DES AVIS EN VUE DE L'ÉLABORATION PAR LE MSSS DE LIGNES DIRECTRICES MINISTÉRIELLES SUR LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE.	ROGER NOËL ALEXE LÉPINE-DUBOIS	1
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE	AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT ET L'EXPÉRIENCE DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE. IL DEVRA NOTAMMENT ÉVALUER ET DÉTERMINER LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ.	PATRICK-THIERRY GRENIER FRANÇOIS GILBERT MAUDE PAQUET PAUL CHARBONNEAU ÉVELYNE DESCHÊNES DELPHINE BRUNET-ASSELIN DELPHINE MATTE	4

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCDP)	REGROUPEMENT DE DÉFENSES DES DROITS DU CANADA	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER MYRLANDE PIERRE	7 RENCONTRES VIRTUELLES 1 RENCONTRE VIRTUELLE ANNUELLE 1 RENCONTRE VIRTUELLE À LA MI-ANNÉE
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES DROITS ET DES JEUNES (CCDJ)	LE CCDJ EST UN REGROUPEMENT DE DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS DE L'ENSEMBLE DU CANADA, DONT LE MANDAT CONSISTE À PROMOUVOIR LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES ET À FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX.	SUZANNE ARPIN	4
COMITÉ PERMANENT LPJ	COMITÉ CONSULTATIF DONT LE MANDAT CONSISTE NOTAMMENT À : • EXAMINER LES RECOMMANDATIONS DES DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LPJ ; • PRENDRE CONNAISSANCE DES TRAVAUX MENÉS PAR LE MJQ, LE MSSS, LES EXPERTS ET AUTRES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE; • RECOMMANDER DES MODIFICATIONS À LA LPJ ET, S'IL Y A LIEU, À TOUTES LES AUTRES LOIS AFIN D'ASSURER LA PLEINE MISE EN ŒUVRE DE CELLE-CI.	SUZANNE ARPIN	5
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2015-2020	JULIE DUMONTIER	2
COMITÉ DE SUIVI DE L'ÉTUDE MESURANT LES IMPACTS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE SUR LA STABILITÉ ET LES CONDITIONS DE VIE DES ENFANTS (ART. 156.2 LPJ)	SUIVI DES ACTIVITÉS DU GROUPE DE RECHERCHE RÉALISANT LE RAPPORT	YOLAINE WILLIAMS	1
PARTENAIRE DE L'ÉTUDE LONGITUDINALE SUR LE DEVENIR DES JEUNES PLACÉS AU QUÉBEC ET EN FRANCE	PARTICIPATION PONCTUELLE DE LA COMMISSION PARTICIPATION ÉVENTUELLE AUX TRAVAUX DE RECHERCHE D'UN SOUS-COMITÉ SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LA JEUNESSE	LAUÉLIA ROLLAND-FORTIN	AUCUNE
CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET LA PLURALITÉ DES GENRES (AUPARAVANT CHAIRE DE RECHERCHE SUR L'HOMOPHOBIE) (2017-2022) (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	FAVORISER LA MOBILISATION DES EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET PARTENARIALES DANS LA PRODUCTION DE NOUVEAUX SAVOIRS CONCERNANT LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE, LES IMPACTS DES DISCRIMINATIONS ET DES DIFFÉRENTES FORMES D'EXCLUSION, DE DÉVALORISATION ET D'INFÉRIORISATION DE CES PERSONNES, AINSI QUE LES MOYENS DE LES CONTRER EFFICACEMENT	SAMUEL BLOUIN	2
COMITÉ AVISEUR ÉTAT DES INÉGALITÉS (OBSERVATOIRE QUÉBÉCOIS DES INÉGALITÉS)	COMMENTER DES PROJETS D'ÉTUDES	DANIEL DUCHARME	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ CONJOINT CDPJ-OPHQ-COPHAN-AQIS-AQRIPH SUR L'INCLUSION SCOLAIRE	ÉCHANGER DES INFORMATIONS CONCERNANT LE DOSSIER DE L'INCLUSION SCOLAIRE	DANIEL DUCHARME	1
COMITÉ CONSULTATIF DU CENTRE DE RECHERCHE POUR L'INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	INNOVER POUR FAVORISER LA PARTICIPATION SOCIALE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET INCLUSION SCOLAIRE ET HANDICAP — PARTAGE D'EXPERTISE DE RECHERCHE ET DE PRATIQUE - PARTENARIAT DE RECHERCHE	DANIEL DUCHARME	AUCUNE LE COMITÉ A ÉTÉ CRÉÉ EN FÉVRIER 2021
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL PERMANENT SUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS (MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)	ASSURER LA COORDINATION DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES	ME MARIE CARPENTIER	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES IMPACTS DE LA COVID SUR LES FEMMES (SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE)	ÉCHANGER DES INFORMATIONS SUR LES ENJEUX VÉCUS PAR LES FEMMES EN CONTEXTE DE PANDMÉIE DE LA COVID-19, IDENTIFIER QUELQUES ACTIONS NÉCESSAIRES ET PORTEUSES POUR ATTÉNUER L'IMPACT DE LA PANDMÉIE DE LA COVID-19 POUR LES FEMMES, EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION D'UNE DURÉE D'UN AN, ET EFFECTUER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE	JOSÉE MORIN ME KARINA MONTMINY	2
COMITÉ POUR FAVORISER L'EMPLOI DURABLE DES PERSONNES JUDICIAIRISÉES (MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)	PROPOSER UNE STRATÉGIE ET DES OUTILS D'INFORMATION ET D'ÉDUCATION, AFIN DE FAVORISER L'EMPLOI DURABLE DES PERSONNES JUDICIAIRISÉES DANS LE RESPECT DES DROITS	ME GENEVIÈVE ST-LAURENT	AUCUNE
COMITÉ DE TRAVAIL SPÉCIAL SUR L'UTILISATION D'UNE APPLICATION MOBILE DE TRAÇAGE DES CONTACTS DANS LE CADRE DE LA PANDMÉIE DE LA COVID-19 AU QUÉBEC (COMMISSION DE L'ÉTHIQUE EN SCIENCE ET EN TECHNOLOGIE)	DÉTERMINER RAPIDEMENT LES PRINCIPAUX ENJEUX ÉTHIQUES SOULEVÉS PAR L'ADOPTION DES APPLICATIONS MOBILES DE SURVEILLANCE ET DE TRAÇAGE ET FOURNIR UNE ANALYSE AUX CONCEPTEURS DE L'APPLICATION ET AUX DÉCIDEURS PUBLICS POUR SOUTENIR LEUR PROCESSUS DE DÉCISION	ME MARIE CARPENTIER	5
GROUPE DE TRAVAIL DE LA VILLE DE MONTRÉAL SUR LA RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE EN LIEN AVEC LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL	PARTICIPATION AUX TRAVAUX SUR LA RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE EN LIEN AVEC LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL	ME EVELYNE PEDNEAULT	2
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES AUX PERSONNES HANDICAPÉES (OPHQ)	DRESSER UN PORTRAIT DE L'ACCESSIBILITÉ DES PETITS BÂTIMENTS NON ASSUJETTIS AUX EXIGENCES D'ACCESSIBILITÉ DU CODE DE CONSTRUCTION OÙ SONT OFFERTS DES BIENS ET DES SERVICES COURANTS À LA POPULATION AU QUÉBEC, INCLUANT LES COMMERCES DE PROXIMITÉ, ET IDENTIFIER LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVÉR AINSI QUE DES PISTES DE SOLUTION	ME KARINA MONTMINY	AUCUNE
OBSERVATOIRE DES PROFILAGES (2020-2027) (ANCIENNEMENT OBSERVATOIRE SUR LES PROFILAGES) (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	PRODUIRE DE NOUVELLES DONNÉES ET ANALYSES AFIN DE FOURNIR DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES, JUDICIAIRES ET MÉDIATTIQUES RÉCENTES SUR LE PHÉNOMÈNE DES PROFILAGES SOCIAL, RACIAL ET POLITIQUE	ME EVELYNE PEDNEAULT	5
PARTENARIAT DE RECHERCHE RACISME ET RADICALISATION AU QUÉBEC : CARTOGRAPHIE DES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DANS, PAR, SUR ET À TRAVERS LES MÉDIAS (2019-2022) (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	PORANT SUR LES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DE DIFFÉRENTS LOCUTEURS EN INTERACTION DANS, PAR OU À TRAVERS LES MÉDIAS TRADITIONNELS ET SOCIAUX À PROPOS D'ÉVÉNEMENTS OU DÉBATS SURVENUS AU QUÉBEC (2017-2018), CE PROJET VISE À CARTOGRAPHIER CE QUI RELEVÉ DU DISCOURS POPULISTE OU RACISTE, VOIRE DU DISCOURS HAINEUX OU RADICALISÉ AU SENS DU DROIT	JEAN-SÉBASTIEN IMBEAULT	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
PARTENARIAT DE RECHERCHE POLITIQUES ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE RETOUR AU TRAVAIL APRÈS UNE LÉSION PROFESSIONNELLE : DÉFIS DE TAILLE ET SOLUTIONS INNOVATRICES (2018-2023) (UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	EXAMINER DE GRANDES QUESTIONS DE POLITIQUE LIÉES AUX LOIS SUR L'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS, DANS LE BUT D'ÉLIMINER LES PROBLÈMES SOUS-JACENTS ET D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES LOIS POUR LES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS LES PLUS VULNÉRABLES	ME MARIE CARPENTIER	AUCUNE LA COMMISSION S'EST JOINTE AU PARTENARIAT EN FÉVRIER 2021
PARTENARIAT DE RECHERCHE SAVOIRS SUR L'INCLUSION ET L'EXCLUSION DES PERSONNES LGBTQ (2016-2023) (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	DRESSER UN PORTRAIT QUANTITATIF ET QUALITATIF DES PARCOURS ET DES FORMES CONTEMPORAINES D'INCLUSION/EXCLUSION SOCIALE VÉCUS PAR DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANS ET QUEER (LGBTQ) RÉSIDANT AU QUÉBEC ET RÉALISER UNE ANALYSE CRITIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES LES CONCERNANT	SAMUEL BLOUIN	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL PERMANENT SUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES	SON MANDAT PRINCIPAL CONSISTE À PROMOUVOIR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES PEU SPÉCIALISÉS, NOTAMMENT PAR LA MISE EN PLACE DE MÉCANISMES D'INFORMATION ET DE SOUTIEN AFIN D'ASSURER LEUR PROTECTION CONTRE LES ABUS ET L'EXPLOITATION	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY MARIE CARPENTIER	2
TABLE DE CONCERTATION SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET) D'AGRICARRIÈRES	LA TABLE DE CONCERTATION VISE À RÉPONDRE À DES OBJECTIFS PRÉCIS : • CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION ET LA PROMOTION DES CONDITIONS GLOBALES DES TET ET DES EMPLOYEURS AGRICOLES • OPTIMISER LA COHÉRENCE ET L'EFFICIENCE DES SERVICES ET DES CONTRÔLES • ÉTABLIR DE MEILLEURES COMMUNICATIONS ENTRE TOUTS LES INTERVENANTS • ASSURER UNE ACTUALISATION CONSTANTE DES PROGRAMMES SELON LES ENJEUX • ÊTRE PROACTIF PAR LA RÉFLEXION DE SOLUTIONS PERTINENTES ET CONCRÈTES	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY	6
RÉSEAU INTERUNIVERSITAIRE QUÉBÉCOIS EN ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION (RIQÉDI)	LE RIQÉDI, ORGANISME À BUT NON LUCRATIF, EST UNE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE. IL A POUR MISSION DE RASSEMBLER LES ACTEURS ET LES ACTRICES DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES QUI ONT LE MANDAT OU LE DÉSIR DE PROMOUVOIR ET D'INTÉGRER LES VALEURS D'ÉQUITÉ, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION (ÉDI) AU SEIN DE LEURS INSTITUTIONS. PARTICIPATION AU COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES.	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY	1 DU RÉSEAU 5 DU COMITÉ DE TRAVAIL
COMITÉ AISEUR DE L'UQAT SUR UN MODULE DE FORMATION EN LIGNE SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES	PARTICIPER À LA RÉFLEXION ET LA RÉVISION DES CONTENUS QUI SERONT INTÉGRÉS À UN NOUVEAU MODULE DE FORMATION EN LIGNE SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES.	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY	4
COMITÉ : COMITÉ DES RELATIONS ENTRE INSPECTEURS ET CITOYENS-SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES RESPONSABLES DE LA STM SUR LES BESOINS ET LES PRÉOCCUPATIONS DE LA COLLECTIVITÉ, PARTICULIÈREMENT LES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS/ENRICHIR LA PRISE DE DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA) ET DES DIRECTIONS CONCERNÉES SUR LES DOSSIERS ET LES QUESTIONS EN LIEN AVEC LES INSPECTEURS, LEUR RÔLE, LEUR SERVICE ET LEUR RAPPORT AVEC LA COMMUNAUTÉ.	MARIE-IRIS LÉGARÉ	4
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE DU PLAN GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES 2017-2022	ASSURER L'IMPLANTATION ET LA COORDINATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL	GERMAIN ROYER	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ AVISEUR – SUIVI DU DÉPLOIEMENT DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX ÂÎNÉS DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS	GERMAIN ROYER	AUCUNE
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS RÉGIONS : MONTRÉAL – QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES – OUTAOUAIS – LAURENTIDES - LANAUDIÈRE – MONTÉRÉGIE – NORD DU QUÉBEC – CÔTE-NORD – BAS SAINT-LAURENT – GASPÉSIE – ESTRIE	DÉPLOYER UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ RÉGIONAL PRÉVU PAR LA LOI 6.3	GERMAIN ROYER	2 À 5 RENCONTRES PAR COMITÉ
SOUS-COMITÉ NATIONAL SUR L'INTERVENTION CONCERTÉE EN MALTRAITANCE AUPRÈS DES PERSONNES ÂÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	FAIRE UN ÉTAT DE SITUATION ENTOURANT L'INTERVENTION EN MALTRAITANCE AUPRÈS DES PERSONNES ÂÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS SUR LA PERTINENCE DE LA MISE SUR PIED DE PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS	GERMAIN ROYER	AUCUNE
COMITÉ DE CONSULTATION MULTISECTORIELLE PROVINCIALE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉES	ÉQUIPE DE CONSULTATION QUI S'ADRESSE SPÉCIFIQUEMENT AUX PROFESSIONNELS CONFRONTÉS À DES SITUATIONS COMPLEXES ET DIFFICILES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES AFIN D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	GERMAIN ROYER	4
COMITÉ MISE EN PLACE PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS TERRES-CRIES-DE-LA-BAIE-JAMES	DÉPLOYER UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ RÉGIONAL PRÉVU PAR LA LOI 6.3	GERMAIN ROYER	3
RÉSEAU D'ÉDUCATION JURIDIQUE	PARTAGE D'INFORMATIONS ET DE FAÇONS DE FAIRE, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES MEMBRES	JULIE DUMONTIER	3
COMITÉ CoVivre	LE BUT DE CoVivre EST D'AGIR COMME FACILITATEUR ET ACCÉLÉRATEUR D' ACTIONS QUI VISENT LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET DE SANTÉ CAUSÉES PAR LA PANDÉMIE DE LA COVID-19. PLUS SPÉCIFIQUEMENT, CoVivre VISE À INFORMER, PROTÉGER ET SOUTENIR LES COMMUNAUTÉS MARGINALISÉES DURANT LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 À MONTRÉAL.	RÉZA DUPUIS	2
GRUPE DE RECHERCHES EN INTERCULTURELLE	LE GROUPE DE RECHERCHE A POUR OBJECTIF : • OFFRIR DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE FORMATION EN INTERCULTUREL • CERNER LES ENJEUX ÉTHIQUES PAR RAPPORT À LA FORMATION ET SUR L'AUTORÉFLEXIVITÉ • OUTILLER LES FORMATEURS EN INTERCULTUREL • OFFRIR DES OUTILS POUR ÉVALUER L'IMPACT DES FORMATIONS • DIRIGER LES FORMATEURS ET FUTURS FORMATEURS DANS LA MISE EN PLACE D'UNE FORMATION ÉQUILIBRÉE	RÉZA DUPUIS	2

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
ASSOCIATION DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DU CANADA	ASSURER UNE STRUCTURE PERMETTANT D'ÉCHANGER DE L'INFORMATION ET DES POINTS DE VUE AU SUJET DES BESOINS ET SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE DE DISCUTER DE PROBLÈMES EXISTANTS ET DE L'ÉVOLUTION DES DIVERS RÉGIMES, DE MÊME QUE DE DIVERS ASPECTS DE L'AIDE JURIDIQUE ET DE QUESTIONS PUBLICQUES PERTINENTES QUI REPRÉSENTENT UN INTÉRÊT NATIONAL EN MATIÈRE D'AIDE JURIDIQUE.	ME MARIE-CLAUDE MARCIL	10
COMITÉ DE PARTIES PRENANTES DU BUREAU DE LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE	DISCUTER DES ENJEUX RELATIVEMENT À LA JUSTICE SANS PAPIER	ME DANIEL LAFRANCE	1
COMITÉ ÉLARGI DES COMPARUTIONS LES FINS DE SEMAINE	AMÉLIORER L'OFFRE DE SERVICE DE COMPARUTION ET D'ENQUÊTES SUR MISE EN LIBERTÉ LES FINS DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS S'AJOUTANT À L'OFFRE DE SERVICE ACTUELLE.	ME DANIEL LAFRANCE	13
COMITÉ JUSTICE DANS LE NORD	LIEU D'ÉCHANGE FORMEL EN VUE DE FAVORISER DE MEILLEURES COLLABORATION ET CONCERTATIONS AVEC LES DIVERS PARTENAIRES DE LA JUSTICE.	ME YVAN NIQUETTE	5
COMITÉ OPÉRATIONNEL MONTRÉLAIS PORTANT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES SALLES D'AUDIENCE VIRTUELLE EN CONTEXTE DE PANDÉMIE DE LA COVID-19	AMÉLIORER NOTAMMENT LA FLUIDITÉ DES AUDIENCES VIRTUELLES OU SEMI-VIRTUELLES ET DES TÉLÉCOMPARUTIONS.	ME RICHARD LA CHARITÉ	3
COMITÉ STRATÉGIQUE PAJ-SM	ASSURER UN DÉPLOIEMENT UNIFORME DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE-SANTÉ MENTALE DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC.	ME DANIEL LAFRANCE	2
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	DÉVELOPPER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE BIEN AIGUILLER LE CITOYEN SUR LES SERVICES QUI S'OFFRE À LUI.	ME YVAN NIQUETTE	1
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	LIEU D'ÉCHANGE FORMEL EN VUE DE FAVORISER DE MEILLEURES COLLABORATION ET CONCERTATION EN MATIÈRE DE SERVICES SOCIAUX, POLICIERS, JUDICIAIRES ET CORRECTIONNELS.	ME YVAN NIQUETTE	1
FORUM DES COMMUNICATEURS GOUVERNEMENTAUX	ASSURER LA QUALITÉ DES COMMUNICATIONS EXTERNES.	ME RICHARD LA CHARITÉ	AUCUNE
FORUM DE DISCUSSION SUR LES MÉGAPROCÈS	COMITÉ MIS SUR PIED AFIN D'ASSURER LE SUIVI DU RAPPORT BOUCHARD.	ME YVAN NIQUETTE ME DANIEL LAFRANCE	AUCUNE
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	ME RICHARD LA CHARITÉ	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT SUR L'AIDE JURIDIQUE FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (GTP-FPT)	COMPTE TENU DE L'IMPORTANCE DE L'AIDE JURIDIQUE POUR : - FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES ET DÉFAVORISÉES SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE, ET - LE FONCTIONNEMENT ÉQUITABLE, EFFICACE ET EFFICIENT DU SYSTÈME DE JUSTICE LE GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR L'AIDE JURIDIQUE (GTP) DOIT CONSEILLER ET SOUTENIR LES SOUS-MINISTRES FPT RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE POUR ASSURER LA PRESTATION DE SERVICES D'AIDE JURIDIQUE AUX PERSONNES ADMISSIBLES, Y COMPRIS CELLES QUI SONT ACCUSÉES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET CELLES QUI ONT BESOIN D'AIDE JURIDIQUE DANS LES AFFAIRES LIÉES À L'IMMIGRATION ET AU STATUT DE RÉFUGIÉ, AU MOYEN D'UN PARTENARIAT CONTINU ET D'UNE CONSTANTE COLLABORATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX ET LES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE.	ME MARIE-CLAUDE MARCIL M. YVES BOISVERT	19
GROUPE DE TRAVAIL INDÉPENDANT SUR RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE	ÉTUDIER LA STRUCTURE TARIFAIRE ACTUELLE DES HONORAIRES ET DÉBOURS DE L'AIDE JURIDIQUE POUR LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS QUANT À UNE ÉVENTUELLE RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE.	ME ODETTE LEGENDRE (OBSERVATRICE)	9
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE	AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT ET L'EXPÉRIENCE DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE. IL DEVRA NOTAMMENT ÉVALUER ET DÉTERMINER LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ.	ME DANIEL LAFRANCE	4
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	ME RICHARD LA CHARITÉ	AUCUNE RENCONTRE, CONSULTATIONS RÉALISÉES PAR COURRIEL
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES.	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, TENIR LES RESPONSABLES À JOUR SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS AU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE CONTRACTUELLE.	MME JOANNE HERRON	1
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.	CETTE TABLE A POUR OBJECTIF D'ÉCHANGER SUR LES OUTILS, LES PRATIQUES ET LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.	ME ODETTE LEGENDRE	AUCUNE
TABLE JUSTICE QUÉBEC ET SOUS-COMITÉ	DISCUTER DES ENJEUX VISANT À AMÉLIORER L'ACCÈS À LA JUSTICE, NOTAMMENT DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19.	ME YVAN NIQUETTE ME RICHARD LA CHARITÉ (SOUS-COMITÉ EN MATIÈRE CIVILE ET PETITES CRÉANCES) ME DANIEL LAFRANCE (SOUS-COMITÉ EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE)	2 5 1

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ RÉGIONAL MIXTE DES REPRÉSENTANTS DE LA JUSTICE PÉNALE	FACILITER LA COMMUNICATION POUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS PRATIQUES DANS LA GESTION DES DOSSIERS AVEC DES PARTENAIRES DES AUTRES MINISTÈRES DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA.	M ^E SONIA PAQUET (JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2020) M ^{ES} ANNY BERNIER ET MAXIME LAGANIÈRE (DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2021)	2
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA (CHLC)	DISCUTER DES MODIFICATIONS À APPORTER AUX LOIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.	M ^E MARIE-CLAUDE BOURASSA (JUSQU'EN JANVIER 2021) ME JUSTIN TREMBLAY (DEPUIS FÉVRIER 2021) M ^E ANNY BERNIER	12
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC	VEILLER À LA RÉALISATION DE LA MESURE 38.2 DÉCOULANT DE LA SÉCURITÉ TRANSFRONTALIÈRE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC. PARTICIPER AUX TRAVAUX VISANT L'ÉLABORATION DE LA NOUVELLE POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC.	M ^E SONIA PAQUET	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR INTERSECTORIEL SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM)	CRÉATION ET MISE EN PLACE D'UNE OFFRE DE SERVICES MULTIDISCIPLINAIRES INTÉGRÉS DANS UN SEUL LIEU POUR LES ENFANTS VICTIMES D'ABUS PHYSIQUES, SEXUELS OU DE MALTRAITANCE AINSI QUE POUR LEURS PARENTS, ET CE, PAR LES M/O PARTENAIRES DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES AUX PRISES AVEC CES PROBLÉMATIQUES.	M ^E CLAUDINE LAURIN M ^E CARMEN RIOUX (JUSQU'EN JUIN 2020) M ^E NATHALIE LEGAULT (DEPUIS JUILLET 2020)	2
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS – SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM)	COMITÉ FORMÉ DES HAUTS DIRIGEANTS DES ORGANISMES PARTENAIRES DU SIAM CHARGÉ DE DÉTERMINER LES ORIENTATIONS DU PROJET.	M ^E CLAUDINE LAURIN (JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2020) ME ANNY BERNIER (DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2021)	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂGÉES 2017-2022 (PAM)	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS LE PAM.	M ^E CLAUDINE LAURIN (JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2020) M ^E NATHALIE LEGAULT (DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2021)	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂGÉES 2017-2022 (PAM)	ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAM.	M ^E MAYA DUCASSE-HATHI (DEPUIS MAI 2020)	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DE L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	STRUCTURER UNE RÉPONSE RAPIDE AUX CAS LES PLUS GRAVES DE MALTRAITANCE EN ASSURANT NOTAMMENT UN PARTAGE D'INFORMATIONS ET UNE FAÇON DE FAIRE ENTRE LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS.	M ^E PASCAL DOSTALER	1
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIO JUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES ET PÉNALES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX PERSONNES ÂÎNÉES DANS CHACUNE DES RÉGIONS DU QUÉBEC.	M ^E CLAUDINE LAURIN (JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2020) M ^E NATHALIE LEGAULT (DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2021)	AUCUNE
COMITÉ AVISEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIO JUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES ET PÉNALES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE SOCIO JUDICIAIRE RELATIVE AUX PERSONNES ÂÎNÉES DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS : CONSEILLER, PROPOSER AU COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR UNE STRATÉGIE D'IMPLANTATION ET DE SUIVI DU PROJET; TRANSMETTRE AU COMITÉ NATIONAL TOUTE INFORMATION PERTINENTE; SOUTENIR L'IMPLANTATION DU PROJET ET VEILLER À SON BON DÉROULEMENT DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS; DÉVELOPPER LES OUTILS NÉCESSAIRES À L'IMPLANTATION NATIONALE DU PROJET; RENDRE COMPTE DES PROGRÈS DU PROJET AUX COMITÉS DIRECTEURS ET RÉGIONAUX ET PRODUIRE UN BILAN ANNUEL DE L'IMPLANTATION DU PROJET AU PLAN PROVINCIAL.	M ^E CLAUDINE LAURIN (JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2020) M ^E MAYA DUCASSE-HATHI (DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2021)	AUCUNE
COMITÉ NATIONAL AVISEUR POUR LE SUIVI DE L'ENTENTE NATIONALE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	ADOPTER DES ENTENTES DE COMMUNICATIONS RÉGIONALES AFIN DE FAVORISER L'ENGAGEMENT ET LA MOBILISATION DES ACTEURS RÉGIONAUX AINSI QUE DE DIMINUER LES PROBLÈMES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTENAIRES. LES MEMBRES DES ORGANISATIONS PARTENAIRES DISCUTENT DE L'OPPORTUNITÉ D'UNE TELLE ENTENTE VU L'ENGAGEMENT PRIS PAR LES PARTENAIRES NATIONAUX.	M ^E MAYA DUCASSE-HATHI	1
COMITÉ D'ÉVALUATION DE L'OPPORTUNITÉ DE DÉVELOPPER UN PROTOCOLE D'ENTREVUE POUR LES PERSONNES ÂÎNÉES VICTIMES DE MALTRAITANCE	SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE SUR PIED D'ENTENTES MULTISECTORIELLES OU D'AUTRES MÉCANISMES D'INTERVENTION ET DE CONCERTATION VISANT À AIDER ET À ACCOMPAGNER LES PERSONNES ÂÎNÉES MALTRAITÉES ET LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS.	M ^E MAYA DUCASSE-HATHI	AUCUNE
PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	VENIR EN AIDE AUX PERSONNES. ÉTABLIR UN LIEN ENTRE DIFFÉRENTS ORGANISMES DANS LES DIVERSES SPHÈRES FINANCIÈRES, PHYSIQUES ET PSYCHOLOGIQUES.	M ^E MYLÈNE BROWN M ^E MARIE-ÈVE LAFLAMME	1
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE	ASSURER LE SUIVI DE L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE (ENTENTE MULTISECTORIELLE); PAR TOUS LES PARTENAIRES CONCERNÉS. LE DPCP PARTICIPE AUX TRAVAUX VISANT LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE.	M ^E CARMEN RIOUX (JUSQU'EN JUILLET 2020) M ^E CLAUDINE LAURIN (JUSQU'AU 14 DÉCEMBRE 2020) M ^E NATHALIE LEGAULT (DEPUIS LE 15 DÉCEMBRE 2020)	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ ACTION CONCERTÉE : ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D’ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D’UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE (ENTENTE MULTISECTORIELLE) : QU’EN EST-IL 15 ANS PLUS TARD?	CONSEILLER ET SUIVRE L’ÉVOLUTION DE LA RECHERCHE VISANT À ÉVALUER L’IMPLANTATION DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE ET SES EFFETS SUR LES ENFANTS VICTIMES DE CES CRIMES, EN RESPECT DE L’ACTION 53 DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 POUR LAQUELLE LE DPCP A LE STATUT DE COLLABORATEUR.	M ^E CARMEN RIOUX (JUSQU’EN SEPTEMBRE 2020) M ^E NATHALIE LEGAULT (DEPUIS JUILLET 2020)	AUCUNE
COMITÉ D’ARRIMAGE DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE DE MONTRÉAL	AMÉLIORATION DES PRATIQUES ENTRE PARTENAIRES.	M ^E RACHELLE PITRE	3
COMITÉ RÉGIONAL DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE DE L’OUTAOUAIS	AMÉLIORATION DES PRATIQUES ENTRE PARTENAIRES.	M ^E MARIE-HÉLÈNE MAGNAN	4
COMITÉ LOCAL DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE DE BEAUHARNOIS	AMÉLIORATION DES PRATIQUES ENTRE PARTENAIRES.	M ^E MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS M ^E KIM EMOND M ^E MARIE-ANNE TREMBLAY	2
COMITÉ D’EXAMEN DES DÉCÈS D’ENFANTS	ÉTUDE SYSTÉMATIQUE DES CAS DE DÉCÈS D’ENFANTS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UN AVIS AU CORONER EN VUE DE DÉGAGER DES CONSTATS ET ENJEUX SYSTÉMIQUES : • S’ASSURER DE L’EXISTENCE ET DE L’UTILISATION APPROPRIÉE DES OUTILS, PROTOCOLES ET MÉTHODES D’ENQUÊTE DES DÉCÈS D’ENFANTS; • ÉCLAIRER LE CORONER INVESTIGATEUR SUR DES QUESTIONS SPÉCIFIQUES; • PROMOUVOIR DES PRATIQUES EXEMPLAIRES.	M ^E CARMEN RIOUX (JUSQU’EN JUILLET 2020) M ^E ÉLIANE BEAULIEU (DEPUIS SEPTEMBRE 2020)	2
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES – DOSSIERS VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES	PROPOSER DES ACTIONS OU UNE STRATÉGIE AUX AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D’INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE EN LIEN AVEC LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES.	M ^E ANNY BERNIER M ^E NATHALIE LEGAULT	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION DE L’INTERVENTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE. IL RELÈVE DU COMITÉ DES SOUS-MINISTRES – DOSSIERS VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES.	M ^E CARMEN RIOUX (VIOLENCES SEXUELLES, JUSQU’EN JUILLET 2020) M ^E ÉLIANE BEAULIEU (VIOLENCES SEXUELLES, DEPUIS SEPTEMBRE 2020) M ^E ANNICK DUMONT (VIOLENCE FAMILIALE ET CONJUGALE) M ^E NATHALIE LEGAULT	3 RENCONTRES EN VIOLENCES SEXUELLES AUCUNE RENCONTRE EN VIOLENCE FAMILIALE ET CONJUGALE (VC)

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS LIÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE	RELEVANT DU CORONER EN CHEF, LE COMITÉ EXERCE TROIS RÔLES EN REGARD DES DÉCÈS SURVENUS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE AU QUÉBEC, SOIT D'ÉTUDIER UN CERTAIN NOMBRE DE CAS DE DÉCÈS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN AVIS AU CORONER, DE FOURNIR DES CONSEILS AU CORONER SUR DES QUESTIONS SPÉCIFIQUES ET DE PARTAGER LES CONNAISSANCES DES MEMBRES EN LIEN AVEC LES DÉCÈS SURVENUS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. - CE COMITÉ A PRODUIT, EN DÉCEMBRE 2020, UN BILAN DE TOUTS SES TRAVAUX DEPUIS LE DÉBUT DE SA CRÉATION.	M ^E ANNICK DUMONT M ^E CARMEN RIOUX (REMPLACEMENT DE M ^E DUMONT JUSQU'EN JUILLET 2020)	AUCUNE
TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE DE MONTRÉAL	LIEU D'ÉCHANGE PERMETTANT DE FAIRE CONNAÎTRE LES PRINCIPAUX INTERVENANTS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, ET D'AGIR DE MANIÈRE CONCERTÉE DANS LA MESURE DU POSSIBLE.	M ^E PASCAL DOSTALER	3
COMITÉ DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL DE SUIVI EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	COMITÉ VISANT À RÉUNIR DES REPRÉSENTANTS DE LA MAGISTRATURE, DU DPCP ET DE LA DÉFENSE AFIN DE MAINTENIR UN TRAITEMENT OPTIMAL DES DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE.	M ^E PASCAL DOSTALER M ^E SIMON BOULIANNE	3
SOUS-COMITÉ RESPONSABLE DU VOLET AUTOCHTONE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021	IL RELÈVE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE. CE COMITÉ VISE L'ÉLABORATION DE MESURES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE DESTINÉES À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	M ^E CARMEN RIOUX (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2020)	AUCUNE
RÉSEAU DES PARTENAIRES CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES – JARDINS ROUSSILLONS ET SOULANGES	PRÉVENTION DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES PAR LA PARTICIPATION À DES GROUPES DE DISCUSSION ENTRE DIFFÉRENTS INTERVENANTS À TRAVERS LE DISTRICT INCLUANT CORPS POLICIERS, DPJ, CAVAC, CISSMO, PROBATION, CENTRE D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES ET CENTRE D'INTERVENTION AUPRÈS DES HOMMES.	M ^E MARIÈVE RONDEAU-DESIARDINS	6
COMITÉ VÉRIFICATION ET OBSERVATION INTERSECTORIEL DES ENQUÊTES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE (VOIE)	EFFECTUER LA RÉVISION DE DOSSIERS DE VIOLENCES SEXUELLES FERMÉS, NON FONDÉS OU NON RÉSOLUS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. IDENTIFIER LES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ENQUÊTE RELATIVE AUX CRIMES DE VIOLENCE SEXUELLE.	M ^E CARMEN RIOUX (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2020) M ^E ELIANE BEAULIEU (DEPUIS SEPTEMBRE 2020) M ^E NADINE HAVERNICK	2
COMITÉ VÉRIFICATION ET OBSERVATION INTERSECTORIEL DES ENQUÊTES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE (VOIE) - OUTAOUAIS	EFFECTUER LA RÉVISION DE DOSSIERS DE VIOLENCES SEXUELLES FERMÉS, NON FONDÉS OU NON RÉSOLUS PAR LE SPVG (SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE GATINEAU) IDENTIFIER LES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ENQUÊTE RELATIVE AUX CRIMES DE VIOLENCE SEXUELLE	M ^E MARIE-HÉLÈNE MAGNAN	AUCUNE
COMITÉ MULTISECTORIEL SUR LA VIOLENCE CONJUGALE – FEMMES IMMIGRÉES ET RACISÉES (ACTION 47)	ENGAGER UNE CONCERTATION ENTRE ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET ORGANISMES EXPERTS DANS L'OBJECTIF D'IDENTIFIER DE FAÇON CIBLÉE LES PROBLÉMATIQUES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, DE RECENSER LES OUTILS EXISTANTS DÉVELOPPÉS PAR LES ORGANISMES EXPERTS ET DE FACILITER UN MEILLEUR ACCÈS À DES SERVICES DÉJÀ OFFERTS POUR LES FEMMES IMMIGRÉES ET RACISÉES.	M ^E MAYA DUCASSE-HATHI (DEPUIS MAI 2020)	AUCUNE
COMITÉ DES PARTENAIRES VILLE DE L'OUTAOUAIS EN VIOLENCE CONJUGALE	ENGAGER UNE CONCERTATION ENTRE ORGANISMES POUR L'IMPLANTATION D'UN MODÈLE LOCAL DE GESTION DES RISQUES D'HOMICIDE CONJUGAL ET INTRAFAMILIALE	M ^E MARIE-HÉLÈNE MAGNAN	1
TABLE DE CONCERTATION EN AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	AMÉLIORATION DU SOUTIEN AUX VICTIMES.	M ^E RACHELLE PITRE	5

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
TABLE DES PARTENAIRES DE LA FONDATION MARIE VINCENT (DPCP, SPVM, SQ, DPJ, HÔPITAL STE-JUSTINE)	AMÉLIORATION DU SOUTIEN AUX VICTIMES.	M ^E RACHELLE PITRE	4
TABLE DES PARTENAIRES DE LA FONDATION MARIE VINCENT – RIVE SUD (DPCP, DIVERS CORPS POLICIERS, DPJ, CAVAC, CISSMO)	ÉLABORATION DES PLANS POUR CORRESPONDRE AUX BESOINS DE TOUS, ÉLABORER DES PLANS DE CONCERTATION ENTRE LES PARTENAIRES.	M ^E KIM EMOND	5
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D’UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE D’AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE	AMÉLIORER L’ACCOMPAGNEMENT ET L’EXPÉRIENCE DES PERSONNES VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE. IL DEVRA NOTAMMENT ÉVALUER ET DÉTERMINER LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA MISE EN PLACE D’UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ.	ANNY BERNIER JULIE PELLETIER JOËLLE HUOT	4
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE POUR LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS	CE COMITÉ VISE À FAVORISER LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE DANS UNE DÉMARCHÉ COLLABORATIVE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS POUR ÉLABORER DES MESURES DU VOLET AUTOCHTONE DANS LE CADRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023.	M ^E ANNICK DUMONT M ^E ANNY BERNIER (JUSQU’EN DÉCEMBRE 2020) M ^E NICHOLAS PINEL (DEPUIS DÉCEMBRE 2020) M ^E NATHALIE LEGAULT	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE NIVEAU SMA EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE POUR LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS	CE COMITÉ ASSURE LA CONCERTATION À UN NIVEAU DÉCISIONNEL DES TRAVAUX DU COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL.	M ^E CLAUDINE LAURIN	AUCUNE
COMITÉ <i>AD HOC</i> SUR LA DÉTERMINATION DE MESURES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE DÉTERMINER DES MESURES ADDITIONNELLES EN COMPLÉMENTARITÉ DU PLAN D’ACTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023.	M ^E NATHALIE LEGAULT M ^E GENEVIÈVE BÉDARD	1
COMITÉ DE RÉVISION DE LA PRATIQUE POLICIÈRE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET ANNEXE A	PROCÉDER À LA RÉVISION CONTINUE DE LA PRATIQUE POLICIÈRE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE CONTENUE DANS LE <i>GUIDE SUR LES PRATIQUES POLICIÈRES</i> PRODUIT PAR LE MSP EN APPLICATION DE LA LOI SUR LA POLICE AINSI QUE DE L’ANNEXE A.	M ^E NATHALIE LEGAULT M ^E JULIE PELLETIER	4
COMITÉ D’EXPERTS SUR L’ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE	ÉVALUER, À LA LUMIÈRE DU PARCOURS D’UNE PERSONNE VICTIME D’AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE, LES MESURES ACTUELLES ET ÉTUDIER CELLES POUVANT ÊTRE DÉVELOPPÉES AFIN D’ASSURER UN ACCOMPAGNEMENT PLUS SOUTENU ET RÉPONDANT MIEUX AUX RÉALITÉS DES PERSONNES VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE. CE COMITÉ COMPTE PLUS D’UNE VINGTAINNE DE MEMBRES ISSUS DE MILIEUX DIFFÉRENTS.	M ^E ELIANE BEAULIEU M ^E ANNICK DUMONT	19 (EN VS) 5 (EN VC)
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES CRIMES À CARACTÈRES SEXUELS - AUTOCHTONES	DÉFINIR LES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE CRIMES À CARACTÈRE SEXUEL AU SEIN DES CORPS POLICIERS AUTOCHTONES, RECENSER LES BONNES PRATIQUES EXISTANT EN LA MÊME MATIÈRE ET PROPOSER DE NOUVELLES PRATIQUES JUGÉES BONNES AUX CORPS POLICIERS AUTOCHTONES.	M ^E ANNY BERNIER M ^E ELIANE BEAULIEU	1
COMITÉ DE RÉVISION DES DOSSIERS NON FONDÉS EN AGRESSION SEXUELLE DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM)	COMITÉ DE RÉVISION DES DOSSIERS FERMÉS AU NIVEAU DU SPVM BASÉ SUR LE MODÈLE DE PHILADELPHIE.	M ^E ELIANE BEAULIEU M ^E ROXANE GAGNÉ	1
COMITÉ DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS	IDENTIFIER LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUVANT ÊTRE PORTEURS OU COLLABORATEURS À LA MISE EN ŒUVRE D’ACTIONS DÉCOULANT DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS ET ÉLABORER UN PLAN D’ACTION.	M ^E NATHALIE LEGAULT	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DE TRAVAIL EN VIOLENCE CONJUGALE (FORUM)	ÉCHANGER SUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN VIOLENCE CONJUGALE.	M ^E NATHALIE LEGAULT M ^E ANNY BERNIER	1
COMITÉ OPÉRATIONNEL EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET	ÉCHANGER SUR LES PRATIQUES ET SUR LES TENDANCES EN ÉMERGENCE ET SE CONCERTER QUANT À LA RÉPONSE À APPORTER.	M ^E JOANNY ST-PIERRE	2
COMITÉ INTERSECTORIEL EN MATIÈRE D'EXPLOITATION	UNIFORMISATION DES PRATIQUES EN MATIÈRE DE PROXÉNÉTISME.	M ^E RACHELLE PITRE M ^E ÉRIC DE CHAMPLAIN	AUCUNE
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLES ET CONJUGALE DE LA MRC DE LA VALLÉE-DE-L'OR	FAVORISER LE PARTENARIAT, LA COOPÉRATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES VISANT À CONTRER ET PRÉVENIR LA VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE DANS LA MRC DE LA VALLÉE-DE-L'OR.	M ^E VÉRONIC PICARD M ^E ANDRÉE-ANNE GAGNON	1
TABLE LOCALE DE CONCERTATION CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES DE LA MRC ABITIBI	FAVORISER LE PARTENARIAT, LA COOPÉRATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES DANS UNE DÉMARCHE GLOBALE D'ANALYSE ET D'ACTION VISANT L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES AINSI QU'EN ASSURANT LA PROTECTION DES FEMMES, DES ENFANTS ET DES AUTRES VICTIMES TOUT EN RESPONSABILISANT LES AGRESSEURS.	M ^E GENEVIÈVE LAMONTAGNE	4
TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	FAVORISER LE PARTENARIAT, LA COOPÉRATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES DANS UNE DÉMARCHE GLOBALE D'ANALYSE ET D'ACTION VISANT L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES AINSI QU'EN ASSURANT LA PROTECTION DES FEMMES, DES ENFANTS ET DES AUTRES VICTIMES.	M ^E MARIE-CHANTAL BRASSARD (JUSQU'AU 28 JANVIER 2021) M ^E VÉRONIC PICARD	2
PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX (PHARE) VALLEYFIELD	PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX PAR DES ACTIONS RAPIDES ET ENGAGÉES, PASSANT PAR LA CRÉATION DE CELLULES DE CRISE POUR GÉRER DES SITUATIONS URGENTES. PARTICIPATION DES INTERVENANTS TERRAIN À DES FORMATIONS.	M ^E MARIE-ÈVE CÔTÉ	4 (CELLULES DE CRISE)
COMITÉ INTERSECTORIEL – DÉCÈS PAR ACTE CRIMINEL	LE COMITÉ VISE À FAVORISER LES ÉCHANGES D'EXPERTISE ET DÉVELOPPER DES PRATIQUES CONCERTÉES AFIN D'OFFRIR AUX PROCHES ENDEUILLÉS DES SERVICES RÉPONDAANT MIEUX À LEURS BESOINS DÉCOULANT DE L'ACTE CRIMINEL COMMIS.	M ^E ANNE-ANDRÉE CHARETTE	1
COMITÉ DES CENTRES DÉSIGNÉS DE MONTRÉAL QUANT AU FORMULAIRE DE CONSENTEMENT DE LA TROUSSE MÉDICO-LÉGALE	ÉLABORATION D'UN NOUVEAU FORMULAIRE DE TROUSSE.	M ^E RACHELLE PITRE	6
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT EN LÉGISLATION	EFFECTUER DES ÉCHANGES SUR DIVERS SUJETS TOUCHANT LA LÉGISLATION.	M ^E JULIE NADEAU	1
COMITÉ PERMANENT CONJOINT DE LIAISON ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	S'ASSURER QUE LES DOSSIERS SOULEVANT DES QUESTIONS JURIDIQUES D'INTÉRÊT COMMUN REÇOIVENT UN TRAITEMENT APPROPRIÉ.	M ^E NICOLAS ABRAN M ^E BENOÎT LAUZON	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES MÉGAPROCÈS	CE COMITÉ ASSURE LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT BOUCHARD.	M ^E BETTY LAURENT M ^E PAUL J. MERCIER M ^E MARLÈNE ARCHER M ^E JOANNE MARCEAU (JUSQU'EN JANVIER 2021) M ^E MICHEL GREENE M ^E NICOLAS POULIN M ^E SARAH-JULIE CHICOINE (JUSQU'AU 16 SEPTEMBRE 2020) M ^E DANNY LEMIEUX M ^E MAXIME LACOURSIÈRE M ^E CLAUDE GIRARD	1
COMITÉS SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL (2014 JUSQU'À MAINTENANT)	SON BUT EST DE MINIMISER LES PROBLÉMATIQUES DE LOGISTIQUE ENTOURANT LES NOMBREUSES PROCÉDURES JUDICIAIRES SE DÉROULANT AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	M ^E MARTIN CHALIFOUR M ^E MARLÈNE ARCHER	ENTRE 4 ET 5 RENCONTRES PAR ANNÉE
COMITÉ DE LIAISON - COUR SUPÉRIEURE, CHAMBRE CRIMINELLE – DIVISION DE MONTRÉAL	OUVRIR UN DIALOGUE ENTRE LES DIVERS PARTENAIRES EN CIBLANT LES ENJEUX MAJEURS LIÉS AU CHEMINEMENT DES DOSSIERS À LA COUR SUPÉRIEURE ET À L'APPLICATION DES RÈGLES DE PRATIQUE. TROUVER DES PISTES DE SOLUTION PRATIQUES.	M ^E ANNE-ANDRÉE CHARETTE	1
COMITÉ STRATÉGIQUE PROVINCIAL – DÉLINQUANTS À HAUT RISQUE (DHR)	ÉCHANGE SUR LES PRATIQUES POLICIÈRES EN MATIÈRE DE DHR.	M ^E RACHELLE PITRE M ^{ME} AUDREY-CLAUDE COLLIN M ^E MÉLANIE HADDAD	1
TABLE DES COORDONNATEURS PROVINCIAUX EN MATIÈRE D'ENLÈVEMENT PARENTAL INTERNATIONAL	AMÉLIORATION DES PRATIQUES ENTRE PARTENAIRES.	M ^E JÉRÔME LAFLAMME	AUCUNE
COMITÉ INTERSECTORIEL EN MATIÈRE D'EXPLOITATION	UNIFORMISATION DES PRATIQUES EN MATIÈRE DE PROXÉNÉTISME.	M ^E RACHELLE PITRE M ^E ÉRIC DE CHAMPLAIN	AUCUNE
SOUS-COMITÉ DE L'ACCÈS AUX DÉTENUS DU BARREAU	OPTIMISER LA COLLABORATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES EN VUE D'UNE BONNE MARCHÉ DES OPÉRATIONS DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	M ^E DOMINIQUE POTVIN	1
COMITÉ DE LIAISON DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM)	OPTIMISER LA COLLABORATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES EN VUE D'UNE BONNE MARCHÉ DES OPÉRATIONS DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	M ^E MARTIN CHALIFOUR M ^E DOMINIQUE POTVIN	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ CONSULTATIF DU LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE (LSJLM)	LE RÔLE DU COMITÉ CONSULTATIF EST DE FOURNIR DES CONSEILS INDÉPENDANTS ET EXTERNES AU LSJML EN ENGAGEANT UN DIALOGUE AVEC LES RESPONSABLES DU LSJML ET APPORTER SA CONTRIBUTION PAR : • L'ÉLABORATION DES POLITIQUES; • L'ÉLABORATION DE NOUVELLES INITIATIVES TOUCHANT LE SERVICE CLIENT; • L'ÉTUDE DES QUESTIONS D'INTÉRÊT POUR TOUTES LES PARTIES, COMME DES CHANGEMENTS À SIGNALER DES FORMATS DE RAPPORTS, ETC.; • LE SUIVI DES PROGRÈS RÉALISÉS PAR LE LSJML AFIN D'ATTEINDRE SES OBJECTIFS.	M^E JACQUES BLAIS M^E MAYA GOLD-GOSSELIN M^E ANNE-ANDRÉE CHARETTE M^E RACHELLE PITRE	AUCUNE
COMITÉ DE RÉVISION DES PRATIQUES POLICIÈRES	PROCÉDER À LA RÉVISION CONTINUE DES PRATIQUES POLICIÈRES CONTENUES DANS LE <i>GUIDE SUR LES PRATIQUES POLICIÈRES</i> PRODUIT PAR LE MSP EN APPLICATION DE LA LOI SUR LA POLICE.	M^E JACQUES BLAIS M^E JULIE NADEAU	7
COMITÉ DPCP/MSP/AMP SUR LE REGISTRE DES ENTREPRISES NON-ADMISSIBLES AUX CONTRATS PUBLICS (RENA)	PROPOSER DES SOLUTIONS POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS DE TRANSMISSION DES RENSEIGNEMENTS PRÉVUS À L'ARTICLE 21.7 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, AUX FINS DE L'INSCRIPTION AU RENA.	M^E FRANCINE BÉGIN M^E MARIE-PIER CHAMPAGNE M^E MARIE-FRANCE GAGNON M^E ANA-MARINA IONESCU	AUCUNE
GROUPE DE TRAVAIL SUR LE GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES EN DROIT CRIMINEL (BARREAU DU QUÉBEC)	ÉLABORER UN GUIDE AFIN D'IDENTIFIER LES MEILLEURES PRATIQUES À ADOPTER.	M^E JULIE PELLETIER M^E ANNOUCK BALZER M^E ANDREJ SKOKO M^E CAROLINE LAROUCHE	2
RÉSEAU EN ÉDUCATION JURIDIQUE (REJQ)	LE RÉSEAU EST UNE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE EN ÉDUCATION JURIDIQUE. SES MEMBRES S'ENGAGENT SUR UNE BASE VOLONTAIRE ET À LONG TERME À METTRE EN COMMUN LEURS EXPERTISES. LE RÉSEAU FACILITE : LE PARTAGE, LE DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES, LA DIFFUSION DES BONNES PRATIQUES, LA COLLABORATION ENTRE LES MEMBRES POUR CONCEVOIR DE NOUVEAUX OUTILS ÉDUCATIFS, LA COORDINATION DES MEMBRES POUR DIFFUSER CES OUTILS AUPRÈS DE PUBLICS DIVERSIFIÉS.	M^E JULIE PELLETIER M. RAPHAËL THÉRIAULT M. LUC FOURNIER	1
COMITÉ DE LIAISON DU BARREAU DE MONTRÉAL AVEC LA COUR D'APPEL	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE FAIRE LE LIEN ENTRE LA COUR D'APPEL ET LE BARREAU DE MONTRÉAL ET DE SE PENCHER SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE. LE COMITÉ INCLUT LA PARTICIPATION DE JUGES DE LA COUR D'APPEL, DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL, DU DPCP ET SPCC, PG QUÉBEC ET CANADA, AIDE JURIDIQUE CIVILE ET CRIMINELLE, AADM, AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE.	M ^E CHRISTIAN JARRY	4
SOUS-COMITÉ SUR LA DIVULGATION DE LA PREUVE - COMITÉ SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE	SON MANDAT CONSISTE À IDENTIFIER, DÉBATTRE ET À TENTER DE RÉSOUDRE LES DIFFICULTÉS AUXQUELLES SONT SOUVENT CONFRONTÉS LES NOMBREUX INTERVENANTS DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	M ^E ÉRIC DE CHAMPLAIN	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ SUR LA RÉMUNÉRATION DES EXPERTS	LE MANDAT CONSISTE À METTRE À JOUR LA SITUATION CONCERNANT LA RÉMUNÉRATION DES EXPERTS ENGAGÉS AU DPCP À TITRE DE TÉMOINS/CONSEILLERS. LES TRAVAUX DU COMITÉ PORTENT ÉGALEMENT SUR LA RÉVISION DES CLAUSES CONTRACTUELLES, SUR LA CRÉATION D'UN RÉPERTOIRE D'EXPERTS ET D'UNE PLATE-FORME POUR DIFFUSION ET PARTAGE D'INFORMATIONS SUR LES TÉMOIGNAGES D'EXPERTS AFIN QUE CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX ET SPÉCIALISÉS TRAVAILLE DE MANIÈRE COORDONNÉE.	M ^E MARTIN CHALIFOUR, M ^E RACHELLE PITRE M ^E ANNE-ANDRÉE CHARETTE M ^E NADINE DUBOIS M ^E SYLVIE VILLENEUVE M ^{ME} CHANTALE BILODEAU	AUCUNE
COMITÉ STRATÉGIQUE SUR L'UTILISATION DES CAMÉRAS PORTATIVES PAR LES POLICIERS	IDENTIFIER LES ATTENTES CITOYENNES EN REGARD DE L'UTILISATION DE LA CAMÉRA PORTATIVE PAR LES POLICIERS. RÉEXAMINER, EN TENANT COMPTE DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION, LES ENJEUX QUI ONT ÉTÉ IDENTIFIÉS EN 2019 DANS LE CADRE DU COMITÉ DE TRAVAIL, AU PLAN TECHNIQUE, JURIDIQUE, ORGANISATIONNEL ET FINANCIER DE L'UTILISATION DE LA CAMÉRA PORTATIVE. CONSTITUER DES GROUPES DE TRAVAIL (NOTAMMENT JURIDIQUE ET TECHNOLOGIQUE), DÉTERMINER LEURS MANDATS ET SUPERVISER CES GROUPES DE TRAVAIL. DÉTERMINER LES SITUATIONS OÙ L'UTILISATION DE LA CAMÉRA PORTATIVE PAR LES POLICIERS PERMETTRAIT DE RÉPONDRE AUX ATTENTES CITOYENNES ET AUX OBJECTIFS VISÉS, DANS UNE PERSPECTIVE DE GESTION DES RISQUES. DÉTERMINER LES BALISES D'UTILISATION DE LA CAMÉRA PORTATIVE PAR LES POLICIERS. RÉALISER UNE COORDINATION STRATÉGIQUE D'UN PROJET PILOTE AVEC LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. ANALYSER LES CONSTATS DÉGAGÉS DES DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL, DU GROUPE D'ACTION POUR LUTTER CONTRE LE RACISME, DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA RÉALITÉ POLICIÈRE AINSI QUE DU PROJET PILOTE. DÉTERMINER LES PISTES DE SOLUTIONS AFIN DE MUNIR DES POLICIERS, SELON LES MODALITÉS DÉFINIES, LE CAS ÉCHÉANT, DE CAMÉRAS PORTATIVES.	M ^E VINCENT MARTINBEAULT	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RELATIF AUX ENTRÉES PAR EFFRACTION SUR LES FERMES ET DANS LES ÉTABLISSEMENTS BIOALIMENTAIRES	ÉVALUER LES MEILLEURES PISTES DE SOLUTIONS LÉGISLATIVES ET NON LÉGISLATIVES À METTRE EN PLACE AFIN DE PRÉVENIR OU CONTRER LES INTRODUCTIONS PAR EFFRACTION ET MÉFAITS AINSI QUE LES IMPACTS QUI PEUVENT EN DÉCOULER DANS LES ÉTABLISSEMENTS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC, PLUS PARTICULIÈREMENT EN PRÉSENCE D'ANIMAUX D'ÉLEVAGE ; • SOUTENIR LES ACTIONS DES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LES DOSSIERS D'INTRODUCTION PAR EFFRACTION ET MÉFAITS OU AUTRES ACTIVITÉS ILLÉGALES D'ACTIVISME, DONT LES PROCUREURS ET LES CORPS POLICIERS ; • CONTRIBUER AUX DIFFÉRENTES INITIATIVES EN COURS POUR CONTRER LES ACTIVITÉS ILLÉGALES D'ACTIVISME ET SOUTENIR LES ACTEURS VISÉS PAR CES ACTIVITÉS, EN FONCTION DES MANDATS RESPECTIFS.	M ^E CATHERINE DUMAIS	5

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ EN MATIÈRE D'INFRACTIONS CRIMINELLES ROUTIÈRES (CIRC)	DISCUTER ET APPORTER DES SOLUTIONS QUANT À LA PROBLÉMATIQUE RELIÉE À LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE. COLLABORER À LA RÉDACTION DE POLITIQUES ET DIRECTIVES EN LA MATIÈRE.	M ^E JACQUES BLAIS M ^E JUSTIN TREMBLAY M ^E GABRIEL BERVIN M ^E SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD M ^E VÉRONIC PICARD M ^E FRANÇOIS SANTERRE M ^E PIERRE-OLIVIER GAGNON, M ^E PASCALE TREMBLAY M ^E MAXIME LAROCHE M ^E ÉRIC L. MORIN M ^E CAROLINE FONTAINE M ^E LUC CYR M ^E HIPPOLITE BRIN M ^E NATHALIE LEROUX M ^E CAROLINE DULONG M ^E PIERRE-OLIVIER BOLDUC.	CONSULTATION ET COMMUNICATION PAR COURRIEL
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	FAVORISER LA CONCERTATION ET AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES MESURES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE.	M ^E JACQUES BLAIS	3
SOUS-COMITÉ EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE PAR LA DROGUE (RELÈVE DU COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE)	DÉTERMINER LES ACTIONS NÉCESSAIRES POUR METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME DE DÉTECTION DE LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE PAR L'EFFET D'UNE DROGUE	M ^E JACQUES BLAIS	2
SOUS-COMITÉ SUR LA LIMITATION DES APPAREILS D'ANALYSE D'ALCOOL (RELÈVE DU COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE)	DÉTERMINER LES MODIFICATIONS REQUISES À LA RÉGLEMENTATION CONCERNANT LES APPAREILS DE DÉTECTION D'ALCOOL	M ^E JACQUES BLAIS	1
COMITÉ TECHNIQUE (RELÈVE DU COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE)	COMITÉ TRAITANT TOUTES LES QUESTIONS TECHNIQUES, PRATIQUES OU LÉGALES AFIN D'ÉCLAIRER LE COMITÉ POUR PRENDRE UNE DÉCISION.	M ^E JACQUES BLAIS	5
COMITÉ TACTIQUE AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS-REVENU QUÉBEC-SÛRETÉ DU QUÉBEC	ASSURER LA COORDINATION DES OPÉRATIONS POLICIÈRES EN MATIÈRE DE FRAUDE FISCALE EN PARTENARIAT AVEC REVENU QUÉBEC ET L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS.	M ^E PAUL J. MERCIER	3
COMITÉ DIRECTEUR DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS	ASSURER LA COORDINATION DES OPÉRATIONS ET DÉTERMINER L'ORIENTATION DES DOSSIERS EN MATIÈRE DE CRIMES COMMIS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS. CE COMITÉ SERT SURTOUT À FAIRE UN SUIVI SUR LES DOSSIERS EN COURS ET CEUX À VENIR.	M ^E PAUL J. MERCIER	3
COMITÉ DIRECTEUR ACCÈS CONSTRUCTION	CONTRIBUER, PAR DES ACTIONS CONCERTÉES, À ACCROÎTRE LA CONFORMITÉ DES ENTREPRENEURS, DES EMPLOYEURS ET DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION À L'ÉGARD DES DIVERSES OBLIGATIONS LÉGALES AUXQUELLES ILS SONT ASSUJETTIS.	M ^E KAREN BÉDARD M ^E MARIE-PIER CHAMPAGNE	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DES COORDONNATEURS ACCES ALCOOL	DÉTERMINER LES MEILLEURES PRATIQUES EN TERMES D'INSPECTION ET DÉFINIR LE CADRE DES POURSUITES QUI SERONT SOUMISES RELATIVEMENT AUX LOIS EN MATIÈRE DE BOISSONS ALCOOLIQUES.	M ^E ÉTIENNE PROTEAU	2
COMITÉ TACTIQUE ACCES ALCOOL	COORDONNER L'IMPLICATION DES DIFFÉRENTS PARTENAIRES SUR LES MESURES PERMETTANT D'ASSURER L'EFFICACITÉ DU PROGRAMME VISANT À CONTRER L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE.	M ^E ÉTIENNE PROTEAU	2
COMITÉ TACTIQUE ACCES TABAC	LUTTE À LA CONTREBANDE DE TABAC, ÉTABLIR LES MEILLEURES PRATIQUES ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES. SUPERVISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, CE COMITÉ SIÈGE DEUX FOIS PAR ANNÉE ET IL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS D'ORGANISMES PUBLICS ŒUVRANT À LA LUTTE À LA CONTREBANDE DE TABAC. IL PERMET D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES ET DE CIBLER DES PHÉNOMÈNES ÉMERGENTS.	M ^E BETTY LAURENT	2
COMITÉ ACCES CANNABIS	RECHERCHER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE RENDRE MOINS ACCESSIBLE LE CANNABIS ILLICITE.	M ^E KATHY BERGERON	2
COMITÉ DE PLANIFICATION ET DE SUIVI CONCERNANT LES CRIMES FINANCIERS À INCIDENCE FISCALE ACCEF	ASSURER LA RÉALISATION DES TRAVAUX APPROUVÉS PAR LE COMITÉ STRATÉGIQUE. IDENTIFIER LES GRANDS AXES D'INTERVENTION DES UNITÉS D'ENQUÊTE, S'ASSURER DE LEUR MISE EN ŒUVRE ET RENDRE DES COMPTES AU COMITÉ STRATÉGIQUE.	M ^E MICHEL GREENE M ^E PAUL J. MERCIER M ^E CLAUDE GIRARD	2
COMITÉ D'EXPLOITATION ET D'INTÉGRATION DE PROJET (PHASE 3) EN MATIÈRE DE RADAR PHOTO	COORDONNER LES TRAVAUX DES DIFFÉRENTS COMITÉS DE LA PHASE 3 ET S'ASSURER DU RESPECT DES ÉCHÉANCIERS.	M ^E KATHY BERGERON	12
COMITÉ SUR L'ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE	EXAMINER LA SITUATION ET TROUVER DES SOLUTIONS POUR ACCÉLÉRER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE.	M ^E KAREN BÉDARD	AUCUNE
COMITÉ SUR LES TAUX D'ALCOOLÉMIÉ ET LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES	EXAMINER LES POSSIBILITÉS AFIN D'IMPLANter DES SANCTIONS ADMINISTRATIVES POUR LES INFRACTIONS RELATIVES À LA CONDUITE AVEC FACULTÉS AFFAIBLIES.	M ^E KATHY BERGERON	SUSPENDU JUSQU'À NOUVEL ORDRE
TABLE D'ÉCHANGE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ NAUTIQUE	PERMETTRE DES DISCUSSIONS ENTRE LES PRINCIPAUX ORGANISMES MANDATÉS POUR L'APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION SUR LA NAVIGATION DE PLAISANCE. PERMETTRE ÉGALEMENT UN RAPPROCHEMENT ENTRE LES ORGANISMES RESPONSABLES DE LA MISE EN PLACE D'UNE RÉGLEMENTATION EFFICACE EN LA MATIÈRE.	M ^E LOUBNA ZEHRI	N/D (PROCEUREURE ABSENTE)
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (LSJPA)	FAVORISER LA CONCERTATION DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE JUSTICE CRIMINELLE POUR LES MINEURS ET FAIRE LE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA LSJPA AU NIVEAU PROVINCIAL.	M ^E SOPHIE LAMARRE	2
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR L'INTIMIDATION	COMITÉ REGROUPANT PLUSIEURS MINISTÈRES AYANT PARTICIPÉ À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION ET LA CYBERINTIMIDATION 2020-2025 ET QUI A POUR MANDAT D'EN ASSURER LE SUIVI.	M ^E SOPHIE LAMARRE	1
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE (TPCVJMS)	CONSULTATIONS ET RÉFLEXIONS COMMUNES DE DIFFÉRENTS INTERVENANTS QUI ŒUVRENT AUPRÈS DES JEUNES POUR LE SUIVI DU PLAN D'ACTION CONCERTÉ DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION.	M ^E SOPHIE LAMARRE	4
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION ET PÉRENNISATION DU PROJET SEXTO	NOUVEAU COMITÉ ASSUMANT LES ACTIVITÉS LIÉES À LA COORDINATION ET À L'ADMINISTRATION DE L'IMPLANTATION DE LA MÉTHODE SEXTO : DÉVELOPPEMENT, PROMOTION, COORDINATION, FORMATION.	M ^E MARC FORGUES	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	FAVORISER UNE MEILLEURE COLLABORATION ET CONCERTATION EN MATIÈRE DE SERVICES SOCIAUX, POLICIERS, CORRECTIONNELS ET JUDICIAIRES ET REFLÉTER LA VOLONTÉ, DE LA PART DES MILIEUX AUTOCHTONES, DE SE PRENDRE EN CHARGE.	M ^E MARIE-CHANTAL BRASSARD (JUSQU'AU 28 JANVIER 2021) M ^E VÉRONIC PICARD (DEPUIS LE 29 JANVIER 2021) M ^E ANNY BERNIER (JUSQU'EN NOVEMBRE 2020) M ^E NICHOLAS PINEL (DEPUIS DÉCEMBRE 2020)	AUCUNE
NATIVE ROUND TABLE	VISANT À RAPPROCHER ET HARMONISER LA COMMUNAUTÉ JUDICIAIRE AUTOCHTONE D'AKWESASNE DANS LE DISTRICT DE BEAUHARNOIS (VALLEYFIELD). LES SUJETS ABORDÉS CONCERNENT PRINCIPALEMENT DES SITUATIONS OU DES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES PAR LA COMMUNAUTÉ EN LIEN AVEC LE SYSTÈME JUDICIAIRE.	M ^E PIERRE-OLIVIER GAGNON M ^E MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS M ^E CAMILLE TAILLEFER	3
TABLE LOCALE D'ACCESSIBILITÉ DES AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN DE MANIWAKI	LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS S'ENTENDENT POUR DÉFINIR LEURS ENGAGEMENTS ET LES MÉCANISMES DE COORDINATION EN VUE D'ACCROÎTRE ET FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS AU SEIN DE LA RÉGION DE MANIWAKI DE MANIÈRE À RÉPONDRE LE PLUS ADÉQUATEMENT POSSIBLE AUX BESOINS DE LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	M ^E SIMON-PIER COSSETTE	4
TABLE D'ÉCHANGE EN DROIT AUTOCHTONE	SUSCITER LES ÉCHANGES EN MATIÈRE DE DROIT AUTOCHTONE.	M ^E CATHY FORTIN	1
COMITÉ DES COORDONNATEURS DU DOSSIER AUTOCHTONE/PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	CE COMITÉ VISE À FAVORISER LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE DANS LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DES MESURES DU PLAN D'ACTION. IL TRAVAILLE À LA PRODUCTION DE LA REDDITION DE COMPTE ET DES BILANS ANNUELS.	M ^E ANNY BERNIER (JUSQU'EN DÉCEMBRE 2020) M ^E NICHOLAS PINEL (DEPUIS DÉCEMBRE 2020)	2
COMITÉ DE SOUS-MINISTRES ADJOINTS/PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	CE COMITÉ ASSURE LA CONCERTATION À UN NIVEAU DÉCISIONNEL, L'APPLICATION DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES ET LA COHÉRENCE DES ACTIONS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL AUTOCHTONE.	M ^E JOANNE MARCEAU (JUSQU'EN JANVIER 2021) M ^E ANNY BERNIER (DEPUIS JANVIER 2021)	AUCUNE
TABLE CENTRALE D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES (TABLE CENTRALE DE COORDINATION)	LA TABLE A POUR MANDAT D'APPUYER LES TABLES LOCALES, EN PLUS DE COORDONNER L'ENSEMBLE DES TRAVAUX, AFIN D'ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COHÉSION DES DÉMARCHES EN COURS AU QUÉBEC, DE PERMETTRE LE TRANSFERT D'EXPERTISE ET D'ÉLABORER LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES DANS LES VILLES POUR LES AUTOCHTONES.	M ^E ANNY BERNIER (JUSQU'EN DÉCEMBRE 2020) M ^E NICHOLAS PINEL (DEPUIS DÉCEMBRE 2020)	2
TABLE LOCALE D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES	CRÉER DES LIENS DE COLLABORATION ET TRAVAILLER EN PARTENARIAT AFIN D'ASSURER LA COMPLÉMENTARITÉ ET LA CONTINUITÉ DES SERVICES ENTRE LES RÉSEAUX QUÉBÉCOIS ET LES PARTENAIRES RÉGIONAUX, DONT LES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES, DE MANIÈRE À ADAPTER L'OFFRE DE SERVICES DE CES RÉSEAUX ET S'ASSURER QU'ILS RÉPONDENT ADÉQUATEMENT AUX BESOINS DES AUTOCHTONES DANS LES VILLES. LA TABLE REGROUPE PLUSIEURS ORGANISMES DONT LE CISSS, LE CAA, LE RCAAQ, LE CAVAC, LE DPCP, LA SQ ET LE CALACS	M ^E MARIE-CHANTAL BRASSARD (JUSQU'AU 28 JANVIER 2021) M ^E VÉRONIC PICARD	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
TABLE RONDE AUTOCHTONE – KAHINAWAKE (DISTRICT DE LONGUEUIL)	LA TABLE A POUR MANDAT DE FACILITER LA COMMUNICATION ENTRE L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES VISÉS AFIN D'OPTIMISER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS IMPLIQUANT DES VICTIMES ET/OU ACCUSÉS AUTOCHTONES.	M ^E DANNY LEMIEUX M ^E AMÉLIE ST-DENIS M ^E ANNA LEVIN (EN REMPLACEMENT DE M ^E MARIE-AUDRAL JOSET)	2
GROUPE DE RÉFLEXION AUTOCHTONE CONCERNANT LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES	PROPOSER DES RECOMMANDATIONS EN VUE D'ÉLABORER UN PROCESSUS AFFÉRENT AU TRAITEMENT DES DOSSIERS DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL RÉPONDAANT AUX BESOINS DES JUSTICIABLES AUTOCHTONES.	M ^E ANNY BERNIER M ^E NICHOLAS PINEL M ^E JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (DEPUIS JANVIER 2021)	2
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA JUSTICE AU NUNAVIK	IDENTIFIER LES DIVERS ENJEUX ENTOURANT LES ACTIVITÉS JUDICIAIRES AU NUNAVIK ET SOUMETTRE DES SOLUTIONS CONCRÈTES. LE GROUPE DE TRAVAIL REGROUPE DIVERS PARTENAIRES DONT LE MJQ, LE DPCP, LA CQ ET LA CSJ.	M ^E MARIE-CHANTAL BRASSARD (JUSQU'AU 28 JANVIER 2021)	AUCUNE
GROUPE DE TRAVAIL QUÉBEC – COURS MUNICIPALES	L'OBJECTIF DE CE COMITÉ EST D'ASSURER LE PARTAGE DES INFORMATIONS ET DES MEILLEURES PRATIQUES ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES AFIN QUE LE TRAITEMENT DES JUSTICIABLES SOIT UNIFORME DANS LA PROVINCE.	M ^E VINCENT MARTINBEAULT M ^E ANNY BERNIER	3
SOUS-COMITÉ SUR LA STANDARDISATION DES COURS MUNICIPALES	ÉTABLIR DES STANDARDS ET PROPOSER DES MODIFICATIONS POUR NORMALISER LES PRATIQUES ENTRE LES DIFFÉRENTES COURS MUNICIPALES.	M ^E ANNY BERNIER (JUSQU'EN JANVIER 2021) M ^E MAXIME LAGANIÈRE	2
SOUS-COMITÉ DIRECTIVES – COURS MUNICIPALES	SOLUTIONNER LES DIFFÉRENTES PROBLÉMATIQUES/PRÉOCCUPATIONS QUANT À L'UNIFORMITÉ DE L'APPLICATION DES DIRECTIVES DU DPCP AUX COURS MUNICIPALES DE LA PROVINCE.	M ^E ANNY BERNIER M ^E YAN VACHON M ^E JOCELYNE RANCOURT M ^E MARIÈVE RONDEAU- DESJARDINS M ^E JULIE NADEAU M ^E DOMINIQUE POTVIN M ^E NATHALIE THIBERT M ^E FRANÇOIS SÉNÉCHAL	12

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ QUÉBÉCOIS DE COORDINATION DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ)	COORDONNER LA MISE EN APPLICATION HARMONIEUSE DU PTTCQ AU QUÉBEC.	M ^E NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN JANVIER 2021) M ^E JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (DEPUIS JANVIER 2021) PUVRNITUQ : M ^E MARIE-CHANTAL BRASSARD (JUSQU'AU 28 JANVIER 2021) M ^E VÉRONIC PICARD (DEPUIS LE 29 JANVIER 2021) MONTRÉAL : M ^E CAROLINE DULONG	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR DU PTTCQ - MONTRÉAL	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES ACCRUE ET STRUCTURÉE AUX CONTREVENANTS AUX PRISES AVEC UN PROBLÈME DE CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES QUI CONTRIBUE À DIMINUER LES RISQUES DE RÉCIDIVE CRIMINELLE.	M ^E CAROLINE DULONG	2
COMITÉ RESTREINT PTTCQ – GATINEAU	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES ACCRUE ET STRUCTURÉE AUX CONTREVENANTS AUX PRISES AVEC UN PROBLÈME DE CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES QUI CONTRIBUE À DIMINUER LES RISQUES DE RÉCIDIVE CRIMINELLE.	M ^E STÉPHANE ROLLAND M ^E JENNIFER MORIN	5
PROGRAMME ACCOMPAGNEMENT JUSTICE EN SANTÉ MENTALE (PAJ-SM) – BUREAU DE VALLEYFIELD & GATINEAU (DPCP, CISO, CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE, COUR DU QUÉBEC, CORPS POLICIERS, MINISTÈRE DE LA JUSTICE)	CONCERTATION DES PARTENAIRES EN VUE DE LA MISE EN PLACE DU PROGRAMME, ÉVALUER LE FONCTIONNEMENT DU PROJET ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS POUR L'AMÉLIORATION.	M ^E MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS M ^E MARIE-HÉLÈNE MAGNAN	4
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	M ^E NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN JANVIER 2021)	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR DE LA TRAJECTOIRE SANTÉ MENTALE (TJSM)	AMÉLIORATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS QUI IMPLIQUENT DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DE LA COMMUNICATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR DIMINUER LA DÉTENTION PROLONGÉE DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DU SUIVI À LA COUR DES DOSSIERS DANS LESQUELS DES CONDITIONS DE MISE EN LIBERTÉ IMPOSENT AUX ACCUSÉS DE SE PRÉSENTER EN PSYCHIATRIE.	M ^E CAROLINE DULONG M ^E DOMINIQUE POTVIN M ^E PASCAL DOSTALER M ^E DIANE MULINDA M ^{ME} AMÉLIE SANSFAÇON	1
TABLE DE CONCERTATION MONTRÉLAISE EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	DISCUSSIONS SUR LES ENJEUX RÉSULTANT DE LA SITUATION EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE EN RELATION AVEC LES POURSUITES CRIMINELLES. IDENTIFICATION DES PROBLÈMES EN VUE DE TROUVER DES SOLUTIONS QUI PERMETTRONT D'AMÉLIORER L'ARRIMAGE ENTRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE.	M ^E CAROLINE DULONG M ^E DIANE MULINDA	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DIRECTEUR - MISE EN APPLICATION DU CADRE DE RÉFÉRENCE PROVINCIAL PAJ-SM.	AFIN DE METTRE EN PLACE UN MODÈLE INTÉGRÉ BASÉ SUR LES MEILLEURES PRATIQUES, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RÉUNISSENT LEURS EFFORTS AFIN DE FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE (PAJ-SM) EN VUE D'HARMONISER LA PRATIQUE AU QUÉBEC.	M ^E ANNY BERNIER M ^E NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN JANVIER 2021) M ^E JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (DEPUIS JANVIER 2021)	1
COMITÉ DE COORDINATION - MISE EN APPLICATION DU CADRE DE RÉFÉRENCE PROVINCIAL PAJ-SM.	LE COMITÉ DE COORDINATION TRAVAILLE ACTUELLEMENT À L'IDENTIFICATION DES MEILLEURES PRATIQUES DU DOMAINE EN VUE DE VOUS PROPOSER AU PRINTEMPS 2021 DES ORIENTATIONS INTERMINISTÉRIELLES STRUCTURANTES.	M ^E NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN JANVIER 2021) M ^E JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (DEPUIS JANVIER 2021)	3
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG)	DÉFINIR LES GRANDES ORIENTATIONS DU PMRG.	M ^E NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN JANVIER 2021) M ^E JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (DEPUIS JANVIER 2021)	1
COMITÉ DE SUIVI ET DE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG)	CE COMITÉ ASSURE LA CONCERTATION CONCERNANT LE SUIVI ET LE DÉPLOIEMENT DU PMRG.	M ^E NICHOLAS PINEL	5
COMITÉ DE VIGIE DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG)	LE COMITÉ ANALYSE DIVERS DOSSIERS PMRG QUI ONT ÉTÉ TRAITÉS AU COURS DES DERNIERS MOIS PAR LES PARTENAIRES ET QUI ONT SOULEVÉ DES QUESTIONNEMENTS. L'AMÉLIORATION ET LA VALIDATION DES PROCÉDURES DÉVELOPPÉES DANS LE CADRE DU PMRG SONT AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DES PARTENAIRES. C'EST POUR CETTE RAISON QUE LES PARTENAIRES DU PROGRAMME SONT RÉUNIS AFIN DE : • VALIDER LE MÉCANISME DE DÉTERMINATION DES MESURES DE RECHANGE; • PROPOSER, LE CAS ÉCHÉANT, DES AJUSTEMENTS À CE MÉCANISME; • PROPOSER, LE CAS ÉCHÉANT, DES AJUSTEMENTS AUX RÈGLES D'ÉCHANGE D'INFORMATION.	M ^E NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN JANVIER 2021) M ^E JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (DEPUIS JANVIER 2021)	2
COMITÉ POUR FAVORISER LE RECOURS AU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG)	COORDONNER LES RÉFLEXIONS DES ORGANISATIONS PARTENAIRES AUX MOYENS POUR FAVORISER LE RECOURS AU PMRG.	M ^E NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN JANVIER 2021) M ^E JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (DEPUIS JANVIER 2021)	2
COMITÉ DES PARTIES PRENANTES – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU BUREAU DES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES DE TRANSFORMATION DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D'ASSURER LA COHÉRENCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE. IL RÉUNIT DONC LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES ET ASSURE L'INTÉGRATION HARMONIEUSE DES EFFORTS DE CHACUN D'EUX AVEC LES ÉQUIPES ŒUVRANT À LA TRANSFORMATION.	M ^E VINCENT MARTINBEAULT M. RICHARD LAURIN	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D’ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE. IL RÉUNIT DONC LES HAUTS DIRIGEANTS DES DIFFÉRENTS PARTENAIRES ET ASSURE UN <i>LEADERSHIP</i> STRATÉGIQUE DANS LE DÉPLOIEMENT ET LA RÉALISATION DE LA TRANSFORMATION.	M ^E ANNICK MURPHY (JUSQU’AU 1ER FÉVRIER 2021) M ^E VINCENT MARTINBEAULT	5
COMITÉ CARTOGRAPHIE DE PROCESSUS - TRANSFORMATION JUSTICE	FAIRE LA CARTOGRAPHIE DU PROCESSUS DE LA GENDARMERIE AINSI QUE CELUI DES ENQUÊTES. L’OBJECTIF DE CET ATELIER VISAIT À ÉNONCER LES ENJEUX POLICIERS PAR RAPPORT AU PROCESSUS JUDICIAIRE ACTUEL.	M ^E CAROLINE DULONG M ^E CATHERINE ROBERGE M ^E SARAH-JULIE CHICOINE (JUSQU’AU 16 SEPTEMBRE 2020)	AUCUNE
COMITÉ DE GESTION DES RISQUES DE PROGRAMMES DE TRANSFORMATION	LE COMITÉ DE GESTION DES RISQUES DES PROGRAMMES DE TRANSFORMATION ASSURE LA COORDINATION ET L’ARRIMAGE DE L’ENSEMBLE DES MESURES D’ATTÉNUATION DES RISQUES LIÉS AUX PROGRAMMES DE TRANSFORMATION. IL SERT D’APPUI À LA GESTION DES RISQUES DE PROJETS.	M. RICHARD LAURIN	6
COMITÉ DES AUDITEURS DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE (PMSJ)	LE COMITÉ D’AUDIT INTERNE A POUR MANDAT D’AIDER LA SOUS-MINISTRE À S’ACQUITTER DE SES RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D’AUDIT INTERNE, DE FAVORISER L’INDÉPENDANCE DE L’AUDIT INTERNE, D’ASSURER LA CRÉDIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES TRAVAUX DE CELLE-CI ET DE CONTRIBUER À RENFORCER LE SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE AU SEIN DU MJQ. CE COMITÉ SURVEILLE ENTRE AUTRES LA QUALITÉ DES TRAVAUX DE LA DAIE, TANT POUR LE VOLET DES OPÉRATIONS COURANTES QUE POUR LE VOLET DE LA VÉRIFICATION DU PMSJ.	CLAUDINE LAURIN (JUSQU’AU 31 DÉCEMBRE 2020) CHRISTINE PÉPIN MARIE-ÉLISABETH O’NEILL (DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2021)	5
COMITÉ D’ÉVALUATION DE PROGRAMME DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE (PMSJ)	CE COMITÉ, FORMÉ CONFORMÉMENT À LA POLITIQUE EN ÉVALUATION DE PROGRAMME DU MJQ DE LA JUSTICE, DONNE SON AVIS SUR LES TRAVAUX EXIGÉS PAR LA DÉCISION DU 18 JUIN 2018 DU CONSEIL DU TRÉSOR CONCERNANT LE PMSJ, SOIT LE CADRE DE SUIVI ET D’ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE, LE CADRE D’ÉVALUATION, LES OUTILS DE COLLECTE DE DONNÉES, LE RAPPORT D’ÉVALUATION AINSI QUE LES RECOMMANDATIONS FORMULÉES. LES LIVRABLES D’ÉVALUATION DE PROGRAMME SONT ENSUITE PRÉSENTÉS AU CDM PUIS APPROUVÉS PAR LE COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS.	CHRISTINE PÉPIN	2
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	DISCUTER DES ENJEUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. LA TABLE CENTRALE DE COORDINATION CONSTITUE LE FORUM OÙ SONT DISCUTÉES ET PROPOSÉES DES ORIENTATIONS SUR DES SUJETS D’INTÉRÊT PROVINCIAL. ELLE ASSURE GÉNÉRALEMENT LE SUIVI DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES DE CONCERTATION RÉGIONALES.	M ^E VINCENT MARTINBEAULT M ^{ME} MARIE-ÉLISABETH O’NEILL	1
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L’INFORMATION	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L’APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L’INFORMATION.	M. RICHARD LAURIN	2
RÉSEAU D’ALERTE GOUVERNEMENTAL (CERT/AQ)	PLATEFORME DE PARTAGE DE L’INFORMATION ENTRE LES COORDONNATEURS ORGANISATIONNELS DE GESTION DES INCIDENTS.	M. DOMINIC SAINDON	9

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ CENTRAL DU PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION DES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE	COMITÉ ASSURANT LE PARTAGE D'INFORMATION ET DES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'INTIMIDATION DES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE, SUIVANT LE PLAN DE LUTTE À L'INTIMIDATION MIS SUR PIED EN 2001. LA COORDINATION DU COMITÉ EST EFFECTUÉE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, SECTION MENACE EXTRÉMISTE.	M ^E JEAN CARON M ^E NICOLAS POULIN M. SYLVAIN CHABOT M. PATRICK DUBÉ	AUCUNE
COMITÉ NATIONAL D'ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE (CNÉE) - NATIONAL WIRETAP EXPERT COMMITTEE	PRÉSENTATION DE NOUVELLES TECHNOLOGIES ET PRATIQUE EN MATIÈRE D'ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE. RÉUNION ANNUELLE À LAQUELLE PARTICIPENT LES CORPS POLICIERS, LES POURSUIVANTS DES PROVINCES ET FÉDÉRAUX ET DES EXPERTS POLICIERS.	M ^E MICHEL GREENE (JUSQU'EN JANVIER 2021) M ^E JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (À COMPTER DE JANVIER 2021)	1
COMITÉ SUR LES COMPARUTIONS EN PERSONNE POUR QUÉBEC/MONTRÉAL ET IMPACTS PROVINCIAUX	MESURE DES IMPACTS PROVOQUÉS PAR L'OUVERTURE DES BUREAUX DE MONTRÉAL ET QUÉBEC LES DIMANCHES. METTRE DE L'AVANT DES SOLUTIONS INNOVANTES FAVORISANT LE VOLONTARIAT AFIN DE COMBLER LES PLAGES HORAIRES NÉCESSAIRES AUX OPÉRATIONS. À MOYEN TERME, MESURE DES IMPACTS PROVINCIAUX RÉSULTANT DE L'OFFRE DE SERVICE DES COMPARUTIONS LES FINS DE SEMAINE.	M ^E DOMINIQUE POTVIN	2
COMITÉ RESTREINT – COMPARUTION LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURNÉES FÉRIÉES	ÉCHANGER SUR LES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES LORS DE L'IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE RÉGION, ÉTABLIR DE NOUVELLES PROCÉDURES. COMITÉ AVEC LE MSP, MJQ, LA MAGISTRATURE AINSI QUE LE DPCP.	M ^E ÉRIKA PORTER M ^E JACQUES BLAIS	6
COMITÉ ÉLARGI - COMPARUTION LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURNÉES FÉRIÉES	ÉCHANGER SUR LES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES LORS DE L'IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE RÉGION, ÉTABLIR DE NOUVELLES PROCÉDURES. COMITÉ AVEC LE MSP, MJQ, LA MAGISTRATURE, LES AVOCATS DE LA DÉFENSE AINSI QUE LE DPCP.	M ^E ÉRIKA PORTER M ^E JACQUES BLAIS M ^E FRANÇOIS SÉNÉCHAL	4
COMITÉ FORMULAIRES-VISIOCOMPARUTION	REVOIR ET BONIFIER LES FORMULAIRES SJ-1204, 1205 ET 1208 DANS LE CADRE DES DÉPLOIEMENTS POUR LA VISIOCOMPARUTION.	M ^E MAXIME LAROCHE	1
COMITÉ SUR LES COMPARUTIONS À DISTANCE LES FINS DE SEMAINE ET JOURS FÉRIÉS	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE COORDONNER L'IMPLANTATION DU SYSTÈME VIRTUEL D'AUTORISATION DES DOSSIERS ET DES COMPARUTIONS À DISTANCE DES DÉTENUS LES FINS DE SEMAINE ET JOURS FÉRIÉS DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL ET D'ASSURER UN SUIVI SUR LA BONNE MARCHE DES OPÉRATIONS. EN COLLABORATION AVEC LE SPVM, LE MJQ ET LE MSP.	M ^E ERIKA PORTER M ^E PASCAL DOSTALER M ^E MAXIME LAROCHE M ^E FRANÇOIS SÉNÉCHAL M ^E DOMINIQUE POTVIN	15
COMITÉ SUR LES COMPARUTIONS DES DÉTENUS DANS LE DÉLAI DE 24 HEURES – DISTRICT DE MONTRÉAL	CE COMITÉ/GROUPE DE TRAVAIL A POUR MANDAT DE SUIVRE LA SITUATION QUANT AU RESPECT DU DÉLAI DE 24 HEURES POUR LA COMPARUTION DES DÉTENUS, TROUVER DES SOLUTIONS AUX PROBLÈMES VÉCUS PAR LE SPVM EN LIEN AVEC CETTE OBLIGATION ET D'ÉTABLIR DES PROCESSUS PERMETTANT DES COMPARUTIONS C24 AVEC LA PARTICIPATION DU BUREAU DU SERVICE-CONSEIL. EN COLLABORATION AVEC LE SPVM	M ^E ERIKA PORTER M ^E DOMINIQUE POTVIN	20
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	COLLABORER À L'ÉLABORATION DE LA NOUVELLE STRATÉGIE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION.	M ^E MAYA DUCASSE-HATHI	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	LA TABLE ASSURE LA PLANIFICATION ET LA RÉALISATION DES TRAVAUX INHÉRENTS À LA POLITIQUE NATIONALE DE LUTTE À L'ITTINÉRANCE ET AU PLAN D'ACTION QUI EN DÉCOULERA SOUS LA COORDINATION DU MSSS.	M ^E JOANNE MARCEAU (JUSQU'EN JANVIER 2021) M ^E ANNY BERNIER (DEPUIS FÉVRIER 2021) M ^E NICHOLAS PINEL M ^E JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (DEPUIS JANVIER 2021)	3
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOUTENIR L'ACTION DES PERSONNES INTERVENANT EN ÉTHIQUE DANS LEUR MINISTÈRE OU ORGANISME RESPECTIF. DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION ET UNE VISION COMMUNES DE L'ÉTHIQUE, EN FAVORISER SON DÉPLOIEMENT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET Y MAINTENIR UNE CULTURE EMPREINTE D'ÉTHIQUE.	M ^E CLAUDINE LAURIN (JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2020) M ^E MELISSA-ANN MCFARLAND M ^E PATRICIA JOHNSON	AUCUNE
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	M ^E MELISSA-ANN MCFARLAND M ^E PATRICIA JOHNSON	AUCUNE
COMITÉ REPRISE DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES – COVID-19	CE COMITÉ AVAIT POUR MANDAT D'ÉTABLIR LES BALISES ET GRANDES ORIENTATIONS DE LA REPRISE DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES SUIVANT LA 1 ^{ÈRE} VAGUE DE LA PANDMÉIE DE LA COVID-19.	M ^E MARIE-CHANTAL BRASSARD M ^E SARA-JULIE CHICOINE M ^E MAXIME LACOURSÈRE M ^E ISABELLE LAFRENIÈRE M ^E MARIE-HÉLÈNE MAGNAN M ^E SYLVAIN PETITCLERC M ^E DOMINIQUE POTVIN	12
COMITÉ DE COORDINATION DE REPRISE DES OPÉRATIONS (CCRO)	DISCUTER AMÉNAGEMENT, SÉCURITÉ ET ACCÈS AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL. GESTION DES DÉPLACEMENTS ET SÉCURITÉ AFFÉRENTE DANS LE PALAIS ET LES SALLES DE COUR. EN COLLABORATION AVEC : LA MAGISTRATURE, LE MJQ, LE CAVAC, LA SQI, LE MSP, LE BARREAU DE MONTRÉAL, LA SANTÉ PUBLIQUE, L'AADM ET LE CCJM.	M ^E MARTIN CHALIFOUR	10
REGROUPEMENT DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION	LE REGROUPEMENT DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (RDGA) EST UN ORGANISME DE CONCERTATION EN ADMINISTRATION QUI A POUR MISSION DE : • AIDER LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION, SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET VICE-PRÉSIDENTS À L'ADMINISTRATION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, À MIEUX SOUTENIR L'ACTION DE LEUR ORGANISATION ET LEUR FOURNIR DES POINTS DE REPÈRE POUR SITUER LEURS ACTIONS; • COLLABORER AVEC LES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES À LA DÉFINITION ET À LA MISE EN PLACE DE POLITIQUES ET DE RÉFORMES; • CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE AU SEIN DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL.	M ^{ME} NATHALIE DESJARDINS	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
RENCONTRE DU RÉSEAU INTERMINISTÉRIEL EN INFORMATION DE GESTION DE RESSOURCES HUMAINES (RH)	FAVORISER LA SYNERGIE ENTRE LES PERSONNES ŒUVRANT EN INFORMATION DE GESTION RH AU SEIN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES. PERMETTRE LE PARTAGE DE CONNAISSANCES ET CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DE CETTE EXPERTISE.	M ^{ME} CAROLINE MORISSETTE	2
RÉSEAU PERFORMANCE	ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES D'AFFAIRES EN MATIÈRE D'AMÉLIORATION CONTINUE.	M ^{ME} MARIE-CLAUDE HAMEL M ^{ME} CATHERINE MORIN	3
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN AMÉLIORATION CONTINUE	ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES D'AFFAIRES EN MATIÈRE D'AMÉLIORATION CONTINUE APPLIQUÉES AU SECTEUR PUBLIC.	M ^{ME} MARIE-CLAUDE HAMEL M ^{ME} CATHERINE MORIN	4
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PROMOTION DES EMPLOIS DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOULEVER LES BESOINS, IDENTIFIER LES DIFFÉRENTS ENJEUX, ÉCHANGER, PRÉSENTER DES PROJETS ET PROPOSER DES MOYENS POUR AMÉLIORER LES STRATÉGIES À PRÉCONISER LORS DE LA PROMOTION DES EMPLOIS ET LA MARQUE EMPLOYEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE.	M ^{ME} MARIE-PIER AUGUIN	1
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN CLASSIFICATION	FAVORISER LE PARTAGE DE PRATIQUES, DE CONNAISSANCES ET D'EXPERTISE EN CE QUI A TRAIT NOTAMMENT À LA CLASSIFICATION DES EMPLOIS, LA DÉTERMINATION DE LA RÉMUNÉRATION, LA GESTION DES EMPLOIS DE COMPLEXITÉ SUPÉRIEURE ET LES EMPLOIS DE CADRES AINSI QUE L'APPLICATION DES DIRECTIVES SUR LES FRAIS REMBOURSABLES.	M ^{ME} CINDY BRASSARD	AUCUNE
RÉSEAU DE RÉPONDANTS EN DIVERSITÉ ET INCLUSION	FORMER ET OUTILLER DES PERSONNES AFIN QU'ELLES PUISSENT ACCOMPAGNER LES GESTIONNAIRES DANS LA SUPERVISION D'ÉQUIPES DIVERSIFIÉES ET RÉPONDRE AUX QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI, À LA DIVERSITÉ ET À L'INCLUSION.	M ^{ME} CINDY BRASSARD	1
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT	REGROUPER LES RÉPONDANTS POUR FAVORISER L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE DANS LE DOSSIER DE LA PRÉVENTION ET DE LA GESTION DES INCIVILITÉS, DES CONFLITS ET DU HARCÈLEMENT, ET CE, EN PRIVILÉGIANT LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE, LE PARTAGE ET LE SOUTIEN.	M ^{ME} ISABELLE DORÉ	3
FORUM DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC	LA MISSION DU FORUM EST DE PROMOUVOIR LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE ET L'ACTION DANS LE BUT D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC.	M ^{ME} ISABELLE GAGNON	6
GROUPE DE CODÉVELOPPEMENT EN GESTION DE CONFLIT ET HARCÈLEMENT	PARTAGER LEURS PRÉOCCUPATIONS, LEURS EXPÉRIENCES ET LEURS VÉCUS PROFESSIONNELS. PROFITER D'UN MILIEU PROPICE SOUTENANT LA RÉOLUTION DE PROBLÉMATIQUES EN LIEN AVEC LEURS MANDATS.	M ^{ME} CHRISTINE-JULIE BOUCHER M ^{ME} STÉPHANIE FRANCIS	5
GROUPE DE CODÉVELOPPEMENT EN INVALIDITÉ ET RÉINTÉGRATION	PARTAGER LEURS PRÉOCCUPATIONS, LEURS EXPÉRIENCES ET LEURS VÉCUS PROFESSIONNELS. PROFITER D'UN MILIEU PROPICE SOUTENANT LA RÉOLUTION DE PROBLÉMATIQUES EN LIEN AVEC LEURS MANDATS.	M ^{ME} JULIE CHABOT	3
GROUPE INTERMINISTÉRIEL - EXPÉRIENCE EMPLOYÉ	METTRE EN COMMUN L'EXPERTISE, LES FAÇONS DE FAIRE ET LES OUTILS CONCERNANT L'EXPÉRIENCE EMPLOYÉ AU BÉNÉFICE DE L'ÉVOLUTION DE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	M ^{ME} JOSIANNE ARGUIN	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
RÉSEAU EN PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE	DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DE LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE, PERFECTIONNER LA CONNAISSANCE ET LES COMPÉTENCES DES CONSEILLERS ET LES SOUTENIR EN FAVORISANT LES ÉCHANGES ET LE PARTAGE D'OUTILS ENTRE EUX, DE MÊME QUE LA MISE EN COMMUN DE LEURS EXPÉRIENCES.	M ^{ME} CHRISTINE-JULIE BOUCHER	1
COMITÉ D'ARRIMAGE TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL (DES SOLUTIONS INFORMATIQUES) AVEC LES PARTENAIRES	LE COMITÉ RÉUNIT LES PARTENAIRES DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE EN VUE DE FACILITER L'ARRIMAGE ET L'INTEROPÉRABILITÉ DES SOLUTIONS.	M. RICHARD LAURIN	4
COMITÉ PARTENAIRES GESTE	LE COMITÉ REGROUPE LES SERVICES DE POLICE IMPLIQUÉS DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU PROGRAMME GESTE. SON OBJECTIF EST DE PARTAGER L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DU DPCP ET DE S'ARRIMER AVEC LES PARTENAIRES AU NIVEAU DES SOLUTIONS.	M. RICHARD LAURIN	5
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	COMITÉ DIRECTEUR - CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. COMITÉ FORMÉ D'INTERVENANTS DE LA SQI, DU MJQ, DU MSP ET DU DPCP DISCUTANT DES ENJEUX, IMPACTS BUDGÉTAIRES ET AVANCEMENTS DES TRAVAUX DU PROJET DE CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE SITUÉ À RIMOUSKI. NOTE : COMITÉ TERMINÉ AVEC LA LIVRAISON DU PALAIS EN OCTOBRE 2020	M ^{ME} CHANTALE BILODEAU M. CHRISTIAN BEAUDOIN M ^{ME} STÉPHANIE ROUSSEAU	5 VIDÉOCONFÉRENCES
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	COMITÉ DIRECTEUR – CONSTRUCTION TEMPORAIRE, DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. COMITÉ FORMÉ D'INTERVENANTS DE LA SQI, DU MJQ, DU MSP ET DU DPCP DISCUTANT DES ENJEUX, IMPACTS BUDGÉTAIRES ET AVANCEMENTS DES TRAVAUX POUR LA RELOCALISATION TEMPORAIRE DU PALAIS ET DE LA DÉMOLITION DU PALAIS ACTUEL ET DE SA RECONSTRUCTION SITUÉ DANS LA VILLE DE SAINT-HYACINTHE.	M ^{ME} CHANTALE BILODEAU M. CHRISTIAN BEAUDOIN M. FRÉDÉRIC PAGEAU	3 VIDÉOCONFÉRENCES
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	COMITÉ DIRECTEUR - CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. COMITÉ FORMÉ D'INTERVENANTS DE LA SQI, DU MJQ, DU MSP ET DU DPCP DISCUTANT DES ENJEUX, IMPACTS BUDGÉTAIRES ET AVANCEMENTS DES TRAVAUX DU PROJET DE CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE SITUÉ À ROBERVAL.	M ^{ME} CHANTALE BILODEAU M. CHRISTIAN BEAUDOIN M. FRÉDÉRIC PAGEAU	3 VIDÉOCONFÉRENCES
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	COMITÉ DIRECTEUR REGROUPANT TROIS PROJETS (162755 – REMPLACEMENT DES SECTIONNEURS ET LES TIROIRS DE 12 KV; 518314 – EXPERTISE ET TRAVAUX DE RÉPARATION DES DALLES DES STATIONNEMENTS SS2 ET SS3; 523889 – REMPLACEMENT DU MUR RIDEAU). COMITÉ FORMÉ D'INTERVENANTS DE LA SQI, DU MJQ, DU MSP ET DU DPCP DISCUTANT DES ENJEUX, IMPACTS BUDGÉTAIRES ET AVANCEMENTS DES TRAVAUX DES TROIS PROJETS AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL (1 RUE NOTRE-DAME).	M ^{ME} CHANTALE BILODEAU M. CHRISTIAN BEAUDOIN	2 VIDÉOCONFÉRENCES
COMITÉ DIRECTEUR –PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	COMITÉ DIRECTEUR – RÉNOVATION ET RÉAMÉNAGEMENT MAJEURS DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC. COMITÉ FORMÉ D'INTERVENANTS DE LA SQI, DU MJQ, DU MSP ET DU DPCP DISCUTANT DES ENJEUX, IMPACTS BUDGÉTAIRES ET AVANCEMENTS DES TRAVAUX DU PROJET DE CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE SITUÉ À QUÉBEC. NOTE : PREMIÈRE RENCONTRE EN 2020-2021.	M ^{ME} CHANTALE BILODEAU M. CHRISTIAN BEAUDOIN	1 VIDÉOCONFÉRENCE

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS DU PMSJ	CE COMITÉ REGROUPE LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES IMPLIQUÉS DANS LE PROGRAMME DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE LA JUSTICE (PMSJ).	GILLES LAJOIE LINE DROUIN	1
GROUPE DE TRAVAIL SUR LES COURS MUNICIPALES	CE GROUPE DE TRAVAIL VISE À DÉFINIR ET APPLIQUER DES STANDARDS DANS LES COURS MUNICIPALES AFIN DE PERMETTRE NOTAMMENT L’UNIFORMITÉ DE TRAITEMENT ENTRE LES COURS MUNICIPALES AINSI QUE L’ARRIMAGE ENTRE LES CORPS POLICIERS ET LE DPCP.	GILLES LAJOIE PATRICK-THIERRY GRENIER CHRISTINE CÔTÉ	5
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DES DONNÉES GOUVERNEMENTALES	LE COMITÉ DE TRAVAIL VISE À DÉTERMINER DES ORIENTATIONS ET UN PLAN D’ACTION POUR UNE FUTURE POLITIQUE DE GESTION DES DONNÉES NUMÉRIQUES GOUVERNEMENTALES.	GILLES LAJOIE PATRICK GINGRAS	16
COMITÉ AVISEUR POUR LA STRATÉGIE D’INTRODUCTION EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS L’ADMINISTRATION PUBLIQUE	COMME SON NOM L’INDIQUE, LE COMITÉ VISE À AVISER LE GOUVERNEMENT SUR LA MEILLEURE FAÇON DE TABLER SUR L’INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POUR AMÉLIORER L’EFFICIENCE ET LA PRODUCTIVITÉ DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DE L’ÉTAT.	GILLES LAJOIE PATRICK GINGRAS	4

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
FORUM DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS DES RESSOURCES HUMAINES (FDRH)	PROMOUVOIR LA CONCERTATION, L’ÉCHANGE ET L’ACTION DANS LE BUT D’AMÉLIORER L’EFFICACITÉ ET L’EFFICIENCE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LA FONCTION PUBLIQUE.	MARC-ANTOINE MORIN	6
FORUM DES GESTIONNAIRES EN TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION	TABLE DE CONCERTATION ET DE CONSULTATION QUI REGROUPE LES DIRECTEURS DES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	YVES BOUTIN	AUCUNE
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	ÉCHANGES ENTRE DIVERS INTERVENANTS DES MILIEUX JUDICIAIRE ET DE LA SANTÉ SUR CE QUI SE FAIT EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE.	GISÈLE LACASSE MICHEL WAECHTER	AUCUNE
TABLE INTERSECTORIELLE DE PSYCHIATRIE LÉGALE DE MONTRÉAL	SE PENCHER SUR LES PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE DE PSYCHIATRIE LÉGALE DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL.	GISÈLE LACASSE MICHEL WAECHTER	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2020-2021
COMITÉ DE LIAISON BARREAU – TAQ	IDENTIFIER LES DIFFICULTÉS OU LES PROBLÉMATIQUES LIÉES À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU TAQ; IDENTIFIER DES SOLUTIONS APPLICABLES; OBTENIR LA RÉTROACTION DES USAGERS ET DES ADMINISTRATEURS; DIFFUSER L'INFORMATION AUPRÈS DE L'ADMINISTRATION ET AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ JURIDIQUE.	SYLVAIN BOURASSA STÉPHAN F. DULUDE JACQUES BOULANGER GISEÈLE LACASSE MAUDE LANGEVIN CATHERINE GAUTIER	1
TABLE JUSTICE ADMINISTRATIVE	ÉCHANGES ENTRE CERTAINS PRÉSIDENTS DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS SOUMIS AU CJA SUR TOUS LES SUJETS D'INTÉRÊTS COMMUNS.	SYLVAIN BOURASSA	1
COMITÉ SUR L'ACTUALISATION DE L'OFFRE DE FORMATION (SES)	COMITÉ FORMÉ POUR L'ÉLABORATION D'UNE OFFRE DE FORMATION POUR LES JUGES ADMINISTRATIFS DU QUÉBEC.	SYLVAIN BOURASSA	3
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOUTENIR L'ACTION DES PERSONNES INTERVENANT EN ÉTHIQUE DANS LEUR MINISTÈRE OU ORGANISME RESPECTIF. DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION ET UNE VISION COMMUNES DE L'ÉTHIQUE, EN FAVORISER SON DÉPLOIEMENT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET Y MAINTENIR UNE CULTURE EMPREINTE D'ÉTHIQUE.	JULIE BARIL	AUCUNE
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	JULIE BARIL	AUCUNE
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SCT, TENIR LES RESPONSABLES À JOUR SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS AU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE CONTRACTUELLE.	JULIE BARIL	1
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	EXERCER UN RÔLE DE CONSEILLER AUPRÈS DU DPI POUR CE QUI EST DE LA DÉFINITION, DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DIRECTIVES ET ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	DENIS BEAULIEU	3
LA TÉLÉSANTÉ – COMITÉ D'EXPERTS EN PSYCHIATRIE LÉGALE	ÉTABLIR UN MODÈLE PROVINCIAL EN PSYCHIATRIE LÉGALE À L'AIDE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.	MYLÈNE TESSIER JULIE BOUCHARD	1

P.8 NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES -PROVINCIALES -TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS -MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2020-2021. INDiquer, POUR CHACUNE :

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);
- F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2020-2021.

MINISTÈRE

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
30 AVRIL 2020	VISIOCONFÉRENCE	SONIA LEBEL, THIERRY FOURNIER, LINE DROUIN ET EVELYNE GAGNÉ	AUCUN
23 JUNI 2020	VISIOCONFÉRENCE	SIMON JOLIN-BARRETTE, LINE DROUIN ET EVELYNE GAGNÉ	AUCUN
6 AU 8 JUILLET 2020	VISIOCONFÉRENCE	YAN PAQUETTE ET EVELYNE GAGNÉ	AUCUN
29 JUILLET 2020	VISIOCONFÉRENCE	SIMON JOLIN-BARRETTE, LINE DROUIN ET EVELYNE GAGNÉ	AUCUN
8 OCTOBRE 2020	VISIOCONFÉRENCE	LINE DROUIN ET EVELYNE GAGNÉ	AUCUN
22 OCTOBRE 2020	VISIOCONFÉRENCE	LINE DROUIN ET EVELYNE GAGNÉ	AUCUN
12 NOVEMBRE 2020	VISIOCONFÉRENCE	SIMON JOLIN-BARRETTE, ALEXIS AUBRY, PASCAL FERLAND, LINE DROUIN ET EVELYNE GAGNÉ	AUCUN
23 NOVEMBRE 2020	VISIOCONFÉRENCE	SIMON JOLIN-BARRETTE, PASCAL FERLAND, LINE DROUIN ET EVELYNE GAGNÉ	AUCUN
15 AU 17 DÉCEMBRE 2020	VISIOCONFÉRENCE	SIMON JOLIN-BARRETTE, MATHIEU LÉVESQUE, PASCAL FERLAND, LINE DROUIN ET EVELYNE GAGNÉ	AUCUN

ORGANISMES

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
30 AVRIL 2020	CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE	M ^E ANNY BERNIER	AUCUN
23 JUIN 2020	CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE	M ^E ANNY BERNIER	AUCUN
6 AU 8 JUILLET 2020	VISIOCONFÉRENCE	M ^E DENISA CHRASTINOVA	AUCUN
29 JUILLET 2020	CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE	M ^E ANNY BERNIER	AUCUN
26 NOVEMBRE 2020	VISIOCONFÉRENCE	M ^E DENISA CHRASTINOVA	AUCUN
15 AU 17 DÉCEMBRE 2020	VISIOCONFÉRENCE	M ^E DENISA CHRASTINOVA	AUCUN
19 FÉVRIER 2021	VISIOCONFÉRENCE	M ^E DENISA CHRASTINOVA	AUCUN

LES ORDRES DU JOUR ET LES PROCÈS-VERBAUX SONT CONFIDENTIELS PUISQUE CES RENCONTRES SE TIENNENT À HUIS CLOS. DE PLUS, CES DOCUMENTS SONT PROTÉGÉS EN VERTU DES ARTICLES 18 ET 19 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS PUISQU'ILS ONT ÉTÉ OBTENUS D'UN AUTRE GOUVERNEMENT OU SONT CONSTITUÉS DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION PORTERAIT VRAISEMBLABLEMENT PRÉJUDICE À LA CONDUITE DE RELATIONS QU'ENTRETIENT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS.

P.9 CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

PROGRAMME : PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE

MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 569 569 \$

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021	NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	7 À NOUS	1 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	ASSOCIATION COOPÉRATIVE D’ÉCONOMIE FAMILIALE DU CENTRE DE MONTRÉAL (OPTION CONSOMMATEUR)	2 385 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	AUTONHOMMIE	1 570 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	CARREFOUR ALIÉNATION PARENTALE QUÉBEC	2 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	CENTRE INTERLIGNE INC.	1 250 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	2 465 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	COMITÉ LOGEMENT DE LA PETITE PATRIE INC.	2 460 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	DÉCLIC INITIATIVES POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI DES JEUNES	1 250 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	INSTITUT PACIFIQUE	2 100 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	JURISTES À DOMICILE	1 225 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - LAVAL	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL INC.	2 360 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE DE MONTRÉAL INC.	2 450 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - SAGUENAY	ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE	1 250 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	CENTRE ROLAND-BERTRAND	2 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - MONTRÉAL	CLINIQUE NOVALEX	2 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2018-2019 - DRUMMONDVILLE	PIAULE CENTRE DU QUÉBEC INC., LA	985 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	CARREFOUR ALIÉNATION PARENTALE QUÉBEC-2019	8 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	AUTONHOMMIE	8 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	5 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	BARREAU DE MONTRÉAL	5 322 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE VILLERAY INC.	6 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - ST- LAURENT	MAKIVIK CORPORATION	9 700 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	INSTITUT DE MÉDIATION ET D’ARBITRAGE DU QUÉBEC	5 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	INSTITUT PACIFIQUE	5 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - LAVAL	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL INC.	5 000 \$	N/A

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	7 À NOUS	5 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - CHAUDIÈRE- APPALACHES	ACTION JEUNESSE CÔTE-SUD	4 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - LISTUGUJ	LISTUGUJ MI'GMAG GOUVERNEMENT	10 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - DRUMMONDVILLE	PIAULE CENTRE-DU-QUÉBEC INC., LA	4 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	REGROUPEMENT DES JEUNES CHAMBRES DE COMMERCE QUÉBEC	5 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	ÉDUCALOI	6 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - BROSSARD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	8 978 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	CLINIQUE NOVALEX	8 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - MONTRÉAL	JUSTICE ProBONO	8 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - SAINT-HYACINTHE	PETIT PONT, LE	5 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020 - SAINT-LUCIEN	RÉSEAU NATIONAL PLUS, (CMA)	6 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - MONTRÉAL	ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE SUD-OUEST DE MONTRÉAL	15 152 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - LAURENTIDES	ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DES BASSES LAURENTIDES	5 800 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - MONTRÉAL	AUTONHOMMIE	28 053 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - LÉVIS	CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE DE LÉVIS	37 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE SAINT-MICHEL	37 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE ITINÉRANTE	3 750 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - OUTAOUAIS	DROIT-ACCÈS DE L'OUTAOUAIS	11 250 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - MONTRÉAL	RÉSEAU ÉQUIJUSTICE (ROJAQ)	37 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - MONTRÉAL	INSTITUT PACIFIQUE	37 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - MONTRÉAL	JUSTICE À DOMICILE	22 888 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	LISTUGUJ MI'GMAG GOUVERNEMENT	37 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - MONTRÉAL	OPTION CONSOMMATEURS	37 475 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - MONTRÉAL	ORGANISATION POPULAIRE DES DROITS SOCIAUX (OPDS)	37 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - MONTRÉAL	REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC	37 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021 - REPERTIGNY	TOURNESOL DE LA RIVE-NORD, LE	25 951 \$	N/A

PROGRAMME : FINANCEMENT À LA MISSION DE BASE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ET DES AUTRES ORGANISMES
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 3 784 067 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
BAS SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS SAINT-LAURENT	329 759 \$	4
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	490 718 \$	6
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	508 698 \$	6
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	309 324 \$	4
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ SAGUENAY –LAC-SAINT-JEAN	320 292 \$	4
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	315 654 \$	4
NORD-DU-QUÉBEC	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ NUNAVIK (SOCIÉTÉ MAKIVIK)	250 365 \$	2
CÔTE-NORD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	317 665 \$	4
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	512 893 \$	6
MAURICIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	378 699 \$	4
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	50 000 \$	N/A

PROGRAMME : PROGRAMME DE PRÉMÉDITATION ET DE MÉDIATION EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES ET EN MATIÈRE FAMILIALE POUR LES COUPLES SANS ENFANT COMMUN À CHARGE
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 1 521 273 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
BAS SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS SAINT-LAURENT	49 899 \$	1
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	107 529 \$	1
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	226 221 \$	1
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	49 899 \$	1
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ SAGUENAY –LAC-SAINT-JEAN	49 899 \$	1
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	49 899 \$	1
MAURICIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	112 495 \$	1
CÔTE-NORD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	49 899 \$	1
LAVAL, LAURENTIDES, LANAUDIÈRE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LAVAL, LAURENTIDES ET LANAUDIÈRE	466 103 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	163 872 \$	1
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE-COORDONNATEUR	97 779 \$	1
CAPITALE -NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC-COORDONNATEUR	97 779 \$	1

PROGRAMME : PROGRAMME DE PRÉVENTION ET DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (PRD)
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 75 000 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
AIDE FINANCIÈRE - MONTRÉAL	INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC	75 000 \$	N/A

P.10 CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D’AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

PROGRAMME : PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L’INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS
MONTANT GLOBAL : 291 416 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021
J’HABITE NULLE PART (SÉRIE WEB)	L’ALLIANCE GASPÉSIENNE DES MAISONS D’AIDE ET D’HÉBERGEMENT	8 410 \$
PROJET À’CORPS	L’ANONYME U.I.M.	9 674 \$
PROJET EXTRA	L’ANONYME U.I.M.	18 135 \$
GUIDE DE RETOUR À L’ÉCOLE APRÈS UN DRAME	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	6 782 \$
PROJET GROUPE PILOTE DE RETOUR EN EMPLOI APRÈS UN DRAME	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	3 815 \$
PRÉVENIR ET CONTRER L’INTIMIDATION, MÊME CHEZ LES PERSONNES ÂÎNÉES, DES RÉPONSES À VOS QUESTIONS	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES	5 986 \$
FACILITER L’ACCÈS À LA JUSTICE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS QUI CONTESTENT UNE DÉCISION EN MATIÈRE D’INDEMNISATION	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER VICTIMES	6 784 \$
COMMENT INTERVENIR AUPRÈS DE L’ENFANT VICTIME D’ACTES CRIMINELS ?	BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS	34 880 \$
JUSTE MILIEU : AMÉLIORER LES PRATIQUES AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE DANS LEURS PARCOURS	C.A.L.A.C.S. LA CHRYSALIDE	10 000 \$
ADAPTONS NOS PRATIQUES À LA DIVERSITÉ DES SURVIVANTES	CALACS DE L’OUEST DE L’ÎLE	7 418 \$
DÉVELOPPEMENT D’UN PROGRAMME DE SENSIBILISATION EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE POUR JEUNES DE 6 À 11 ANS	CENTRE DE PRÉVENTION ET D’INTERVENTION POUR VICTIME D’AGRESSION SEXUELLE	5 327 \$
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LA LOI DU SILENCE	CALACS L’ESPOIR DES ÎLES	6 430 \$
DÉVELOPPEMENT DES PARTENARIATS AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES	CAVAC DE L’ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 458 \$
TRADUCTION DE DOCUMENTS PROMOTIONNELS EN LANGUE AUTOCHTONE	CAVAC DE MONTRÉAL	3 874 \$
DÉVELOPPEMENT D’UN PROGRAMME DE FORMATION INTÉGRATIVE	CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	13 000 \$
METTRE UN TERME À LA CYBERVIOLENCE POUR NOS JEUNES!	CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	9 158 \$
REGISTRE DES ACTES DE VIOLENCE CONTRE LES COMMUNAUTÉS LGBTQQIP2SAA	CENTRE INTERLIGNE INC.	12 500 \$
INTERVENTIONS FAMILIALES EN TERRITOIRE – RASSEMBLEMENT FAMILIAL HISTORIQUE 2018-2019	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	6 821 \$
KAHNAWAKE VICTIMS OF CRIME RESEARCH PROJECT	CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE	8 015 \$
LE SEXTAGE ET LA VIOLENCE SEXUELLE SUR LES MÉDIAS SOCIAUX : LES JEUNES SONT-ILS CONSCIENTS DES CONSÉQUENCES ???	ESCALE CENTRE-VILLE (SECTEUR ST-FÉLICIEN)	2 500 \$
RÉINTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS ISSUES DES COMMUNAUTÉS...(SENTINELLES) PHASE 2	FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L’ESTRIE	4 287 \$
LA PRÉVENTION DES INCONDUITES SEXUELLES COMMISES PAR LES PROFESSIONNELS	ORDRE PROFESSIONNEL DES SEXOLOGUES DU QUÉBEC	4 975 \$
EXAMEN DE L’EFFET DES CHIENS DE SOUTIEN LORS D’ENTREVUES D’ENQUÊTE AUPRÈS DES ENFANTS	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	19 973 \$

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021
LES BESOINS DES VICTIMES DE JEUNES FAISANT L'OBJET D'UNE POURSUITE JUDICIAIRE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	33 663 \$
LES EXPÉRIENCES DES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE DANS LES PROGRAMMES DE JUSTICE RÉPARATRICE AU QUÉBEC	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	11 113 \$
HOMMES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE EN ENFANCE : RÉALITÉS, BESOINS ET SERVICES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	21 400 \$
UN MEILLEUR SOMMEIL POUR UNE MEILLEURE RÉSILIENCE : SUIVI À LONG TERME	UNIVERSITÉ LAVAL	15 038 \$

PROGRAMME : APPEL DE PROJETS EXTRAORDINAIRE VISANT À MODERNISER L'ACCESSIBILITÉ ET L'OFFRE DE SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS EN CONTEXTE PANDÉMIQUE

MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 4 991 724 \$

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021
PROJET IRIS	ANONYME U.I.M., L'	103 739 \$
GUIDE DE RETOUR À LA MAISON APRÈS UN DRAME	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	89 426 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	69 379 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION MOBILE	CENTRE DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION POUR VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLES	235 000 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS - RÉGION DE QUÉBEC	52 316 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION MOBILE	CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE LA MONTÉRÉGIE	55 286 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE LANAUDIÈRE	54 076 \$
PANDÉMIE ET ISOLEMENT : COMMENT FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE PÉNALE DES PERSONNES ÂÎNÉES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ?	CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE LAVAL	109 876 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE MONTRÉAL	170 105 \$
MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE	CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE L'ESTRIE	58 465 \$
MISE EN PLACE D'UN SERVICE DE JUSTICE RÉPARATRICE POUR LES VICTIMES DE TRAUMAS COLLECTIFS	CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	104 200 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT	250 000 \$
FAVORISER L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES POUR LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS.E.S VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE	CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT	715 000 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	54 233 \$
OUTILLER LES MILIEUX DE TRAVAIL SUR LES ASPECTS JURIDIQUES DE LA VIOLENCE CONJUGALE AFIN D'ACCROÎTRE LEUR CAPACITÉ D'AGIR POUR AIDER LES VICTIMES	ÉDUCALOI	159 355 \$
PANDÉMIE... LA VIOLENCE FAMILIALE NE PREND PAS DE PAUSE	ESCALE CENTRE-VILLE [SECTEUR ST-FÉLICIEN] INC.	90 000 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	SOS VIOLENCE CONJUGALE	203 190 \$
UN MEILLEUR SOMMEIL POUR UNE MEILLEURE RÉSILIENCE : UNE PLATEFORME EN LIGNE AUTOGÉRÉE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE	UNIVERSITÉ LAVAL	281 259 \$
MIEUX PRÉVENIR ET AGIR CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS – LES ENFANTS PRENNENT LA PAROLE!	BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS	406 220 \$
DEVELOPMENTAL COUPLE THERAPY FOR COMPLEX TRAUMA VIRTUAL GROUP : PSYCHOEDUCATION AND SKILL BUILDING FOR SURVIVORS OF TRAUMA AND THEIR PARTNERS IN THE CONTEXT OF COVID-19	UNIVERSITÉ MCGILL	193 091 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION MOBILE	ACCUEIL AUX IMMIGRANTS DE L'EST DE MONTRÉAL	88 313 \$

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021
PROJET DE SENSIBILISATION MULTILINGUE	BOUCLIER D'ATHÉNA, SERVICES FAMILIAUX	149 089 \$
PROJET WETS – WEB, ESCORTES, TRAVAIL DU SEXE	BUREAU RÉGIONAL D'ACTION SIDA [OUTAOUAIS]	51 293 \$
« POUR LA SUITE » : PROJET DE BALADOS ET CAMPAGNE D'INFORMATIONS AUPRÈS DES ADOLESCENTS CONCERNANT LES AGRESSIONS SEXUELLES	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	298 022 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CENTRE OPTION-PRÉVENTION	58 558 \$
LE HOODSTOP LES VIOLENCES SEXUELLES	ÉVÈNEMENT HOODSTOCK	102 860 \$
LESKI POUR TOUS	FONDATION LESKI	150 736 \$
BALADO VICTIMA	MARTIN, HUGO	87 343 \$
PARLONS-NOUS SANS TABOU	TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL DE LAVAL	72 270 \$
SENSIBILISATION ET INFORMATION TRANSIT SECOURS RÉGION DE MONTRÉAL (ANIMAUX, FEMMES, ENFANTS)	TRANSIT-SECOURS	107 790 \$
CRÉATION ET DIFFUSION D'UN PROTOCOLE D'ÉVALUATION STANDARDISÉ DESTINÉ AUX INTERVENANTS POUR ÉVALUER LES BESOINS MULTIPLES DES JEUNES ET DES ADULTES DANS LA PROSTITUTION : UN PARTENARIAT RECHERCHE-MILIEUX	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI	159 846 \$
ASSURER LA COORDINATION DES SERVICES OFFERTS PAR LE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE	VIOL-SECOURS	211 388 \$

P.11 CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D’INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

MONTANTS PAYÉS EN HONORAIRES AUX MÉDIATEURS POUR LES SÉANCES DE MÉDIATION ET D’INFORMATION OFFERTES EN 2020-2021 :

MÉDIATION FAMILIALE : 4 168 225\$

SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE : 83 025 \$

MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES : 226 955 \$

NOTE : IL EST IMPORTANT DE TENIR COMPTE QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX FACTURES REÇUES AVANT LE 28 FÉVRIER 2021 POUR DES SÉANCES OFFERTES EN 2020-2021.

P.12 CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

LE BUREAU DES PLAINTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE N’A ALLOUÉ AUCUNE AIDE FINANCIÈRE.

P.13 CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL A LE MANDAT DE GÉRER ET DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS POUR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE.

LES SOMMES ALLOUÉES EN 2020-2021 SONT DE 745 000 \$.

P.14 **CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

MINISTÈRE

AUCUN.

P.15 CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2020-2021 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

DEUX SEULS PROGRAMMES DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ) SONT EN VIGUEUR AU QUÉBEC, SOIT DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL ET DANS LE VILLAGE NORDIQUE DE PUVIRNITUQ.

L'ENTENTE DE FINANCEMENT EST ÉCHUE DEPUIS LE 31 MARS 2018. LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION POUR CONCLURE UNE NOUVELLE ENTENTE CANADA-QUÉBEC EST TOUJOURS EN COURS.

CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI PARTICIPE AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC ASSUME À MÊME SES BUDGETS LE FINANCEMENT DE CE PROGRAMME.

P.16 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2021, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDiquer LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDiquANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDiquANT LA DATE DE LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE) NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION							
RÉGION	JUGE PUÎNÉ				JUGE SUPPLÉANT		TOTAL
	H	F	POSTES VACANTS	DATE DE LIBÉRATION DU POSTE	H	F	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – EYYOU ISTCHEE – NUNAVIK	6	6	---	---	1	1	14
ESTRIE	6	12	---	---	3	1	22
LAVAL–LAURENTIDES–LANAUDIÈRE–LABELLE	23	22	---	---	11	1	57
MAURICIE–BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	10	3	---	---	2	---	15
OUTAOUAIS	9	6	---	---	2	---	17
SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	6	4	---	---	1	1	12
MONTRÉAL	47	47	1	2020-11-11	5	12	112
MONTÉRÉGIE	22	18	1	2021-01-28	9	3	53
QUÉBEC–CHAUDIÈRE-APPALACHES	20	20	2	2020-09-22 2021-01-11	11	2	55
BAS-SAINT-LAURENT–CÔTE-NORD-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	7	10	---	---	2	---	19
TOTAL	156	148	4	---	47	21	376

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE : 4

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	22	40	62
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	45	41	86
CHAMBRE CIVILE	34	27	61
JURIDICTION MIXTE	55	39	94
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES	---	1	1
TOTAL	156	148	304

P.17 DANS LA DERNIÈRE ANNÉE, POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
ALCINDOR, CLAUDINE	MONTRÉAL	CIVILE	2020-09-10
BEAUDIN, CHANTALE	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CIVILE	2020-08-20
BERGERON, MARTIN	MONTRÉAL	CIVILE	2020-08-27
BÉRUBÉ, PASCAL	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	JEUNESSE	2020-09-17
BRASSARD, MARIE-CHANTAL	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – EYYOU ISTCHEE - NUNAVIK	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2021-01-28
BROUSSEAU, CATHERINE	ESTRIE	JEUNESSE	2020-11-12
CHICOINE, SARAH-JULIE	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE ET PÉNALE	2020-09-17
COUTURE, ÉRIC	MONTRÉAL	CIVILE	2020-09-10
LAUZÉ, FRANCINE	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CIVILE	2020-08-20
LEBLANC, CHRISTIAN	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – EYYOU ISTCHEE - NUNAVIK	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2021-01-28
MALLETTE, JEAN-FRANÇOIS	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CIVILE	2020-08-20
PHILIPPE, JULIE	MONTRÉAL	CIVILE	2020-09-10
RIOUX, SANDRA	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE ET PÉNALE	2020-09-17
RIVERIN, LOUIS	MONTRÉAL	CIVILE	2020-09-10
ROBERGE, JEAN-FRANÇOIS	MONTRÉAL	CIVILE	2020-09-10
VACHON, JULIE	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	JEUNESSE	2021-01-14

NOMINATIONS COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC :

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
BRODEUR, MARJOLAINE	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-01-28

P.18 NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2020-2021 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.

MINISTÈRE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2020 (1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020)

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	98

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2020

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	98
• NON FONDÉES	85
• RETENUES POUR EXAMEN	43
• RETENUES POUR ENQUÊTE	2
• EN COURS D'ÉTUDE	13

PRENDRE NOTE QUE LES PLAINTES RETENUES POUR EXAMEN FONT PARTIES SOIT : DU TOTAL DE PLAINTES NON FONDÉES, RETENUES POUR ENQUÊTE OU EN COURS D'ÉTUDE. IL NE FAUT DONC PAS ADDITIONNER CES NOMBRES.

PRENDRE NOTE QUE LES DEUX PLAINTES RETENUES POUR ENQUÊTE ÉTAIENT AU 31 DÉCEMBRE, EN DÉLIBÉRÉ OU EN COURS D'ÉTUDE.

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2020 : 1

P.19 VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUI REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

MINISTÈRE

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	30 JUIN 2020
JUGE EN CHEF	30 542 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	27 997 \$
JUGE EN CHEF ADJOINT	22 907 \$
JUGE COORDONNATEUR	20 361 \$
JUGE COORDONNATEUR ADJOINT	15 271 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	15 271 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	15 271 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	30 JUIN 2020
JUGE EN CHEF	12 000 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000 \$
JUGE EN CHEF ADJOINT	9 000 \$
JUGE COORDONNATEUR	6 000 \$
JUGE COORDONNATEUR ADJOINT	5 000 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000 \$

LA RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE EST BASÉE SUR LE SALAIRE ANNUEL DE 254 518 \$ EN VIGUEUR AU 30 JUIN 2020 ET LES FRAIS DE FONCTION SONT CEUX EN VIGUEUR AU 30 JUIN 2020.

P.20 POUR 2020-2021 , POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR :

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;**
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;**
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
JACQUES BOULANGER	169 910 \$	PRÉSIDENTE
SYLVAIN BOURASSA	193 379 \$	PRÉSIDENTE
STÉPHAN F. DULUDE	169 910 \$	PRÉSIDENTE
MICHEL WAECHTER	158 763 \$	PRÉSIDENTE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
MANON BEAUDRY	DMO4	SAS
CAROLE BEAULIEU	DMO4	SAS
NATALIE BENOIT	DMO4	SAS
SONIA BOISCLAIR	DMO4	SAS
BENOIT BOISSY	DMO4 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
PRESHA BOTTINO	DMO4	SAS
DIANE BOUCHARD	DMO4	SAS
STÉPHANIE BOULIANNE	DMO4	SAS
ISABELLE BOURDAGES	DMO4	SAS
RICHARD BOURGALT	DMO4	SAS
JOSÉE CARON	DMO4 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
DENIS CHAPLEAU	DMO4 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
STÉPHANIE CHARETTE	DMO4	SAS
MARIE-ÈVE CORNEY-ROBICHAUD	DMO4	SAS
CHRISTINE CÔTÉ	DMO4	SAS
SONIA COUTURE	DMO4	SAS
CLAUDIA DAO	DMO4	SAS
JEAN-ROSEMOND DIEUDONNÉ	DMO4	SAS
FRÉDÉRIC DOUTRELEPONT	DMO4	SAS
JEAN-MARC DUFOUR	DMO4	SAS
GILLES FONTAINE	DMO4	SAS
ODETTE GAGNÉ	DMO4	SAS
MARIE ANNIK GAGNON	DMO4	SAS
MARIE-ANDRÉE GAREAU	DMO4	SAS
SANDRA GILL	DMO4	SAS
STEVE GIRARD	DMO4	SAS
CAROLINE GONTHIER	DMO4	SAS
HÉLÈNE GOUIN	DMO4	SAS
LOUISE HAMEL	DMO4 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
MÉLISSA HOULE	DMO4	SAS
JACQUES LABRÈCHE	DMO4 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
GISÈLE LACASSE	DMO4	SAS
DANIEL LAGUEUX	DMO4	SAS
FRANÇOIS LANDRY	DMO4	SAS
MICHEL LAPORTE	DMO4	SAS
PIERRE LATULIPPE	DMO4	SAS
LUCIE LE FRANÇOIS	DMO4	SAS
YVAN LE MOYNE	DMO4	SAS
CARL LECLERC	DMO4	SAS
KARL LEFEBVRE-DROLET	DMO4	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
GUY LEFRANÇOIS	DMO4	SAS
GENEVIÈVE LÉGARÉ	DMO4 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
NATALIE LEJEUNE	DMO4	SAS
FRANCE MARCHETTI	DMO4	SAS
VIRGINIE MASSÉ	DMO4	SAS
JONATHAN PARÉ	DMO4	SAS
DAVID PERRON	DMO4	SAS
NATACHA PIERRE	DMO4	SAS
ANNICK POIRIER	DMO4	SAS
MICHÈLE RANDOIN	DMO4 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
MICHEL RIVARD	DMO4	SAS
SYLVAIN L. ROY	DMO4	SAS
CHRISTINE SCARINCI	DMO4 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
KARINA TANGHE-LAPOINTE	DMO4 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
SOLANGE TARDY	DMO4 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
JEAN-PHILIPPE TREMBLAY	DMO4 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
DOMINIQUE AUDET	DMO4	CETM
NATALIE BIBEAU	DMO4	CETM
ROBERT BORDUAS	DMO4	CETM
CAROL BOUCHARD	DMO4	CETM
ANICK BRISSON	DMO4	CETM
PIERRE CAUX	DMO4	CETM
MARIO ÉVANGÉLISTE	DMO4	CETM
PAULO GOUVEIA	DMO4	CETM
JUDITH LAUZON	DMO4	CETM
ÉRIC MORISSETTE	DMO4	CETM
GERTRUDE ROCHELIN	DMO4	CETM

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
MATTHIEU BEAUDOIN	DMO4	SAI
SÉBASTIEN CARON	DMO4	SAI
MARIE CHAREST	DMO4	SAI
RÉAL COLLIN	DMO4	SAI
DANIEL CÔTÉ	DMO4	SAI
HÉLÈNE DE KOVACHICH* ¹	DMO4	SAI
MARTINE DURAND	DMO4	SAI
JACQUELINE FRANCOEUR	DMO4	SAI
GUY GAGNON	DMO4	SAI
CHARLES GOSSELIN	DMO4	SAI
CLÉMENT GOULET	DMO4	SAI
MANON GOYER	DMO4	SAI
STEVEN LAVOIE	DMO4	SAI
VÉRONIQUE PELLETIER	DMO4	SAI
JOSÉE PROULX	DMO4	SAI
PIERRE SÉGUIN	DMO4	SAI

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
ANNICK GUÉRARD-KERHULU	DMO4	SAE
PIERRE LANTHIER	DMO4	SAE
ODETTE LAVERDIÈRE	DMO4	SAE
GILLE RENY	DMO4	SAE

¹ EN AFFECTATION TEMPORAIRE À LA SECTION DES AFFAIRES SOCIALES, ET CE, JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2021.

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
FRANÇOIS BOUTIN	DMO4	STE
SUZANNE LÉVESQUE	DMO4	STE
PASCAL SARRAZIN	DMO4	STE
MARIO ST-PIERRE	DMO4	STE

• **LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL**

PRÉNOM ET NOM	SECTION
JOCELYN CARPENTIER	SAS
PIERRE DESLANDES	SAS
FRANÇOIS GAUTHIER	SAS
DENIS GRAVEL	SAS
BRUNO L'HEUREUX	SAS
LOUISE NOLET	SAS
YOLANDE PILETTE-KANE	SAS
JACQUES RAMSAY	SAS

PRÉNOM ET NOM	SECTION
LOUISE M. BLAIN	CETM
CHANTAL CARON	CETM
GÉRARD COURNOYER	CETM
MARCEL COURTEMANCHE	CETM
MICHEL FILION	CETM
YVON GARNEAU	CETM
KARINE GOULET	CETM
PIERRE GUAY	CETM
JEAN-FRANÇOIS LACERTE	CETM
JEAN ROBERT LEROUX	CETM
HÉLÈNE LE BLANC	CETM
LOUISE MALTAIS	CETM
FRÉDÉRIC MILLAUD	CETM
PHILIPPE NOBÉCOURT	CETM
PIERRE ROUILLARD	CETM
PIERRE TÉTREAU	CETM

B. PERSONNE QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
DEPUIS L’AMENDEMENT APPORTÉ À LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (PROJET DE LOI 103), LES MEMBRES SONT, DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2006, NOMMÉS SELON BONNE CONDUITE.							

C. PERSONNES NOMMÉES, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	RÉMUNÉRATION
BEAUDRY	MANON	AVOCAT	SAS	2020-10-14	DMO4
BENOIT	NATALIE	TRAVAILLEUR SOCIAL	SAS	2021-01-05	DMO4
CHAPLEAU	DENIS	MÉDECIN	SAS	2020-05-04	DMO4 (MÉDECIN)
DOUTRELEPONT	FRÉDÉRIC	PSYCHOLOGUE	SAS	2020-10-05	DMO4
FILION	MICHEL	PSYCHIATRE	CETM	2021-01-05	DMO5
GAREAU	MARIE-ANDRÉE	AVOCAT	SAS	2020-10-14	DMO4
GIRARD	STEVE	PSYCHOLOGUE	SAS	2020-10-05	DMO4
LÉGARÉ	GENEVIÈVE	MÉDECIN	SAS	2020-10-05	DMO4 (MÉDECIN)
MILLAUD	FRÉDÉRIC	PSYCHIATRE	CETM	2020-10-05	DMO5
PARÉ	JONATHAN	AVOCAT	SAS	2020-05-11	DMO4
TANGHE-LAPOINTE	KARINA	MÉDECIN	SAS	2020-10-05	DMO4 (MÉDECIN)

- P.21 POUR 2020-2021, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDiquer :
- A. LE DÉLAI MÉDIAN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
- B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE DÉLAI MÉDIAN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

1. DÉLAI MÉDIAN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF* (EN JOUR)

SECTION/MATIÈRE(S)	2020-2021
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	20
IMMIGRATION	26
INDEMNISATIONS DIVERSES **	56
RÉGIME DE RENTES	64
SÉCURITÉ DU REVENU	100
SERVICE DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	22
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	22
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	33
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	27

- * LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE L'ENVOI DE LA CORRESPONDANCE À LA PARTIE INTIMÉE JUSQU'À LA DATE DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF. ON SOUSTRAIT ENSUITE CINQ JOURS POUR LE DÉLAI DU COURRIER.
- ** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

2. DÉLAI MÉDIAN POUR UNE PREMIÈRE RENCONTRE FIXÉE AVEC UN JUGE * (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	2020-2021
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	7,2
IMMIGRATION	5,3
INDEMNISATIONS DIVERSES**	9,7
RÉGIME DES RENTES	10,5
SÉCURITÉ DU REVENU	10,2
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	7,9
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	6,3
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	4,0
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	3,8

- * LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE L'OUVERTURE DU DOSSIER JUSQU'À LA DATE D'UN PREMIÈRE RENCONTRE FIXÉE AVEC UN JUGE. CETTE RENCONTRE DOIT ÊTRE LA PREMIÈRE POUR UN DOSSIER. UNE RENCONTRE PEUT ÊTRE L'UN DES CINQ ÉVÈNEMENTS SUIVANTS : CONCILIATION, AUDIENCE (SUR LE FOND OU SUR REQUÊTE), CONFÉRENCE DE GESTION, CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE OU APPEL DU RÔLE
- ** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

3. DÉLAI MÉDIAN POUR UNE PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE DEPUIS L’OUVERTURE * (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	2020-2021
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	21,5
IMMIGRATION	5,7
INDEMNISATIONS DIVERSES**	22,5
RÉGIME DES RENTES	17,3
SÉCURITÉ DU REVENU	21,3
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	8,8
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	25,2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	7,1
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	8,3

- * LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE L’OUVERTURE DU DOSSIER JUSQU’À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE SUR LE FOND FIXÉE DANS LA VIE DU DOSSIER.
- ** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

4. DÉLAI MÉDIAN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS* (EN JOURS)

SECTION/MATIÈRE(S)	2020-2021
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	62
IMMIGRATION	51
INDEMNISATIONS DIVERSES **	55
RÉGIME DES RENTES	50
SÉCURITÉ DU REVENU	59
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	42
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	26
EXPROPRIATION	35
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	62
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	61

- * LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DU DÉBUT DU DÉLIBÉRÉ (QUI CORRESPOND EN GÉNÉRAL AVEC LA DATE DE L’AUDIENCE TENUE) JUSQU’À LA DATE DE LA DÉCISION RENDUE.
- ** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

5. DÉLAI MÉDIAN DE FERMETURE, DEPUIS L’OUVERTURE, DES DOSSIERS FERMÉS* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	2020-2021
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	18,0
IMMIGRATION	10,4
INDEMNISATIONS DIVERSES**	22,3
RÉGIME DES RENTES	19,9
SÉCURITÉ DU REVENU	18,6
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	9,5
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	28,6
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	8,2
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	11,0

- * LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE L'OUVERTURE DU DOSSIER JUSQU'À SA FERMETURE. LA FERMETURE DOIT ÊTRE LA PREMIÈRE DANS LA VIE DU DOSSIER.
- ** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES :

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

P.22 POUR 2020-2021 , BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;**
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;**
- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES :

TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC.

B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

CONCILIATION	2020-2021
DOSSIERS TRAITÉS	1 725

C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT

CONCILIATION	2020-2021
ACCORDS	691
DÉSISTEMENTS	63
TOTAL	754

- P.23 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :
- A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT;
B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN

À TEMPS PLEIN

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
AUDET	DOMINIQUE	CETM	1998-03-09
BEAUDOIN	MATTHIEU	SAI	2018-04-30
BEAUDRY	MANON	SAS	2020-10-14
BEAULIEU	CAROLE	SAS	2016-07-18
BENOÎT	NATALIE	SAS	2021-01-05
BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17
BOISCLAIR	SONIA	SAS	2019-02-11
BOISSY	BENOIT	SAS	2009-04-14
BORDUAS	ROBERT	CETM	2008-10-14
BOTTINO	PRESHA	SAS	2006-04-24
BOUCHARD	CAROL	CETM	2014-02-17
BOUCHARD	DIANE	SAS	2012-06-04
BOULANGER	JACQUES	PRÉSIDENTE	2014-02-17
BOULIANNE	STÉPHANIE	SAS	2019-09-16
BOURASSA	SYLVAIN	PRÉSIDENTE	2014-02-17
BOURDAGES	ISABELLE	SAS	2016-07-18
BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
BRISSON	ANICK	SAS	2020-01-06
CARON	JOSÉE	SAS	2009-03-16
CARON	SÉBASTIEN	SAI	2017-03-13
CAUX	PIERRE	CETM	2017-03-13
CHAPLEAU	DENIS	SAS	2020-05-04
CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
CHARETTE	STÉPHANIE	SAS	2018-04-30
COLLIN	RÉAL	SAI	1981-03-11
CORNEY-ROBICHAUD	MARIE-EVE	SAS	2019-09-16
CÔTÉ	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
CÔTÉ	DANIEL	SAI	2016-11-28
COUTURE	SONIA	SAS	2016-04-11
DAO	CLAUDIA	SAS	2015-06-01
DE KOVACHICH*	HÉLÈNE	SAI	2006-05-02
DIEUDONNÉ	JEAN-ROSEMOND	SAS	2018-08-27
DOUTRELEPONT	FRÉDÉRIC	SAS	2020-10-05
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
DULUDE	STÉPHAN F.	PRÉSIDENTE	2017-03-13
DURAND	MARTINE	SAI	2019-09-16
ÉVANGÉLISTE	MARIO	CETM	2012-06-18
FONTAINE	GILLES	SAS	2014-02-17
FRANCOEUR	JACQUELINE	SAI	2019-02-18
GAGNÉ	ODETTE	SAS	2018-01-08
GAGNON	GUY	SAI	1992-08-03
GAGNON	MARIE ANNIK	SAS	2014-02-17
GAREAU	MARIE-ANDRÉE	SAS	2020-10-14
GILL	SANDRA	SAS	2017-09-25
GIRARD	STEVE	SAS	2020-10-05

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
GONTHIER	CAROLINE	SAS	2009-02-23
GOSSELIN	CHARLES	SAI	1992-08-03
GOUIN	HÉLÈNE	SAS	1989-04-03
GOULET	CLÉMENT	SAI	2011-04-04
GOUVEIA	PAULO	SAS	2017-04-18
GOYER	MANON	SAI	2006-10-30
GUÉRARD-KERHULU	ANNICK	SAE	2018-02-26
HAMEL	LOUISE	SAS	2002-02-04
HOULE	MÉLISSA	SAS	2017-03-13
LABRÈCHE	JACQUES	SAS	2019-09-16
LACASSE	GISÈLE	SAS	2011-03-28
LAGUEUX	DANIEL	SAS	2007-10-29
LANDRY	FRANÇOIS	SAS	1998-03-09
LANTHIER	PIERRE	SAE	1992-01-20
LAPORTE	MICHEL	SAS	2006-05-01
LATULIPPE	PIERRE R.	SAS	2017-09-25
LAUZON	JUDITH	CETM	2011-04-18
LAVERDIÈRE	ODETTE	SAE	1997-10-14
LAVOIE	STEVEN	SAI	2016-11-28
LE FRANÇOIS	LUCIE	SAS	2006-09-05
LE MOYNE	YVAN	SAS	2007-09-24
LECLERC	CARL	SAS	2014-02-17
LEFEBVRE-DROLET	KARL	SAS	2019-09-16
LEFRANÇOIS	GUY	SAS	2017-03-13
LÉGARÉ	GENEVIÈVE	SAS	2020-10-05
LEJEUNE	NATALIE	SAS	2009-02-23
LÉVESQUE	SUZANNE	STE	2008-10-14
MARCHETTI	FRANCE	SAS	2020-01-06
MASSÉ	VIRGINIE	SAS	2018-01-08
MORISSETTE	ÉRIC	CETM	2014-02-17
PARÉ	JONATHAN	SAS	2020-05-11
PELLETIER	VÉRONIQUE	SAI	1994-07-18
PERRON	DAVID	SAS	2017-03-13
PIERRE	NATACHA	SAS	2017-04-18
POIRIER	ANNICK	SAS	2018-01-08
PROULX	JOSÉE	SAI	2012-06-18
RANDOIN	MICHÈLE	SAS	2009-02-23
RENY	GILLES	SAE	2010-03-01
RIVARD	MICHEL	SAS	2015-06-01
ROCHELIN	GERTRUDE	CETM	2010-07-19
ROY	SYLVAIN L.	SAS	2019-02-11
SARRAZIN	PASCAL	STE	2018-04-30
SCARINCI	CHRISTINE	SAS	2019-09-16
SÉGUIN	PIERRE	SAI	2012-06-18
ST-PIERRE	MARIO	STE	2018-03-19
TANGHE-LAPOINTE	KARINA	SAS	2020-10-05
TARDY	SOLANGE	SAS	1999-08-23
TREMBLAY	JEAN-PHILIPPE	SAS	2019-09-16
WAECHTER	MICHEL	PRÉSIDENTE	2017-04-18

TOTAL
95

*EN AFFECTATION TEMPORAIRE À LA SECTION DES AFFAIRES SOCIALES, ET CE, JUSQU’AU 31 DÉCEMBRE 2021.

À TEMPS PARTIEL

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	BLAIN	LOUISE M.	CETM	1996-02-21
	CARON	CHANTAL	CETM	2010-01-11
	CARPENTIER	JOCELYN	SAS	2008-01-01*
	COURNOYER	GÉRARD	CETM	2012-11-26
	COURTEMANCHE	MARCEL	CETM	1993-01-20
	DESLANDES	PIERRE	SAS	2018-04-18
	FILION	MICHEL	CETM	2021-01-05
	GARNEAU	YVON	CETM	2018-08-15
	GAUTHIER	FRANÇOIS	SAS	2017-07-12
	GOULET	KARINE	CETM	2017-03-21
	GRAVEL	DENIS	SAS	2018-04-18
	GUAY	PIERRE	CETM	2019-01-29
	LACERTE	JEAN-FRANÇOIS	CETM	2000-07-31
	LE ROUX	JEAN ROBERT	CETM	2015-11-02
	LE BLANC	HÉLÈNE	CETM	2017-01-31
	L'HEUREUX	BRUNO	SAS	2014-02-17
	MALTAIS	LOUISE	CETM	1998-03-23
	MILLAUD	FRÉDÉRIC	CETM	2020-10-05
	NOBÉCOURT	PHILIPPE	CETM	2011-03-28
	NOLET	LOUISE	SAS	2015-07-06
	PILETTE-KANE	YOLANDE	SAS	2021-01-05*
	RAMSAY	JACQUES	SAS	2018-08-15
TOTAL	ROUILLARD	PIERRE	CETM	2017-06-05
24	TÉTREALT	PIERRE	CETM	2017-02-15

*DATE DE NOMINATION À TEMPS PARTIEL SUIVANT LE MANDAT À TEMPS PLEIN

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS

À TEMPS PLEIN

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
TOTAL	8063	2021-01-29
2	8047	2021-02-25

À TEMPS PARTIEL

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
TOTAL	16 POSTES*	N/A
16		

*AUCUN NUMÉRO DE POSTE N'EST ATTRIBUÉ AUX POSTES À TEMPS PARTIEL

P.24 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

PLAINTES OUVERTES : 104

- PLAINTES TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC : 11
- PLAINTES TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL : 19
- PLAINTES TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT : 67
- PLAINTES BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE : 7

P.25 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).

MINISTÈRE

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTION ²	MONTANT ³
TOTAL FIXES ¹	220 436	25 806 813 \$
TOTAL RADARS MOBILES ¹	102 356	19 939 333 \$
TOTAL FEUX ROUGES ¹	5 549	949 092 \$
TOTAL	328 341	46 695 238 \$

- 1. RÉPARTITION DES RADARS DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL :
 - 11 RADARS FIXES VITESSE;
 - 24 RADARS MOBILES OPÉRANT SUR 128 SITES (EXCLUANT LES ZONES SCOLAIRES ET LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION);
 - 19 RADARS FIXES FEUX ROUGES (DONT 10 FEUX ROUGES ET VITESSE).
- 2. LE NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REPRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 28 FÉVRIER 2021.
- 3. LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS AU 28 FÉVRIER 2021.

NOUS VOUS RÉFÉRONS AU RAPPORT QUI EST DIFFUSÉ SUR UNE BASE MENSUELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE :
[HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/CENTRE-DE-DOCUMENTATION/DOCUMENTS-MINISTERIELS/ACCES-A-LINFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/RADARS-PHOTOGRAPHIQUES-ET-CAMERAS-AUX-FEUX-ROUGES/](https://www.justice.gouv.qc.ca/centre-de-documentation/documents-ministeriels/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/radars-photographiques-et-cameras-aux-feux-rouges/)

P.26 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L' AIDE JURIDIQUE EN 2020-2021 , DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L' AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L' AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU’ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7 239	6 065	83,8 %	580	8,0 %	594	8,2 %
BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	5 694	4 754	83,5 %	751	13,2 %	189	3,3 %
CÔTE-NORD	3 069	2 467	80,4 %	165	5,4 %	437	14,2 %
ESTRIE	8 902	7 582	85,2 %	949	10,7 %	371	4,2 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	18 551	13 371	72,1 %	4 879	26,3 %	301	1,6 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	11 312	9 209	81,4 %	1 933	17,1 %	170	1,5 %
MONTRÉAL	40 141	28 597	71,2 %	10 513	26,2 %	1 031	2,6 %
OUTAOUAIS	8 202	7 166	87,4 %	772	9,4 %	264	3,2 %
QUÉBEC	15 427	12 247	79,4 %	2 650	17,2 %	530	3,4 %
RIVE-SUD	21 522	16 525	76,8 %	4 874	22,6 %	123	0,6 %
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	6 183	5 114	82,7 %	646	10,4 %	423	6,8 %
TOTAL	146 242	113 097	77,4 %	28 712	19,6 %	4 433	3,0 %

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

**2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU’ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CAS CONFIÉS À DES AVOCATS	%	CAS CONFIÉS À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6 048	99,7 %	17	0,3 %	6 065
BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	4 749	99,9 %	5	0,1 %	4 754
CÔTE-NORD	2 466	100,0 %	1	0,0 %	2 467
ESTRIE	7 575	99,9 %	7	0,1 %	7 582
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	13 367	100,0 %	4	0,0 %	13 371
MAURICIE-BOIS-FRANCS	9 198	99,9 %	11	0,1 %	9 209
MONTRÉAL	28 555	99,9 %	42	0,1 %	28 597
OUTAOUAIS	7 139	99,6 %	27	0,4 %	7 166
QUÉBEC	12 239	99,9 %	8	0,1 %	12 247
RIVE-SUD	16 495	99,8 %	30	0,2 %	16 525
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	5 114	100,0 %	0	0,0 %	5 114
TOTAL	112 945	99,9 %	152	0,1 %	113 097

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU’ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉ PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2 775	45,9 %	3 273	54,1 %	6 048
BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	2 594	54,6 %	2 155	45,4 %	4 749
CÔTE-NORD	1 393	56,5 %	1 073	43,5 %	2 466
ESTRIE	3 915	51,7 %	3 660	48,3 %	7 575
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	6 175	46,2 %	7 192	53,8 %	13 367
MAURICIE-BOIS-FRANCS	4 519	49,1 %	4 679	50,9 %	9 198
MONTRÉAL	13 268	46,5 %	15 287	53,5 %	28 555
OUTAOUAIS	3 935	55,1 %	3 204	44,9 %	7 139
QUÉBEC	5 526	45,2 %	6 713	54,8 %	12 239
RIVE-SUD	8 043	48,8 %	8 452	51,2 %	16 495
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	2 767	54,1 %	2 347	45,9 %	5 114
TOTAL	54 910	48,6 %	58 035	51,4 %	112 945

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

4. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU’ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	580	100,0 %	0	0,0 %	580
BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	749	99,7 %	2	0,3 %	751
CÔTE-NORD	164	99,4 %	1	0,6 %	165
ESTRIE	949	100,0 %	0	0,0 %	949
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	4 875	99,9 %	4	0,1 %	4 879
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 909	98,8 %	24	1,2 %	1 933
MONTRÉAL	10 481	99,7 %	32	0,3 %	10 513
OUTAOUAIS	771	99,9 %	1	0,1 %	772
QUÉBEC	2 648	99,9 %	2	0,1 %	2 650
RIVE-SUD	4 854	99,6 %	20	0,4 %	4 874
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	645	99,8 %	1	0,2 %	646
TOTAL	28 625	99,7 %	87	0,3 %	28 712

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

5. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU’ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉ PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	134	23,1 %	446	76,9 %	580
BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	377	50,2 %	374	49,8 %	751
CÔTE-NORD	87	52,7 %	78	47,3 %	165
ESTRIE	473	49,8 %	476	50,2 %	949
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 911	39,2 %	2 968	60,8 %	4 879
MAURICIE-BOIS-FRANCS	928	48,0 %	1 005	52,0 %	1 933
MONTRÉAL	6 516	62,0 %	3 997	38,0 %	10 513
OUTAOUAIS	510	66,1 %	262	33,9 %	772
QUÉBEC	1 534	57,9 %	1 116	42,1 %	2 650
RIVE-SUD	2 221	45,6 %	2 653	54,4 %	4 874
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	310	48,0 %	336	52,0 %	646
TOTAL	15 001	52,2 %	13 711	47,8 %	28 712

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

6. RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU’ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLES OU EN SUSPENS PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	14	2,4 %	580	97,6 %	594
BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	13	6,9 %	176	93,1 %	189
CÔTE-NORD	91	20,8 %	346	79,2 %	437
ESTRIE	24	6,5 %	347	93,5 %	371
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	27	9,0 %	274	91,0 %	301
MAURICIE-BOIS-FRANCS	0	0,0 %	170	100,0 %	170
MONTREAL	221	21,4 %	810	78,6 %	1 031
OUTAOUAIS	37	14,0 %	227	86,0 %	264
QUÉBEC	123	23,2 %	407	76,8 %	530
RIVE-SUD	31	25,2 %	92	74,8 %	123
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	13	3,1 %	410	96,9 %	423
TOTAL	594	13,4 %	3 839	86,6 %	4 433

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDiqué.

7. COÛT MOYEN PAR DOSSIER EN MATIÈRE CRIMINELLE, CIVILE ET NOTARIALE :

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE CRIMINELLE CONFÍÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 EST DE 746 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE CIVILE ET ADMINISTRATIF CONFÍÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 EST DE 485 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE NOTARIALE CONFÍÉ ET PAYÉ AUX NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 EST DE 341 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AU 28 FÉVRIER 2021, L'AIDE JURIDIQUE A DES BUREAUX DANS 83 VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT 105 UNITÉS DONT 87 À TEMPS PLEIN ET 18 À TEMPS PARTIEL. AU DÉBUT DE L'EXERCICE FINANCIER, L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU ÉTAIT D'ENVIRON 14,2 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE.

P.28 POUR 2020-2021, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

EN 2020-2021, AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX. L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

P.29 POUR 2020-2021, FOURNIR :

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ;**
 - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - D. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.**
-

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- B. 5 016 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 DÉCEMBRE 2020. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
- C. 7 565 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
- D. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020, EST DE 1 336. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
 - 1. LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
 - 2. CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
 - 3. LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
 - 4. LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
 - 5. LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
 - 6. LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

P.30 COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D’AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, ET CE, POUR 2020-2021.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION					
DU 1 ^{ER} AVRIL 2020 AU 28 FÉVRIER 2021 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	17 894	40,2 %	26 596	59,8 %	44 490
BAS SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	59 883	75,3 %	19 636	24,7 %	79 519
CÔTE-NORD	26 674	71,7 %	10 511	28,3 %	37 185
ESTRIE	103 842	83,9 %	19 951	16,1 %	123 793
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	109 268	91,9 %	9 648	8,1 %	118 916
MAURICIE-BOIS-FRANCS	120 740	92,7 %	9 485	7,3 %	130 225
MONTREAL	705 000	96,2 %	27 853	3,8 %	732 853
OUTAOUAIS	118 205	98,7 %	1 584	1,3 %	119 789
QUÉBEC	82 308	63,5 %	47 328	36,5 %	129 636
RIVE-SUD	196 909	93,6 %	13 352	6,4 %	210 261
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	32 282	96,7 %	1 090	3,3 %	33 372
TOTAL	1 573 005	89,4 %	187 034	10,6 %	1 760 039

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION					
DU 1 ^{ER} AVRIL 2020 AU 28 FÉVRIER 2021 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	25 599	42,8 %	34 143	57,2 %	59 742
BAS SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	40 973	87,4 %	5 928	12,6 %	46 901
CÔTE-NORD	5 562	33,0 %	11 288	67,0 %	16 850
ESTRIE	55 943	52,8 %	49 935	47,2 %	105 877
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	215 811	47,3 %	240 180	52,7 %	455 991
MAURICIE-BOIS-FRANCS	80 065	68,2 %	37 293	31,8 %	117 358
MONTREAL	911 195	75,4 %	296 805	24,6 %	1 208 000
OUTAOUAIS	24 748	39,3 %	38 181	60,7 %	62 929
QUÉBEC	67 889	31,8 %	145 824	68,2 %	213 712
RIVE-SUD	186 318	57,6 %	137 158	42,4 %	323 476
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	17 457	59,5 %	11 864	40,5 %	29 321
TOTAL	1 631 559	61,8 %	1 008 598	38,2 %	2 640 156

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.31 COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, POUR LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION DU 1 ^{ER} AVRIL 2020 AU 28 FÉVRIER 2021 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGION	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4 139	19,8 %	16 746	80,2 %	20 885
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	13 570	72,3 %	5 200	27,7 %	18 770
CÔTE-NORD	3 325	44,1 %	4 209	55,9 %	7 534
ESTRIE	39 780	71,7 %	15 695	28,3 %	55 475
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	19 833	67,4 %	9 572	32,6 %	29 405
MAURICIE-BOIS-FRANCS	64 735	96,3 %	2 475	3,7 %	67 210
MONTRÉAL	196 930	96,0 %	8 190	4,0 %	205 120
OUTAOUAIS	19 247	95,1 %	1 000	4,9 %	20 247
QUÉBEC	30 848	46,1 %	36 129	53,9 %	66 977
RIVE-SUD	61 540	87,3 %	8 934	12,7 %	70 474
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	12 080	100,0 %	0	0,0 %	12 080
TOTAL	466 027	81,2 %	108 150	18,8 %	574 177

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION DU 1 ^{ER} AVRIL 2020 AU 28 FÉVRIER 2021 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGION	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7 877	40,0 %	11 825	60,0 %	19 702
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	14 025	89,5 %	1 650	10,5 %	15 675
CÔTE-NORD	0	0,0 %	4 400	100,0 %	4 400
ESTRIE	12 560	50,5 %	12 320	49,5 %	24 880
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	85 829	76,9 %	25 731	23,1 %	111 560
MAURICIE-BOIS-FRANCS	14 311	61,0 %	9 162	39,0 %	23 473
MONTRÉAL	175 208	58,1 %	126 438	41,9 %	301 646
OUTAOUAIS	1 540	25,5 %	4 494	74,5 %	6 034
QUÉBEC	26 755	57,5 %	19 774	42,5 %	46 529
RIVE-SUD	67 845	49,8 %	68 445	50,2 %	136 290
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	7 150	47,0 %	8 052	53,0 %	15 202
TOTAL	413 100	58,6 %	292 291	41,4 %	705 390

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	RÉSULTATS PROBABLES 2020-2021 (K\$)
TRANSFERTS PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE	186 252,8
TRANSFERTS PROVENANT DES AUTRES ENTITÉS DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	102,5
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	3 500,0
TOTAL	189 855,3

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
ABITIBI — TÉMISCAMINGUE				
ADMINISTRATION & AMOS	3,0	5,6	0,5	9,1
ROUYN-NORANDA	3,0	3,0		6,0
VILLE-MARIE	1,0	1,0		2,0
VAL D'OR	4,0	5,0		9,0
LA SARRE	1,0	1,6		2,6
NORD	5,0	4,0		9,0
KUUJJUAQ	1,0	1,0		2,0
CHIBOUGAMAU	1,0	1,0		2,0
	19,0	22,2	0,5	41,7

BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE				
RIMOUSKI	5,0	8,0	1,0	14,0
NEW RICHMOND	2,0	2,7		4,7
RIVIÈRE-DU-LOUP	3,0	5,0	1,0	9,0
GASPÉ	1,0	1,5		2,5
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1,0	1,0		2,0
MATANE	2,0	2,5		4,5
CHANDLER	2,0	2,7		4,7
AMQUI	1,0	1,5		2,5
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	1,0	1,5		2,5
CABANO	1,0	1,6		2,6
	19,0	28,0	2,0	49,0

CÔTE-NORD				
SEPT-ÎLES	5,0	6,5	0,5	12,0
BAIE-COMEAU	5,0	4,0		9,0
FORESTVILLE	1,0	2,0		3,0
	11,0	12,5	0,5	24,0

ESTRIE				
SHERBROOKE (ADMINISTRATION ET CIVIL)	8,0	15,0		23,0
COATICOOK	1,0	1,0		2,0
THETFORD MINES	3,0	4,0		7,0
ASBESTOS	2,0	2,5		4,5
LAC MÉGANTIC	2,0	2,0		4,0
MAGOG	2,0	2,5		4,5
SHERBROOKE (JEUNESSE ET CRIMINEL)	9,0	7,5	0,5	17,0
	27,0	34,5	0,5	62,0

LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
SAINT-JÉRÔME (30 OUEST, DE MARTIGNY)	15,0	17,1	1,0	33,1
JOLIETTE	10,0	10,8	1,0	21,8
MONT-LAURIER	2,0	2,3		4,3
SAINTE-THÉRÈSE	2,0	3,6		5,6
REPENTIGNY	2,0	3,7		5,7
SAINTE-AGATHE	1,0	1,6		2,6
LACHUTE	1,0	1,6		2,6
SAINT-EUSTACHE	1,0	1,9		2,9
TERREBONNE	1,0	1,5		2,5
ADMINISTRATION	2,0	4,0		6,0
	37,0	48,1	2,0	87,1

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
MAURICIE-BOIS-FRANCS				
TROIS-RIVIÈRES (1350 ROYALE)	10,0	11,5	1,0	22,5
SHAWINIGAN	5,0	5,0	0,5	10,5
LA TUQUE	1,0	1,0		2,0
DRUMMONDVILLE	6,0	8,0		14,0
VICTORIAVILLE	4,0	5,5		9,5
ADMINISTRATION	1,0	4,0		5,0
	27,0	35,0	1,5	63,5

MONTRÉAL				
LAVAL	13,0	13,0	0,5	26,5
CENTRE SUD	7,0	9,0	0,5	16,5
DIVISION JEUNESSE (5800 ST-DENIS)	13,0	9,0		22,0
DIVISION CRIMINELLE	26,0	29,0	2,0	57,0
MAISONNEUVE-MERCIER	8,0	10,0	0,5	18,5
MONTRÉAL-NORD	7,0	9,0	0,5	16,5
CÔTE-DES-NEIGES	6,0	8,0	0,5	14,5
CRÉMAZIE	7,0	9,0	0,5	16,5
SUD-OUEST	8,0	10,0	0,5	18,5
ADMINISTRATION	3,0	22,0		25,0
IMMIGRATION	9,0	14,0		23,0
POINTE-SAINT-CHARLES	3,0	5,0	0,5	8,5
SANTÉ MENTALE	4,0	3,0		7,0
SERVICE DE GARDE	7,0	1,0		8,0
	121,0	151,0	6,0	278,0

OUTAOUAIS				
GATINEAU (CIVIL, FAMILLE, JEUNESSE & ADMINISTRATION)	9,0	14,0		23,0
MANIWAKI	2,0	2,5		4,5
CAMPBELL’S BAY	1,0	1,0		2,0
BUCKINGHAM	1,8	2,5		4,3
GATINEAU	5,0	6,5		11,5
GATINEAU – SECTION CRIMINELLE	7,0	7,0	0,5	14,5
AYLMER	1,0	1,0		2,0
SAINT-ANDRÉ AVELIN	0,2			0,2
	27,0	34,5	0,5	62,0

QUÉBEC				
CHARLESBOURG (5350 H.-BOURASSA)	5,0	8,0		13,0
LA MALBAIE	1,0	1,4		2,4
LÉVIS	3,0	4,0		7,0
MONTMAGNY	2,0	2,0		4,0
SAINT-GEORGES-DE-BEAUCE	3,0	3,0		6,0
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2,0	2,0		4,0
QUÉBEC – SECTION JEUNESSE	7,0	6,0	1,0	14,0
QUÉBEC – SECTION CRIMINELLE	10,0	12,6	1,0	23,6
CENTRE-VILLE	5,0	7,0		12,0
CHARLESBOURG (8500 H.-BOURASSA)	2,0	5,0		7,0
	40,0	51,0	2,0	93,0

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
RIVE-SUD				
LONGUEUIL (101 ROLAND-THERRIEN)	2,0	4,0		6,0
LONGUEUIL – AFFAIRES CIVILES	9,0	12,5	1,0	22,5
CHÂTEAUGUAY	2,0	3,0		5,0
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	4,0	4,0		8,0
SAINT-HYACINTHE	5,0	6,0		11,0
SOREL	3,0	4,0		7,0
GRANBY	4,0	5,0		9,0
VALLEYFIELD	7,0	7,0		14,0
COWANSVILLE	2,0	3,0		5,0
LONGUEUIL – CRIMINEL & JEUNESSE	12,0	9,0	0,5	21,5
	50,0	57,5	1,5	109,0
SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN				
CHICOUTIMI	6,0	7,0		13,0
ALMA	3,0	4,0		7,0
ROBERVAL	2,0	3,0		5,0
DOLBEAU-MISTASSINI	1,0	2,0		3,0
LA BAIE	1,0	1,0		2,0
JONQUIÈRE	3,0	4,0		7,0
ADMINISTRATION	1,0	3,0		4,0
	17,0	24,0	0,0	41,0
COMMISSION	13,0	48,0		61,0
TOTAL DES EFFECTIFS	408,0	546,3	17,0	971,3

P.34 BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉGIONS	DEMANDES REÇUES DU 1 ^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020	DEMANDES ACCEPTÉES DU 1 ^{ER} AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7 239	6 065
BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	5 694	4 754
CÔTE-NORD	3 069	2 467
ESTRIE	8 902	7 582
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	18 551	13 371
MAURICIE-BOIS-FRANCS	11 312	9 209
MONTRÉAL	40 141	28 597
OUTAOUAIS	8 202	7 166
QUÉBEC	15 427	12 247
RIVE-SUD	21 522	16 525
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	6 183	5 114
TOTAL	146 242	113 097

P.35 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, DU PROGRAMME D’AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L’IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.

MINISTÈRE

L’ENTENTE SUR L’AIDE JURIDIQUE COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2022. SELON CETTE ENTENTE, LA CONTRIBUTION ANNUELLE MAXIMALE AU QUÉBEC COUVRE L’AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE AINSI QUE L’AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS :

o CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L’AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE MAXIMALE EST ÉTABLIE À 27 553 102 \$ POUR 2020-2021 ET EST CALCULÉE EN FONCTION DE DEUX ENVELOPPES.

o CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L’AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS

POUR L’EXERCICE 2020-2021, L’ENVELOPPE TOTALE DU FÉDÉRAL POUR L’ENSEMBLE DES PROVINCES PARTICIPANTES EST DE 28 214 451 \$. LA PART DU QUÉBEC EST CALCULÉE EN FONCTION DE SA PART DE LA DEMANDE TOTALE DE SERVICES RELATIVEMENT AUX VARIABLES PRÉCITÉES ET EST ÉTABLIE À 9 394 923 \$.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE MAXIMALE POUR 2020-2021 EST DONC DE 36 948 025 \$ (27 553 102 \$ + 9 394 923 \$).

LES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SONT ENCOURUES PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

GROUPE DE TRAVAIL

LES TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT FÉDÉRAL, PROVINCIAL ET TERRITORIAL SUR L’AIDE JURIDIQUE SONT EN COURS.

P.36 **LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2020-2021 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :**

- A. LE NOM ET L’ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU’À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2021-2022 ET POUR L’ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L’ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT.

MINISTÈRE

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L’INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L’OBJET D’UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L’ADMINISTRATION PUBLIQUE.*
* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 « CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU »

LÉGENDE	
TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE <i>RÈGLEMENT SUR LES HONORAIRES RELATIFS À CERTAINS SERVICES JURIDIQUES RENDUS À DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT</i> (RLRQ, c. C-65.1, R. 7.3).	
TAUX DÉROGATOIRE : TAUX QUI A FAIT L’OBJET D’UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 25 DE LA <i>Loi sur les Contrats des Organismes Publics</i> (RLRQ, c. C-65.1).	
F	FORFAITAIRE
H	TAUX HORAIRE
1	MANDAT AYANT FAIT L’OBJET D’UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE
2	MANDAT QUI FAIT L’OBJET D’UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR
3	MANDAT HORS QUÉBEC

NOTE EXPLICATIVE

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS LORS DE L'EXERCICE 2020-2021 AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L’ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L’OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L’OBJET D’UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES – RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	T AUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
PEDNEAULT, NATHALIE	980 \$ ^F	PRÉPARER ET EXÉCUTER UN ACTE DE CORRECTION DU PRIX DE VENTE D’UN IMMEUBLE.	650 \$
VERNER, MATTHIEU	300 \$/H	ASSURER TOUS LES ASPECTS DE LA DÉFENSE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (MINISTÈRE DE L’ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES) DANS UNE POURSUITE EN RESPONSABILITÉ ACTUELLEMENT DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE DE L’ONTARIO.	0 \$
ROY, ALAIN	25 000 \$ ^F	CONSEILLER ET AGIR À TITRE D’EXPERT EN MATIÈRE DE DROIT DE LA FAMILLE AUPRÈS DU MINISTRE DE LA JUSTICE.	0 \$
PICARD, LOUIS-CHARLES	250 \$/H	PROCÉDER À L’ANALYSE DE TITRES DE PROPRIÉTÉ. LES SERVICES ATTENDUS CONSISTENT À FORMULER UNE OPINION SUR LES TITRES DE PROPRIÉTÉ DES LOTS MENTIONNÉS PRÉCÉDEMMENT SOUS FORME D’UN RAPPORT DÉTAILLÉ. CES SERVICES SONT DEMANDÉS DANS LE CADRE D’UNE PROCÉDURE D’ACQUISITION PAR EXPROPRIATION.	0 \$
PEDNEAULT, JEAN-FRANÇOIS	300 \$/H	REPRÉSENTER LES ÉTABLISSEMENTS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET LES COLLÈGES DANS LE CADRE DES GRIEFS CONCERNANT LA NON-RECONNAISSANCE DE L’EXPÉRIENCE À LA SUITE DE L’EXERCICE DE RELATIVITÉS SALARIALES DU 2 AVRIL 2018 ET 2019.	0 \$
HERSCOVITCH, AUBIE JOEL	300 \$/H	PRÉPARER UNE QUITTANCE FINALE D’EXPROPRIATION.	0 \$
LISSOIR, PIERRE ET INGRID ANTON	300 \$/H	PRÉPARER UN AVIS JURIDIQUE DANS LE CADRE D’UNE CONVENTION DE TRANSFERT D’INTÉRÊTS.	0 \$
TOTAL DES HONORAIRES			650 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS – AUCUNE RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL N’A ÉTÉ OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	T AUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
GAGNON, MÉLISSA	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN FONCTIONNAIRE DE L’ÉTAT À LA SUITE D’UNE ACCUSATION DE VOIES DE FAIT.	
O’NEILL, LOUIS-MARTIN	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER ET ASSISTER UN EX-MINISTRE DANS LE CADRE D’UNE ASSIGNATION À COMPARAÎTRE.	
MÉNARD, DOMINIQUE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D’UNE ENQUÊTE ADMINISTRATIVE.	
TOTAL DES HONORAIRES			12 150 \$
GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS			12 800 \$

AUCUN MANDAT N’A FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION

NOMS ET ADRESSES DES AVOCATS ET NOTAIRES

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
GAGNON, MÉLISSA	MARCOUX ET ASSOCIÉS	785, CHEMIN DE CHAMBLY, PORTE 201	LONGUEUIL (Qc)	J4H 3M2
HERSCOVITCH, AUBIE JOEL	DE GRANDPRÉ CHAIT, S.E.N.C.R.L.	800, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 26 ^{ÈME} ÉTAGE	MONTREAL (Qc)	H3B 21X9
LISSEUR, PIERRE ET INGRID ANTON	GOWLING WLG (CANADA), S.E.N.C.R.L., S.R.L.	1, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 3 700	MONTREAL (Qc)	H3B 3P4
O'NEILL, LOUIS-MARTIN	DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG S.E.N.C.R.L., S.R.L.	1501, AVENUE MCGILL COLLEGE, 26 ^{ÈME} ÉTAGE	MONTREAL (Qc)	H3A 3N9
MÉNARD, DOMINIQUE	LCM AVOCATS INC.	600, BOULEVARD DE MAISONNEUVE OUEST, BUREAU 2 700	MONTREAL (Qc)	H2Y 1S1
PEDNEAULT, JEAN-FRANÇOIS	MONETTE BARAKETT S.E.N.C.	4, PLACE VILLE-MARIE, PORTE 600	MONTREAL (Qc)	H3B 2E7
PEDNEAULT, NATHALIE	NATHALIE PEDNEAULT, NOTAIRE	3750, BOULEVARD CRÉMAZIE EST, BUREAU 425	MONTREAL (Qc)	H2A 1B6
PICARD, LOUIS-CHARLES	PICARD & JOBIN, NOTAIRES ET CONSEILLERS JURIDIQUES INC.	300, RUE ALEXANDRA, BUREAU 202	QUÉBEC (Qc)	G1E 7C8
ROY, ALAIN	ALAIN ROY	12560, RUE NOTRE-DAME EST	POINTE-AUX-TREMBLES (Qc)	H1B 2Z1
VERNER, MATTHIEU	NOËL ET ASSOCIÉS, S.E.N.C.R.L.	111, RUE CHAMPLAIN	GATINEAU (Qc)	J8X 3R1

AUTRES MANDATS CONFIEÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, EN VERTU DE L’AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE **LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS (MTQ) POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D’EXPROPRIATION**, EN VERTU DE L’AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTQ NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIEÉS POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU’UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIEÉS AVANT LE 1^{ER} AVRIL 2020. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES PRÉSENTÉES DANS LES PAGES SUIVANTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 28 FÉVRIER 2021.

Ministère des Transports (MTQ)

Types de mandats confiés : Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTQ (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas :

- examen de titres;
- quittance provisionnelle;
- acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).

Choix du notaire : Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou vendeuse. Lorsque la personne expropriée ou vendeuse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.

Honoraires : Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

Ministère des Transports (MTQ)

Directions territoriales (DT)

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval–Mille-Îles
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction de la Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean Est
- Région du Centre du Québec
- Région de la Mauricie

Service de l'expertise immobilière

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201864012	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2020-10-08	2020-12-02	126 \$	915 \$	1 178 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964008	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2021-02-08	2021-02-14	126 \$	1 516 \$	1 869 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964013	417295	Marc-André Manseau notaire inc.	26, rue des Ohiats Nord J9V 1J3 QC	2020-08-14	2020-09-02	5 \$	563 \$	652 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964022	417295	Marc-André Manseau notaire inc.	26, rue des Ohiats Nord J9V 1J3 QC	2020-08-14	2020-08-27	16 \$	333 \$	399 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064004	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2020-09-29	2020-11-20	22 \$	600 \$	712 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064008	1050105	Séquin notaires inc.	80, rue Monseigneur Tessier Est, bureau 101 J9X 3B9 QC	2020-07-13	2020-09-01	0 \$	750 \$	862 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064009	1050105	Séquin notaires inc.	80, rue Monseigneur Tessier Est, bureau 101 J9X 3B9 QC	2020-07-13	2020-08-24	0 \$	750 \$	862 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064010	1050105	Séquin notaires inc.	80, rue Monseigneur Tessier Est, bureau 101 J9X 3B9 QC	2020-07-13	2020-09-01	0 \$	750 \$	862 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064015	1050105	Séquin notaires inc.	80, rue Monseigneur Tessier Est, bureau 101 J9X 3B9 QC	2020-07-13	2020-10-06	0 \$	750 \$	862 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064024	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2020-11-10	2020-11-14	0 \$	211 \$	242 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064027	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2020-11-16	2020-12-03	0 \$	472 \$	543 \$
Total DT Abitibi-Témiscamlingue							295 \$	7 610 \$	9 044 \$
DT Bas-St-Laurent	6200204123	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2020-07-10	2020-07-10	27 \$	1 000 \$	1 177 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704151	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2020-07-09	2020-07-21	0 \$	865 \$	995 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704151	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2020-11-17	2020-12-11	130 \$	142 \$	293 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704176	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2020-03-09	2020-05-19	10 \$	2 550 \$	2 942 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804126	375178	Me Annie Soucy, notaire inc.	307, rue de la Gare G4W 3J2 QC	2020-12-08	2020-12-10	178 \$	1 250 \$	1 615 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304035	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote G0R 1Z0 QC	2020-10-29	2020-11-16	126 \$	500 \$	701 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604061	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-08-19	2020-09-23	128 \$	882 \$	1 142 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604071	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-04-15	2020-05-22	264 \$	1 650 \$	2 161 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604085	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2020-04-20	2020-05-12	142 \$	657 \$	897 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604086	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case postale 430 G5L 7C3 QC	2020-03-11	2020-05-08	157 \$	900 \$	1 192 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604088	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-08-25	2020-09-28	137 \$	1 507 \$	1 870 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604093	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-08-20	2020-09-01	280 \$	1 882 \$	2 444 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604094	67383	Cain Lamarre Casarain Wells	299, rue Lafontaine, bureau 201 Case postale 1104 G5R 4C3 QC	2020-05-27	2020-06-25	140 \$	1 052 \$	1 350 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604104	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-10-26	2020-10-29	36 \$	550 \$	668 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604108	83171	Me Louise Tessier, Notaire	435A, rue Dollard J6E 4M3 QC	2020-01-07	2020-03-31	124 \$	802 \$	1 046 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704007	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2020-10-06	2020-10-29	13 \$	270 \$	323 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704015	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2020-12-10	2020-12-15	9 \$	270 \$	319 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704016	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2020-10-06	2020-10-29	11 \$	270 \$	321 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704017	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2020-09-14	2020-09-28	7 \$	270 \$	317 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704022	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2020-10-06	2020-10-29	9 \$	270 \$	319 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704035	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-03-17	2020-06-04	201 \$	4 339 \$	5 190 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704041	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2020-05-11	2020-07-17	5 \$	667 \$	772 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704043	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-03-16	2020-04-27	193 \$	2 702 \$	3 300 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704044	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2020-06-03	2020-06-17	0 \$	800 \$	920 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704044	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2020-10-01	2020-10-07	206 \$	5 295 \$	6 294 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704049	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-03-23	2020-05-11	176 \$	2 492 \$	3 041 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704062	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-05-28	2020-07-27	330 \$	1 332 \$	1 862 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704068	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-05-08	2020-06-17	18 \$	630 \$	749 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704068	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-08-19	2020-09-15	141 \$	2 632 \$	3 167 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704070	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-06-15	2020-07-27	144 \$	1 988 \$	2 430 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704075	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-03-20	2020-05-11	9 \$	355 \$	417 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704075	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-08-25	2020-09-16	153 \$	2 034 \$	2 492 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704079	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-07-27	2020-07-28	194 \$	3 467 \$	4 180 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704085	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-03-24	2020-05-25	188 \$	5 809 \$	6 867 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704095	59873	Lacacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-05-11	2020-05-28	2 \$	1 175 \$	1 353 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704103	896372	Neuwald Noodelman, Melissa Lauren	5165, rue Sherbrooke Ouest, bureau 319 H44 1T6 QC	2021-01-07	2021-02-01	10 \$	283 \$	335 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704122	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2020-10-06	2020-11-24	20 \$	833 \$	977 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704127	59873	Lacacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-02-24	2020-04-30	7 \$	675 \$	783 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704127	59873	Lacacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-11-12	2020-12-01	130 \$	3 030 \$	3 614 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704127	59873	Lacacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-06-20	2020-07-22	3 \$	1 605 \$	1 848 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704128	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2020-05-21	2020-06-02	133 \$	1 207 \$	1 520 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704129	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-06-02	2020-06-02	4 \$	1 336 \$	1 540 \$

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201704142	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-03-10	2020-04-14	154 \$	3 007 \$	3 612 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704143	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-03-10	2020-05-08	151 \$	2 857 \$	3 436 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704147	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-03-20	2020-05-12	6 \$	1 575 \$	1 817 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704148	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2020-10-29	2020-12-11	169 \$	2 430 \$	2 963 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704149	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2020-09-23	2020-09-24	161 \$	3 605 \$	4 306 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704149	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2020-07-31	2020-07-31	10 \$	100 \$	125 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704154	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 371 QC	2020-11-17	2020-12-02	132 \$	311 \$	489 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704154	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 371 QC	2020-07-10	2020-07-10	10 \$	550 \$	642 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704163	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 371 QC	2020-06-22	2020-07-17	8 \$	715 \$	830 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704172	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 371 QC	2020-10-01	2020-10-30	23 \$	850 \$	1 000 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704173	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-07-27	2020-07-28	164 \$	1 506 \$	1 896 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704182	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2020-11-02	2020-12-08	12 \$	270 \$	322 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804001	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-10-09	2020-11-06	127 \$	2 250 \$	2 714 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804014	487981	Ross Boudreault notaires [2011] inc.	287, rue Pierre-Saindon, bureau 501 G5L 9A7 QC	2020-07-01	2020-09-02	285 \$	2 010 \$	2 596 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804022	483295	Me Marc St-Laurent, notaire inc.	287, rue de l'Évêché Ouest, bureau 102 G5L 4H9 QC	2020-09-14	2020-09-25	136 \$	503 \$	714 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804024	71956	Roy, Sylvie (005)	188, rue de l'Évêché Ouest, bureau 102 G5L 4H9 QC	2020-10-09	2020-12-09	146 \$	500 \$	721 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804026	77065	Moyen, Edith (notaire)	76, rue de Sainte-Cécile-du-Bic Bureau 101 G0L 1B0 QC	2020-03-12	2020-04-24	124 \$	300 \$	469 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804031	994903	Bouffard, notaires-conseils inc.	675, avenue du Phare Est G4W 1A9 QC	2020-05-20	2020-06-15	10 \$	300 \$	355 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804031	994903	Bouffard, notaires-conseils inc.	675, avenue du Phare Est G4W 1A9 QC	2020-08-13	2020-09-01	169 \$	400 \$	629 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804033	1043520	Lepage et Associés inc.	235, avenue St-Jérôme, bureau 204 G4W 3A7 QC	2020-06-01	2020-07-30	126 \$	502 \$	703 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904000	994903	Bouffard, notaires-conseils inc.	675, avenue du Phare Est G4W 1A9 QC	2020-12-17	2020-12-18	138 \$	753 \$	1 004 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904012	77859	Dugas & Duogas, notaires	15981, boul. Gouin Ouest H9H 1C7 QC	2020-08-27	2020-11-03	147 \$	2 100 \$	2 561 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904013	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-10-30	2020-11-19	7 \$	1 155 \$	1 335 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904015	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-08-20	2020-09-28	163 \$	3 407 \$	4 080 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904017	480082	Fleury & associés notaires inc.	3333, rue du Carrefour, bureau 282 G1C 5R9 QC	2020-12-15	2020-12-18	43 \$	750 \$	905 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904025	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-11-30	2020-12-14	126 \$	1 407 \$	1 743 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904029	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-10-30	2020-12-08	7 \$	1 325 \$	1 530 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904030	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-07-20	2020-08-28	15 \$	2 175 \$	2 516 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904032	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-07-09	2020-07-27	134 \$	1 905 \$	2 324 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904033	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-10-28	2020-11-20	4 \$	1 255 \$	1 447 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904034	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-08-19	2020-08-31	148 \$	1 782 \$	2 197 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904036	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-12-08	2020-12-14	9 \$	500 \$	584 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904037	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-07-23	2020-07-30	4 \$	225 \$	263 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904039	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-12-04	2020-12-14	279 \$	3 159 \$	3 911 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904040	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-07-23	2020-07-31	3 \$	300 \$	348 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904044	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-07-24	2020-10-27	16 \$	1 100 \$	1 281 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904050	367006	Odile Charest Inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2020-11-02	2020-12-11	304 \$	1 207 \$	1 692 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904052	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2020-08-28	2021-01-19	406 \$	1 148 \$	1 725 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904089	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-09-15	2020-10-20	16 \$	925 \$	1 080 \$
Total DT Bas-St-Laurent									8 287 \$ 113 345 \$ 138 605 \$
DT Capitale-Nationale	6201532051	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame Nord G6E 3Z5 QC	2020-11-16	2020-12-18	33 \$	1 703 \$	1 991 \$
DT Capitale-Nationale	6201532055	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2020-02-18	2020-04-06	5 \$	1 530 \$	1 764 \$
DT Capitale-Nationale	6201632007	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-03-06	2020-05-01	364 \$	1 384 \$	1 955 \$
DT Capitale-Nationale	6201632009	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-11-24	2021-01-14	132 \$	938 \$	1 211 \$
DT Capitale-Nationale	6201632056	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seineuriale G1C 3P7 QC	2019-10-16	2020-12-07	129 \$	300 \$	474 \$
DT Capitale-Nationale	6201732008	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-06-01	2020-06-01	132 \$	1 046 \$	1 334 \$
DT Capitale-Nationale	6201732010	932224	Vicky Boucher notaire inc.	1451, rue de l'Etna, bureau 202 G3K251 QC	2020-02-25	2020-04-30	135 \$	493 \$	701 \$
DT Capitale-Nationale	6201732014	347328	Côté Taschereau Samson Demers	871, Grande-Allée Ouest, bureau 100 G1S 2L1 QC	2020-11-07	2020-11-24	304 \$	2 460 \$	3 132 \$
DT Capitale-Nationale	6201732022	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-10-08	2020-11-11	278 \$	1 926 \$	2 493 \$
DT Capitale-Nationale	6201732023	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-12-22	2021-02-03	278 \$	1 356 \$	1 837 \$
DT Capitale-Nationale	6201732024	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-12-22	2021-02-01	136 \$	1 502 \$	1 863 \$
DT Capitale-Nationale	6201832009	73491	Grenier, Martin (notaire)	550A, Avenue Royale G1E 1Y1 QC	2020-11-04	2020-12-15	150 \$	1 575 \$	1 961 \$
DT Capitale-Nationale	6201832041	581335	Notaires Harvey, Ouellet inc.	2797, rue de la Faune G3E 1H1 QC	2020-06-18	2020-07-21	144 \$	760 \$	1 018 \$
DT Capitale-Nationale	6201832045	73491	Grenier, Martin (notaire)	550A, Avenue Royale G1E 1Y1 QC	2020-06-23	2020-07-21	134 \$	1 800 \$	2 204 \$

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Capitale-Nationale	6201832046	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2020-02-24	2020-05-04	127 \$	546 \$	755 \$
DT Capitale-Nationale	6201832048	8590	Bourquet, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau 212 G0A 3C0 QC	2020-05-20	2020-07-03	141 \$	2 813 \$	3 375 \$
DT Capitale-Nationale	6201832057	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-10-08	2020-11-17	135 \$	1 135 \$	1 440 \$
DT Capitale-Nationale	6201832059	73491	Grenier, Martin (notaire)	5504, Avenue Royale G1E 1Y1 QC	2020-03-19	2020-06-01	136 \$	1 785 \$	2 188 \$
DT Capitale-Nationale	6201832060	59440	Villeneuve, Elise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2020-10-05	2020-11-12	30 \$	2 440 \$	2 835 \$
DT Capitale-Nationale	6201832066	1030736	Robichaud, Caroline (notaire)	12850, rue Duhamel G2A3N9 QC	2020-05-15	2020-05-15	146 \$	1 275 \$	1 612 \$
DT Capitale-Nationale	6201832076	958215	Dion Cloutier, notaires	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 QC	2020-05-11	2020-06-30	131 \$	3 069 \$	3 659 \$
DT Capitale-Nationale	6201832136	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie Inc.	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2021-01-11	2021-01-13	400 \$	1 708 \$	2 364 \$
DT Capitale-Nationale	6201832139	198037	Poulin, Valérie (notaire)	228, rue Proulx Bureau 101 G1M 1W7 QC	2020-08-31	2020-12-11	6 \$	2 075 \$	2 392 \$
DT Capitale-Nationale	6201832139	198037	Poulin, Valérie (notaire)	228, rue Proulx Bureau 101 G1M 1W7 QC	2020-12-04	2020-12-11	144 \$	0 \$	144 \$
DT Capitale-Nationale	6201832139	198037	Poulin, Valérie (notaire)	228, rue Proulx Bureau 101 G1M 1W7 QC	2020-08-31	2020-12-10	130 \$	1 125 \$	1 423 \$
DT Capitale-Nationale	6201932012	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-06-10	2020-07-22	146 \$	1 699 \$	2 099 \$
DT Capitale-Nationale	6201932015	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2020-01-07	2021-02-02	277 \$	854 \$	1 259 \$
DT Capitale-Nationale	6201932016	629227	Étude notariale Laurie Blais	231, rue Jean-Juneau G3A 2W1 QC	2020-09-14	2020-11-05	124 \$	529 \$	732 \$
DT Capitale-Nationale	6201932020	639935	Beaulieu, Claire (notaire)	655, boul. René-Lévesque Ouest G1S 1T1 QC	2021-01-11	2021-01-12	276 \$	2 100 \$	2 690 \$
DT Capitale-Nationale	6201932054	270384	Me Gaétane Baril, notaire S.A.	1170, boulevard Lebourgneuf G2K 2E3 QC	2020-05-12	2020-05-26	26 \$	1 230 \$	1 440 \$
DT Capitale-Nationale	6201932061	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2020-07-06	2020-07-30	14 \$	2 250 \$	2 601 \$
DT Capitale-Nationale	6201932064	347328	Côté Taschereau Samson Demers	871, Grande-Allée Ouest, bureau 100 G1S 2L1 QC	2020-11-21	2021-01-13	12 \$	750 \$	874 \$
DT Capitale-Nationale	6202032017	792636	Notarié inc.	426, route 273 G0S 2E0 QC	2021-02-17	2021-02-19	193 \$	635 \$	923 \$
Total DT Capitale-Nationale									
DT Chaudière-Appalaches	6201112046	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2020-04-08	2020-05-27	4 948 \$	46 790 \$	58 745 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112202	375172	Veilleux, Serge (notaire)	17105, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC	2020-04-27	2020-06-05	0 \$	685 \$	788 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212015	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC	2020-11-13	2021-01-25	247 \$	4 550 \$	5 478 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201812039	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2020-03-11	2020-05-22	152 \$	1 854 \$	2 284 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201812056	42675	Bordua, Martine (notaire)	1102, boulevard Moody, bureau 203 J6W 3K9 QC	2019-07-19	2021-01-11	129 \$	2 279 \$	2 750 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201812064	427887	Blouin, Pierre (notaire)	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 G6E 1M3 QC	2020-11-25	2020-12-07	137 \$	1 119 \$	1 423 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201812066	582890	Roger Plante inc.	66, boulevard Vachon Nord G6E 4G6 QC	2020-03-12	2020-05-22	149 \$	2 343 \$	2 842 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912002	1022892	Paquet & Blais notaires inc.	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC	2020-11-12	2020-11-27	437 \$	3 694 \$	4 684 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912002	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC	2020-05-01	2020-06-05	142 \$	1 500 \$	1 867 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912008	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2020-10-15	2020-11-03	138 \$	1 723 \$	2 118 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912018	617670	Aubert & Morency, notaires inc.	846, avenue Champlain G0N 1E0 QC	2020-09-30	2020-10-23	156 \$	1 650 \$	2 053 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912022	87158	Russenberger, Jean (notaire)	869 3ième Avenue G1L 2W8 QC	2020-06-06	2020-07-13	136 \$	4 065 \$	4 810 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912029	1022892	Paquet & Blais notaires inc.	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC	2020-11-12	2020-11-27	145 \$	3 619 \$	4 306 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912031	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2020-09-24	2020-10-30	126 \$	752 \$	991 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912034	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V9 QC	2020-05-12	2020-06-05	139 \$	1 029 \$	1 322 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912043	715601	Lucie Rouleau, notaire inc.	94, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J3 QC	2020-06-15	2020-07-15	136 \$	865 \$	1 130 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912049	1018084	Doyle Pineault Bédard, notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue St-Édouard, C.P. 308 G6L 2K5 QC	2020-09-30	2020-11-16	269 \$	1 690 \$	2 212 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012028	80529	Martin Mercier, notaire	97, rue Principale G0S 2M0 QC	2020-12-16	2020-12-16	132 \$	1 275 \$	1 598 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012029	80529	Martin Mercier, notaire	97, rue Principale G0S 2M0 QC	2021-01-19	2021-01-29	151 \$	1 050 \$	1 358 \$
Total DT Chaudière-Appalaches									
DT Côte-Nord	6201508036	58936	Murphy, Shirley (notaire)	750, rue de Puvion G5C 1M8 QC	2019-11-13	2020-04-08	2 921 \$	36 360 \$	44 726 \$
DT Côte-Nord	6201608006	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2020-10-15	2020-12-02	153 \$	2 070 \$	2 533 \$
DT Côte-Nord	6201708015	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2020-03-10	2020-07-24	130 \$	1 538 \$	1 898 \$
DT Côte-Nord	6201708018	58936	Murphy, Shirley (notaire)	750, rue de Puvion G5C 1M8 QC	2019-11-13	2020-04-08	124 \$	600 \$	814 \$
Total DT Côte-Nord									
DT Estrie	6200744024	573693	Claude Gravel notaire inc.	12, rue Saint-Antoine Sud, J2G 6W3QC	2020-02-06	2020-11-03	671 \$	5 407 \$	6 888 \$
DT Estrie	6200744024	573693	Claude Gravel notaire inc.	12, rue Saint-Antoine Sud, J2G 6W3QC	2020-02-06	2020-11-03	145 \$	450 \$	662 \$
DT Estrie	6200744024	573693	Claude Gravel notaire inc.	12, rue Saint-Antoine Sud, J2G 6W3QC	2020-02-03	2020-11-09	322 \$	625 \$	1 041 \$
DT Estrie	6200744024	573693	Claude Gravel notaire inc.	12, rue Saint-Antoine Sud, J2G 6W3QC	2020-02-03	2020-11-09	332 \$	1 380 \$	1 919 \$
DT Estrie	6200744024	573693	Claude Gravel notaire inc.	12, rue Saint-Antoine Sud, J2G 6W3QC	2020-02-03	2020-11-09	10 \$	275 \$	326 \$
DT Estrie	6200744024	573693	Claude Gravel notaire inc.	12, rue Saint-Antoine Sud, J2G 6W3QC	2020-02-03	2020-11-03	55 \$	300 \$	400 \$
DT Estrie	6201060056	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique Inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H 6E9 QC	2020-11-11	2020-11-13	126 \$	1 050 \$	1 333 \$
DT Estrie	6201144045	996012	Maître Alexis Omelchuk, notaire	948, rue Shefford J2L 1C3 QC	2020-07-28	2020-07-29	210 \$	4 636 \$	5 540 \$
DT Estrie	6201144045	996012	Maître Alexis Omelchuk, notaire	948, rue Shefford J2L 1C3 QC	2020-03-03	2020-07-29	0 \$	300 \$	345 \$
DT Estrie	6201144045	541953	Soutvaquina, Olga	948, rue Shefford J2L 1C3 QC	2020-07-11	2020-09-01	150 \$	4 900 \$	5 784 \$

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Estrie	6201660023	59076	Downev, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 OC	2020-06-18	2020-06-19	126 \$	1 000 \$	1 276 \$
DT Estrie	6201660027	59076	Downev, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 OC	2020-06-18	2020-06-19	126 \$	1 000 \$	1 276 \$
DT Estrie	6201660031	917659	Cain Lamarre	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 OC	2020-06-11	2020-06-17	261 \$	739 \$	1 111 \$
DT Estrie	6201660032	417902	Bellefeuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 OC	2020-12-21	2021-01-13	262 \$	2 738 \$	3 410 \$
DT Estrie	6201660036	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boulevard de Bois-Francis-Sud G6P 5W3 OC	2021-01-11	2021-01-25	389 \$	965 \$	1 499 \$
DT Estrie	6201760018	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique Inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H 6E9 OC	2020-11-26	2020-12-02	0 \$	350 \$	402 \$
DT Estrie	6201760019	130966	Paré, Tanguay, notaires inc.	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 OC	2020-08-06	2020-09-11	30 \$	650 \$	777 \$
DT Estrie	6201760034	917659	Cain Lamarre	4050, rue Laval G6B 1B1 OC	2020-02-13	2020-03-24	144 \$	852 \$	1 123 \$
DT Estrie	6201760037	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 OC	2020-09-22	2020-10-21	186 \$	1 000 \$	1 336 \$
DT Estrie	6201860029	606237	Darche, Lyne (notaire)	900, rue Périquy, bureau 203 J3L 1W6 OC	2020-03-18	2020-07-20	152 \$	1 050 \$	1 359 \$
DT Estrie	6201860040	130966	Paré, Tanguay, notaires inc.	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 OC	2020-12-03		286 \$	1 027 \$	1 467 \$
DT Estrie	6201860044	79101	Raymond, Benoît	2424, rue King Ouest, bureau 110 J1J 2E8 OC	2020-05-11	2020-06-05	0 \$	600 \$	690 \$
DT Estrie	6201860052	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 OC	2020-07-22	2020-07-29	148 \$	750 \$	1 010 \$
DT Estrie	6201860054	592205	Veilleux, Chantal (notaire)	15, rue Laurier J1X 2K2 OC	2020-06-29		309 \$	875 \$	1 315 \$
DT Estrie	6201960003	775777	Moreau Paquette, notaires inc.	594, rue Dufferin J0B 3E0 OC	2020-12-14	2021-01-11	126 \$	655 \$	880 \$
DT Estrie	6201960005	775777	Moreau Paquette, notaires inc.	594, rue Dufferin J0B 3E0 OC	2020-11-24		355 \$	1 421 \$	1 989 \$
DT Estrie	6201960039	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 OC	2020-12-03		178 \$	1 560 \$	1 972 \$
DT Estrie	6201960040	531798	NotaireMartel Inc.	351, rue Blain J3H 3B4 OC	2020-06-08	2020-06-08	136 \$	500 \$	711 \$
DT Estrie	6201960041	364432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 OC	2021-01-11	2021-01-25	126 \$	673 \$	900 \$
DT Estrie	6201960044	864432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 OC	2020-09-03	2020-09-14	0 \$	256 \$	294 \$
DT Estrie	6201960046	847416	Lavallée, Lacasse & Poirier, Notaires (S.E.N.C.R.L.)	4547, rue Foster J0E 2N0 OC	2020-11-16	2020-11-24	132 \$	700 \$	937 \$
DT Estrie	6201960047	1072390	Isabelle Lemieux, notaire	4547, rue Foster J0E 2N0 OC	2020-11-11	2020-11-17	140 \$	700 \$	945 \$
DT Estrie	6201960048	561627	Veilleux & associés Notaires inc.	527, boul. St-Joseph, bureau D J3E 1W8 OC	2020-12-17	2021-01-11	126 \$	750 \$	988 \$
DT Estrie	6201960049	561627	Veilleux & associés Notaires inc.	5204, rue Papineau G6B 0E6 OC	2021-02-17	2021-02-17	412 \$	1 125 \$	1 705 \$
DT Estrie	6201960051	412899	Adam, Beaudoin, notaires	5204, rue Papineau G6B 0E6 OC	2020-11-09	2020-11-17	289 \$	1 000 \$	1 439 \$
DT Estrie	6201960054	130966	Paré, Tanguay, notaires inc.	30, rue du Couvent J1C 0T3 OC	2021-01-08	2021-01-14	151 \$	402 \$	613 \$
DT Estrie	6202060003	197641	Martineau, Lynda (notaire)	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 OC	2021-01-28	2021-01-28	134 \$	402 \$	596 \$
DT Estrie	6202060004	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	1005, Boul du Séminaire Nord, bureau 106 J3A 1R7 OC	2021-02-02	2021-02-10	136 \$	800 \$	1 056 \$
DT Estrie	6202060005	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 OC	2021-01-12	2021-01-12	9 \$	500 \$	584 \$
DT Estrie	6202060006	139817	Barry, Line	15, rue de la Rivière J0J 1A0 OC	2020-12-15	2020-12-17	4 \$	500 \$	579 \$
DT Estrie	6202060009	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	9, rue du Pont J0J 1A0 OC	2020-12-08	2020-12-10	12 \$	150 \$	184 \$
DT Estrie	6202060010	139817	Barry, Line	15, rue de la Rivière J0J 1A0 OC	2020-12-17	2020-12-17	19 \$	500 \$	594 \$
DT Estrie	6202060017	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	9, rue du Pont J0J 1A0 OC	2021-01-19	2021-01-20	17 \$	150 \$	189 \$
DT Estrie	6202060018	345511	Corbell et Drouin Notaires SENC	15, rue de la Rivière J0J 1A0 OC	2021-01-18	2021-01-18	129 \$	475 \$	675 \$
DT Estrie	6202060019	345511	Corbell et Drouin Notaires SENC	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 OC	2020-11-19	2020-11-23	134 \$	728 \$	971 \$
DT Estrie	6202060022	130966	Paré, Tanguay, notaires inc.	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 OC	2020-11-25	2020-11-26	266 \$	1 181 \$	1 624 \$
DT Estrie	6202060037	139817	Barry, Line	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 OC	2021-02-04	2021-02-04	134 \$	402 \$	596 \$
Total DT Estrie					2021-01-19	2021-01-20	7 076 \$	44 204 \$	57 900 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6199800156	826122	Kévin Dufresne, notaire inc.	367A, montée de Rivière-Morris G4X5P7 OC	2020-12-01	2020-12-14	223 \$	2 000 \$	2 523 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6199900189	782690	Péloquin, Martine (notaire)	146, avenue de Grand-Pré, bureau A-B G0C 1E0 OC	2020-05-19	2020-06-30	142 \$	1 050 \$	1 349 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6200400082	78866	Deraiche, Richard (avocat)	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 OC	2020-07-13	2020-07-31	415 \$	1 425 \$	2 053 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600001	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 OC	2020-10-14	2020-12-08	147 \$	1 600 \$	1 987 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600015	797150	Mark Georges, notaire	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 OC	2020-05-12	2020-05-13	136 \$	1 052 \$	1 346 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600019	78866	Deraiche, Richard (avocat)	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 OC	2020-05-26	2020-06-04	133 \$	950 \$	1 225 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600071	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 OC	2020-06-02	2020-07-27	134 \$	850 \$	1 111 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600072	826122	Kévin Dufresne, notaire inc.	367A, montée de Rivière-Morris G4X5P7 OC	2020-03-24	2020-05-12	275 \$	1 430 \$	1 919 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600073	76596	Lapierre, Marvse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 OC	2020-05-22	2020-07-30	136 \$	900 \$	1 171 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201700014	797150	Mark Georges, notaire	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 OC	2020-11-13	2020-12-14	265 \$	1 219 \$	1 667 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201700015	797150	Mark Georges, notaire	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 OC	2020-12-15	2020-12-15	127 \$	1 200 \$	1 507 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201700031	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 OC	2020-05-13	2020-06-17	126 \$	700 \$	931 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201700033	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 OC	2020-05-21	2020-06-29	126 \$	600 \$	816 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201700036	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 OC	2020-03-12	2020-05-08	124 \$	500 \$	699 \$

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800023	1001519	Groulx & Hénault notaires inc.	20, boulevard Georges-Gagné Sud, bureau 101 JSB 2E2 OC	2020-11-11	2021-01-08	22 \$	473 \$	565 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800026	1043520	Lepage et Associés Inc.	235, avenue St-Jérôme, bureau 204 G4W 3A7 QC	2020-11-03	2020-12-08	6 \$	675 \$	782 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800035	210033	Me Danielle Girard-Gendron, notaire	572, 3e Rue G8P 1N9 QC	2020-10-06	2020-11-06	130 \$	1 800 \$	2 200 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800040	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2020-05-12	2020-05-21	7 \$	300 \$	352 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900007	58843	Gagné, Raymond (notaire)	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2020-11-26	2020-12-14	0 \$	500 \$	575 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900016	78866	Deraiche, Richard (avocat)	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 QC	2020-05-12	2020-06-04	0 \$	100 \$	115 \$
Total DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine							2 674 \$	19 324 \$	24 892 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840021	385068	Drazin, Friedman	6201, Union, Suite 888 H3A 259 QC	2020-11-25	2020-12-03	498 \$	1 553 \$	2 283 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040016	720118	Cain Lamarre s.e.n.c.r.l.	630, Boul. René-Lévesque Ouest Bur. 2780 H3B 1S6 OC	2020-05-20	2020-06-11	0 \$	2 717 \$	3 123 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040016	720118	Cain Lamarre s.e.n.c.r.l.	630, Boul. René-Lévesque Ouest Bur. 2780 H3B 1S6 OC	2020-05-26	2020-06-11	126 \$	882 \$	1 140 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140006	948870	Francine Pader Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 OC	2020-01-13	2020-04-15	0 \$	2 275 \$	2 616 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140006	948870	Francine Pader Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 OC	2021-01-08	2021-01-08	0 \$	1 000 \$	1 150 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140008	948870	Francine Pader Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 OC	2020-05-21	2020-05-22	0 \$	575 \$	661 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140008	948870	Francine Pader Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 OC	2020-12-21	2021-01-06	258 \$	1 755 \$	2 276 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540003	981096	Robret, Philippe (notaire)	4135, rue Jean-Talon Ouest H4P 1W6 OC	2020-07-23	2020-11-11	136 \$	1 420 \$	1 769 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540013	1116824	Alain Lamoureux notaire inc.	214-333, boul. Saint-Martin Ouest H7M 1Y7 QC	2020-11-24	2020-12-03	136 \$	1 650 \$	2 033 \$
Total DT Ile-de-Montréal							1 154 \$	13 826 \$	17 051 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152175	533244	Barthe, Pierrette (notaire)	265, Guèvremont J0K 2P0 QC	2020-08-31	2020-08-31	5 \$	400 \$	465 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152178	533244	Barthe, Pierrette (notaire)	265, Guèvremont J0K 2P0 QC	2020-08-31	2020-08-31	6 \$	400 \$	466 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152195	533244	Barthe, Pierrette (notaire)	265, Guèvremont J0K 2P0 QC	2020-08-31	2020-08-31	9 \$	400 \$	469 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452091	857961	Gravel, France (notaire)	145, rue St-André J6W 3C2 QC	2020-09-08	2020-09-08	159 \$	1 238 \$	1 582 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552089	853904	Véronique Lessard, notaire inc.	7811, Louis-Hypolite Lafontaine bureau 200 H1K 4E4 OC	2020-05-13	2020-09-08	128 \$	350 \$	530 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201652011	203573	Paul Germain, notaire	2559, boulevard du Curé-Labelle J0R 1T0 OC	2021-01-08	2021-01-08	151 \$	450 \$	668 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201652031	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 QC	2020-04-16	2020-04-16	124 \$	625 \$	843 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752002	203573	Paul Germain, notaire	2559, boulevard du Curé-Labelle J0R 1T0 OC	2020-12-15	2020-12-15	289 \$	1 080 \$	1 531 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752003	203573	Paul Germain, notaire	2559, boulevard du Curé-Labelle J0R 1T0 OC	2020-09-22	2020-09-22	151 \$	680 \$	933 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752025	589475	Boyer, Manon (notaire)	2953, rue Dupras J7K 1T3 OC	2020-07-09	2020-07-09	158 \$	750 \$	1 020 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752063	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-01-07	2021-01-07	140 \$	950 \$	1 232 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752075	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2020-06-01	2020-05-26	144 \$	950 \$	1 236 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752077	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2020-07-07	2020-07-07	136 \$	950 \$	1 228 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752085	551947	Notaires Therrien Touchette inc., Les	1690, boulevard Provencher J4W 1Z2 QC	2020-06-12	2020-06-12	126 \$	1 352 \$	1 681 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752092	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2020-05-13	2020-05-13	144 \$	975 \$	1 265 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752117	846158	Fréneau & Bellefeuille, notaires inc.	225, chemin de la Grande-Côte J7G 1B6 OC	2020-12-18	2020-12-18	291 \$	1 438 \$	1 944 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752147	203573	Paul Germain, notaire	2559, boulevard du Curé-Labelle J0R 1T0 OC	2020-07-15	2020-07-15	126 \$	550 \$	758 \$
Total DT Laurentides-Lanaudière							2 287 \$	13 538 \$	17 852 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436029	667974	Hébert & associés, notaires S.E.N.C.R.L.	10, boulevard Brien, bureau 100 J6A 4R7 QC	2020-01-14	2020-02-28	12 \$	300 \$	357 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436031	83486	Dufresne, André	655, Promenade du Centropolis bureau 210 H7T 0A3 OC	2020-02-26	2020-09-10	35 \$	900 \$	1 070 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436036	1096664	Prévost, notaires	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A3H3 QC	2020-04-23	2020-10-08	64 \$	4 200 \$	4 893 \$
Total DT Laval-Mille-Îles							111 \$	5 400 \$	6 320 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201044017	1027493	Dubois & Jovai notaires inc.	302-365, boul. Sir-Wilfrid-Laurier J3G 4T2 OC	2020-06-12	2020-06-15	10 \$	778 \$	905 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201336001	1067463	Me Radwan Moussa (notaire)	104-1695, boulevard Laval H7S 2M2 QC	2020-03-13	2020-04-15	135 \$	1 000 \$	1 285 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201444011	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 OC	2020-12-10	2021-01-21	418 \$	3 208 \$	4 105 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201444013	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 OC	2020-12-10	2021-01-22	418 \$	3 785 \$	4 769 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201536005	1059483	Etude de Me Valérie Chaumont, notaire	184 B, boulevard Sainte-Anne J0N 1H0 QC	2020-01-15	2020-07-07	282 \$	2 485 \$	3 139 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201684023	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W2 OC	2020-03-10	2020-04-16	163 \$	1 620 \$	2 026 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784001	368671	Péladeau & Larivière, notaires	35, rue Saint-Pierre, bureau 102 J5A2E4 OC	2020-11-05	2020-11-09	126 \$	1 856 \$	2 260 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784002	368671	Péladeau & Larivière, notaires	35, rue Saint-Pierre, bureau 102 J5A2E4 OC	2020-11-05	2020-11-09	126 \$	1 959 \$	2 378 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784003	368671	Péladeau & Larivière, notaires	35, rue Saint-Pierre, bureau 102 J5A2E4 OC	2020-11-05	2020-11-09	126 \$	2 013 \$	2 440 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784016	639300	Bélisle Lafleur notaires inc.	159, rue Saint-Eustache J7R 2L5 OC	2020-09-14	2020-12-17	230 \$	309 \$	586 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784083	866133	Bessette Notaires	5435, rue Grande-Allée J4Z 3H1 OC	2018-09-12	2018-09-12	0 \$	158 \$	182 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784083	866133	Bessette Notaires	5435, rue Grande-Allée J4Z 3H1 OC	2018-09-13	2018-09-13	131 \$	132 \$	283 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784086	362847	Lefebvre Lefebvre Théorêt NotairesS.A.	18 086, rue Charles J7J 1C5 QC	2020-03-11	2020-04-29	144 \$	837 \$	1 107 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201884005	427669	Gareau et associés, Notaires inc.	1681, rue Rachel Est, bureau 26 H2J2K7 QC	2020-05-29	2020-11-10	126 \$	825 \$	1 075 \$
Total DT Métropolitaine de Montréal							2 434 \$	20 965 \$	26 538 \$

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Monteregie	6200348133	78066	Beaulieu, Manon (notaire)	779, boulevard Saint-Jean-Baptiste, C.P. 269 J6R 2K7 QC	2019-12-18	2020-03-30	6 \$	1 095 \$	1 265 \$
DT Monteregie	6201685016	575739	Robert, Christine	145, boulevard Saint-Joseph bureau 221 J3B 1W5 QC	2020-02-19	2020-03-16	192 \$	4 263 \$	5 093 \$
DT Monteregie	6201048036	723479	Notaires Lupien, Patenaude, Vinet, Gougeon, Monette Inc., Les	39, rue Jacques-Cartier Bureau 101 J61 4R1 QC	2020-01-10	2020-03-10	169 \$	2 625 \$	3 187 \$
Total DT Monteregie							367 \$	7 983 \$	9 545 \$
DT Outaouais	6200656042	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 QC	2020-03-12	2020-05-27	0 \$	696 \$	800 \$
DT Outaouais	6201056019	999304	Étude Légal du Vieux-Aylmer	43, rue Principale J9H 3L2 QC	2020-05-12	2020-05-14	0 \$	1 400 \$	1 610 \$
Total DT Outaouais							0 \$	2 096 \$	2 410 \$
DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est	6201316031	483725	Cain Lamarre Casrain Wells, S.E.N.C.R.L.	1067, boul. Sacré-Cœur G8K 1R3 QC	2020-04-07	2020-07-23	0 \$	341 \$	392 \$
DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est	6201516030	903844	NDA Notaire Jonquière inc.	3950, boulevard Harnev G7X 8L6 QC	2020-06-01	2020-10-16	291 \$	2 660 \$	3 349 \$
DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est	6201616019	694381	Lessard Tremblay société de Notaires	23, rue Racine Est, suite 300 G7H 1P4 QC	2020-12-10	2021-01-11	126 \$	1 700 \$	2 081 \$
DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est	6201616022	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2021-01-21	2021-02-02	126 \$	2 295 \$	2 764 \$
DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est	6201616024	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint-Luc G8B 6W7 QC	2020-05-01	2020-10-23	288 \$	1 281 \$	1 760 \$
DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est	6201616028	694381	Lessard Tremblay société de Notaires	23, rue Racine Est, suite 300 G7H 1P4 QC	2019-02-27	2020-04-06	364 \$	2 040 \$	2 709 \$
DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est	6201816004	694381	Lessard Tremblay société de Notaires	23, rue Racine Est, suite 300 G7H 1P4 QC	2020-03-16	2020-04-24	124 \$	1 333 \$	1 657 \$
DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est	6201816008	414307	Collard, Jean-Pierre (notaire)	184, Jacques-Cartier Est G7H 1Y5 QC	2021-01-20	2021-01-27	139 \$	1 800 \$	2 209 \$
DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est	6201816015	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M8 QC	2020-11-03	2020-11-18	140 \$	1 495 \$	1 859 \$
DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est	6201816023	59868	Tremblay, Catherine (notaire)	365, rue Victoria G7B 3M5 QC	2020-12-30	2021-01-18	135 \$	1 822 \$	2 230 \$
DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est	6201916009	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2020-09-25	2020-11-03	126 \$	2 848 \$	3 401 \$
Total DT Saquenav Lac-Saint-Jean Est							1 859 \$	19 615 \$	24 411 \$
Région de la Mauricie	6201528018	729125	Me Helen Tsalamandris, notaire inc.	7883, boul. Taschereau, suite 200 J4Y 1A4 QC	2020-02-17	2020-10-16	155 \$	1 125 \$	1 448 \$
Région de la Mauricie	6201528054	969805	Étude Cloutier, Samson & Francœur Inc.	532 rue Notre-Dame G0X 3H0 QC	2019-12-04	2020-10-16	159 \$	1 148 \$	1 478 \$
Région de la Mauricie	6201628020	715255	Comeau, François (Comeau et Trépanier, notaires)	422, rue Germain J0C 1M0 QC	2019-04-04	2020-05-01	527 \$	1 027 \$	1 707 \$
Région de la Mauricie	6201628034	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W5 QC	2021-02-16	2021-02-17	138 \$	2 488 \$	2 998 \$
Région de la Mauricie	6201728009	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau G8T 7A7 QC	2020-05-14	2020-05-14	134 \$	999 \$	1 283 \$
Région de la Mauricie	6201928007	1064482	Me Josée Packwood, notaire inc.	102-290, rue St-Joseph G9X 3Z8 QC	2020-03-12	2020-03-19	158 \$	1 425 \$	1 796 \$
Total Région de la Mauricie							1 271 \$	8 211 \$	10 711 \$
Région du centre du Québec	6201324006	297704	Villeneuve, Jean (notaire)	2820, boul. Bécancour G9H 3V8 QC	2019-07-17	2020-10-11	337 \$	1 031 \$	1 522 \$
Région du centre du Québec	6201524010	715517	Jacques Lafond notaire [2014]	1841, boul. Lemire J2C 5A6 QC	2020-05-31	2020-09-16	25 \$	260 \$	324 \$
Région du centre du Québec	6201624001	715255	Comeau, François (Comeau et Trépanier, notaires)	422, rue Germain J0C 1M0 QC	2020-05-28	2020-07-01	10 \$	1 055 \$	1 223 \$
Région du centre du Québec	6201624035	792636	Notarié Inc.	426, route 273 G0S 2E0 QC	2019-01-11	2020-05-20	0 \$	954 \$	1 097 \$
Région du centre du Québec	6201624041	715517	Jacques Lafond notaire [2014]	1841, boul. Lemire J2C 5A6 QC	2018-09-12	2020-06-01	20 \$	130 \$	169 \$
Région du centre du Québec	6201724027	715255	Comeau, François (Comeau et Trépanier, notaires)	422, rue Germain J0C 1M0 QC	2020-02-19	2020-05-20	125 \$	509 \$	710 \$
Région du centre du Québec	6201724034	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C.R.L.	16995, boul. des Acadiens G9H 0N8QC	2020-06-08	2020-06-08	0 \$	667 \$	766 \$
Région du centre du Québec	6201824018	1145432	Anélie Corriveau, notaire inc.	1282, rue Cornier J2C 7M8 QC	2020-08-26	2021-02-11	129 \$	600 \$	819 \$
Région du centre du Québec	6201924010	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2020-06-23	2020-07-28	8 \$	703 \$	816 \$
Région du centre du Québec	6201924014	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2020-05-27	2020-07-29	144 \$	555 \$	782 \$
Région du centre du Québec	6201924026	433065	St-Louis, Anne-Marie	268, boul. des Bois-Francis Nord G6P 1G5 QC	2020-04-19	2020-05-01	0 \$	338 \$	388 \$
Total Région du centre du Québec							798 \$	6 800 \$	8 617 \$
Total général							37 152 \$	371 473 \$	464 253 \$

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Service expertise immobilière	6201068015	1066722	Mercier Daigle Rodrique, notaires s.e.n.c.r.l.	3325, rue Bécancour, bureau 101 G0S 1V0 QC	2020-04-23	2020-04-09	151 \$	1 200 \$	1 531 \$
Service expertise immobilière	6201368042	482433	Delorme, Julie (notaire)	4403, rue Beaubien Est, Bureau 001 HTT IT2 QC	2020-07-13	2020-09-09	2 \$	1 200 \$	1 382 \$
Service expertise immobilière	6201368060	1062851	Novallier s.e.n.c.r.l.	201-1060, rue Parent J3V 6L8 QC	2020-11-05	2020-11-03		4 076 \$	4 686 \$
Service expertise immobilière	6201568074	1066186	Boudreau et Associés Valcourt inc.	1010, rue Saint-Joseph J0E 2L0 QC	2020-03-26	2020-04-29	125 \$	829 \$	1 078 \$
Service expertise immobilière	6201668023	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC	2020-12-29	2021-02-05		689 \$	792 \$
Service expertise immobilière	6201668023	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC	2020-10-20	2021-01-06	7 \$	2 275 \$	2 623 \$
Service expertise immobilière	6201668031	729125	Me Helen Tsalamandris, notaire inc.	7883, boul. Taschereau, suite 200 4Y 1A4 QC	2020-07-16			500 \$	575 \$
Service expertise immobilière	6201668084	1056236	Radino & Silicani, notaires (Silicani, Joseph)	1395, rue Fleury Est, suite 100 H2C 1R7 QC	2020-06-03	2020-06-03	300 \$	1 500 \$	2 025 \$
Service expertise immobilière	6201768095	480408	Morris & Dupuis notaires	1, Car Westmount, suite 1001 H3Z 2P9 QC	2020-04-09	2020-04-07	39 \$	1 540 \$	1 810 \$
Service expertise immobilière	6201768101	567311	Grenier Gagnon inc.	625, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1410 H3B 1R2 QC	2020-05-01	2020-04-30	7 \$	1 125 \$	1 300 \$
Service expertise immobilière	6201768113	1066759	M cabinet juridique inc.	700-3090, boulevard Le Carrefour H7T 2J7 QC	2020-02-25	2020-04-22	353 \$	1 050 \$	1 560 \$
Service expertise immobilière	6201768123	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC	2018-11-15	2020-08-10	51 \$	1 315 \$	1 563 \$
Service expertise immobilière	6201768147	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC	2020-11-10	2020-12-17	154 \$	1 750 \$	2 166 \$
Service expertise immobilière	6201768150	948870	Francine Pager Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 QC	2020-11-19	2021-01-08		1 425 \$	1 638 \$
Service expertise immobilière	6201868006	742149	PFD Notaires S.E.N.C.R.L.	401-1550 rue Empère J4B 7L4 QC	2020-04-08	2020-01-24	140 \$	2 611 \$	3 142 \$
Service expertise immobilière	6201868023	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2020-05-21	2020-07-10	136 \$	1 500 \$	1 861 \$
Service expertise immobilière	6201868028	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2020-07-28	2020-08-04	127 \$	1 500 \$	1 852 \$
Service expertise immobilière	6202068045	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC	2021-01-13	2021-02-05	6 \$	1 819 \$	2 097 \$
Total							1 599 \$	27 903 \$	33 680 \$
Service expertise immobilière									

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCIS MELOCHE 800 SQUARE VICTORIA, #720 C.P. 156 MONTRÉAL, QC H4Z 1A1	300 \$/H	Mai 2020 à FÉVRIER 2021	SERVICES CONSEILS RELATIONS DE TRAVAIL	12 000 \$
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C. 4 PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 600 MONTRÉAL, QC H3B 2E7	300 \$/H	AVRIL 2020	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION DANS LE CADRE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION	1 930 \$
NOËL ET ASSOCIÉS, S.E.N.C.R.L. 111 RUE CHAMPLAIN GATINEAU, QC J8X 3R1	300 \$/H	AVRIL 2020 à JANVIER 2021	CORRESPONDANT DE LA COMMISSION DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA	2 293 \$
SERVICES JURIDIQUES DENIS MONETTE INC. 100 BOUL. ALEXIS-NIHON, BUREAU 230 SAINT-LAURENT, QC H4M 2N7	FORFAIT 400 \$/ DEMI-JOURNÉE	AVRIL à AOÛT 2020	MANDAT D'ENQUÊTE EXTERNE	800 \$
TOTAL DES HONORAIRES				17 023 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BGA INC.	250 \$	DÉCEMBRE 2020	CONTENTIEUX CSJ	1 250 \$
ME FRANCIS MELOCHE	210 \$	AOÛT 2020	CONTENTIEUX CSJ (CHAP. III)	4 043 \$
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	325 \$	AOÛT 2020	RELATIONS DE TRAVAIL.	163 \$
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	325 \$	OCTOBRE 2020	RELATIONS DE TRAVAIL.	553 \$
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	325 \$	DÉCEMBRE 2020	RELATIONS DE TRAVAIL.	195 \$
TOTAL DES HONORAIRES				6 204 \$

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

SELON L'INFORMATION ACCESSIBLE, LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE, AU TOTAL, à 234 000 \$ ET LES DÉTAILS EN LIEN AVEC LES SERVICES RENDUS SONT DE NATURE CONFIDENTIELLE.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BORDEN LADNER GERVAIS	FORFAIT	JUILLET 2020	POLITIQUE ANALYTIQUE ET GESTION	320 \$
BORDEN LADNER GERVAIS	FORFAIT	DÉCEMBRE 2020	POLITIQUE DE GESTION DE DONNÉES DANS UN CONTEXTE D’IA	306 \$
LAVERY DE BILLY	FORFAIT	JANVIER 2021	OPINION JURIDIQUE CONCERNANT LA FIDUCIE DE DONNÉES	10 000 \$
ROBIC	FORFAIT	MAI 2020 À JANVIER 2021	SERVICES JURIDIQUES DIVERS	35 202 \$
TOTAL DES HONORAIRES				45 828 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
FASKEN MARTINEAU DU MOULIN S.E.N.C.R.L., S.R.L. 140 GRANDE ALLÉE EST, BUREAU 800 QUÉBEC (QUÉBEC), G1R 5M8	200 \$/HEURE	AVRIL 2020 À MARS 2021	REPRÉSENTATION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE ET LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES	27 895 \$
FASKEN MARTINEAU DU MOULIN S.E.N.C.R.L., S.R.L. 140 GRANDE ALLÉE EST, BUREAU 800 QUÉBEC (QUÉBEC), G1R 5M8	200 \$/HEURE	OCTOBRE 2020	REPRÉSENTATION D’UN JUGE ADMINISTRATIF DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE ET DEVANT LE SYNDIC DE SON ORDRE PROFESSIONNEL	0 \$
PROFESSIONNELS EN RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS S.A. 1610-1080 CÔTE DU BEAVER HALL MONTRÉAL (QUÉBEC), H2Z 1S8	200 \$/HEURE	JANVIER 2021	ANALYSE ET OPINION JURIDIQUE	2 600 \$
DANIEL CHÉNARD AVOCAT 1874 DE BOUCHERVILLE SAINT-BRUNO DE MONTARVILLE J3V4H6	200 \$/HEURE	AVRIL 2020	REPRÉSENTATION D’UN JUGE ADMINISTRATIF DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	9 500 \$
LIÈVESQUE LAVOIE AVOCATS 2500, CHEMIN DU PETIT-VILLAGE, BUREAU 101 QUÉBEC (QUÉBEC), G1C 1V6	200 \$/HEURE	OCTOBRE 2020	REPRÉSENTATION D’UN JUGE ADMINISTRATIF DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	2 148 \$
TOTAL DES HONORAIRES				42 143 \$

P.37 BILAN DU PLAN D’AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2020-2021, EN PRÉCISANT :

- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;**
- B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D’ACHÈVEMENT;**
- C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;**
- D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L’ABANDON;**
- E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.**

MINISTÈRE

A. PROJETS TERMINÉS

NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT ET RÉAMÉNAGEMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI
BUDGET :	66,9 M\$ PQI 2020-2030
LIVRAISON :	OCTOBRE 2020
NOM DU PROJET :	PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE – RÉAMÉNAGEMENT (DPCP ET MJQ)
BUDGET :	4,0 M\$ PQI 2020-2030
LIVRAISON :	JUIN 2020
NOM DU PROJET :	AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D’ESPACE AU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU
BUDGET :	3,6 M\$ PQI 2020-2030
LIVRAISON :	NOVEMBRE 2020

B. PROJETS EN VOIE D’ACHÈVEMENT

NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION DU PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL
BUDGET :	65,6 M\$ PQI 2020-2030
LIVRAISON :	PROJET EN RÉALISATION 2023-2024
NOM DU PROJET :	RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR AU PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE
BUDGET :	86,8 M\$ (DONT 16,2 M\$ POUR LE TEMPORAIRE) PQI 2020-2030
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION 2023-2024
NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1
BUDGET :	18,7 M\$ PQI 2020-2030
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION (PHASE 1-B) LA RÉALISATION DE LA PHASE 1B SERA INTÉGRÉE À CELLE DE LA PHASE 2
NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT DES ESPACES AU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2
BUDGET :	6,3 M\$ PQI 2020-2030
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION 2028-2029
NOM DU PROJET :	RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR AU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU
BUDGET :	6,5 M\$ PQI 2020-2030
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION 2023-2024

C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD

AUCUN.

D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L’ABANDON

AUCUN.

E. PROJETS EN ATTENTE

AUCUN.

P.38 SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2020-2021 , ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDiquer LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2020-2021 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.

MINISTÈRE

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2020-2021

COMPTE TENU DU CONTEXTE DE PANDÉMIE, LES EFFORTS ONT ÉTÉ INVESTIS DANS LA RÉALISATION DE TRAVAUX VISANT À METTRE EN PLACE LES MESURES DE SANTÉ PUBLIQUE, NOTAMMENT L'INSTALLATION DE PLEXIGLAS, AFIN D'ASSURER LA SANTÉ ET SÉCURITÉ DES PERSONNES ET PERMETTRE LA POURSUITE DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE DANS LES PALAIS.

LES INFORMATIONS POUR CETTE QUESTION SONT INCLUSES À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.6.

P.39 POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D’EXPOSER LE DÉTAIL DE L’UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.38.

MINISTÈRE

PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2020-2030

AU COURS DE L’ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR LES PROJETS D’IMMOBILISATION À INSCRIRE AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2020-2030. LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2020-2030 A ÉTÉ TRANSMIS PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU MOIS DE JUIN 2020.

SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2020-2030

PROJETS EN RÉALISATION

PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERA PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET COMPRENDRA UN AGRANDISSEMENT. LE PROJET EST ASSUJETTI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 3 JUILLET 2019 POUR UN COÛT DE PROJET DE 65,6 M\$. LA PREMIÈRE PHASE DES TRAVAUX A DÉBUTÉ À L’AUTOMNE 2019. LA LIVRAISON EST PRÉVUE EN 2023-2024.

PROJETS EN PLANIFICATION

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES POUR LES DIX PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÛ À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE. LES AMÉNAGEMENTS SONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L’AJOUT DE SALLES D’AUDIENCE ET DE BUREAUX DE JUGES. LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 23,6 M\$.

PHASE 1-A : CETTE PHASE A ÉTÉ COMPLÉTÉE À L’AUTOMNE 2018 POUR UN COÛT TOTAL DE 4,9 M\$, TEL QU’APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES LE 23 AOÛT 2016.

PHASE 1-B : LE PROJET PRÉVOIT LA CONSTRUCTION D’ESPACES ATTENANTS AU PALAIS DE JUSTICE POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. LE PROJET EST ESTIMÉ À 18,7 M\$. LA RÉALISATION DE LA PHASE 1B SERA INTÉGRÉE À CELLE DE LA PHASE 2. AINSI, LES AJUSTEMENTS AU PQI 2021-2031 TIENDRONT COMPTE DE LA COMBINAISON DES DEUX PHASES DU PROJET DU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES SUR PLUS DE 20 ANS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,3 M\$. CETTE PHASE PRÉVOIT LA FIN DES AMÉNAGEMENTS EN 2028-2029.

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

LE PROJET CONSISTE EN LA DÉMOLITION DU PALAIS ACTUEL ET LA CONSTRUCTION D’UN NOUVEAU PALAIS AGRANDI DE 50 % PAR RAPPORT À CELUI EXISTANT AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS. LE 18 JUIN 2018, LE CONSEIL DES MINISTRES A APPROUVÉ LE DOSSIER D’OPPORTUNITÉ AINSI QUE LA RELOCALISATION HÂTIVE DU PALAIS DE JUSTICE. LE PROJET EST ASSUJETTI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D’UN DOSSIER D’AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D’EXÉCUTION. LE 25 JUIN 2019, LE CONSEIL DES MINISTRES A APPROUVÉ LE MÉMOIRE PRÉSENTÉ POUR LA RÉVISION DE COÛT ET D’ÉCHÉANCIER DE LA RELOCALISATION TEMPORAIRE.

LE COÛT TOTAL DU PROJET EST ESTIMÉ À 86,8 M\$, DONT 70,6 M\$ POUR LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE PERMANENT ET 16,2 M\$ POUR LE PALAIS DE JUSTICE TEMPORAIRE.

PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

LE PROJET CONSISTE À RÉAMÉNAGER AVEC EXPANSION LE PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS. L’ANALYSE COMPLÈTE DES BESOINS EST EN COURS ET PERMETTRA D’ESTIMER LE COÛT GLOBAL ET ÉCHÉANCIER DU PROJET.

LES COÛTS PRÉLIMINAIRES SONT ESTIMÉS À 6,5 M\$.

P.41 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :

- A. CHAMBRE CIVILE;**
- B. CHAMBRE CIVILE – DIVISION DES PETITES CRÉANCES;**
- C. CHAMBRE CRIMINELLE;**
- D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.**

MINISTÈRE

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIERS OUVERTS : 33 829
DÉLAI D’AUDITION – CAUSES UN JOUR OU MOINS : 195 JOURS
DÉLAI D’AUDITION – CAUSES PLUS D’UN JOUR À 2 JOURS : 216 JOURS
DÉLAI D’AUDITION – CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 225 JOURS

B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :

DOSSIERS OUVERTS : 13 734
DÉLAI MÉDIAN D’AUDITION : 666 JOURS

C. CHAMBRE CRIMINELLE :

CAUSES OUVERTES : 78 672
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES : 286 JOURS

CHAMBRE PÉNALE :

CAUSES OUVERTES : 159 392
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES : 232 JOURS

D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :

DOSSIER OUVERTS – DÉLINQUANCE : 6 484
DÉLAI D’AUDITION – COMPARUTION DÉLINQUANCE : 34 JOURS
DÉLAI D’AUDITION – PROCÈS DÉLINQUANCE : 66 JOURS

DOSSIER OUVERTS – PROTECTION : 10 993
DÉLAI D’AUDITION – AUDITION PROTECTION : 71 JOURS

DOSSIER OUVERTS – ADOPTION : 547
DÉLAI D’AUDITION – AUDITION ADOPTION : 32 JOURS

P.42 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. INDICER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$, ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

PALAIS DE JUSTICE	DOSSIERS	3 000,00 \$ OU MOINS	3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	5 000,01 \$ ET PLUS
100 - RIMOUSKI	90	39	14	37
105 - NEW CARLISLE	50	30	7	13
110 - PERCÉ	18	4	2	12
115 - HAVRE-AUBERT	8	2	2	4
120 - AMQUI	11	4	1	6
125 - MATANE	35	17	8	10
130 - SAINTE-ANNE-DES-MONTS	25	13	2	10
135 - MONT-JOLI	4	3	1	0
140 - GASPÉ	25	15	2	8
145 - CARLETON	18	7	4	7
150 - CHICOUTIMI	287	105	53	129
155 - ROBERVAL	58	25	13	20
160 - ALMA	79	33	11	35
170 - CHIBOUGAMAU	27	12	3	12
175 - DOLBEAU – MISTASSINI	32	15	6	11
200 - QUÉBEC	1 681	643	302	736
235 - THETFORD MINES	93	37	12	44
240 - LA MALBAIE	27	8	5	14
250 - RIVIÈRE-DU-LOUP	75	29	15	31
300 - MONTMAGNY	78	35	16	27
350 - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	208	86	35	87
400 - TROIS-RIVIÈRES	353	131	54	168
405 - DRUMMONDVILLE	170	66	27	77
410 - SHAWINIGAN	115	41	11	63
415 - VICTORIAVILLE	157	69	27	61
425 - LA TUQUE	15	10	1	4
450 - SHERBROOKE	432	195	63	174
455 - COWANSVILLE	98	43	15	40
460 - GRANBY	228	104	29	95
470 - MAGOG	35	7	6	22
480 - LAC-MÉGANTIC	27	10	5	12
500 - MONTRÉAL	3 209	1 059	494	1 656
505 - LONGUEUIL	1 065	390	165	510
540 - LAVAL	929	338	140	451
550 - GATINEAU	513	159	84	270
555 - CAMPBELL'S BAY	12	4	1	7
560 - MONT-LAURIER	57	20	10	27
565 - MANIWAKI	19	10	1	8
600 - ROUYN-NORANDA	74	38	9	27
605 - AMOS	57	33	7	17
610 - VILLE-MARIE	15	8	3	4
614 - BAIE JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	2	1	0	1
615 - VAL-D'OR	70	26	10	34
620 - LA SARRE	17	7	3	7
635 - BAIE D'UNGAVA	0	0	0	0
650 - SEPT-ÎLES	61	20	12	29
652 - SEPT-ÎLES ITINÉRANT	1	1	0	0
655 - BAIE-COMEAU	65	39	9	17
665 - FORESTVILLE	5	2	1	2

PALAIS DE JUSTICE	DOSSIERS	3 000,00 \$ OU MOINS	3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	5 000,01 \$ ET PLUS
700 - SAINT-JÉRÔME	1 158	390	180	588
705 - JOLIETTE	590	203	91	296
715 - SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	52	13	7	32
725 - LACHUTE	55	22	11	22
750 - SAINT-HYACINTHE	299	116	49	134
755 - SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	229	81	33	115
760 - SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	489	191	62	236
765 - SOREL – TRACY	132	56	22	54
ENSEMBLE DU QUÉBEC	13 734	5 065	2 156	6 513

P.43 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

2020-2021 : 1 315

MINISTÈRE

	CHAMBRE CIVILE	CHAMBRE DE LA FAMILLE	TOTAL
TOUT LE QUÉBEC	17 990	18 168	36 158
RÉGION 01			
RIMOUSKI	216	188	404
AMQUI	0	0	0
MATANE	0	0	0
MONT-JOLI	0	0	0
RIVIÈRE-DU-LOUP	193	138	331
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	356	266	622
ROBERVAL	143	136	279
ALMA	113	122	235
CHIBOUGAMAU	19	35	54
DOLBEAU – MISTASSINI	0	0	0
RÉGION 03			
QUÉBEC	2 196	1 584	3 780
LA MALBAIE	93	34	127
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	448	516	964
SHAWINIGAN	188	173	361
LA TUQUE	19	37	56
RÉGION 05			
SHERBROOKE	641	683	1 324
COWANSVILLE	95	144	239
GRANBY	270	308	578
LAC-MÉGANTIC	50	40	90
RÉGION 06			
MONTRÉAL	5 622	4 204	9 826
RÉGION 07			
GATINEAU	738	989	1 727
CAMPBELL'S BAY	90	50	140
MANIWAKI	36	35	71
MONT-LAURIER	107	113	220
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	54	95	149
AMOS	95	127	222
VILLE-MARIE	45	36	81
VAL-D'OR	73	88	161
LA SARRE	0	0	0
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	87	109	196
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	0	0	0
BAIE-COMEAU	91	134	225

	CHAMBRE CIVILE	CHAMBRE DE LA FAMILLE	TOTAL
<u>RÉGION 11</u>			
NEW CARLISLE	54	77	131
PERCÉ	95	75	170
HAVRE-AUBERT	21	9	30
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	0	0	0
CARLETON	0	0	0
<u>RÉGION 12</u>			
THETFORD MINES	116	101	217
MONTMAGNY	81	99	180
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	228	210	438
<u>RÉGION 13</u>			
LAVAL	637	916	1 553
<u>RÉGION 14</u>			
JOLIETTE	755	990	1 745
<u>RÉGION 15</u>			
SAINT-JÉRÔME	1 267	1 606	2 873
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	0	0	0
<u>RÉGION 16</u>			
LONGUEUIL	1 089	1 388	2 477
SAINT-HYACINTHE	327	443	770
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	252	408	660
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	492	721	1 213
SOREL – TRACY	173	214	387
<u>RÉGION 17</u>			
DRUMMONDVILLE	213	327	540
VICTORIAVILLE	112	200	312

- P.45** **CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2019-2020 ET 2020-2021, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER, ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :**
- A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;**
 - B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION;**
 - C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.**

MINISTÈRE

A. NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS

	2020-2021
DOSSIERS	13 734

B. NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION

	2020-2021
DOSSIERS	1 267

C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT*

	2020-2021
AVRIL	26
MAI	62
JUIN	236
JUILLET	178
AOÛT	199
SEPTEMBRE	414
OCTOBRE	363
NOVEMBRE	427
DÉCEMBRE	327
JANVIER	320
FÉVRIER	311
TOTAL	2 863

* LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL D’AVIS D’EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL.

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOM	Coût totaux (\$)
		(salaires, loyers et autres)
1	AMQUI	225 509 \$
	MATANE	308 885 \$
	MONT-JOLI	107 594 \$
Sous-total région 01 : Bas-Saint-Laurent		641 988 \$
2	CHIBOUGAMAU	350 025 \$
	DOLBEAU	139 155 \$
Sous-total région 02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean		489 180 \$
4	LA TUQUE	336 269 \$
Sous-total région 04 : Mauricie—Bois-Francs		336 269 \$
5	GRANBY	2 231 627 \$
	MAGOG	52 264 \$
Sous-total région 05 : Estrie		2 283 891 \$
7	MANIWAKI	439 561 \$
Sous-total région 07 : Outaouais		439 561 \$
8	VAL-D'OR	2 409 027 \$
	LA SARRE	200 902 \$
	SENNETERRE	41 338 \$
Sous-total région 08 : Abitibi-Témiscamingue		2 651 267 \$
9	FORESTVILLE	83 788 \$
	COUR ITINÉRANTE	36 611 \$
Sous-total région 09 : Côte-Nord		120 399 \$
10	COUR ITINÉRANTE	1 406 575 \$
Sous-total région 10 : Grand-Nord		1 406 575 \$
11	HAVRE-AUBERT	251 200 \$
	SAINTE-ANNE-DES-MONTS	245 722 \$
	GASPÉ	229 646 \$
	CARLETON	104 311 \$
Sous-total région 11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine		830 879 \$
14	REPENTIGNY	14 404 \$
Sous-total région 14 : Lanaudière		14 404 \$
15	SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	63 715 \$
	LACHUTE	40 720 \$
Sous-total région 15 : Laurentides		104 435 \$
TOTAL		9 318 848 \$

P.47 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.

P.48 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS «AD HOC»).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.

P.49 LE NOMBRE D’AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE : INSTITUÉ PAR LA *LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES* LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
QUÉBEC QUÉBEC SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DIRECTION DES COMMUNICATIONS BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE DIRECTION GÉNÉRALE ASSOCIÉE AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	51 5 1 9 17 20 2 5 2	112
CHARLEVOIX LA MALBAIE	1	1
MONTMAGNY MONTMAGNY	2	2
BEAUCE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	4	4
RIMOUSKI MATANE RIMOUSKI BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	4 6 1 2	13
KAMOURASKA RIVIÈRE-DU-LOUP BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	6 1	7
GASPÉ PERCÉ BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	2 1 1	4
BONAVENTURE NEW CARLISLE	4	4
BAIE-COMEAU BAIE-COMEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	7 1	8
MINGAN SEPT-ÎLES	6	6
ROBERVAL ROBERVAL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	6 1	7
CHICOUTIMI SAGUENAY BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	14 1 1 1	17
ALMA ALMA	3	3

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TROIS-RIVIÈRES TROIS-RIVIÈRES BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	14 2 1 2 2	21
ARTHABASKA VICTORIAVILLE	4	4
SAINT-MAURICE LA TUQUE SHAWINIGAN BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 6 1	8
DRUMMOND DRUMMONDVILLE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	4 1	5
SAINT-FRANÇOIS SHERBROOKE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	20 4 3	27
BEDFORD GRANBY	10	10
MÉGANTIC		
FRONTENAC THETFORD MINES	2	2
LONGUEUIL LONGUEUIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	46 6 3 8	63
IBERVILLE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	6	6
BEAUHARNOIS SALABERRY-DE-VALLEYFIELD BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	15 1 1	17
RICHELIEU SOREL-TRACY BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	5 1	6
SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE	11	11
MONTREAL MONTREAL SECRÉTARIAT GÉNÉRAL BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	120 1 5 13 8 2 14 65	228
TERREBONNE SAINT-JÉRÔME BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	31 3 3 6	43

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TÉMISCAMINGUE		
ABITIBI AMOS VAL-D'OR	18 6	24
LABELLE MANIWAKI MONT-LAURIER BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 2 1	4
PONTIAC		
GATINEAU GATINEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	28 3 3 1	35
ROUYN-NORANDA ROUYN-NORANDA BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	8 2 1	11
LAVAL LAVAL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	20 2 1 2	25
JOLIETTE JOLIETTE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	21 2 2	25
GRAND TOTAL	763	763

P.51 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDiquer LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POUR 2020-2021, HUIT PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N'EST RELIÉ À CES DÉMISSIONS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 23 FÉVRIER 2021, DEUX PROCUREURES-CADRES ON FAIT L’OBJET D’UNE RÉAFFECTATION, C’EST-À-DIRE D’UN CHANGEMENT D’UNITÉ ADMINISTRATIVE.

P.53 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.

MINISTÈRE

DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES POUR L'ANNÉE 2020-2021	
DISTRICT JUDICIAIRE	DÉLAI MÉDIAN (EN JOURS)
ABITIBI	234
ALMA	163
ARTHABASKA	294
BAIE-COMEAU	326
BEAUCE	286
BEAUHARNOIS	217
BEDFORD	306
BONAVENTURE	255
CHARLEVOIX	196
CHICOUTIMI	280
DRUMMOND	270
FRONTENAC	293
GASPÉ	214
GATINEAU	308
IBERVILLE	315
JOLIETTE	315
KAMOURASKA	168
LABELLE	227
LAVAL	335
LONGUEUIL	299
MÉGANTIC	338
MINGAN	302
MONTMAGNY	258
MONTRÉAL	341
PONTIAC	266
QUÉBEC	283
RICHELIEU	250
RIMOUSKI	189
ROBERVAL	158
ROUYN-NORANDA	273
SAINT-FRANÇOIS	253
SAINT-HYACINTHE	281
SAINT-MAURICE	314
TÉMISCAMINGUE	268
TERREBONNE	287
TROIS-RIVIÈRES	302
ENSEMBLE DU QUÉBEC	286

SOURCE : SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES CRIMINELLES (PLUMITIF M013).

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.

LE DÉLAI MÉDIAN D’UNE CAUSE CRIMINELLE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DU DÉPÔT DES ACCUSATIONS JUSQU’À LA DATE DE FERMETURE D’UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D’ÉTABLIR QUE 50% DES CAUSES CRIMINELLES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DU PRONONCÉ DE LA SENTENCE POUR LES CAUSES OÙ L’ACCUSÉ A PLAIDÉ COUPABLE OU A ÉTÉ RECONNU COUPABLE. POUR LES CAUSES OÙ L’ACCUSÉ A PLAIDÉ NON-COUPABLE OU QUE LES ACCUSATIONS SE SONT CONCLUES PAR UN VERDICT AUTRE QUE COUPABLE, LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DE DÉCISION RENDUE PAR LE JUGE. LES CAUSES DE JURIDICTION 01 ONT ÉTÉ RETENUES ET LES CAUSES TRANSFÉRÉES DANS D’AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES SONT COMPTABILISÉES UNE FOIS. LE DÉLAI REPRÉSENTE DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES PAR LA COUR DU QUÉBEC ET PAR LA COUR SUPÉRIEURE, ET EXCLUT LES POURSUITES SOMMAIRES ENTENDUES PAR LES COURS MUNICIPALES.

P.54 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D’INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TABLEAU STATISTIQUE — NON-JUDICIARISATION PAR TYPE D’INFRACTION

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
VOL D’UN BIEN DONT LA VALEUR NE DÉPASSE PAS 5 000 \$	334B)II)	956	41,05
VOIES DE FAIT	266B)	327	14,04
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)A)(2)B)	291	12,49
MÉFAIT À L’ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430(1)A)(4)B) 430(1)B)(4)B) 430(1)C)(4)B) 430(1)D)(4)B)	149	6,40
ENTRAVE À UN AGENT DE LA PAIX	129A)E)	95	4,08
FRAUDE À L’ÉGARD D’UN BIEN DONT LA VALEUR NE DÉPASSE PAS 5 000 \$	380(1)B)II)	65	2,79
CONTRAVENTION AUX RÈGLEMENTS DES ARMES À FEU	86(2)(3)B)	55	2,36
POSSESSION DE CANNABIS (LOI SUR LE CANNABIS)	8(1)A) 8(1)B) 8(1)E)	25	1,07
AGRESSION ARMÉE	267A)	45	1,93
POSSESSION SIMPLE D’UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS (LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES) ¹	4(1)(5)	6	0,26
PROFÉRER DES MENACES DE BRÛLER, DÉTRUIRE OU ENDOMMAGER DES BIENS MEUBLES OU IMMEUBLES	264.1(1)B)(3)B)	16	0,69
INFRACTIONS DIVERSES	-	299	12,84
TOTAL		2 329	100,0

STATISTIQUES RELATIVES À LA NON-JUDICIARISATION

DISTRICT JUDICIAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
ABITIBI	605	AMOS	14
	614	BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	20
	170	CHIBOUGAMAU	10
	640	BAIE D'HUDSON	18
	620	LA SARRE	9
	635	BAIE D'UNGAVA	15
	625	SENNETERRE	6
	615	VAL-D’OR	53
	TOTAL DISTRICT		145
ALMA	160	ALMA	22
	TOTAL DISTRICT		22
ARTHABASKA	415	VICTORIAVILLE	40
	TOTAL DISTRICT		40
BAIE-COMEAU	655	BAIE-COMEAU	8
	TOTAL DISTRICT		8
BEAUCE	350	SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	25
	TOTAL DISTRICT		25
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	76
	TOTAL DISTRICT		76

¹ IL IMPORTE DE NOTER QUE LA POSSESSION SIMPLE D'UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS EN VERTU DES PARAGRAPHES 4(1)(5) DE LA LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES N'EXISTE PLUS DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI SUR LE CANNABIS LE 17 OCTOBRE 2018 (L.C. 2018, CH. 16, PARAGR. 195(1) ET 204(1)). LA POSSESSION DE CANNABIS POUVANT DONNER LIEU À UNE NON-JUDICIARISATION (AU SENS DE LA DIRECTIVE NOJ-1 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES) EST MAINTENANT PRÉVUE AUX ALINÉAS 8(1)A), 8(1)B) ET 8(1)E) DE LA LOI SUR LE CANNABIS. CET ÉTAT DE FAITS EXPLIQUE LE FAIBLE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS EN NON-JUDICIARISATION EN VERTU DES DISPOSITIONS 4(1)(5) DE LA LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES.

DISTRICT JUDICIAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
BEDFORD	455	COWANSVILLE	0
	460	GRANBY	30
TOTAL DISTRICT			30
BONAVENTURE	105	NEW-CARLISLE	22
TOTAL DISTRICT			22
CHARLEVOIX	240	LA MALBAIE	9
TOTAL DISTRICT			9
CHICOUTIMI	150	CHICOUTIMI	50
TOTAL DISTRICT			50
DRUMMOND	405	DRUMMONDVILLE	37
TOTAL DISTRICT			37
FRONTENAC	235	THETFORD MINES	12
TOTAL DISTRICT			12
GASPÉ	115	HAVRE-AUBERT	2
	110	PERCÉ	17
	130	SAINTE-ANNE-DES-MONTS	23
TOTAL DISTRICT			42
GATINEAU	550	GATINEAU	164
TOTAL DISTRICT			164
IBERVILLE	755	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	36
TOTAL DISTRICT			36
JOLIETTE	705	JOLIETTE	99
TOTAL DISTRICT			99
KAMOURASKA	250	RIVIÈRE-DU-LOUP	13
TOTAL DISTRICT			13
LABELLE	565	MANIWAKI	12
	560	MONT-LAURIER	24
TOTAL DISTRICT			36
LAVAL	540	LAVAL	108
TOTAL DISTRICT			108
LONGUEUIL	505	LONGUEUIL	230
TOTAL DISTRICT			230
MÉGANTIC	480	LAC-MÉGANTIC	1
TOTAL DISTRICT			1
MINGAN	652	COUR ITINÉRANTE	13
	650	SEPT-ÎLES	25
TOTAL DISTRICT			38
MONTMAGNY	300	MONTMAGNY	16
TOTAL DISTRICT			16
MONTRÉAL	500	MONTRÉAL	67
TOTAL DISTRICT			67
PONTIAC	555	CAMPBELL’S BAY	6
TOTAL DISTRICT			6
QUÉBEC	200	QUÉBEC	198
TOTAL DISTRICT			198
RICHELIEU	765	SOREL	36
TOTAL DISTRICT			36
RIMOUSKI	120	AMQUI	7
	125	MATANE	10
	135	MONT-JOLI	5
	100	RIMOUSKI	24
TOTAL DISTRICT			46
ROBERVAL	155	ROBERVAL	45
TOTAL DISTRICT			45
ROUYN-NORANDA	600	ROUYN	38
TOTAL DISTRICT			38

DISTRICT JUDICIAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
SAINT-FRANÇOIS	450	SHERBROOKE	120
TOTAL DISTRICT			120
SAINT-HYACINTHE	750	SAINT-HYACINTHE	40
TOTAL DISTRICT			40
SAINT-MAURICE	425	LA TUQUE	30
	410	SHAWINIGAN	32
TOTAL DISTRICT			62
TÉMISCAMINGUE	610	VILLE-MARIE	9
TOTAL DISTRICT			9
TERREBONNE	700	SAINT-JÉRÔME	354
TOTAL DISTRICT			354
TROIS-RIVIÈRES	400	TROIS-RIVIÈRES	49
TOTAL DISTRICT			49
GRAND TOTAL			2 329

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.56 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D’ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D’UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEPUIS L’ARRÊT R.C. JORDAN RENDU LE 8 JUILLET 2016. INDiquer LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE DANS LES 6 PROCHAINS MOIS, 1 AN, 2 ANS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DPCP N’A AUCUNE INFRASTRUCTURE QUI LUI PERMET DE COLLIGER CETTE INFORMATION DE MANIÈRE ÉLECTRONIQUE. IL Y A QUELQUES ANNÉES, LE DPCP A TENTÉ DE COMPILER À L’INTERNE LE NOMBRE DE REQUÊTES EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES À PARTIR DES RENSEIGNEMENTS QUI LUI ÉTAIENT TRANSMIS, MAIS IL S’EST RENDU COMPTE QUE CELA DONNAIT UN PORTRAIT ERRONÉ ET INCOMPLET DE LA SITUATION SUR LE TERRAIN.

AINSI, LE DPCP NE COLLIGE PLUS CES DONNÉES PUISQUE D’UNE PART CELA OCCASIONNE UN INVESTISSEMENT TEMPS/PROCUREUR BEAUCOUP TROP ONÉREUX CONSIDÉRANT L’ABSENCE DE BÉNÉFICES POUR LE DPCP DE PROCÉDER À CETTE COMPTABILITÉ ET, D’AUTRE PART, AJOUTONS QUE CES REQUÊTES NE SONT PAS TOUJOURS CONSIDÉRÉES PAR LE TRIBUNAL. DE PLUS, ELLES SONT SOUVENT IMBRIQUÉES DANS D’AUTRES REQUÊTES (ABUS DES PROCÉDURES, DIVULGATION, *BABOS*, ETC.) ET IL DEVIENT ALORS DIFFICILE D’IDENTIFIER *A POSTERIORI* LE MOTIF D’ARRÊT DES PROCÉDURES.

PAR AILLEURS, LE DPCP COLLABORE À DES TRAVAUX MENÉS PAR LE MJQ QUI DEVRAIENT LUI PERMETTRE À TERME DE COLLIGER CETTE INFORMATION RELATIVE AUX ARRÊTS DE PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES.

- P.57 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2020-2021. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER :
- A. LES COÛTS;

B. LES DATES ET LIEUX;

C. LES PERSONNES PRÉSENTES;

D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DATE	LIEU	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
4 JUIN 2020	RENCONTRE VIRTUELLE	M ^E ANNICK MURPHY M ^E PATRICK MICHEL	AUCUN
10 ET 12 NOVEMBRE 2020 1 ^{ER} ET 3 DÉCEMBRE 2020	RENCONTRES VIRTUELLES	M ^E ANNICK MURPHY M ^E PATRICK MICHEL	AUCUN

LES ORDRES DU JOUR ET LES PROCÈS-VERBAUX SONT CONFIDENTIELS PUISQUE CES RENCONTRES SE TIENNENT À HUIS CLOS. DE PLUS, CES DOCUMENTS SONT PROTÉGÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 19 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS PUISQU'ILS SONT FORMÉS DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION PORTERAIT VRAISEMBLABLEMENT PRÉJUDICE À LA CONDUITE DE RELATIONS QU'ENTRETIENT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS.

MINISTÈRE

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S'INSCRIVENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE QUI VISE À APPORTER DES SOLUTIONS PÉRENNES À L'ENJEU DES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE ET À ASSURER QUE LES CITOYENS ET PARTICULIÈREMENT LES VICTIMES PUISSENT MAINTENIR LEUR CONFIANCE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE ET DES ACTEURS QUI LE COMPOSENT.

LA JUSTICE RÉPARATRICE EST UNE JUSTICE AXÉE SUR LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS PAR L'INFRACTION. IL S'AGIT D'UNE APPROCHE BASÉE SUR UNE COMPRÉHENSION QUE LES INFRACTIONS CRIMINELLES SONT UNE VIOLATION DES PERSONNES ET DES RELATIONS ; ELLE DONNE AUX PARTIES TOUCHÉES – ACCUSÉ, VICTIME, COLLECTIVITÉ – L'OCCASION DE DÉTERMINER LEURS BESOINS RESPECTIFS À LA SUITE DE L'INFRACTION. CETTE APPROCHE FAVORISE LA RESPONSABILISATION ET LA RÉINSERTION SOCIALE DES ACCUSÉS EN PLUS D'OFFRIR UNE OCCASION DE GUÉRISON POUR LES VICTIMES. CE FAISANT, LA JUSTICE RÉPARATRICE RÉPOND À PLUSIEURS DES OBJECTIFS DE LA PEINE ÉNONCÉS À L'ARTICLE 718 DU CODE CRIMINEL. LES DOSSIERS ADMIS AU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG) SONT TRAITÉS SELON CETTE APPROCHE.

PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES (PMRG)

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES (PMRG) A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN JUIN 2017 DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC. CE PROGRAMME CONSISTE EN LA DÉJUDICIARISATION DE CERTAINES INFRACTIONS COMMISES PAR DES ADULTES. IL DONNE AUX ADULTES ACCUSÉS DES INFRACTIONS CRIMINELLES PRÉVUES AU PROGRAMME, LA POSSIBILITÉ D'ASSUMER LA RESPONSABILITÉ DE LEURS ACTES ET DE RÉGLER LE CONFLIT QUI LES OPPOSE À LA JUSTICE AUTREMENT QU'EN ÉTANT ASSUJETTIS AUX PROCÉDURES JUDICIAIRES USUELLES PRÉVUES PAR LE CODE CRIMINEL.

UN PROJET PILOTE A ÉTÉ MIS EN PLACE LE 1^{ER} SEPTEMBRE 2017 JUSQU'AU 31 MARS 2019, DANS TROIS BUREAUX, SOIT SHERBROOKE, SAGUENAY ET JOLIETTE, À LA SUITE DE QUOI, LE DÉPLOIEMENT PROVINCIAL A DÉBUTÉ. LE COMITÉ DE TRAVAIL, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE, COMPREND DES REPRÉSENTANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP), DU BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) ET D'ÉQUIJUSTICE. LE PROGRAMME PRÉVOIT DES CATÉGORIES D'INFRACTIONS POUR LESQUELLES LES ACCUSÉS PEUVENT ÊTRE ADMISSIBLES. CETTE ADMISSIBILITÉ S'APPLIQUE, SOUS RÉSERVE DE LA DISCRÉTION DU POURSUIVANT, COMPTE TENU DE L'INTÉRÊT DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA VICTIME, APRÈS VÉRIFICATION DE CERTAINS CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ AUPRÈS DE L'ACCUSÉ PAR LES SERVICES CORRECTIONNELS DU MSP. LES SERVICES CORRECTIONNELS FONT ÉGALEMENT LE LIEN AUPRÈS D'ÉQUIJUSTICE CENTRAL QUI LUI, TRANSMET LE DOSSIER À L'ORGANISME COMMUNAUTAIRE LOCAL LE PLUS PRÈS DU LIEU DE RÉSIDENCE DE L'ACCUSÉ. DE SON CÔTÉ, LE CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) A LE MANDAT, DANS UN PREMIER TEMPS, D'INFORMER LA VICTIME DE L'EXISTENCE DU PMRG ET DE LA POSSIBILITÉ QUE LE DOSSIER Y SOIT RÉFÉRÉ. UNE FOIS QUE LE DOSSIER EST TRANSMIS AU PMRG, LE CAVAC COMMUNIQUE À NOUVEAU AVEC LA VICTIME AFIN DE L'EN INFORMER ET LUI INDiquer QU'UN ORGANISME COMMUNAUTAIRE ENTRERA EN CONTACT AVEC ELLE À CET ÉGARD SI ELLE LE SOUHAITE. UNE FOIS LA MESURE COMPLÉTÉE, L'ORGANISME COMMUNAUTAIRE LOCAL TRANSMET À ÉQUIJUSTICE CENTRAL LE RAPPORT DE FIN DE SUIVI POUR VALIDATION. ÉQUIJUSTICE CENTRAL VALIDE ET SIGNE LE RAPPORT ET LE TRANSMET AU PROCUREUR AU DOSSIER. SI LA MESURE A ÉTÉ COMPLÉTÉE AVEC SUCCÈS, LE POURSUIVANT DEMANDE AU TRIBUNAL LE REJET DES ACCUSATIONS. SI L'ACCUSÉ NE REMPLIT PAS SES ENGAGEMENTS, IL RETOURNE AU PROCESSUS JUDICIAIRE RÉGULIER, SANS QUE SA PARTICIPATION AU PMRG NE LUI SOIT PRÉJUDICIABLE.

LE PROGRAMME FAIT L'OBJET D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE PAR MADAME CATHERINE ROSSI, CRIMINOLOGUE ET PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ LAVAL. LE BUT DE CETTE RECHERCHE EST D'ANALYSER L'IMPLANTATION DU PMRG, LA PRISE EN COMPTE DE L'INTÉRÊT ET DES BESOINS DES VICTIMES, SON EFFICACITÉ ET SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. POUR CE FAIRE, MADAME ROSSI A OBTENU UNE SUBVENTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET EST FINANCÉE PAR LE MJQ. CETTE RECHERCHE SE POURSUIT JUSQU'EN MARS 2023.

DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 2020, LE PMRG EST DISPONIBLE DANS TOUS LES DISTRICTS JUDICIAIRES À LA COUR DU QUÉBEC. SEPT COURS MUNICIPALES ONT ÉGALEMENT IMPLANTÉ LE PROGRAMME DEPUIS LE MOIS MAI 2020 : LÉVIS, MONTRÉAL, LAVAL, QUÉBEC, MASCOUCHE, REPENTIGNY ET SAINT-JÉRÔME.

EN DATE DU 31 JANVIER 2021, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, 1067 DOSSIERS ONT INTÉGRÉ LE PMRG ET 91,9 % DES ACCUSÉS ONT COMPLÉTÉ LE PROGRAMME AVEC SUCCÈS.

LES COÛTS ENGAGÉS DANS LE PMRG POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 SE SONT ÉLEVÉS À 2 001 800 \$, DONT NOTAMMENT 1 249 437 \$ EN SUBVENTIONS POUR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET 653 600 \$ POUR LES CAVAC.

PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE POUR LES ADULTES EN MILIEU AUTOCHTONE (PMRA)

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE POUR LES ADULTES EN MILIEU AUTOCHTONE (PMRA) EST ÉGALEMENT AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 717 DU CODE CRIMINEL. IL A ÉTÉ INSTAURÉ EN 2001 ET RÉVISÉ EN 2015 DANS LE BUT NOTAMMENT DE REVOIR LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES INFRACTIONS COMMISES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. LE PROGRAMME VISE NOTAMMENT À FAVORISER UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU SEIN DE LEUR MILIEU. IL OFFRE UNE OCCASION, POUR UNE PERSONNE ACCUSÉE D'AVOIR COMMIS UNE INFRACTION CRIMINELLE, D'ACCEPTER LA RESPONSABILITÉ DE SA CONDUITE ET À PRENDRE UNE PART ACTIVE À LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS EN PARTICIPANT À UN PROCESSUS ENCADRÉ DE RÉPARATION ET DE RÉCONCILIATION. IL OFFRE ÉGALEMENT À LA PERSONNE VICTIME L'OCCASION DE PARTICIPER AU PROCESSUS SI ELLE LE SOUHAITE. À L'ISSUE DU PROCESSUS, DES MESURES RÉPARATRICES SONT DÉTERMINÉES.

CE PROGRAMME S'ADRESSE EXCLUSIVEMENT AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DU QUÉBEC ET SON APPLICATION EST ADMINISTRÉE PAR DES COMITÉS DE JUSTICE AUTOCHTONE. LES SERVICES DÉVELOPPÉS PAR LES COMITÉS DE JUSTICE S’INSPIRENT PRINCIPALEMENT DES PRINCIPES DE JUSTICE RÉPARATRICE ET VISENT ENTRE AUTRES DES ACTIVITÉS DE DÉJUDICIARISATION, DE DÉTERMINATION DE LA PEINE ET DE SENSIBILISATION ET D'ÉDUCATION AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ.

LE PMRA EST EN PLACE DANS 25 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES. PRÉCISONS QUE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU DPCP, QUI DOIT CONCLURE À CET EFFET UN PROTOCOLE D’ENTENTE ENTRE LE REPRÉSENTANT DU COMITÉ DE JUSTICE OU SES AUTORITÉS POLITIQUES ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR EN CHEF DE LA RÉGION CONCERNÉE.

NATION	COMMUNAUTÉ	DATE DE SIGNATURE	NOUVEAU PMRA	PMRA AVEC VIOLENCE CONJUGALE
MOHAWK	AKWESASNE	25 AOÛT 2004	26 OCTOBRE 2018	
CRIE	MISTISSINI	30 NOVEMBRE 2006		
	WASKAGANISH	15 MARS 2010		
	WHAPMAGOOSTUI	22 DÉCEMBRE 2012		
	CHISASIBI	24 JANVIER 2012		
	WASWANIPi	13 FÉVRIER 2012		
	NEMASKA	21 JANVIER 2013		
	OIJÉ-BOUGOUMOU	20 DÉCEMBRE 2016		
	WEMINDJI		17 AVRIL 2018	
INUITE	AUPALUK	2 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIRSIK	29 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KUUJJUARAPIK	1 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	PUVIRNITUQ	30 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	SALLUIT	5 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	QUAQTAQ	30 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KUUJJUAQ	7 JUIN 2013	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIQSUALUJJUAQ	3 JUIN 2013	11 OCTOBRE 2018	
	INUKJUAQ	15 FÉVRIER 2010	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIQSUJUAQ	16 MAI 2017	11 OCTOBRE 2018	
ATIKAMEWK	OPITCIWAN	20 DÉCEMBRE 2011	4 AVRIL 2019	
	MANAWAN		16 AVRIL 2018	16 AVRIL 2018
	WEMOTACI		16 AVRIL 2018	16 AVRIL 2018
NASKAPIE	KAWAWACHIKAMACH	4 DÉCEMBRE 2012		
MICMAC	LISTUGUJ	DÉCEMBRE 2013		
ALGONQUINE	KITIGAN ZIBI		18 OCTOBRE 2018	

LES COÛTS DES PROJETS SONT INCLUS A MÊME LES BUDGETS DES COMITÉS DE JUSTICE ET NE SONT PAS COMPTABILISÉS DE FAÇON DISTINCTE. IL EST IMPORTANT DE NOTER QUE LE TRAITEMENT, LES RESSOURCES ALLOUÉES ET LES HEURES DE TRAVAIL NÉCESSAIRES AU CHEMINEMENT D’UN DOSSIER VARIENT LARGEMENT D’UN CAS À UN AUTRE ET D’UN COMITÉ DE JUSTICE À L’AUTRE. DANS LE CADRE DE SON APPROCHE, LE MINISTÈRE RESPECTE L'AUTONOMIE QUE LE MILIEU ATTEND DES GOUVERNEMENTS EN MATIÈRE DE JUSTICE AU SEIN DE LEURS COMMUNAUTÉS.

AUTRES PROGRAMMES D’ADAPTABILITÉ DE LA JUSTICE AU QUÉBEC QUI NE CONSTITUENT PAS DE LA JUSTICE RÉPARATRICE

TOUT COMME LES DEUX PROGRAMMES MENTIONNÉS PRÉCÉDEMMENT, LES PROGRAMMES SUIVANTS CONSTITUENT DES PROGRAMMES D’ADAPTABILITÉ DE LA JUSTICE, MAIS NE SONT PAS EN LIEN AVEC LE CONCEPT DE LA JUSTICE RÉPARATRICE.

PROGRAMME D’ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE (PAJ-SM)

LE PROGRAMME D’ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE (PAJ-SM) A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE EN FÉVRIER 2019. UN PROJET PILOTE A ÉTÉ MIS EN PLACE LE 20 MAI 2008 À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL ET LE 6 MAI 2015 À LA COUR DU QUÉBEC DE SAINT-JÉRÔME. LE PROGRAMME S’ADRESSE AUX PERSONNES PRÉSENTANT DIFFÉRENTES VULNÉRABILITÉS, NOTAMMENT LIÉES À UNE PROBLÉMATIQUE DE SANTÉ MENTALE OU DÉFICIENCE INTELLECTUELLE, AYANT COMMIS UNE INFRACTION VISÉE PAR LE PROGRAMME DANS LE DISTRICT OÙ LE PAJ-SM EST IMPLANTÉ. LE PROGRAMME A POUR BUT D’ADAPTER LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES PERSONNES VULNÉRABLES À LA COUR DU QUÉBEC EN PROPOSANT UNE PRISE EN CHARGE GLOBALE ET UN TRAITEMENT PLUS INDIVIDUALISÉ DE CES PERSONNES PAR LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS DU MILIEU JUDICIAIRE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. LE PROGRAMME VISE ÉGALEMENT UNE PLUS GRANDE COLLABORATION ET UN PARTAGE D’INFORMATION PLUS EFFICACE ENTRE LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS. CETTE APPROCHE VISE À ÉVITER OU RÉDUIRE LA RÉCIDIVE ET AINSI ASSURER LA PROTECTION DU PUBLIC, TOUT EN FAVORISANT UN TRAITEMENT ADAPTÉ À LA SITUATION PERSONNELLE DU CONTREVENANT.

L'IMPLANTATION DU PROGRAMME DE SHERBROOKE A FAIT L'OBJET D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE PAR ME VÉRONIQUE FORTIN DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE. QUANT AU PROGRAMME DANS SON ENSEMBLE, IL FAIT L'OBJET D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE MENÉE PAR L'OBSERVATOIRE JUSTICE SANTÉ MENTALE DE L'INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE PINEL. L'OBJECTIF DE LA RECHERCHE EST D'ANALYSER LE CHEMINEMENT DES PERSONNES DANS LE PAJ-SM, L'EFFICACITÉ DU PROGRAMME ET SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES NOTAMMENT PAR LE TAUX DE RÉCIDIVES. LE MJQ A FINANCÉ CES RECHERCHES.

PRÉSENTEMENT, LE PAJ-SM EST IMPLANTÉ DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE : ABITIBI (SECTEUR VAL-D'OR), BEAUHARNOIS, BONAVENTURE, CHICOUTIMI, DRUMMOND, JOLIETTE, GATINEAU, LABELLE, LONGUEUIL, QUÉBEC, SAINT-FRANÇOIS, SAINT-MAURICE (SECTEUR SHAWINIGAN), TERREBONNE, TROIS-RIVIÈRES, MONTRÉAL, GASPÉ (GASPÉ ET PERCÉ SEULEMENT), RIMOUSKI (SECTEUR RIMOUSKI), KAMOURASKA ET ROBERVAL (INCLUANT OPITCIWAN ET MASHEUIASTH).

PRÉSENTEMENT, LE PAJ-SM EST IMPLANTÉ À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL ET DE QUÉBEC.

LES TRAVAUX POUR LE PAJ-SM DE VAL-D'OR ONT ÉTÉ FAITS DE CONCERT AVEC LE CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE AINSI QU'AVEC LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTÉ DE LAC-SIMON. LE PROGRAMME EST ÉGALEMENT EN PLACE AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS D'OBEDJIWAN ET DE MASTHEUIASH POUR LE PAJ-SM DE ROBERVAL QUI ONT TOUTS LES DEUX DÉPLOYÉ DES INTERVENANTS PIVOT POUR LE PAJ-SM ET LE CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE ROBERVAL A ÉTÉ MIS À PROFIT POUR LE PAJ-SM DE ROBERVAL.

PUISQUE LES PAJ-SM SONT PRINCIPALEMENT GÉRÉS PAR LES CENTRES INTÉGRÉS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (CISSS ET CIUSSS), UNE SOMME DE 1 M\$ PRÉVUE AU BUDGET DU MJQ A ÉTÉ TRANSFÉRÉE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) AFIN DE LUI PERMETTRE D'OCTROYER LES SOMMES AUX CISSS ET CIUSSS CONCERNÉS DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PAJ-SM.

ÉGALEMENT, DES SOMMES ISSUES DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET LA PARTICIPATION SOCIALE 2017-2023 ONT ÉTÉ DISTRIBUÉES À CERTAINS ORGANISMES COMMUNAUTAIRES AFIN DE SUPPORTER LES ACTIVITÉS D'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE OU AYANT DES PROBLÉMATIQUES DE SANTÉ MENTALE AUX PRISES AVEC DES PROBLÈMES JUDICIAIRES.

PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ)

AUTORISÉ EN 2012 PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN VERTU DE L'ARTICLE 720(2) DU CODE CRIMINEL, LE PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ) A POUR OBJECTIF DE PRÉVENIR ET RÉDUIRE LA CRIMINALITÉ CAUSÉE OU MOTIVÉE PAR LA TOXICOMANIE TOUT EN TENANT COMPTE DE L'INTÉRÊT DE LA JUSTICE. SITUÉ AU STADE DE LA DÉTERMINATION DE LA PEINE, IL PERMET AUX ADULTES RECONNUS COUPABLES DE CERTAINES INFRACTIONS CRIMINELLES DE BÉNÉFICIER D'UN PLAN DE RÉADAPTATION ET DE RÉINSERTION SOCIALE ADAPTÉ SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE. ULTIMEMENT, LE PTTCQ VISE À ROMPRE DÉFINITIVEMENT LE PHÉNOMÈNE DES « PORTES TOURNANTES ».

DEUX SEULS PTTCQ SONT EN VIGUEUR AU QUÉBEC, SOIT DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL DEPUIS 2012 ET DANS LE VILLAGE NORDIQUE DE PUVIRNITUQ DEPUIS L'AUTOMNE 2019. LE PTTCQ DÉPLOYÉ DANS LE VILLAGE NORDIQUE DE PUVIRNITUQ EST SPÉCIFIQUEMENT OFFERT AUX INUITS DE CETTE COMMUNAUTÉ. DES TRAVAUX SONT EN COURS POUR DÉPLOYER DES PTTCQ DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES.

LE PTTCQ DE MONTRÉAL A FAIT L'OBJET D'UNE ÉVALUATION D'IMPLANTATION EN DÉCEMBRE 2014 PAR DES CHERCHEURS UNIVERSITAIRES, MADAME CHANTAL PLOURDE, MONSIEUR MATHIEU GOYETTE, MONSIEUR SERGE BROCHU ET MONSIEUR MARC ALAIN. CETTE ÉVALUATION AVAIT POUR BUT DE FOURNIR UN BILAN DE L'ADÉQUATION ENTRE LA THÉORIE DU PROJET ET SON APPLICATION TOUT EN RENDANT COMPTE DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES, DE MÊME QUE DE FOURNIR LES GRANDES LIGNES DE RECOMMANDATIONS PLUS GÉNÉRIQUES AFIN DE PERMETTRE ÉVENTUELLEMENT LA RÉPLICATION DE CETTE INITIATIVE AILLEURS AU QUÉBEC.

POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2015-2016 À 2017-2018, LE GOUVERNEMENT DU CANADA A OCTROYÉ UNE SOMME TOTALISANT 921 000 \$ PROVENANT DE SON PROGRAMME DE FINANCEMENT DES TRIBUNAUX DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE (PFTTT), RÉPARTIE COMME SUIT :

2015-2016 : 380 000\$;
2016-2017 : 291 000\$;
2017-2018 : 250 000\$.

LE PROCESSUS DE RENOUVELLEMENT DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC EST EN COURS.

OUTRE CETTE SUBVENTION, CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI PARTICIPE AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC ASSUME À MÊME SES BUDGETS LE FINANCEMENT DE CE PROGRAMME.

PROGRAMME DE TRAVAUX COMPENSATOIRES (PTC)

PAR LE DÉCRET 385-2019 DU 10 AVRIL 2019, LA RESPONSABILITÉ DU PROGRAMME DE TRAVAUX COMPENSATOIRES (PTC), RELEVANT ANTÉRIEUREMENT DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, A ÉTÉ CONFIEE AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. LE PTC EST DÉPLOYÉ DANS TOUT LE QUÉBEC ET FONCTIONNE GRÂCE À UN FINANCEMENT ANNUEL DE 2,5 M \$ ET GRÂCE AU TRAVAIL DE 2 RESSOURCES À TEMPS PLEIN.

LE PTC REPOSE SUR 10 ORGANISMES DE RÉFÉRENCE ET PLUS DE 5 000 ORGANISMES D'ACCUEIL. LES ORGANISMES DE RÉFÉRENCE SONT DES ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF DONT LES SERVICES SONT RETENUS PAR LE MJQ POUR ADMINISTRER LE PROGRAMME DANS CERTAINS DISTRICTS JUDICIAIRES. LES CONTRATS ENTRE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES SONT RENOUVELÉS SUR UNE BASE ANNUELLE.

LE PROGRAMME A ÉTÉ MIS EN PLACE AU QUÉBEC EN 1983 AFIN D'HUMANISER LE PROCESSUS DE RECOUVREMENT DES AMENDES DUES À L'ÉTAT. IL PERMET À UNE PERSONNE DÉMUNIE D'EFFECTUER DES TRAVAUX DANS UN ORGANISME EN COMPENSATION DE SA DETTE, ISSUE D'AMENDES IMPAYÉES LIÉES À DES INFRACTIONS POUR LESQUELLES UN JUGEMENT DE CULPABILITÉ A ÉTÉ RENDU AU TERME D'UNE POURSUITE PÉNALE DEVANT LA COUR DU QUÉBEC OU UNE COUR MUNICIPALE. LA RÉUSSITE DU PROGRAMME ENRAYE LA DETTE DU DÉFENDEUR ENVERS L'ÉTAT.

À L'ÉTAPE DE L'EXÉCUTION DU JUGEMENT, LORSQU'UN PERCEPTEUR EST CONVAINCU DE L'INCAPACITÉ DE PAYER D'UN INDIVIDU, IL DOIT LUI OFFRIR DE PAYER LES SOMMES QU'IL DOIT AU MOYEN DE TRAVAUX COMPENSATOIRES (ART. 333 CODE DE PROCÉDURE PÉNALE). SUIVANT LA SIGNATURE DE L'ENGAGEMENT DES TRAVAUX, UNE DEMANDE EST TRANSMISE À L'ORGANISME DE RÉFÉRENCE DE SA RÉGION. L'ORGANISME DE RÉFÉRENCE RENCONTRE L'INDIVIDU ET LUI PROPOSE DES TRAVAUX À EFFECTUER DANS UN ORGANISME D'ACCUEIL SOUS SA RESPONSABILITÉ EN FONCTION DE SES COMPÉTENCES ET DE SES CAPACITÉS. LES ORGANISMES D'ACCUEIL SONT LES ORGANISMES QUI REÇOIVENT LES INDIVIDUS ET LEUR PERMETTENT D'EFFECTUER DES TÂCHES CORRESPONDANT À LEURS HABILETÉS, QUI COMPTABILISENT LES HEURES TRAVAILLÉES ET EN FONT RAPPORT À L'ORGANISME DE RÉFÉRENCE. UNE FOIS LES HEURES COMPLÉTÉES, L'ORGANISME D'ACCUEIL EN INFORME L'ORGANISME DE RÉFÉRENCE QUI TRANSMET UN RAPPORT D'EXÉCUTION DES TRAVAUX AU PERCEPTEUR DES AMENDES.

LORSQUE L'ENTIÈRETÉ DES HEURES PRÉVUES EST EFFECTUÉE, LE DÉFENDEUR EST LIBÉRÉ DES SOMMES DUES. LE CITOYEN QUI S'EST ENGAGÉ À EFFECTUER UN NOMBRE D'HEURES DE TRAVAUX COMPENSATOIRES PEUT, EN TOUT TEMPS, METTRE UN TERME À SES TRAVAUX ET PAYER SON AMENDE OU PRENDRE UNE ENTENTE DE PAIEMENT AUPRÈS DU PERCEPTEUR. LE MONTANT ÉQUIVALENT AU NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES SERA ALORS DÉDUIT DE L'AMENDE À PAYER. EN CAS D'ÉCHEC, LE CITOYEN DEVRA REPRENDRE LE PROCESSUS EN COMMUNIQUANT AVEC LE PERCEPTEUR. À DÉFAUT, LE PERCEPTEUR DES AMENDES REPREND LE PROCESSUS D'EXÉCUTION DES JUGEMENTS.

LES ORGANISMES DE RÉFÉRENCE DOIVENT AVOIR UNE DIVERSITÉ D'ORGANISMES D'ACCUEIL INCLUANT, DANS LA MESURE DU POSSIBLE, DES ORGANISMES AUTOCHTONES OU SENSIBLES À LA RÉALITÉ DES AUTOCHTONES. L'ORGANISME D'ACCUEIL VISION TRAVAIL ABITIBI-TÉMISCAMINGUE DÉVELOPPE UN POINT DE SERVICE POUR LE PTC DANS LE NORD-DU-QUÉBEC. DES TRAVAUX ONT DÉBUTÉ ENTRE LE BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES (BAA) ET LA DPAJR AFIN DE DÉVELOPPER PLUS ENCORE LE VOLET AUTOCHTONE.

EN 2019, 12 754 PERSONNES ONT EFFECTUÉ DES TRAVAUX DANS LE CADRE DU PTC, POUR UN TOTAL DE 764 339,5 HEURES RÉALISÉES AU SEIN D'ORGANISMES D'ACCUEIL, AU BÉNÉFICE DES PARTICIPANTS, DE L'ÉTAT ET DE LA COMMUNAUTÉ. C'EST UNE MOYENNE DE 59,93 HEURES DE TRAVAIL PAR PARTICIPANT.

EN 2020, 5 579 PERSONNES ONT EFFECTUÉ DES TRAVAUX DANS LE CADRE DU PTC, POUR UN TOTAL DE 430 290,55 HEURES RÉALISÉES AU SEIN D'ORGANISMES D'ACCUEIL. C'EST UNE MOYENNE DE 77,13 HEURES DE TRAVAIL PAR PARTICIPANT.

PROGRAMME D'ADAPTABILITÉ DES RÈGLES RELATIVES À LA POURSUITE OU À L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS (PAR-PPAR-EJ)

LES NOUVELLES DISPOSITIONS DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DÉCOULANT DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROJET DE LOI 32 LE 5 JUIN DERNIER, PERMETTENT DÉSORMAIS DES MESURES PRENANT EN COMPTE LA SITUATION SOCIALE DE CERTAINS DÉFENDEURS AFIN NOTAMMENT DE FAVORISER LEUR RÉHABILITATION. CEUX-CI ONT MAINTENANT LA POSSIBILITÉ DE PARTICIPER À UN PROGRAMME D'ADAPTABILITÉ OFFRANT UNE ALTERNATIVE À UNE POURSUITE PÉNALE OU LEUR PERMETTANT DE REMPLACER LES TRAVAUX COMPENSATOIRES PAR DES MESURES ALTERNATIVES.

IL S'AGIT D'UN PROGRAMME VOLONTAIRE DE DÉJUDICIARISATION S'ADRESSANT À UNE CLIENTÈLE EN SITUATION DE GRANDE VULNÉRABILITÉ ET/OU À RISQUE D'ITINÉRANCE AYANT DES CONSTATS D'INFRACTIONS NON ACQUITTÉS. CE PROGRAMME VISE À RÉDUIRE LE PHÉNOMÈNE DES « PORTES TOURNANTES ». IL PERMET À UNE PERSONNE DÉSIREUSE DE STABILISER SA SITUATION SOCIALE D'EFFACER OU DE DIMINUER SA DETTE JUDICIAIRE. LA RÉUSSITE DU PROGRAMME PERMET LE RETRAIT DES CHEFS D'ACCUSATION, LA RÉTRACTATION DE JUGEMENTS ET L'EFFACEMENT DE LA DETTE D'UN DÉFENDEUR.

ACTUELLEMENT, LE PROGRAMME EST IMPLANTÉ DANS DIFFÉRENTES COURS MUNICIPALES : MONTRÉAL, QUÉBEC ET VAL-D'OR. DES DISCUSSIONS SONT PRÉSENTEMENT EN COURS AFIN D'IMPLANter UN PROJET SIMILAIRE À TROIS-RIVIÈRES.

EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LE CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR, LE PROGRAMME ANWATAN-PAJIC DE VAL-D'OR COMPREND UN IMPORTANT VOLET AUTOCHTONE. QUATRE TYPES DE SERVICES Y SONT OFFERTS : L'ACCOMPAGNEMENT À LA COUR MUNICIPALE, L'ENTENTE DE PAIEMENT ADAPTÉE, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES, INCLUANT DES ACTIVITÉS CULTURELLES ET DES DÉMARCHES DE MIEUX-ÊTRE, AINSI QUE LA SUSPENSION TEMPORAIRE DU OU DES DOSSIERS DE COUR. DES DISCUSSIONS SONT EN COURS AVEC LE CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE CHIBOUGAMAU.

P.59 **INDIQUER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 % DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14 \$.**

MINISTÈRE

LES REVENUS DES CONTRIBUTIONS PÉNALES 2020-2021 TOTALISENT 36 792,2 K\$:

- 11 651,1 K\$ (10 \$) VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS POUR SOUTENIR LES ACTIVITÉS DU FONDS.
- 9 732,0 K\$ (8 \$) VERSÉS AU FONDS D'ACCÈS JUSTICE POUR SOUTENIR LES ACTIVITÉS DU FONDS.
- 15 409,1 K\$ VERSÉS AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU.

LES SOMMES SONT REÇUES SELON L'AFFECTATION PRÉVUE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, TOUTEFOIS, CELA NE NOUS PERMET PAS DE VENTILER LES SOMMES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20 \$, 40 \$, 25 %).

P.60 POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 \$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.59.

P.61 INDiquer LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME EN 2020-2021 POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.

MINISTÈRE

LE RÉSEAU DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (CAVAC) OFFRE DES SERVICES DANS PLUS DE 195 POINTS DE SERVICES DONT 52 DESSERVENT UNE POPULATION MAJORITAIREMENT AUTOCHTONE :

TYPES DE POINTS DE SERVICE	EMPLACEMENTS
2 SIÈGES SOCIAUX	MISTISSINI KUUJJUAQ
2 POINTS DE SERVICES EN PALAIS DE JUSTICE	KUUJUAQ PUVIRNITUQ
7 POINTS DE SERVICES PERMANENTS EN COMMUNAUTÉ	CHISASIBI EASTMAIN NEMISCAU KUUJJUARAPIK INUKJUAQ SALLUIT KAWAWACHIKAMACH/MATIMEKOSH
1 POINT DE SERVICES URBAIN POUR AUTOCHTONIE URBAINE	VAL-D'OR
24 POINTS DE SERVICES ASSOCIÉS À LA COUR ITINÉRANTE	AKULIVIK AUPALUK BLANC-SABLON EASTMAIN FERMONT HAVRE-SAINT-PIERRE IVUJIVIK KANGIQSUALUJJUAQ/GEORGES RIVER KANGIQSUJUAQ/WAKEHAM BAY KANGIRSUK LA ROMAINE NATASHQUAN NEMISCAU OUJÉ-BOUGOUMOU PORT-CARTIER QUAQTAQ SAINT-AUGUSTIN SHEFFERVILLE TASIUJUAQ UMIUJUAQ WAPMAGOOSTUI WASKAGANISH WASWANIPI WEMINDJI
15 POINTS DE SERVICES ITINÉRANTS (SUR DEMANDE OU SELON UN CALENDRIER)	GESGAPEGIAG (SUR DEMANDE) KEBAOWEK (SUR DEMANDE) KITCISAKIK (SELON UN CALENDRIER) KITIGAN ZIBI (SUR DEMANDE) LAC SIMON (SELON UN CALENDRIER) LAC-BARRIÈRE (SELON UN CALENDRIER) MANAWAN (SELON UN CALENDRIER) MASHTEUIATSH (EN DÉVELOPPEMENT) OBEDJIWAN (SELON UN CALENDRIER) OUJÉ-BOUGOUMOU (SUR DEMANDE) PESSAMIT (SELON UN CALENDRIER) PIKOGAN (SELON UN CALENDRIER) TIMISKAMING (SUR DEMANDE) WEMOTACI (SELON UN CALENDRIER) WINNEWAY (SUR DEMANDE)
2 POINTS DE SERVICE EN RÉFÉRENCE POLICIÈRE	UASHAT-MAK MANI-UTENAM (SELON UN CALENDRIER) KATIVIK (SUR DEMANDE)

LE RÉSEAU DES CAVAC EST VENU EN AIDE À 53 236 PERSONNES ENTRE LE 1ER AVRIL 2020 ET LE 28 FÉVRIER 2021. DE CE NOMBRE :

- 11 780 ONT ÉTÉ VICTIMES D’UNE INFRACTION À CARACTÈRE SEXUEL (22,1 %)
- 217 ONT ÉTÉ VICTIMES DE TRAITE, DE PROXÉNÉTISME OU D’EXPLOITATION SEXUELLE (0,4 %)

PARMI LES 53 236 PERSONNES VICTIMES, 941 S’IDENTIFIAIENT COMME AUTOCHTONES (1,8 %). DE CELLES-CI, 230 CONSULTAIENT POUR UNE INFRACTION À CARACTÈRE SEXUEL (2,0 %) ET 1 POUR UN CRIME LIÉ À LA TRAITE, AU PROXÉNÉTISME OU À L’EXPLOITATION SEXUELLE (0,5 %).

POUR DESSERVIR L’ENSEMBLE DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES AINSI QUE LES PERSONNES AUTOCHTONES VIVANT EN MILIEUX URBAINS, LE RÉSEAU DES CAVAC PEUT COMPTER SUR 26,2 ETC DONT 17 AUTOCHTONES. PARMI CEUX-CI, 2 AGENTS DE LIAISON ET D’INTERVENTION EN VIOLENCE SEXUELLE (ALIVS) AUTOCHTONES DESSERVENT SPÉCIFIQUEMENT LE TERRITOIRE CRI AINSI QUE LE NUNAVIK. CES ALIVS DOIVENT ÉGALEMENT INTERVENIR AUPRÈS DES PERSONNES QUI SONT VICTIMES D’EXPLOITATION SEXUELLE, EN ADAPTANT LES PRATIQUES DES CAVAC AUX RÉALITÉS DE LEUR CLIENTÈLE. LES ALIVS SE VOIENT ÉGALEMENT CONFIER LA RESPONSABILITÉ D’OFFRIR À LA PERSONNE VICTIME D’INCONDUITE SEXUELLE OU DE HARCÈLEMENT SEXUEL L’ÉCOUTE REQUISE, L’ÉVALUATION DE SES BESOINS ET L’ORIENTATION VERS DES SERVICES D’AIDE ADÉQUATS.

CAVAC	INTERVENANTS CLIENTÈLE AUTOCHTONE (ETC)	INVESTISSEMENTS FINANCIERS INTERVENANTS AUTOCHTONES
CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	203 284 \$
CAVAC DU BAS-SAINT-LAURENT	0	0 \$
CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0 \$
CAVAC CÔTE-NORD	4	238 411 \$
CAVAC CRI	6 (INCLUANT UN ALIVS)	635 634 \$
CAVAC DE L'ESTRIE	0	0 \$
CAVAC DE LA GASPÉSIE ET LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0,6	47 865 \$
CAVAC DE LANAUDIÈRE	1	62 349 \$
CAVAC DES LAURENTIDES	0	0 \$
CAVAC DE LAVAL	0	0 \$
CAVAC DE LA MAURICIE	0,3	45 737 \$
CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	0,3	22 868 \$
CAVAC DE MONTRÉAL	0	0 \$
CAVAC DU NUNAVIK	7 (INCLUANT UN ALIVS)	1 277 424 \$
CAVAC DE L'OUTAOUAIS	1	63 745 \$
CAVAC DE QUÉBEC	0	0 \$
CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2	62 383 \$
TOTAL	26,2	2 659 700 \$

INVESTISSEMENTS GLOBAUX DU RÉSEAU DES CAVAC EN MATIÈRE AUTOCHTONE (INCLUANT LES ETC ET LES AUTRES INVESTISSEMENTS)
MONTANT GLOBAL : 2 849 320 \$ (EN SUS DES DÉPENSES LIÉES À L’IMMOBILIER ET À LA VISIOCONFÉRENCE)

CAVAC	INVESTISSEMENTS EN MATIÈRE AUTOCHTONE ¹	% DE LA CLIENTÈLE EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES S’IDENTIFIANT COMME AUTOCHTONES ²
CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	363 284 \$	9,9 %
CAVAC DU BAS-SAINT-LAURENT	0 \$	0,1 %
CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC	0 \$	0,2 %
CAVAC CÔTE-NORD	238 411 \$	27,9 %
CAVAC CRI	638 994 \$	N/D
CAVAC DE L'ESTRIE	0 \$	0,0 %
CAVAC DE LA GASPÉSIE ET LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	47 865 \$	5,4 %
CAVAC DE LANAUDIÈRE	62 349 \$	1,9 %
CAVAC DES LAURENTIDES	0 \$	0,4 %
CAVAC DE LAVAL	0 \$	0,0%
CAVAC DE LA MAURICIE	45 737 \$	1,9 %
CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	22 868 \$	0,3 %
CAVAC DE MONTRÉAL	0 \$	0,1 %
CAVAC DU NUNAVIK	1 303 684\$	N/D
CAVAC DE L'OUTAOUAIS	63 745\$	1,2 %

CAVAC	INVESTISSEMENTS EN MATIÈRE AUTOCHTONE ¹	% DE LA CLIENTÈLE EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES S'IDENTIFIANT COMME AUTOCHTONES ²
CAVAC DE QUÉBEC	0\$	0,1 %
CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	62 383\$	1,8 %

1. LES SOMMES INVESTIES COMPRENNENT DES RESSOURCES HUMAINES AINSI QUE DES DÉPLACEMENTS, DE LA PUBLICITÉ ET DES OUTILS D'INFORMATION. TOUTEFOIS, IL EST À NOTER QUE L'ANNÉE 2020-2021 A VU UNE RÉDUCTION IMPORTANTE DES DÉPLACEMENTS DANS LES COMMUNAUTÉS AVEC LA SITUATION SOCIO SANITAIRE.
2. LES DONNÉES STATISTIQUES DES CAVAC CRI ET NUNAVIK NE SONT PAS DISPONIBLES ACTUELLEMENT PUISQU'ILS NOTENT CES DERNIÈRES À LA MAIN. ELLES SERONT DISPONIBLES DANS LES RAPPORTS ANNUELS 2020-2021. NORMALEMENT, LA CLIENTÈLE DE CES CAVAC EST 100 % AUTOCHTONE.

EN OUTRE, LE BAVAC S'EST ENGAGÉ DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS DANS 2 MESURES VENANT EN AIDE NOTAMMENT AUX VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES AUTOCHTONES SOIT :

MESURES	ÉTAT D'AVANCEMENT	INVESTISSEMENTS 2020-2021
MESURE 1.2.10 : FAVORISER L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES LORS DES RENCONTRES ENTRE LE PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LA PERSONNE VICTIME	POUR 2020-2021 : 6 SYSTÈMES ONT ÉTÉ ACQUIS ET SERONT INSTALLÉS DANS LA PRÉSENTE ANNÉE FINANCIÈRE (RETARD DÙ À LA PANDÉMIE COVID-19). CEUX-CI DESSERVIRONT DIFFÉRENTS SECTEURS, DONT CERTAINS OFFRANTS DES SERVICES AUX AUTOCHTONES EN MILIEUX URBAINS : MONTRÉAL, JOLIETTE, GATINEAU ET VAL-D'OR. LES ANNÉES SUBSÉQUENTES VERRONT L'IMPLANTATION DE SYSTÈMES AU SEIN DES COMMUNAUTÉS.	4 APPAREILS DESSERVANT DES CLIENTÈLES AUTOCHTONES (URBAINES OU PROVENANT DES COMMUNAUTÉS) INVESTISSEMENTS : 46 656\$
MESURE 1.2.30 : SOUTENIR FINANCIÈREMENT ET ASSURER LE DÉVELOPPEMENT, EN MILIEU AUTOCHTONE, D'UNE INTERVENTION ADAPTÉE PAR LES CAVAC DANS LE BUT D'OFFRIR DES SERVICES CULTURELLEMENT PERTINENTS ET SÉCURISANTS AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	POUR VENIR EN AIDE AUX PERSONNES VICTIMES AUTOCHTONES, LE RÉSEAU DES CAVAC COMPTE SUR 52 POINTS DE SERVICES AINSI QUE SUR L'EXPERTISE DE 26,2 INTERVENANTS PROVENANT DE DIFFÉRENTS HORIZONS, DONT 17 D'ORIGINE AUTOCHTONE. LEUR TÂCHE EST QUANT À ELLE EN PARTIE OU EN TOTALITÉ DÉDIÉE AUX SERVICES À CETTE CLIENTÈLE. UN NOUVEAU POINT DE SERVICES EST PRÉSENTEMENT EN DÉVELOPPEMENT AU SEIN DU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE CHICOUTIMI. CE NOUVEAU POINT DE SERVICE DEVRAIT ÊTRE EN FONCTION EN 2021-2022. UN NOUVEAU LOCAL ENTIÈREMENT DÉDIÉ AUX PERSONNES VICTIMES AUTOCHTONES DE VAL-D'OR EST PRÉSENTEMENT EN AMÉNAGEMENT AFIN DE FAVORISER L'ACCÈS AUX SERVICES POUR LES AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN AINSI QUE CEUX SE PRÉSENTANT À LA COUR. IL EST À NOTER QUE PLUSIEURS INTERVENANTS DU RÉSEAU SIÈGENT PRÉSENTEMENT SUR LES DIFFÉRENTES TABLES LOCALES D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES (VAL-D'OR, MANIWAKI, SEPT-ÎLES, LA TUQUE ET LES FUTURES TABLES DE ROBERVAL ET CHIBOUGAMAU) AFIN D'AMÉLIORER LEURS SERVICES.	INVESTISSEMENTS : 2 659 700\$ *CE MONTANT SE RETROUVE DÉTAILLÉ DANS LA PRÉCÉDENTE SECTION LIÉE AUX INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES HUMAINES. 0 \$ LE CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE A REÇU UNE SUBVENTION DE 225 000\$ AFIN DE FINALISER LE PROJET (AMÉNAGEMENT). 0 \$

P.62 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, CONCERNANT LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DE CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.63 POUR 2020-2021, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.64 **POUR 2020-2021 , LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN QUO WARRANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D’ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D’ÉLU.**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.65 LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉS PAR LE MAMOT
OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DES MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUNE.

MINISTÈRE

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2020-2021
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL (RESPONSABILITÉ DES SERVICES DE LA LIGNE-RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS 24/7 POUR LES PERSONNES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE)	745 000 \$
CENTRE D’EXPERTISE MARIE-VINCENT (FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT DE CET ORGANISME, LEQUEL OFFRE DE L’AIDE AUX ENFANTS DE 12 ANS ET MOINS VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE, À LEURS PARENTS ET À LEURS PROCHES)	420 700 \$
RÉSEAU DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (CAVAC) (RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE COMPLÈTE DE CHACUN DES DIX-SEPT CAVAC, LAQUELLE COMPREND L’AJOUT, AU SEIN DE CHACUN DE CEUX-CI, D’UN AGENT D’INTERVENTION SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET LE PROGRAMME ENFANT TÉMOIN ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES)	6 874 562 \$ ¹
SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM) (RESPONSABILITÉ PORTANT SUR LE FINANCEMENT DES LOCAUX ET D’UNE AGENTE D’INTERVENTION)	100 000 \$
SOS VIOLENCE CONJUGALE (PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE)	348 000 \$

NOTE 1 : CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE DU RÉSEAU DES CAVAC, SOIT 22,6 %, TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION À CARACTÈRE SEXUEL (11 347 PERSONNES) OU PAR DE L’EXPLOITATION SEXUELLE (210 PERSONNES) POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2020 AU 16 FÉVRIER 2021. LA SUBVENTION TOTALE VERSÉE AU RÉSEAU DES CAVAC EST DE 30 485 861 \$.

ÉTAT DE LA SITUATION :

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 :

LE 28 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC (MJQ), A LANCÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES (STRATÉGIE). ÉTANT EN VIGUEUR JUSQU’EN 2021, LA STRATÉGIE COMPREND 55 ACTIONS DONT LE PRINCIPAL OBJECTIF EST D’APPORTER DES SOLUTIONS NOVATRICES AUX PROBLÉMATIQUES QU’ELLE CIBLE, SOIT LES AGRESSIONS SEXUELLES ET L’EXPLOITATION SEXUELLE.

PLUS PRÉCISÉMENT, POUR LE MJQ, SON IMPLICATION EST LIÉE À LA RÉALISATION DE 10 MESURES VISANT LA BONIFICATION DES INTERVENTIONS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES, LESQUELLES TOTALISENT LA SOMME DE 1 385 247 \$. LES MESURES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE SONT LES SUIVANTES :

1. ANALYSER LA PERTINENCE D’ABOLIR LA LISTE DES CRIMES VISÉS DE LA LOI SUR L’INDEMNISATION DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS ET DE PRÉVOIR QUE LE RÉGIME D’INDEMNISATION SOIT DÉSORMAIS APPLICABLE À TOUTE PERSONNE VICTIME D’UNE INFRACTION CONTRE LA PERSONNE (DANS LE CADRE DU PROJET DE LOI 84, *LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D’INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT*);
2. METTRE EN PLACE DES RÈGLES POUR L’OCTROI D’UNE AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE AUX PERSONNES VICTIMES (EN COURS, NOTAMMENT DANS LE CADRE DU PROJET DE LOI 84);
3. FORMER LES INTERVENANTS DU RÉSEAU DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (CAVAC) À L’INTERVENTION SPÉCIFIQUE AUPRÈS DES TÉMOINS MINEURS (TERMINÉE);
4. PARFAIRE LES PROGRAMMES D’INFORMATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DESTINÉS AUX PERSONNES VICTIMES (EN COURS);
5. PERMETTRE L’ACCESSIBILITÉ AU TÉLÉTÉMOIGNAGE PAR L’ACQUISITION DE SYSTÈMES MOBILES DE VISIOCONFÉRENCE (TERMINÉE);
6. SENSIBILISER LES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE AUX MESURES VISANT À FACILITER LE TÉMOIGNAGE PAR LA PRODUCTION D’UN OUTIL D’INFORMATION (EN COURS);
7. DÉVELOPPER UN OUTIL DESTINÉ AUX INTERVENANTS ŒUVRANT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES POUR SOUTENIR CELLES-CI DANS LEUR DÉMARCHE DE DÉNONCIATION (TERMINÉE);
8. METTRE EN PLACE UN PROJET-PILOTE, SUR CINQ ANS, AFIN QU’UN AGENT D’INTERVENTION CAVAC SOIT PRÉSENT AU SEIN DU SERVICE DES ENQUÊTES SPÉCIALISÉES DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, PERMETTANT AINSI D’AMÉLIORER L’ACCESSIBILITÉ DES FEMMES VICTIMES D’EXPLOITATION SEXUELLE AUX SERVICES D’AIDE (TERMINÉE);

9. SOUTENIR DES PROJETS VISANT À PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES POUVANT ÊTRE COMMISES ENVERS LES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANSSEXUELLES ET EN QUESTIONNEMENT (LGBTQ) (EN COURS);
10. DÉVELOPPER ET OFFRIR UNE FORMATION DESTINÉE AUX INTERVENANTES ET INTERVENANTS ŒUVRANT AUPRÈS DES PERSONNES LGBTQ VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES (EN COURS).

ENFIN, LE MJQ COLLABORE ÉGALEMENT, À TITRE DE PARTENAIRE, À LA RÉALISATION DE CERTAINES AUTRES MESURES CONTENUES DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE.

AUTRES ACTIONS :

1. PLAN BUDGÉTAIRE 2019-2020 – 50M\$ SUR 5 ANS VISANT À RENFORCER LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES

- A. PROJET-PILOTE D'ACCOMPAGNEMENT ET DE CONSEILS JURIDIQUES POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE

LE 9 DÉCEMBRE 2019, LA MINISTRE DE LA JUSTICE DE L'ÉPOQUE A ANNONCÉ L'OCTROI D'UNE SUBVENTION DE 2,6 M \$ À LA CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP AFIN D'OFFRIR DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE CONSEILS JURIDIQUES GRATUITS AUX PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES, EN PRÉSENCE DES DÉPUTÉES MMES VÉRONIQUE HIVON, HÉLÈNE DAVID ET CHRISTINE LABRIE.

LE PROJET PILOTE EST DÉPLOYÉ À TRAVERS LE QUÉBEC GRÂCE À UN RÉSEAU D'AVOCATS PARTENAIRES. CEUX-CI PROPOSENT AUX PERSONNES VICTIMES UN ACCUEIL OUVERT ET COMPRÉHENSIF ET LEUR TRANSMETTENT DES INFORMATIONS ET DES CONSEILS JUSTES ET COMPLETS, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES IMPLICATIONS D'UN PROCESSUS DE PLAINTÉ FORMELLE. LES SERVICES ONT ÉTÉ LANCÉS OFFICIELLEMENT EN JUIN 2020.

- B. PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE

AFIN DE RÉPONDRE À LA RECOMMANDATION #12 DU RAPPORT DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE *REBÂTIR LA CONFIANCE* ET DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025, UNE SUBVENTION DE 348 000 \$ A ÉTÉ ACCORDÉE EN 2020-2021 À L'ORGANISME SOS VIOLENCE CONJUGALE POUR DÉVELOPPER, EN PARTENARIAT AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DGIVAC), UN PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE.

LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE A POUR OBJECTIF DE PERMETTRE À DES PERSONNES VICTIMES QUI N'ONT PAS DE MOYEN DE SUBSISTANCE, DE QUITTER UN ENVIRONNEMENT OÙ LEUR VIE OU LEUR SÉCURITÉ, OU CELLES DES PERSONNES À LEUR CHARGE, SONT COMPROMISES. L'ORGANISME POURRA AGIR À TITRE DE PORTE D'ENTRÉE POUR LES PERSONNES VICTIMES, EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU TERRAIN.

LES SOMMES ACCORDÉES À L'ORGANISME LUI PERMETTRONT L'EMBAUCHE D'EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES. PAR CETTE SUBVENTION, LE MINISTÈRE RÉPOND ÉGALEMENT EN PARTIE À LA RECOMMANDATION #10 DU RAPPORT "REBÂTIR LA CONFIANCE" EN BONIFIANT LES SERVICES DE SOS VIOLENCE CONJUGALE.

- C. PROGRAMME ENFANT TÉMOIN ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES

EN RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS #60 ET 61 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE », UNE SUBVENTION DE 1 406 600 \$ EST OFFERTE AUX 17 CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AFIN DE DÉPLOYER LE PROGRAMME ENFANT TÉMOIN ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES.

CE PROGRAMME PERMET DE SOUTENIR LES ENFANTS DEVANT TÉMOIGNER À LA COUR EN LEUR OFFRANT UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ. IL A ÉTÉ DÉVELOPPÉ EN PARTENARIAT AVEC DIFFÉRENTS PARTENAIRES POUR S'ASSURER D'ACCOMPAGNER LES PERSONNES VICTIMES AU MIEUX, TOUT EN RESPECTANT LES RÈGLES DE LA COUR. LE PROGRAMME SERA ÉGALEMENT ADAPTÉ POUR RÉPONDRE AUX BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT PARTICULIER DE CERTAINES CLIENTÈLES VULNÉRABLES, NOTAMMENT LES CLIENTÈLES PRÉSENTANT UN HANDICAP PHYSIQUE, UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE, UN TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME, ETC.

LA SUBVENTION ACCORDÉE EN 2020-2021 PERMETTRA ÉGALEMENT AU RÉSEAU DES CAVAC DE TENIR DES CONSULTATIONS AUPRÈS D'EXPERTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ADAPTATIONS NÉCESSAIRES, AINSI QUE DE CRÉER DES OUTILS ET DE LA FORMATION. FINALEMENT, LE PROGRAMME FERA L'OBJET D'UNE ÉVALUATION.

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ÉTAT DE LA SITUATION :

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DE LA *STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021* :

LE 28 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ) ET LES PARTENAIRES, A LANÇÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 (STRATÉGIE). ÉTANT EN VIGUEUR JUSQU'EN 2021, LA STRATÉGIE COMPREND 55 ACTIONS DONT LE PRINCIPAL OBJECTIF EST D'APPORTER DES SOLUTIONS NOVATRICES AUX PROBLÉMATIQUES QU'ELLE CIBLE, SOIT LES AGRESSIONS SEXUELLES ET L'EXPLOITATION SEXUELLE.

LE DPCP S'EST VU ALLOUER DES SOMMES REPRÉSENTANT L'AJOUT DE 13 RESSOURCES (10 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREURS), 2 TECHNICIENS EN DROIT ET 1 EMPLOYÉ DE SOUTIEN). CES RESSOURCES ÉTAIENT NÉCESSAIRES EN 2020-2021 ET DE FAÇON RÉCURRENTÉ POUR LES ANNÉES SUBSÉQUENTES.

- BUDGET AUTORISÉ POUR L'EXERCICE 2020-2021 EST DE 1 271 445 \$;
- DÉPENSES RÉELLES AU 28 FÉVRIER 2021 : 1 041 086 \$;

LE DPCP EST PARTENAIRE DANS LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE STRATÉGIE DONT **CINQ ACTIONS SONT SOUS SA RESPONSABILITÉ** ET PERMETTENT DE POURSUIVRE DIFFÉRENTS OBJECTIFS.

1. PROGRAMME DE RENCONTRES (ACTION 12) :

AFIN DE FACILITER LE PASSAGE DES VICTIMES DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE, LE DPCP S'EST ENGAGÉ À ADOPTER UN PROGRAMME DE RENCONTRE ENTRE LES PROCUREURS ET LES VICTIMES POUR QU'ELLES AIENT À LEUR DISPOSITION TOUTE L'INFORMATION PERTINENTE ET UTILE À LEUR PARTICIPATION.

À CETTE FIN, UN PROJET PILOTE EST EN COURS DANS SIX POINTS DE SERVICE DU DPCP À SAVOIR LES POINTS DE SERVICE DE QUÉBEC, DE LAVAL, DE SAINT-JÉRÔME (NOTAMMENT LA CLIENTÈLE JEUNESSE), DE SAGUENAY, DE SAINT-HYACINTHE ET LA COUR ITINÉRANTE DESSERVIE PAR LES PROCUREURS DE SEPT-ÎLES. LE CHOIX DE CES POINTS DE SERVICE EST JUSTIFIÉ À PARTIR DE PARAMÈTRES PARTICULIERS EU ÉGARD À LA CLIENTÈLE ET AUX TERRITOIRES DESSERVIS PAR CHACUN DE CEUX-CI. L'ENSEMBLE DE CES POINTS DE SERVICE BÉNÉFICIE DE L'AJOUT D'UN PROCUREUR AFIN D'EN ASSURER LA MISE EN ŒUVRE.

CE PROJET PERMET À LA VICTIME DE VIOLENCES SEXUELLES DE RENCONTRER, SUR UNE BASE VOLONTAIRE, LE PROCUREUR RESPONSABLE DE SON DOSSIER, ET CE, APRÈS L'AUTORISATION DU DOSSIER ET AVANT LE DÉBUT DU PROCÈS.

LORS DE CETTE RENCONTRE, PLUSIEURS SUJETS ESSENTIELS SONT ABORDÉS AVEC LA VICTIME NOTAMMENT :

- EXPLIQUER LE RÔLE ET LES RESPONSABILITÉS DU PROCUREUR;
- EXPLIQUER LE DÉROULEMENT DES PROCÉDURES AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR ASSURER LE RESPECT DES DROITS DE LA VICTIME PRÉVUS PAR LA LOI;
- PRÉVOIR LES POSSIBILITÉS DE COMMUNIQUER AVEC LE PROCUREUR;
- SIGNIFIER LES ATTENTES DU PROCUREUR QUANT À LA PARTICIPATION DE LA VICTIME;
- IDENTIFIER SES BESOINS : PRÉPARATION AU TÉMOIGNAGE, HUIS CLOS, PRÉSENCE D'UNE PERSONNE DE CONFIANCE LORS DE SON TÉMOIGNAGE, SÉCURITÉ, SANTÉ, HANDICAP, FRAIS DE DÉPLACEMENT, NÉCESSITÉ D'UN INTERPRÈTE, ACCOMPAGNEMENT PAR UN REPRÉSENTANT D'UN ORGANISME D'AIDE, ETC.;
- L'INFORMER DES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES ET LA RÉFÉRER AU BESOIN.

PLUSIEURS AUTRES SUJETS PEUVENT ÉGALEMENT ÊTRE ABORDÉS DE PART ET D'AUTRE À L'OCCASION DE CETTE RENCONTRE ET VISENT À PERMETTRE À LA VICTIME D'ÊTRE MIEUX INFORMÉE SUR LE DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE, DES ÉTAPES À VENIR ET SUR SON RÔLE COMME TÉMOIN. LA VICTIME EST ÉGALEMENT INVITÉE À FAIRE PART DE SES CRAINTES, DE SES BESOINS QUANT À SA SÉCURITÉ ET DE SES ATTENTES QUANT À SA PARTICIPATION.

LA MISE À JOUR EN NOVEMBRE 2018 DES DIRECTIVES DE LA DIRECTRICE A PERMIS QUE SOIT DORÉNAVANT CONSACRÉE, DANS LES PRATIQUES DES PROCUREURS, LA TENUE DE CETTE RENCONTRE AVEC LES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES. RÉFÉRENCES AUX DIRECTIVES AGR-1, ENF-1 ET ACC-3 PARAGR. 42 (RENCONTRE LORS DE REFUS D'AUTORISER).

AINSI, IL EST DÉSORMAIS PRÉVU QUE LORSQU'UN PROCUREUR PREND LA DÉCISION DE REFUSER OU D'AUTORISER UNE POURSUITE, IL DOIT RENCONTRER LA PERSONNE PLAIGNANTE AFIN DE LUI EXPLIQUER LES MOTIFS AU SOUTIEN DE SA DÉCISION. IL DOIT ÉGALEMENT PRENDRE LES MESURES APPROPRIÉES POUR S'ASSURER QUE LA PERSONNE PLAIGNANTE COMPREND LES MOTIFS AU SOUTIEN DE SON REFUS D'AUTORISER.

LE 1^{ER} AVRIL 2020, DES MODIFICATIONS ONT ÉTÉ APPORTÉES AU SYSTÈME INTÉGRÉ DES POURSUITES PUBLIQUES (SIPP) AFIN DE PERMETTRE LA COMPILATION DES RENCONTRES ENTRE LE PROCUREUR ET LA VICTIME. DES TRAVAUX D'ANALYSE ET DE VALIDATION DE LA SOLUTION SONT EN COURS.

2. CAPSULES D'INFORMATION (ACTION 15) :

POUR JOINDRE LES VICTIMES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, LE DPCP A PRODUIT ET DIFFUSÉ SUR SON SITE INTERNET DES CAPSULES D'INFORMATION SUR LE PROCESSUS JUDICIAIRE ET LE RÔLE DES PROCUREURS EN MATIÈRE DE CRIMES DE VIOLENCES SEXUELLES, AFIN DE DÉMYSTIFIER ET VULGARISER CERTAINS ASPECTS DU PROCESSUS JUDICIAIRE. UNE CAPSULE SUR LA MARCHÉ À SUIVRE POUR METTRE FIN À UN BAIL DANS LES CAS DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE A ÉTÉ MISE EN LIGNE LE 11 JUIN 2020. UNE ENTREVUE SUR LE LEURRE D'ENFANT A ÉTÉ DIFFUSÉE LE 28 AVRIL 2020. LE DPCP A ÉGALEMENT MIS EN LIGNE UNE VIDÉO SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX SOULIGNANT LA JOURNÉE D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES, UNE VIDÉO RAPPELANT LA POSSIBILITÉ POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES QUI ENVISAGENT DE PORTER PLAINTÉ DE CONTACTER LA LIGNE D'INFORMATION AINSI QU'UNE VIDÉO SUR LES MESURES DE SOUTIEN AUX VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE. UNE ENTREVUE SUR LE PHÉNOMÈNE DE SEXTAGE CHEZ LES JEUNES A ÉTÉ DIFFUSÉE LE 12 MAI 2020 AINSI QU'UN ARTICLE DE BLOGUE, LE 24 FÉVRIER 2021. UN ARTICLE A ÉGALEMENT ÉTÉ PUBLIÉ SUR LES INFRACTIONS DE CONTACTS SEXUELS ET D'INCITATION À DES CONTACTS SEXUELS LE 22 MAI 2020.

L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (AQPV) ET LE DPCP ONT CONCLU UNE ENTENTE AFIN DE RÉDIGER EN COLLABORATION 10 FICHES SPÉCIALISÉES DESTINÉES AUX INTERVENANTS (FICHES INTERVENANTS) ŒUVRANT AUPRÈS DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET 10 FICHES VULGARISÉES PORTANT SUR LES MÊMES SUJETS ET S'ADRESSANT AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET À LEURS PROCHES (FICHES VICTIMES).

CES FICHES PORTENT SUR DES MESURES VISANT À FAVORISER LA PARTICIPATION DES VICTIMES DE CRIME À CARACTÈRE SEXUEL AU PROCESSUS JUDICIAIRE. AU TOTAL, 10 FICHES INTERVENANTS ET 10 FICHES VICTIMES ONT ÉTÉ RÉDIGÉES PAR DIFFÉRENTS PROCUREURS, L'ÉCHÉANCIER POUR L'APPROBATION FINALE PAR LE DPCP ET PAR L'AQPV EST LE 9 AVRIL 2021. EN COLLABORATION AVEC L'AQPV, UN LANCEMENT VIRTUEL DES FICHES EST PRÉVU EN DÉBUT D'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022. ÉGALEMENT, PLUSIEURS PUBLICATIONS NUMÉRIQUES REGROUPEURONT LE CONTENU DES FICHES, NOTAMMENT SUR LE BLOGUE DU DPCP À COMPTER DE SEPTEMBRE 2021.

3. FORMATION (ACTION 24) :

POUR MIEUX ENDIGUER LA CRIMINALITÉ LIÉE À L'EXPLOITATION SEXUELLE, LE DPCP OFFRE UNE FORMATION SPÉCIFIQUE À SES PROCUREURS QUANT AUX ASPECTS PROPRES À CE TYPE DE CRIMINALITÉ, ET CE, ANNUELLEMENT. EN 2017, LE PROXÉNÉTISME ET LA TRAITE DE PERSONNES ÉTAIENT AU PROGRAMME DE CETTE FORMATION, ALORS QU'EN 2018 L'ACCENT A ÉTÉ MIS SUR LES CRIMES SEXUELS COMMIS À L'ÉGARD DES ENFANTS VIA INTERNET, AFIN QUE LES PROCUREURS SOIENT MIEUX OUTILLÉS ET À LA FINE POINTE DES INFORMATIONS QUANT AU TRAITEMENT DE CE TYPE DE DOSSIER.

À L'ÉTÉ 2019, UNE FORMATION SPÉCIALISÉE A ÉTÉ OFFERTE AUX PROCUREURS. ELLE CONCERNAIT LES INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL ET UN VOLET PARTICULIER DE CETTE FORMATION PORTAIT SUR LA COMMUNICATION CLAIRE AVEC LES VICTIMES. ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2020 ET LE 26 FÉVRIER 2021, UNE COLLABORATION AVEC M. JEAN-THIERRY POPIEUL ET M^{ME} SYLVIE DUBOIS DES CAVAC A PERMIS AU DPCP DE DÉBUTER LA FORMATION DE TOUS SES PROCUREURS ŒUVRANT DANS LES DOSSIERS DE CRIMES À CARACTÈRE SEXUEL. LA FORMATION A ÉTÉ LANCÉE EN JANVIER 2021 ET PERMET À DES COHORTES DE 30 PROCUREURS PAR SÉANCE D'ÊTRE FORMÉS AFIN DE MIEUX INTERVENIR AUPRÈS DES VICTIMES. LA FORMATION « COMMUNICATIONS DÉLICATES AVEC LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE » A ÉTÉ OFFERTE À 60 PROCUREURS. DES FORMATIONS ADDITIONNELLES SONT PRÉVUES EN MARS ET AVRIL 2021.

4. COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET (ACTION 28) :

POUR MIEUX CONTRER L'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES ET DES ENFANTS, LE DPCP S'EST ENGAGÉ À METTRE EN PLACE UNE STRUCTURE DE COORDINATION DES POURSUITES RELIÉES AUX CRIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET. À CETTE FIN, UNE PROCUREURE A ÉTÉ DÉGAGÉE À TEMPS PLEIN POUR ASSURER LA COORDINATION DE CES DOSSIERS ET PRÉSIDE LES TRAVAUX D'UNE COMMUNAUTÉ DE SAVOIR COMPOSÉE DE PROCUREURS DE TOUTES LES RÉGIONS DE LA PROVINCE, AFIN D'ASSURER LE PARTAGE SYSTÉMATIQUE D'INFORMATION ET D'EXPERTISE. CETTE COMMUNAUTÉ DE SAVOIR PERMET L'ADOPTION DES MEILLEURES PRATIQUES POUR LUTTER CONTRE CETTE FORME DE CRIMINALITÉ. CERTAINS MEMBRES DU COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE LUTTE À L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET ONT LA POSSIBILITÉ D'ASSISTER À DES FORMATIONS DE POINTE AFIN DE MAINTENIR LEUR NIVEAU DE CONNAISSANCES. LORSQUE C'EST LE CAS, ILS PARTAGENT L'INFORMATION EN PRODUISANT UN RAPPORT DE MISSION DÉTAILLÉ QUI EST REMIS À TOUS LES MEMBRES. CES DERNIERS PEUVENT ENSUITE METTRE À PROFIT CES CONNAISSANCES, LORSQU'ILS SUPPORTENT LE RÉSEAU ET RÉPONDENT AUX QUESTIONS DES PROCUREURS DE LEUR RÉGION. DANS L'OPTIQUE DE TRANSMETTRE DE L'INFORMATION AUX PROCUREURS DU RÉSEAU, 13 BULLETINS D'INFORMATION ONT ÉTÉ CRÉÉS ET DIFFUSÉS EN 2020 AFIN DE PERMETTRE AUX PROCUREURS TRAITANT DES DOSSIERS EN MATIÈRE DE LUTTE À L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET DE SE TENIR INFORMÉS DES DÉCISIONS RÉCENTES EN CETTE MATIÈRE.

5. GUIDE DU POURSUIVANT EN VIOLENCES SEXUELLES (ACTION 35) :

POUR PERMETTRE AUX PROCUREURS D'APPROFONDIR LEURS CONNAISSANCES QUANT AUX CRIMES FORMANT LE LARGE SPECTRE DES VIOLENCES SEXUELLES, UN GUIDE DU POURSUIVANT SERA DIFFUSÉ COMME OUTIL DE RÉFÉRENCES AUPRÈS DES PROCUREURS DÉDIÉS AU TRAITEMENT DES VIOLENCES SEXUELLES. UN COMITÉ FORMÉ DE PROCUREURS SPÉCIALISÉS DANS LES DIVERS DOMAINES DES VIOLENCES SEXUELLES TRAVAILLE À L'ÉLABORATION DE CE GUIDE.

ENFIN, LE DPCP COLLABORE ÉGALEMENT, À TITRE DE PARTENAIRE, À LA RÉALISATION DE CERTAINES AUTRES MESURES CONTENUES DANS LA STRATÉGIE.

D'AUTRES RÉALISATIONS DU DPCP CONTRIBUANT À PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES :

LIGNE TÉLÉPHONIQUE 1 877 547-DPCP(3727)

À CES MESURES, S'AJOUTE CELLE RENDUE PUBLIQUE PAR LE DPCP LE 9 AVRIL 2018 PAR UN COMMUNIQUÉ ANNONÇANT LA MISE EN SERVICE D'UNE LIGNE TÉLÉPHONIQUE 1 877 547-DPCP(3727) DESTINÉE À RENSEIGNER LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET LES ORGANISMES D'AIDE CONCERNÉS QUI DÉSIRENT OBTENIR DES INFORMATIONS SUR LE TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ POLICIÈRE PAR LES PROCUREURS ET L'AUTORISATION D'UNE POURSUITE CRIMINELLE. LA CRÉATION DE CE SERVICE VIENT CONCRÉTISER UN ENGAGEMENT DU DPCP PRÉSENTÉ LORS DU FORUM SUR LES AGRESSIONS ET LE HARCÈLEMENT SEXUELS, QUI S'EST TENU À QUÉBEC LE 14 DÉCEMBRE 2017. LES UTILISATEURS DE CETTE LIGNE REÇOIVENT DES RENSEIGNEMENTS PAR UNE ÉQUIPE DE PROCUREURS EXPÉRIMENTÉS. CETTE NOUVELLE MESURE EXPRIME LA FERME VOLONTÉ DU DPCP D'ÊTRE ENCORE PLUS À L'ÉCOUTE DES PRÉOCCUPATIONS DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES CONCERNANT LE SYSTÈME JUDICIAIRE ET SON PROCESSUS.

DE PLUS, LE 11 JUILLET 2019, LE DPCP A CONÇU UN OUTIL IMPRIMÉ, EN FORMAT CARTE PROFESSIONNELLE, DESTINÉ À FAIRE CONNAÎTRE CETTE LIGNE TÉLÉPHONIQUE. LA CARTE EST DISTRIBUÉE PAR LES PROCUREURS LORS DE LEUR PARTICIPATION À LA CARAVANE #MOIAUSSI ORGANISÉE PAR JURIPOP. ELLE EST ÉGALEMENT DISTRIBUÉE PAR LES PROCUREURS DANS LE CADRE DE LEUR PARTICIPATION À DES FORMATIONS OU DES ÉVÉNEMENTS LORS DESQUELS LE SUJET DES VIOLENCES SEXUELLES EST ABORDÉ.

DEPUIS NOVEMBRE 2019, LES PROCUREURS DU DPCP TRAVAILLENT EN PARTENARIAT AVEC L'ORGANISME JURIPOP DANS LE CADRE DE LEUR PROJET DE CARAVANE #MOIAUSSI. LA CARAVANE A SILLONNÉ LA PROVINCE DANS LE BUT D'OFFRIR AUX VICTIMES ET AUX SURVIVANTS DES CONSULTATIONS GRATUITES ET CONFIDENTIELLES AVEC PLUSIEURS INTERVENANTS : AVOCATS DE TOUS LES DOMAINES DU DROIT, PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, INTERVENANTS ET POLICIERS AFIN DE FOURNIR DES RÉPONSES À TOUS LES BESOINS DE LA PERSONNE. LE PROJET S'EST ACHEVÉ EN JANVIER 2021, APRÈS UNE QUINZAINE D'ARRÊTS À TRAVERS LE QUÉBEC, TANTÔT SUR PLACE, TANTÔT VIRTUELS EN RAISON DE LA PANDÉMIE, ET QUELQUES DIZAINES DE RENCONTRES.

LE DPCP A DÉPLOYÉ 28 PROCUREURS DURANT CE PROJET POUR ALLER À LA RENCONTRE DES PERSONNES VICTIMES. CE SONT 84 PERSONNES VICTIMES QUI ONT ÉTÉ RENCONTRÉES PAR LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS MENTIONNÉS PRÉCÉDEMMENT. BIEN QUE L'INITIATIVE N'A REJOINT QUE TRÈS PEU DE PERSONNES PAR RAPPORT AUX RESSOURCES DÉPLOYÉES, LE DPCP EST HEUREUX D'AVOIR PU CONTRIBUER À TRANSMETTRE À CES PERSONNES DES INFORMATIONS JUSTES ET FIABLES SUR LE SYSTÈME DE JUDICIAIRE CRIMINEL EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES.

P.67 POUR 2020-2021, INDICHER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT REBÂTIR LA CONFIANCE, DÉPOSÉ EN 2020, ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L’ANNÉE 2021-2022. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, DE SA MISE EN ŒUVRE.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2020-2021
SOS VIOLENCE CONJUGALE (PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE)	348 000 \$
RÉSEAU DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (PROGRAMME ENFANT TÉMOIN ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES)	1 406 600 \$
UNIVERSITÉ MCGILL (DÉVELOPPEMENT D’UNE FORMATION POUR LES INTERVENANTS JUDICIAIRES EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES)	100 000 \$

ACTIONS EN COURS :

1. BUDGET 2020-2021 VISANT À RENFORCER LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES

A. PROGRAMME ENFANT TÉMOIN ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES

EN RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS #60 ET 61 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE », UNE SUBVENTION DE 1 406 600 \$ EST OFFERTE AUX 17 CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (CAVAC) AFIN DE DÉPLOYER LE PROGRAMME ENFANT TÉMOIN ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES.

CE PROGRAMME PERMET DE SOUTENIR LES ENFANTS DEVANT TÉMOIGNER À LA COUR EN LEUR OFFRANT UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ. IL A ÉTÉ DÉVELOPPÉ EN PARTENARIAT AVEC DIFFÉRENTS PARTENAIRES POUR S’ASSURER D’ACCOMPAGNER LES PERSONNES VICTIMES AU MIEUX, TOUT EN RESPECTANT LES RÈGLES DE LA COUR. LE PROGRAMME SERA ÉGALEMENT ADAPTÉ POUR RÉPONDRE AUX BESOINS D’ACCOMPAGNEMENT PARTICULIER DE CERTAINES CLIENTÈLES VULNÉRABLES, NOTAMMENT LES CLIENTÈLES PRÉSENTANT UN HANDICAP PHYSIQUE, UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE, UN TROUBLE DU SPECTRE DE L’AUTISME, ETC.

LA SUBVENTION ACCORDÉE EN 2020-2021 PERMETTRA ÉGALEMENT AU RÉSEAU DES CAVAC DE TENIR DES CONSULTATIONS AUPRÈS D’EXPERTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ADAPTATIONS NÉCESSAIRES, AINSI QUE DE CRÉER DES OUTILS ET DE LA FORMATION. FINALEMENT, LE PROGRAMME FERA L’OBJET D’UNE ÉVALUATION.

B. PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE

AFIN DE RÉPONDRE À LA RECOMMANDATION #12, UNE SUBVENTION DE 348 000 \$ A ÉTÉ ACCORDÉE EN 2020-2021 À L’ORGANISME SOS VIOLENCE CONJUGALE POUR DÉVELOPPER, EN PARTENARIAT AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L’INDEMNISATION DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (DGIVAC) UN PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE.

LE PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE A POUR OBJECTIF DE PERMETTRE À DES PERSONNES VICTIMES QUI N’ONT PAS DE MOYEN DE SUBSISTANCE DE QUITTER UN ENVIRONNEMENT OÙ LEUR VIE OU LEUR SÉCURITÉ, OU CELLES DES PERSONNES À LEUR CHARGE, SONT COMPROMISES. L’ORGANISME POURRA AGIR À TITRE DE PORTE D’ENTRÉE POUR LES PERSONNES VICTIMES, EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU TERRAIN.

LES SOMMES ACCORDÉES À L’ORGANISME LUI PERMETTRONT L’EMBAUCHE D’EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES. PAR CETTE SUBVENTION, LE MINISTÈRE RÉPOND ÉGALEMENT EN PARTIE À LA RECOMMANDATION #10 DU RAPPORT “REBÂTIR LA CONFIANCE” EN BONIFIANT LES SERVICES DE SOS VIOLENCE CONJUGALE.

C. FORMATION DES INTERVENANTS JUDICIAIRES EN VIOLENCES SEXUELLES

À LA SUITE DES RECOMMANDATIONS #161, 163, 183 ET 186 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE », UNE SUBVENTION DE 100 000 \$ EN 2020-2021 A ÉTÉ OCTROYÉE À LA DRE DELPHINE COLLIN-VÉZINA DE L’UNIVERSITÉ MCGILL AFIN DE DÉVELOPPER UNE FORMATION EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES. LA FORMATION VISERA PLUSIEURS OBJECTIFS :

- COMPRENDRE ET INTÉGRER LES PRINCIPAUX CONCEPTS, ASPECTS ET ENJEUX RELATIFS AUX VIOLENCES SEXUELLES;
- MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS ET ATTENTES DES PERSONNES VICTIMES;
- MAXIMISER LA PERTINENCE ET LA QUALITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX PERSONNES VICTIMES, À LA LUMIÈRE DES MEILLEURES PRATIQUES ET DE LA RECHERCHE.

2. ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE « REBÂTIR LA CONFIANCE »

LE RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE » EST UN RAPPORT QUI RECOMMANDE UN CHANGEMENT DE CULTURE EN MATIÈRE D’ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE, TANT EN MATIÈRE PSYCHOSOCIALE QU’EN MATIÈRE DE JUSTICE. LES RECOMMANDATIONS SONT EN ANALYSE DANS TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS. AU MJQ, PLUSIEURS RECOMMANDATIONS SONT PRÉVUES DANS LE CADRE DE DIFFÉRENTES ACTIONS, NOTAMMENT LE PROJET DE LOI 84, LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D’INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT.

#	RECOMMANDATIONS EN COURS ¹
1	FOURNIR À LA PERSONNE VICTIME D’AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE UN SOUTIEN PSYCHOSOCIAL/JUDICIAIRE DÈS LE MOMENT OÙ ELLE DÉVOILE LES AGRESSIONS SUBIES ET CE, QU’ELLE DÉCIDE OU NON DE DÉNONCER LE CRIME AUX AUTORITÉS POLICIÈRES.
2	MAINTENIR LE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL/JUDICIAIRE DE LA PERSONNE VICTIME À TRAVERS L’ENSEMBLE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES.
3	ACCORDER AUX ORGANISMES D’AIDE AUX PERSONNES VICTIMES LE FINANCEMENT NÉCESSAIRE À LA RÉDUCTION DES LISTES D’ATTENTE ET À LA BONIFICATION DES SERVICES D’ACCOMPAGNEMENT PSYCHOSOCIAL/JUDICIAIRE ET CE, DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC.
9	HARMONISER LES PRATIQUES POLICIÈRES ET LES PROCÉDURES D’ACCUEIL DE LA PERSONNE VICTIME À TRAVERS L’ENSEMBLE DES POSTES DE POLICE ET CONSOLIDER LE RECOURS AUX LIGNES CENTRALES DE RÉFÉRENCIEMENT POUR L’ORIENTER.
10	BONIFIER LES LIGNES SOS VIOLENCE CONJUGALE ET INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE EN OCTROYANT LES RESSOURCES NÉCESSAIRES À L’AMÉLIORATION DE L’ÉCOUTE, DE L’INFORMATION ET DU RÉFÉRENCIEMENT ET ACCROÎTRE LA PROMOTION DE CES LIGNES D’APPEL AFIN DE MIEUX LES FAIRE CONNAÎTRE DE LA POPULATION EN GÉNÉRAL ET PLUS PARTICULIÈREMENT DES PERSONNES VICTIMES, DE LEURS PROCHES ET DES PERSONNES INTERVENANT AUPRÈS D’ELLES.
12	INSTAURER UN FONDS D’URGENCE POUR COMBLER LES BESOINS ESSENTIELS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE OU D’AGRESSION SEXUELLE EN SITUATION D’URGENCE.
16	DÉVELOPPER DES SERVICES CULTURELLEMENT PERTINENTS EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE POUR LES AUTOCHTONES VIVANT EN COMMUNAUTÉS OU EN MILIEU URBAIN
18	OFFRIR DES PROCESSUS DE JUSTICE RÉPARATRICE AUX VICTIMES AUTOCHTONES ADULTES DE VIOLENCE CONJUGALE ET D’AGRESSION SEXUELLE, TANT EN AMONT DU SYSTÈME JUDICIAIRE (PARTICIPATION CITOYENNE VOLONTAIRE, PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE), QUE DANS LE CADRE DE LA DÉTERMINATION ET DE L’EXÉCUTION DE LA PEINE. CES PROCESSUS DE JUSTICE RÉPARATRICE DOIVENT ÊTRE RELIÉS À L’IMPLANTATION DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ DANS LE CONTEXTE AUTOCHTONE (VOIR LA SECTION 4.7, L’IMPLANTATION DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN AGRESSIONS SEXUELLES ET VIOLENCE CONJUGALE AU BÉNÉFICE DES VICTIMES AUTOCHTONES).
19	ADOPTER LE PRINCIPE DIRECTEUR DE VALORISATION ET DE SÉCURISATION CULTURELLE, NÉCESSAIRE POUR FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE DES AUTOCHTONES, TANT À L’INTÉRIEUR QU’À L’EXTÉRIEUR DES COMMUNAUTÉS.
20	ASSURER UNE MEILLEURE REPRÉSENTATION DU PERSONNEL AUTOCHTONE, NOTAMMENT PAR L’EMBAUCHE DE PERSONNES AUTOCHTONES AU SEIN DES ORGANISMES D’AIDE ET DU SYSTÈME JUDICIAIRE.
22	APPLIQUER LE « PRINCIPE DE JORDAN » AUX VICTIMES AUTOCHTONES D’AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE.
31	OFFRIR À TOUS LES AVOCAT.E.S INSCRIT.E.S DANS CETTE BANQUE D’AVOCAT.E.S, INDÉPENDAMMENT DE LEUR CHAMP D’EXPERTISE, UNE FORMATION PERTINENTE ET CONTINUE EN MATIÈRE D’AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.
60	IMPLANter DANS TOUTES LES RÉGIONS DE LA PROVINCE LE PROGRAMME ENFANT TÉMOIN, QUI PERMET DE PRÉPARER LES ENFANTS À RENDRE TÉMOIGNAGE TOUT EN ÉVITANT D’ABORDER LES FAITS DE LA CAUSE.
61	DÉVELOPPER ET IMPLANter POUR LES ADULTES VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE, UN PROGRAMME SIMILAIRE AU PROGRAMME ENFANT TÉMOIN, ET CE, DANS TOUTES LES RÉGIONS DE LA PROVINCE.
63	S’ASSURER QUE LES POURSUIVANTS OFFRENT DES MESURES D’AIDE AU TÉMOIGNAGE AUX VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE ET QU’ILS EN FASSENT LA DEMANDE AU TRIBUNAL.
83	ENCOURAGER L’UTILISATION D’AUTRES MOYENS TECHNOLOGIQUES SUSCEPTIBLES D’AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES PERSONNES VICTIMES ET PRÉVOIR QUE LES FRAIS AFFÉRENTS SOIENT REMBOURSÉS RAPIDEMENT ET FACILEMENT PAR L’IVAC.
99	METTRE EN PLACE DANS TOUS LES PALAIS DE JUSTICE DES MESURES D’ACCUEIL ET D’ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES AFIN DE LEUR PROCURER UN SENTIMENT DE PROTECTION.
102	DOTER TOUS LES PALAIS DE JUSTICE ET TOUS LES POINTS DE SERVICES D’UN NOMBRE SUFFISANT DE DISPOSITIFS D’AIDE AU TÉMOIGNAGE (TÉMOIGNAGE À DISTANCE, ÉCRAN, DISPOSITIF OÙ LA VICTIME NE VOIT PAS L’ACCUSÉ, ETC.) AINSI QUE DE SALLES PERMETTANT À LA VICTIME DE TÉMOIGNER À DISTANCE.
142	RÉVISER EN PROFONDEUR LA LOI SUR L’INDEMNISATION DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS ET LE FONCTIONNEMENT DE L’ORGANISME CHARGÉ DE L’APPLIQUER, EN ACCORDANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES PERSONNES VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.
153	CRÉER LE POSTE DE COORDONNATEUR JUDICIAIRE AFIN D’AMÉLIORER LA CIRCULATION DE L’INFORMATION ENTRE LES TRIBUNAUX, LA COORDINATION DES DOSSIERS ET LA COHÉRENCE DES DÉCISIONS RENDUES.
155	SOUTENIR LES MESURES DE COMMUNICATION ET DE COORDINATION MISES EN PLACE PAR DES MOYENS TECHNOLOGIQUES DÉVELOPPÉS EN SYMBIOSE AVEC LE PROJET DE « TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE ».
156-172	INSTAURER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE D’AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE AU SEIN DE LA COUR DU QUÉBEC (ET RECOMMANDATIONS RELIÉES)
174	AMÉLIORER L’INFORMATION TRANSMISE AUX INTERVENANT.E.S, NOTAMMENT CONCERNANT LES DROITS DES PERSONNES VICTIMES, LES OBLIGATIONS DES DIFFÉRENTES INSTANCES ET LES MÉCANISMES MIS EN PLACE, AFIN DE LEUR PERMETTRE DE MIEUX ACCOMPAGNER LES PERSONNES VICTIMES.
175	ASSURER UNE PLUS LARGE DIFFUSION DE L’INFORMATION CONCERNANT LES DROITS ET RECOURS PRÉVUS À CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES AUPRÈS DE DIVERS ORGANISMES (EX. : RÉSEAU D’AIDE AUX PERSONNES VICTIMES, AIDE JURIDIQUE, REGROUPEMENTS PROVINCIAUX, ETC.) ET CE PARTOUT AU QUÉBEC.
179	PROMOUVOIR L’INFORMATION SUR LES DROITS ET RECOURS DES PERSONNES VICTIMES PAR DIVERS MOYENS, AFIN DE REJOINDRE UN PLUS GRAND NOMBRE DE VICTIMES AINSI QUE LE PUBLIC EN GÉNÉRAL.

#	RECOMMANDATIONS EN COURS ¹
182	ENTREPRENDRE LA RÉVISION DE LA LOI SUR L’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS AFIN QU’ELLE SOIT MODERNISÉE ET HARMONISÉE AVEC LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES.
183	S’ASSURER QUE L’ENSEMBLE DES INTERVENANT.E.S PSYCHOSOCIAUX, JUDICIAIRES ET MÉDICAUX REÇOIVENT UNE FORMATION GÉNÉRALE ET MULTISECTORIELLE PORTANT SUR LES VIOLENCES SEXUELLES ET CONJUGALES ET ABORDANT NOTAMMENT LES DIFFÉRENTS ASPECTS CIBLÉS PAR LE COMITÉ, ET CE, DE MANIÈRE CONTINUE.
184	S’ASSURER QUE LES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION SE POURSUIVENT ET QUE CERTAINES D’ENTRE ELLES SOIENT ADAPTÉES AUX RÉALITÉS PARTICULIÈRES DE CERTAINS GROUPES.
186	RECENSER ET RÉPERTORIER L’ENSEMBLE DES FORMATIONS OFFERTES DANS CHACUN DES SECTEURS D’INTERVENTION, DE MÊME QUE LES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE.

1. CERTAINES RECOMMANDATIONS TOUCHENT D’AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE A ANNONCÉ, LE 8 FÉVRIER 2021, LA CRÉATION ET LA COMPOSITION D'UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ. SON MANDAT CONSISTE À AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT ET L'EXPÉRIENCE DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE. IL DEVRA NOTAMMENT ÉVALUER ET DÉTERMINER CONCRÈTEMENT LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE AU QUÉBEC. IL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS SUIVANTES : MINISTÈRE DE LA JUSTICE, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ET COUR DU QUÉBEC.

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2021, LE GROUPE DE TRAVAIL S'EST RÉUNI À QUATRE REPRISES. CES RENCONTRES ONT PERMIS D'AMORCER LES TRAVAUX POUR PERMETTRE AUX MEMBRES D'IDENTIFIER LES ENJEUX LIÉS À LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR CHACUNE DE LEURS ORGANISATIONS. LE GROUPE DE TRAVAIL A RENCONTRÉ LES PRÉSIDENTES DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE AINSI QUE DIFFÉRENTES CHERCHEURES SPÉCIALISÉES SUR LES MODÈLES DE TRIBUNAUX SPÉCIALISÉS EXISTANTS.

P.69 **POUR 2020-2021, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L’ANNÉE 2021-2022. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, DE SA MISE EN ŒUVRE.**

MINISTÈRE

EN 2020-2021, 1,8 M\$ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE.

P.70 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉS INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE EN 2020-2021. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES À L’AGENDA POUR 2021-2022.

MINISTÈRE

RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
2020	17 JUIN	WEBCONFÉRENCE MICROSOFT TEAMS	VICKY BABIN, SCF JONATHAN BOISVERT, DEC JACQUES BUREAU, MEI SAMUEL FISET, SAA MATHIEU FRASER, SAJ FRÉDÉRIC GAGNÉ, MSSS JESSY GÉLINAS, MRIF JOVAN GUÉNETTE, SA SAMUEL LEGAULT-MERCIER, MSSS MARIE-EVE MARTIN, MJQ ROGER NOËL, MJQ MATHILDE ROY, MTESS SIMON VILLENEUVE, MIFI FRANÇOIS BÉLAND, MJQ (OBS.) LISA-MARIE ROY, MJQ (OBS.)
2020	22 OCTOBRE	WEBCONFÉRENCE MICROSOFT TEAMS	VICKY BABIN, SCF JONATHAN BOISVERT, DEC CATHERINE DENIS, MSSS SAMUEL FISET, SAA MATHIEU FRASER, SAJ JOVAN GUÉNETTE, SA GENEVIÈVE HAMEL, MAMH ANDRÉE-ANNE JOLY, FAMILLE ANNIK LEMIEUX, MEES ROGER NOËL, MJQ MAXIME OUELLET, MJQ LISA-MARIE ROY, MJQ MATHILDE ROY, MTESS PRISCILLA TACHÉ, MSSS CATHERINE THOMASSIN, MRIF SIMON VILLENEUVE, MIFI
2021	27 JANVIER	WEBCONFÉRENCE MICROSOFT TEAMS	VICKY BABIN, SCF MÉLANIE BEAULIEU, MJQ JACQUES BUREAU, MEI LOUIS-SIMON CORRIVEAU, MTESS HUGUES DORÉ, EN REMPLACEMENT DE JONATHAN BOISVERT, DEC-MTESS FRÉDÉRIC GAGNÉ, MSSS MARC-ANDRÉ GIRARD, MSP GENEVIÈVE HAMEL, MAMH ANDRÉE-ANNE JOLY, FAMILLE ANNIK LEMIEUX, MEQ MARIE-EVE MARTIN, MJQ ROGER NOËL, MJQ ROMANE ST-LAURENT, SAJ PRISCILLA TACHÉ, MSSS CATHERINE THOMASSIN, EN REMPLACEMENT DE JESSY GÉLINAS, MRIF SIMON VILLENEUVE, MIFI

P.71 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2020-2021; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
BAS-SAINT-LAURENT	31 810 \$	284 313 \$	69 922 \$
CÔTE-NORD	29 000 \$	282 313 \$	69 672 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	27 800 \$	280 143 \$	65 992 \$
GRAND MONTRÉAL	75 800 \$	424 070 \$	222 231 \$
MAURICIE	35 482 \$	281 813 \$	170 797 \$
MONTÉRÉGIE	89 500 \$	474 743 \$	213 088 \$
NUNAVIK	43 700 \$	231 200 \$	159 171 \$
OUTAOUAIS	60 000 \$	283 598 \$	60 837 \$
QUÉBEC	49 814 \$	471 984 \$	185 661 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	47 000 \$	280 313 \$	58 972 \$
TOTAL	489 906 \$	3 294 490 \$	1 276 343 \$

P.72 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2020-2021; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
BAS-SAINT-LAURENT	5	0	7
QUÉBEC	8	0	7
MONTRÉAL	7	0	14
OUTAOUAIS	5	0	13
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	5	0	7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	5	0	13
MONTÉRÉGIE	8	0	9
CÔTE-NORD	5	0	7
MAURICIE	5	0	13
NUNAVIK	2	0	0
TOTAL	55	0	90

P.73 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2020-2021.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS EN 2020-2021

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE
BAS SAINT-LAURENT	2 324
GRAND-MONTRÉAL	4 798
QUÉBEC	3 072
OUTAOUAIS	1 761
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA MADELEINE	1 150
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2 221
MONTÉRÉGIE	4 092
CÔTE-NORD	964
MAURICIE	2 450
NUNAVIK	186
TOTAL	23 018

MINISTÈRE

AUCUN.

P.75 **ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D’ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILÉ PAR :**

- A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2020-2021;**
- B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2020-2021;**
- C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2020-2021;**
- D. ACTIONS RÉÉVALUÉES / HORS DÉLAIS / IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;**
- E. ACTIONS À VENIR EN 2021-2022;**
- F. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE.

- P.76 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR :**
- A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2020-2021;
 - B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2020-2021;
 - C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2020-2021;
 - D. ACTIONS RÉÉVALUÉES / HORS DÉLAIS / IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
 - E. ACTIONS À VENIR EN 2021-2022;
 - F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

MINISTÈRE

RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN

EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, RESPONSABLE DU DOSSIER CONCERNANT LE RAPPORT SPÉCIAL DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION AU NUNAVIK, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POURSUIT LES TRAVAUX DU PLAN DE TRAVAIL QUI SONT SOUS SA RESPONSABILITÉ :

- **POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ À PUVIRNITUQ**
UN POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE EST RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ DE PUVIRNITUQ POUR RÉPONDRE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET ORIENTER LA CLIENTÈLE INUITE. UNE EMPLOYÉE INUITE A ÉTÉ EMBAUCHÉE LE 6 OCTOBRE 2019.
- **VISIOCOMPARUTION DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION LECLERC À LAVAL (EDLL)**
DEPUIS L'AUTOMNE 2017, AFIN D'ÉVITER LE TRANSFERT DE LAVAL VERS AMOS DE PERSONNES INCARCÉRÉES LORS DES ÉTAPES JUDICIAIRES PRÉALABLES AU PROCÈS, UN SYSTÈME DE VISIOCONFÉRENCE RESPECTANT LES NORMES EN VIGUEUR A ÉTÉ INSTALLÉ À L'EDLL. AVEC L'ACCORD DE LA MAGISTRATURE, CE PROJET PERMET AUX FEMMES PRÉVENUES À L'EDLL D'ÊTRE ENTENDUES PAR VISIOCONFÉRENCE.
- **MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE D'INFORMATION ET D'ACCOMPAGNEMENT POUR LES VICTIMES, LES CONTREVENANTS ET LEUR ENTOURAGE**
UN CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ A ÉTÉ OUVERT EN FÉVRIER 2019 AU NUNAVIK. EN COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES DU MILIEU, DONT LE BUREAU LOCAL DE L'AIDE JURIDIQUE, L'ÉQUIPE DE CE CENTRE EST APPELÉE À CIRCULER DE FAÇON ITINÉRANTE SUR LE TERRITOIRE DU NUNAVIK AFIN DE RENCONTRER LES JUSTICIABLES. LA RADIO COMMUNAUTAIRE ET LES MÉDIAS SOCIAUX SONT ÉGALEMENT UTILISÉS COMME CANAUX DE DIFFUSION D'INFORMATION. TOUTEFOIS LA PÉRIODE DE LA COVID-19 A ENTRAÎNÉ UNE BAISSSE SUBSTANTIELLE DES SERVICES, NOTAMMENT EN RAISON DES DÉPLACEMENTS ET DES CONTACTS LIMITÉS.

FINANCEMENT RAPPORT GLADUE

LE RAPPORT GLADUE CONSTITUE UNE VERSION ADAPTÉE DU RAPPORT PRÉSENTENTIEL. IL VISE À DÉTAILLER LES ÉLÉMENTS CONTEXTUELS SPÉCIFIQUES AU CONTREVENANT AUTOCHTONE (HÉRITAGE, ATTACHES, FACTEURS SYSTÉMIQUES OU HISTORIQUES DISTINCTS) ET À LES METTRE EN PERSPECTIVE AVEC L'ANALYSE DE LA SITUATION DÉLICTEUELLE. IL CONTIENT ÉGALEMENT DES INFORMATIONS SUR LA RÉINSERTION SOCIALE S'ADRESSANT SPÉCIFIQUEMENT AUX PERSONNES AUTOCHTONES. 137 RAPPORTS GLADUE ONT ÉTÉ ORDONNÉS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2020 ET LE 28 FÉVRIER 2021 ET LE COÛT MOYEN POUR LA PRODUCTION D'UN DE CES RAPPORT EST DE 1 125 \$.

AJOUT DE TERMES DE COUR ITINÉRANTE

EN 2020-2021, 10 TERMES EN PROTECTION DE LA JEUNESSE ONT ÉTÉ AJOUTÉS, REPRÉSENTANT 41 JOURS D'AUDIENCES SUPPLÉMENTAIRES.

TERMES	2018 (ANNÉE CIVILE)		2019 (ANNÉE CIVILE)		2020 (ANNÉE CIVILE)	
CRIMINEL	62 TERMES	303 JOURS	62 TERMES	307 JOURS	75 TERMES	370 TERMES
JEUNESSE	26 TERMES	104 JOURS	35 TERMES	167 JOURS	45 TERMES	208 JOURS

MISE EN PLACE D'UN GREFFE CIVIL À KUUJJUAQ

AFIN DE BONIFIER L'OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC, UN GREFFE CIVIL A ÉTÉ MIS EN PLACE AU PALAIS DE JUSTICE DE KUUJJUAQ AU PRINTEMPS 2018. CET AJOUT S'INSCRIT DANS LA VOLONTÉ MINISTÉRIELLE DE DÉPLOYER TOUTES LES INFRASTRUCTURES NÉCESSAIRES POUR RÉPONDRE ADÉQUATEMENT ET EN TEMPS OPPORTUN AUX BESOINS JUDICIAIRES DE LA POPULATION DU NORD-DU-QUÉBEC ET DE TRANSMETTRE UN MESSAGE CLAIR QUANT À L'IMPORTANCE D'AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE POUR LES COMMUNAUTÉS DE CETTE RÉGION.

UN PROCESSUS DE DOTATION EST EN COURS POUR PROCÉDER À L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE DE LA COMMUNAUTÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE KUUJJUAQ.

AU COURS DE L'ANNÉE 2020, 35 DOSSIERS ONT ÉTÉ OUVERTS POUR LE GREFFE CIVIL DE KUUJJUAQ, SOIT 7 EN MATIÈRE FAMILIALE, 19 EN MATIÈRE DE GARDE EN ÉTABLISSEMENT ET ÉVALUATION PSYCHIATRIQUE À LA COUR DU QUÉBEC, 2 À LA CHAMBRE CIVILE DE LA COUR DU QUÉBEC, 3 EN MATIÈRE CIVILE À LA COUR SUPÉRIEURE ET 0 À LA COUR DU QUÉBEC, DIVISION DES PETITES CRÉANCES, 4 EN APPEL COUR SUPÉRIEURE DOSSIER PROTECTION DE LA JEUNESSE

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS : ÉCOUTE, RÉCONCILIATION ET PROGRÈS

- **BONIFICATION DES SERVICES D'INTERPRÉTATION À LA COUR**

EN PARTENARIAT AVEC LE MILIEU AUTOCHTONE, UN SERVICE D'INTERPRÉTATION LORS DES PREMIÈRES COMPARUTIONS DANS LE NORD-DU-QUÉBEC A ÉTÉ MIS EN PLACE EN SEPTEMBRE 2019. CETTE MESURE VISE LA PARTICIPATION D'INTERPRÈTES INUITS ET CRIS LORS DES PREMIÈRES COMPARUTIONS DES PRÉVENUS AUTOCHTONES DEVANT LA CHAMBRE CRIMINELLE DE LA COUR DU QUÉBEC.

DE PLUS, DEPUIS NOVEMBRE 2019, UN SERVICE D'INTERPRÉTATION A ÉTÉ MIS EN PLACE POUR LES AUDITIONS À LA CENTRALISATION DES URGENCES. CETTE MESURE VISE LA PARTICIPATION D'INTERPRÈTES INUITS ET CRIS LORS DES AUDITIONS DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ ET DES URGENCES EN MATIÈRE CIVILE ET EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.

DEPUIS LE 22 FÉVRIER 2021, UN INTERPRÈTE INUIT EST DISPONIBLE DU LUNDI AU VENDREDI TOUTE LA JOURNÉE POUR ASSURER LA CONTINUITÉ DE SERVICE SI UN INTERPRÈTE DEVAIT S'ABSENTER OU NE POUVAIT PAS ASSURER SON ASSIGNATION.

- **AFFICHAGE BILINGUE OU TRILINGUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS APPELÉS À DESSERVIR UNE FORTE POPULATION AUTOCHTONE**

L'AFFICHAGE DANS LES PALAIS DE JUSTICE DE PUVURNITUQ ET DE KUJJUAQ COMPREND LA TRADUCTION EN INUKTITUT.

- **RENDRE DISPONIBLES EN LANGUE AUTOCHTONE LES FORMULAIRES GOUVERNEMENTAUX**

L'OBJECTIF CONSISTE À CE QUE LES FORMULAIRES JUDICIAIRES IDENTIFIÉS PAR LA COUR DU QUÉBEC SOIENT TRADUITS EN LANGUE AUTOCHTONE ET QU'ILS ACCOMPAGNENT DORÉNAVANT LES PROCÉDURES OFFICIELLES REMISES AUX JUSTICIABLES. LES FORMULAIRES CRIS ONT TOUTS ÉTÉ TRADUITS ET MIS EN FORME. ILS SONT EN COURS DE VÉRIFICATION FINALE AUPRÈS DES AUTORITÉS DE LA NATION CRIE. POUR LA LANGUE INNUE LE PROCESSUS DE TRADUCTION ET DE VÉRIFICATION EST TERMINÉ. UNE RÉVISION DES FORMULAIRES JUDICIAIRES EN MATIÈRE CRIMINELLE POUR L'INUKTITUT EST EN COURS ET DEVAIT ÊTRE COMPLÉTÉE AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022. ENFIN UN CONTRAT DE SERVICE A ÉTÉ OCTROYÉ AFIN QUE LES TRAVAUX SOIENT AMORCÉS POUR LA LANGUE ATIKAMEKW.

- **CORRESPONDANCE EN ANGLAIS OU EN LANGUE AUTOCHTONE**

LA DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DES RÉGIONS S'ASSURE, DANS SES CORRESPONDANCES OFFICIELLES AVEC LA COMMUNAUTÉ, DE TRANSMETTRE UNE TRADUCTION DE COURTOISIE.

- **ACCROÎTRE L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE LORS DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ AU NUNAVIK**

LA PREMIÈRE PHASE DE RÉALISATION DES TRAVAUX CONCERNANT L'IMPLANTATION D'UN SERVICE DE VISIOCONFÉRENCE POUR LA TENUE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ AU NUNAVIK EST COMPLÉTÉE.

EN EFFET, L'INSTALLATION PERMANENTE DES ÉQUIPEMENTS NÉCESSAIRES À L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE CADRE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN OCTOBRE 2019 À KUJJUAQ ET À PUVURNITUQ. L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE EST DEPUIS DISPONIBLE EN TOUT TEMPS DANS CES DEUX PÔLES.

DEPUIS LE MOIS DE JANVIER 2020, LA VISIOCOMPARUTION EST DISPONIBLE POUR TOUTES LES AUTRES COMMUNAUTÉS DU NUNAVIK À PARTIR DE PUVURNITUQ ET DE KUJJUAQ LORSQUE LA CAPACITÉ DE DÉTENTION LE PERMET. AINSI, DEPUIS LE MOIS D'AVRIL 2020, 87 % DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ SONT EFFECTUÉES PAR VISIOCONFÉRENCE OU TÉLÉPHONE.

LE POSTE DE POLICE DE KUJJUARAPIK POSSÈDE ÉGALEMENT L'ESPACE DE DÉTENTION PROVISOIRE NÉCESSAIRE POUR PERMETTRE AUX PRÉVENUS DE CETTE COMMUNAUTÉ DE PARTICIPER À LEUR ENQUÊTE SUR REMISE EN LIBERTÉ PAR VISIOCONFÉRENCE. L'INSTALLATION DES VISIOCOMPARUTIONS NÉCESSAIRES À LA TENUE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ SERA EFFECTUÉE PAR L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK CONSIDÉRANT LE CONTEXTE PARTICULIER DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19.

P.77 EN 2020-2021, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D’AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.

MINISTÈRE

BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES
MONTANT TOTAL : 4 566 453 \$

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021
NORD-DU-QUÉBEC (NUNAVIK)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	1 247 500 \$
NORD-DU-QUÉBEC	CENTRE D’AMITIÉ EENOU DE CHIBOUGAMAU	105 000 \$
NORD-DU-QUÉBEC (EYYOU ISHTEE)	GOVERNEMENT DE LA NATION CRIE	25 000 \$
MAURICIE	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	142 443 \$
MONTÉRÉGIE	MOHAWKS OF KAHNAWAKE	52 500 \$
MONTÉRÉGIE	MOHAWKS OF AKWESASNE	45 000 \$
CÔTE-NORD	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	33 750 \$
GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	LISTUGUJ MIG’MAQ GOVERNMENT	31 000 \$
MAURICIE	BANDE DES ATIKAMEKW D’OPITCIWAN	105 900 \$
OUTAOUAIS	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	31 500 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	56 250 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D’OR	111 510 \$
QUÉBEC – PROVINCE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	45 000 \$
QUÉBEC – PROVINCE	COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	234 000 \$
QUÉBEC – PROVINCE	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 850 100 \$
BASSE-CÔTE-NORD	REGROUPEMENT MAMIT INNUAT	225 000 \$
QUÉBEC – PROVINCE	REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	80 000 \$
CÔTE-NORD	CONSEIL DES INNUS DE PESSAMIT	25 000 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CONSEIL DE LA NATION ANISHNABE DE LAC-SIMON	20 000 \$
OUTAOUAIS	LE CONSEIL DE BANDE DU LAC-BARRIÈRE	70 000 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE LAC ST-JEAN	15 000 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE SENNETERRE	15 000 \$

PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR L’INCLUSION ÉCONOMIQUE ET LA PARTICIPATION SOCIALE (PAGIEPS)
MONTANT TOTAL : 49 100 \$

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021
MAURICIE	CENTRE ROLLAND-BERTRAND	4 300 \$
MAURICIE	LE TRASH	4 300 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC	HABIT’ACTION	2 500 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC	LA PIAULE	2 500 \$
MAURICIE	CENTRE LE HAVRE	10 000 \$
MAURICIE	POINT DE RUE	10 000 \$
MONTRÉAL	CLINIQUE DROITS DEVANT	10 500 \$
MONTRÉAL	VILLE DE MONTRÉAL	5 000 \$

DIRECTION DES PROGRAMMES D’ADAPTABILITÉ ET DE JUSTICE RÉPARATRICE
MONTANT TOTAL : 46 000 \$

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021
SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	PEKUAKAMIULNUATSH TAKUHIKAN	15 000 \$
MAURICIE	CONSEIL DES ATIKAMEKW D’OPITCIWAN	30 000 \$
QUÉBEC - PROVINCE	RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC (RSIQ)	1 000 \$

PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE AUX ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL 2020-2023
MONTANT TOTAL : 1 476 837 \$

RÉGION/DISTRICT	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021
TROIS-RIVIÈRES	RESSOURCES ALTERNATIVES MASKINONGÉ	27 600 \$
MONTMAGNY ET QUÉBEC (RIVE-SUD)	L’INTERFACE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	41 400 \$
CHICOUTIMI	ÉQUIJUSTICE SAGUENAY INC.	46 000 \$
JOLIETTE ET LAVAL	L’AVENUE, JUSTICE ALTERNATIVE	110 400 \$
SAINT-AURICE	L’ALTER ÉGAUX, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	27 600 \$
TROIS-RIVIÈRES	AVENUES CITOYENNES, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	27 600 \$
TROIS-RIVIÈRES	AUX TROIS PIVOTS	41 400 \$
ARTHABASKA	PACTE BOIS-FRANCS INC.	41 400 \$
BEAUCE ET FRONTENAC	AIDE AUX JEUNES CONTREVENANTS DE BEAUCE	34 500 \$
ALMA ET ROBERVAL	JUSTICE ALTERNATIVE LAC-ST-JEAN INC.	41 400 \$
DRUMMOND	COMMUN ACCORD, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	41 400 \$
RIMOUSKI	JUSTICE ALTERNATIVE DE L’EST	41 400 \$
KAMOURASKA	JUSTICE ALTERNATIVE DU KRTB INC.	41 400 \$
SAINT-FRANÇOIS, BEDFORD ET MÉGANTIC	LE PONT, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	110 400 \$
JOLIETTE	REPARS	34 500 \$
SAINT-AURICE	ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE VOLTEFACE	41 400 \$
MONTRÉAL	TRAJET	23 000 \$
MONTRÉAL	HOODSTOCK	11 500 \$
MONTRÉAL	ÉQUIJUSTICE MONTRÉAL CENTRE	80 500 \$
ABITIBI	LIAISON JUSTICE	27 600 \$
BEAUHARNOIS ET LONGUEUIL	ÉQUIJUSTICE RIVE-SUD	24 150 \$
IBERVILLE ET SAINT-HYACINTHE	ÉQUIJUSTICE RICHELIEU-YAMASKA	40 250 \$
RICHELIEU	OJA PIERRE-DE-SAUREL	24 150 \$
GATINEAU, PONTIAC ET MANIWAKI	SOCIÉTÉ ÉLIZABETH FRY DU QUÉBEC	9 200 \$
LABELLE ET TERREBONNE	MAVN	19 167 \$
TERREBONNE	MESURES ALTERNATIVES DES BASSES-LAURENTIDES	23 000 \$
ENSEMBLE DU QUÉBEC (SUPERVISION)	ÉQUIJUSTICE (BUREAU CENTRAL)	444 520 \$

PROGRAMME : PROGRAMME DE TRAVAUX COMPENSATOIRES (PTC)
MONTANT TOTAL : 45 595 \$

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021
COORDINATION PTC	REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE RÉFÉRENCE DU QUÉBEC	45 595 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.9.

P.78 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2019-2020 ET EN 2020-2021, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATION SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET CELUI POUR LES PROCHES DES VICTIMES.

MINISTÈRE

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2020 PAR RÉGION						
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	DÉSISTEMENT	DÉSINTÉ- RESSEMENT	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	100	19			119	1,4 %
BAS-SAINT-LAURENT	204	48			252	2,9 %
CHAUDIÈRE-APPALACHES	400	56			456	5,2 %
CÔTE-NORD	45	13			58	0,7 %
ESTRIE	593	148			741	8,4 %
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	75	9			84	1,0 %
LANAUDIÈRE	535	89			624	7,1 %
LAURENTIDES	618	127			745	8,5 %
LAVAL	229	40			269	3,1 %
LONGUEUIL	440	71			511	5,8 %
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	820	122			942	10,7 %
MONTRÉAL	1321	258			1579	18,0 %
OUTAOUAIS	252	35			287	3,3 %
QUÉBEC	668	118			786	9,0 %
SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	258	56			314	3,6 %
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	227	46			273	3,1 %
VALLEYFIELD	209	34			243	2,8 %
YAMASKA	363	78			441	5,0 %
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	37	11			48	0,5 %
EXTÉRIEUR DU CANADA	6	1			7	0,1 %
TOTAL	7 400	1 379			8 779	100,0 %
POURCENTAGE	84,3 %	15,7 %				

NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2020 PAR RÉGION

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2020	PRESTATIONS VERSÉES EN 2020
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	113	2 835 637 \$
BAS-SAINT-LAURENT	230	3 343 742 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	438	7 578 141 \$
CÔTE-NORD	54	1 331 434 \$
ESTRIE	770	8 504 577 \$
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	82	2 311 583 \$
LANAUDIÈRE	593	12 534 280 \$
LAURENTIDES	723	14 080 909 \$
LAVAL	281	5 049 245 \$
LONGUEUIL	575	9 820 307 \$
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	895	11 962 349 \$
MONTRÉAL	1559	27 579 627 \$
OUTAOUAIS	275	6 166 983 \$
QUÉBEC	717	15 062 801 \$
SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	270	4 541 705 \$

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2020	PRESTATIONS VERSÉES EN 2020
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	248	5 299 938 \$
VALLEYFIELD	274	4 199 255 \$
YAMASKA	407	7 080 597 \$
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	9	722 833 \$
EXTÉRIEUR DU CANADA	44	2 221 143 \$
TOTAL	8 557	152 227 086 \$

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D'ADMINISTRATION	
TYPES DE PRESTATIONS	2020
ASSISTANCE MÉDICALE	9 368 952 \$
RÉADAPTATION	21 582 283 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	76 971 288 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	2 083 077 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	182 263 \$
FRAIS FUNÉRAIRES	215 155 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	41 824 068 \$
TOTAL DES PRESTATIONS	152 227 086 \$
FRAIS D'ADMINISTRATION	17 787 377 \$
TOTAL	170 014 463 \$

DÉTAIL	2020
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE VICTIMES	16 848 290 \$
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE PROCHES	141 866 \$

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2020

TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	2020		
	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	4	2	26 242 \$
ENFANT MAJEUR	0	0	0 \$
PARENTS ENFANT MINEUR	6	5	94 351 \$
MÈRE ENFANT MINEUR	5	5	90 116 \$
PÈRE ENFANT MINEUR	2	1	25 528 \$
VEUVE AVEC ENFANT	1	1	6 218 \$
VEUF SANS ENFANT	1	1	10 128 \$
VEUVE SANS ENFANT	1	1	5 973 \$
TOTAL	20	16	258 556 \$

P.79 **LISTE DES RENCONTRES, ÉCHANGES ET COPIE DE LA CORRESPONDANCE ENTRE LE CABINET MINISTÉRIEL ET LES GROUPES COMMUNAUTAIRES DESSERVANT LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DANS L'ÉLABORATION DU PROJET DE LOI N° 84, LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT.**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.80 **LISTE DES RENCONTRES, ÉCHANGES ET COPIE DE LA CORRESPONDANCE ENTRE LE CABINET MINISTÉRIEL ET LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES DANS L'ÉLABORATION DU PROJET DE LOI N° 84, LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT.**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE

LA SOMME DE 193 M\$ ANNONCÉE EN DÉCEMBRE 2020 COMPREND LES COÛTS LIÉS À LA RÉFORME, MAIS EXCLUT LA CROISSANCE NATURELLE DU RÉGIME.

LA RÉFORME COMPREND NOTAMMENT LES MESURES SUIVANTES :

- ÉLARGISSEMENT DE LA NOTION DE VICTIME EN MATIÈRE D'INDEMNISATION;
- ABOLITION DE LA LISTE DES INFRACTIONS PERMETTANT L'INDEMNISATION, POUR COUVRIR TOUTES LES INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES;
- IMPRESCRIPTIBILITÉ, AVEC UNE PORTÉE RÉTROACTIVE, DES DEMANDES D'INDEMNISATION CONCERNANT LES INFRACTIONS COMMISES EN CONTEXTE D'AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL, DE VIOLENCE SUBIE PENDANT L'ENFANCE ET DE VIOLENCE CONJUGALE;
- ADMISSIBILITÉ AU RÉGIME D'INDEMNISATION DES PERSONNES VICTIMES D'UNE INFRACTION COMMISE À L'ÉTRANGER;
- MEILLEUR ACCÈS À DE L'AIDE PSYCHOSOCIALE ADAPTÉE;
- REMPLACEMENT DE LA RENTE VIAGÈRE PAR UNE SOMME FORFAITAIRE POUR LA NOUVELLE CLIENTÈLE;
- MISE SUR PIED D'UN PROGRAMME D'AIDE EN SITUATION D'URGENCE.

LE 10 MARS 2021, LE MINISTRE DE LA JUSTICE A ANNONCÉ UN INVESTISSEMENT SUPPLÉMENTAIRE D'ENVIRON 10 M\$ PAR ANNÉE POUR ASSURER UN REVENU AUX PERSONNES VICTIMES SANS EMPLOI QUI SONT INCAPABLES DE VAQUER À LEURS ACTIVITÉS HABITUELLES.

LE PLAN BUDGÉTAIRE 2021-2022 COMPREND L'OCTROI D'UNE SOMME ADDITIONNELLE DE 108,2 M\$ POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME.

P.82 NOMBRE DE VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE QUI ONT VU LEUR DEMANDE D'INDEMNISATION AU RÉGIME DE L'IVAC REJETÉE, CHAQUE ANNÉE DEPUIS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

CETTE INFORMATION N'EST PAS DISPONIBLE.

P.83 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D’ACCÈS À L’INFORMATION TRANSMISES AU CABINET MINISTÉRIEL POUR APPROBATION.

MINISTÈRE

AUCUNE DEMANDE D'ACCÈS À L'INFORMATION N'A ÉTÉ ENVOYÉE AU CABINET POUR APPROBATION.

LE CABINET EST CONSULTÉ AVANT QUE LA DÉCISION SOIT RENDUE DANS LE CAS OÙ IL S'AGIT DE DOCUMENT VISÉ À L'ARTICLE 34 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.

LE CABINET EST INFORMÉ DE TOUTES LES DÉCISIONS D'ACCÈS RENDUES AINSI QUE DES DOCUMENTS TRANSMIS SAUF LORSQU'IL S'AGIT DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.

MINISTÈRE

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2020-2021

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET AU 31 MARS 2021
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ^{1,3}	JUIN 2002	18	1 752 695 \$
BAS-SAINT-LAURENT ¹	FÉVRIER 1990	19	1 693 270 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC ¹	AVRIL 2003	15	1 240 630 \$
CÔTE-NORD ^{1,3}	NOVEMBRE 2001	15	1 320 932 \$
CRI ^{1,3}	JANVIER 2008	6	843 808 \$
ESTRIE ¹	NOVEMBRE 1992	18,5	1 645 745 \$
GASPÉSIE ET ÎLES-DE-LA-MADELEINE ¹	FÉVRIER 2003	10	835 544 \$
LANAUDIÈRE ¹	MARS 1998	19	1 612 085 \$
LAURENTIDES ¹	DÉCEMBRE 1992	17	1 504 885 \$
LAVAL ¹	MARS 1991	15	1 325 255 \$
MAURICIE ¹	FÉVRIER 1990	21	1 539 770 \$
MONTÉRÉGIE ¹	MARS 1990	27,5	2 683 902 \$
MONTRÉAL ^{1,2}	NOVEMBRE 1998	42,5	4 797 671 \$
NUNAVIK ¹	OCTOBRE 2004	9	1 325 524 \$
OUTAOUAIS ¹	NOVEMBRE 1989	19	2 005 305 \$
RÉGION DE QUÉBEC ¹	JUIN 1988	26	2 466 180 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN ¹	JANVIER 1989	21,5	1 892 660 \$

¹ INCLUANT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG) ET DU PROGRAMME ENFANT TÉMOIN ET AUTRES VULNÉRABILITÉS;

² LA SUBVENTION OCTROYÉE À CET ORGANISME INCLUT UN MONTANT PROVENANT DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET PILOTE EN LIEN AVEC LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021;

³ INCLUANT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC POUR LA RÉALISATION DE LA MESURE 10 DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES;

EFFECTIFS DES CAVAC EN 2020-2021

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	17	18
BAS-ST-LAURENT	1	18	19
CENTRE DU QUÉBEC	1	14	15
CÔTE-NORD	1	14	15
CRI	1	5	6
ESTRIE	1	17,5	18,5
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	9	10
LANAUDIÈRE	1	18	19
LAURENTIDES	1	16	17
LAVAL	1	14	15
MAURICIE	1	20	21
MONTÉRÉGIE	1	26,5	27,5
MONTRÉAL	1	41,5	42,5
NUNAVIK	1	8	9
OUTAOUAIS	1	18	19
QUÉBEC	1	25	26
SAGUENAY	1	20,5	21,5
TOTAL	17	302	319

P.85 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D’OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

MINISTÈRE

DESCRIPTION	2020-2021 31 MARS 2021
SERVICES RÉCURRENTS	
SOS VIOLENCE CONJUGALE ¹	1 258 061 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (PAR LE SACAIS)	255 000 \$
CENTRE D’EXPERTISE MARIE-VINCENT	420 700 \$
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	745 000 \$
QUÉBEC ET MONTRÉAL	
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	195 000 \$
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	83 000 \$
SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM)	100 000 \$
ÉDUCALOI	50 000 \$
SERVICES RÉCURRENTS – TOTAL PARTIEL	3 106 761 \$
PROJETS SPÉCIAUX – FÉDÉRAL	
SOS VIOLENCE CONJUGALE	223 244 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	222 357 \$
PROJETS SPÉCIAUX FÉDÉRAL – TOTAL PARTIEL	445 601 \$
GRAND TOTAL	3 552 362 \$

¹ INCLUANT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE.

POUR LES PROJETS SPÉCIAUX EN LIEN AVEC PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L’INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS ET L’APPEL DE PROJETS EXTRAORDINAIRE VISANT À MODERNISER L’ACCESSIBILITÉ ET L’OFFRE DE SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS EN CONTEXTE PANDÉMIQUE, LA RÉPONSE EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.10.

MINISTÈRE

À LA SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (RLRQ, c. A-13.2) EN JUIN 1988, LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) A ÉTÉ MIS SUR PIED AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (FAVAC) A ÉTÉ INSTITUÉ POUR ASSURER LE PAIEMENT DE TOUTE DÉPENSE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES FONCTIONS QUE CETTE LOI CONFIE AU BAVAC. LE FAVAC PERMET ÉGALEMENT D'ACCORDER UNE AIDE FINANCIÈRE À TOUTE PERSONNE OU ORGANISME QUI REMPLIT LES CONDITIONS DÉTERMINÉES PAR RÈGLEMENT, POUR FAVORISER, D'UNE PART, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES, NOTAMMENT POUR ASSURER L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) ET, D'AUTRE PART, POUR FAVORISER LA RECHERCHE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES DE MÊME QUE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION. UN RÈGLEMENT SUR L'AIDE FINANCIÈRE A ÉTÉ ÉLABORÉ ET EST ENTRÉ EN VIGUEUR EN JANVIER 1989. CE RÈGLEMENT PRÉVOIT LES RENSEIGNEMENTS, LES DOCUMENTS QUE LES PERSONNES ET ORGANISMES DOIVENT FOURNIR POUR OBTENIR UNE AIDE FINANCIÈRE ET CERTAINES CONDITIONS QU'ILS DOIVENT RESPECTER.

LE FINANCEMENT DU FAVAC EST NOTAMMENT ASSURÉ PAR LES REVENUS PROVENANT DES SURAMENDES COMPENSATOIRES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DES SOMMES PROVENANT DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET, DEPUIS LE 1ER JUILLET 2003, DE LA PERCEPTION D'UN MONTANT DE 10 \$ POUR CHAQUE CONTRAVENTION À UNE LOI DU QUÉBEC. LE FAVAC EST AFFECTÉ À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, NOTAMMENT AUX CAVAC, À L'ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD), À L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (AQPV), AU CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT, À SOS VIOLENCE CONJUGALE, AU CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL, AU CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE, AU CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE, À ÉDUCALOI, AUX CAMPAGNES DE SENSIBILISATION POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES ET À PLUSIEURS PROJETS DE RECHERCHE, ACTIVITÉS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION.

EFFECTIFS

POUR L'EXERCICE 2020-2021, LES EFFECTIFS AUTORISÉS DU BAVAC SONT 12 653 HEURES RÉMUNÉRÉES, SOIT L'ÉQUIVALENT DE 6,9 ETC.

MANDAT

LE BAVAC A POUR MANDAT, CONFORMÉMENT À LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, DE FAVORISER LA PROMOTION DES DROITS DES VICTIMES RECONNUS PAR LA LOI ET DE VEILLER AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES D'AIDE AINSI QU'À LA CONCERTATION ET À LA COORDINATION DES ACTIONS DES PERSONNES, MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI DISPENSENT DES SERVICES AUX VICTIMES. IL CONSEILLE ÉGALEMENT LE MINISTRE DE LA JUSTICE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES ET FAVORISE L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CAVAC SUR TOUT LE TERRITOIRE DU QUÉBEC, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES SPÉCIALISÉS EN FOURNISSANT AUX ORGANISMES L'ASSISTANCE TECHNIQUE OU PROFESSIONNELLE REQUISE POUR LEUR ÉTABLISSEMENT ET LEUR FONCTIONNEMENT. LE BAVAC FAVORISE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION CONCERNANT LES DROITS ET LES BESOINS DES VICTIMES AINSI QUE LES SERVICES QUI LEUR SONT ACCESSIBLES ET EXERCE TOUTE AUTRE FONCTION QUE LUI CONFIE LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN VUE DE FAVORISER L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. LE BAVAC ASSURE ÉGALEMENT L'ADMINISTRATION DU FAVAC.

LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC PARTICIPENT AUSSI À DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION, D'INFORMATION ET DE FORMATION PAR LE BIAIS DE CONFÉRENCES, D'ATELIERS ET DE SESSIONS DE TRAVAIL. ILS SIÈGENT ÉGALEMENT COMME MEMBRES À DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONCERNANT LES VICTIMES, AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE, AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET AUX INITIATIVES SOCIALES (SACAIS), AU COMITÉ D'ÉLABORATION ET DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES ET LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LUTTER CONTRE L'INTIMIDATION.

DE PLUS, LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC FOURNISSENT L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE REQUISE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES CAVAC ET POUR LEUR BON FONCTIONNEMENT. AINSI, LE BAVAC PRODUIT LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE, ORGANISE DES RENCONTRES AUXQUELLES SONT CONVIÉS LES DIRECTEURS ET DIRECTRICES DES CAVAC OU ENCORE DES REPRÉSENTANTS DE LEUR CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN PLUS D'ÉLABORER DES PROGRAMMES DE FORMATION ADAPTÉS AUX BESOINS DES INTERVENANTS.

LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

MANDAT

LES CAVAC SONT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES À BUT NON LUCRATIF RECONNUS PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE POUR OFFRIR AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, À LEURS PROCHES AINSI QU'AUX TÉMOINS, DES SERVICES D'AIDE. L'AIDE DES CAVAC EST DISPONIBLE QUE L'AUTEUR DU CRIME SOIT OU NON IDENTIFIÉ, ARRÊTÉ, POURSUIVI OU RECONNU COUPABLE. LES CAVAC TRAVAILLENT EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU MILIEU JUDICIAIRE, DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES. L'INTERVENTION DES CAVAC AUPRÈS DES VICTIMES SE FAIT DANS LE RESPECT DE LEURS BESOINS ET À LEUR RYTHME. ELLE S'APPUIE SUR LA CAPACITÉ QU'ONT LES VICTIMES DE GÉRER LEUR PROPRE VIE ET DE PRENDRE LES DÉCISIONS QUI LES CONCERNENT.

LES CAVAC OFFRENT DES SERVICES D'INTERVENTION POST-TRAUMATIQUE ET « PSYCHOSOCIOJUDICIAIRE », QUI CONSISTENT À ÉVALUER LES BESOINS ET LES RESSOURCES DE LA PERSONNE VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL. À LA SUITE DE L'ÉVALUATION, UNE INTERVENTION EST OFFERTE DANS LE BUT DE RÉDUIRE LES CONSÉQUENCES DE LA VICTIMISATION ET DE PERMETTRE À LA PERSONNE DE POURSUIVRE SON CHEMINEMENT. LE PERSONNEL DU CAVAC DISPENSE DE L'INFORMATION SUR LES DROITS ET LES RECOURS DE LA VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL, AUSSI BIEN SUR LES GRANDES ÉTAPES DU PROCESSUS JUDICIAIRE, LE PROGRAMME D'INDEMNISATION DES VICTIMES, INFOVAC-PLUS, OU LES INDEMNITÉS AUXQUELLES ELLE PEUT AVOIR DROIT. LE PERSONNEL DU CAVAC OFFRE L'ASSISTANCE TECHNIQUE NÉCESSAIRE POUR QUE LA VICTIME PUISSE REMPLIR DIFFÉRENTS FORMULAIRES, ET POUR QU'ELLE SOIT EN MESURE DE RESPECTER LES FORMALITÉS INHÉRENTES À SA SITUATION. LE PERSONNEL DU CAVAC ACCOMPAGNE LA VICTIME DANS SES DÉMARCHES AUPRÈS DES RESSOURCES MÉDICALES ET COMMUNAUTAIRES, ET L'ACCOMPAGNE DANS L'APPAREIL JUDICIAIRE PENDANT TOUT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER. LE PERSONNEL DU CAVAC ORIENTE LA VICTIME VERS DES SERVICES SPÉCIALISÉS TELS QUE LES RESSOURCES JURIDIQUES, MÉDICALES, SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES CAPABLES DE L'AIDER À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES QU'ELLE DOIT AFFRONTER.

LES CAVAC SONT GÉRÉS PAR DES CONSEILS D'ADMINISTRATION COMPOSÉS DE REPRÉSENTANTS PROVENANT DE LA COMMUNAUTÉ ET DES RÉSEAUX PARTENAIRES. DANS CHACUN DES CAVAC, UNE DIRECTRICE OU UN DIRECTEUR ASSUME LE RECRUTEMENT, LA FORMATION ET L'ENCADREMENT DU PERSONNEL, DES STAGIAIRES ET DES BÉNÉVOLES SUR QUI REPOSE LA PRESTATION DES SERVICES. DEUX CAVAC SONT GÉRÉS RESPECTIVEMENT PAR UNE ADMINISTRATION RÉGIONALE ET UN GOUVERNEMENT, SOIT LE CAVAC DU NUNAVIK (ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK) ET LE CAVAC CRI (GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE).

AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AUX CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE FINANCEMENT DES CAVAC EST ASSURÉ PRINCIPALEMENT PAR LE FAVAC, LEQUEL EST ADMINISTRÉ PAR LE BAVAC. LORSQUE LE MINISTRE DE LA JUSTICE RECONNAÎT L'ORGANISME COMME UN CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC), LE FINANCEMENT EST RENOUVELÉ DANS LA MESURE OÙ L'ORGANISME SE CONFORME AUX EXIGENCES STIPULÉES DANS LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE SIGNÉE ANNUELLEMENT PAR LES PARTIES.

DIX-SEPT CAVAC SONT EN OPÉRATION : BAS-SAINT-LAURENT, SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, CAPITALE-NATIONALE/CHAUDIÈRE-APPALACHES, MAURICIE, ESTRIE, MONTRÉAL, OUTAOUAIS, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, CÔTE-NORD, NUNAVIK, CRI, GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, LAVAL, LANAUDIÈRE, LAURENTIDES, MONTÉRÉGIE, CENTRE-DU-QUÉBEC.

LE RAPPORT ANNUEL ET LES ÉTATS FINANCIERS DES CAVAC SONT DISPONIBLES SUR LEUR SITE INTERNET À L'EXCEPTION DU CAVAC DU NUNAVIK ET DU CAVAC CRI.

DÉVELOPPEMENT DE SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES

DE PLUS, LE BAVAC TRAVAILLE AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES, AU SEIN DU RÉSEAU DES CAVAC ET AILLEURS. EN VOICI QUELQUES EXEMPLES :

1. PROGRAMME DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE

LE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE DU RÉSEAU DES CAVAC S'INSCRIT DANS UNE VOLONTÉ DE JOINDRE D'AVANTAGE DE PERSONNES VICTIMES, ET CE, RAPIDEMENT APRÈS LA DÉNONCIATION D'UN ACTE CRIMINEL. CE PROGRAMME EST LE FRUIT DE PLUS DE 10 ANS DE PARTENARIAT ENTRE LES CAVAC ET LEURS PARTENAIRES POLICIERS. LA RÉFÉRENCE POLICIÈRE JOUE UN RÔLE CLÉ POUR JOINDRE LES PERSONNES VICTIMES AFIN DE S'ASSURER QUE CES DERNIÈRES SOIENT INFORMÉES DE LEURS DROITS ET RECOURS AINSI QUE DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR LES AIDER. LA RÉFÉRENCE POLICIÈRE PERMET DE JOINDRE LES PERSONNES VICTIMES DÈS LA DÉNONCIATION POLICIÈRE ET NE NÉCESSITE PAS DE DÉPÔT FORMEL D'ACCUSATIONS PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.

LE CAVAC CONTACTE LA PERSONNE VICTIME ET LUI DONNE DES RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES POUR L'AIDER À CHEMINER DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, TELS QUE LEURS DROITS, LEURS RECOURS ET LES RESSOURCES DISPONIBLES. AU BESOIN, LA PERSONNE VICTIME PEUT RECEVOIR DU SOUTIEN DU CAVAC ET ÊTRE RÉFÉRÉ VERS DES SERVICES COMPLÉMENTAIRES (EX. HÔPITAUX, ORGANISMES SPÉCIALISÉS, ETC.).

2. CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE DES CAVAC

LA CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE DES CAVAC EST NÉE EN 2016-2017, D'UNE COLLABORATION ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DU CANADA. ELLE EST COMPOSÉE DE 37 INTERVENANTS ET 4 DIRECTRICES DE CAVAC PROVENANT DE L'ENSEMBLE DU QUÉBEC, À L'EXCEPTION DU CAVAC CRI ET DU CAVAC NUNAVIK. ELLE EST DÉCLANCHÉE, AU BESOIN, PAR LE BAVAC DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC. LA CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE PEUT INTERVENIR LORS D'ÉVÈNEMENTS TERRORISTES, DE FUSILADES ET D'ÉVÈNEMENTS CRIMINELS FAISANT PLUSIEURS PERSONNES VICTIMES AINSI QUE LORS D'ÉVÈNEMENTS NON-CRIMINELS À PREMIÈRE VUE RÉSULTANT EN MULTIPLES PERSONNES TRAUMATISÉES, TELS QUE LES ÉVÈNEMENTS DE LAC-MÉGANTIC. LA CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE EST CONSTITUÉE DE TELLE FAÇON QUE, LORS D'UNE CRISE, LES INTERVENANTS PEUVENT SE MOBILISER DANS UN COURT DÉLAI POUR VENIR EN AIDE AUX STRUCTURES EN PLACE, AFIN D'OFFRIR DE L'INTERVENTION POSTTRAUMATIQUE RAPIDEMENT AUX PERSONNES TOUCHÉES. ELLE TRAVAILLE EN COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS PAR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA SÉCURITÉ CIVILE.

3. AGENTS DE LIAISON ET D'INTERVENTION EN VIOLENCES SEXUELLES

LORS DU FORUM SUR LES AGRESSIONS ET LE HARCÈLEMENT SEXUELS DU 14 DÉCEMBRE 2017, L'AJOUT D'UN POSTE D'AGENT DE LIAISON ET D'INTERVENTION EN VIOLENCES SEXUELLES (ALIVS) DANS CHACUN DES CAVAC A ÉTÉ ANNONCÉ. CES AGENTS ONT LE MANDAT DE FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE INTERVENTION CAVAC RÉGIONALE SPÉCIALISÉE, ADAPTÉE, ET CONCERTÉE EN

MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES EN TENANT COMPTE DES RÉALITÉS RÉGIONALES AINSI QUE DE L'ORGANISATION DES SERVICES ET DU TRAVAIL DANS CHACUN DES CAVAC. LEURS PRINCIPALES TÂCHES SONT NOTAMMENT :

- INTERVENIR LOCALEMENT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES FEMMES, HOMMES ET ENFANTS DANS LE RESPECT DE LA MISSION DU CAVAC;
- AGIR À TITRE DE PERSONNE-RESSOURCE SPÉCIALISÉE À L'INTÉRIEUR DU CAVAC EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES;
- AGIR À TITRE DE PERSONNE-RESSOURCE CAVAC POUR LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE D'INTERVENTION POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR;
- ÉTABLIR ET CONSOLIDER DES PONTS AVEC LES DIFFÉRENTS ORGANISMES RÉGIONAUX VENANT EN AIDE AUX PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES NOTAMMENT SUR LES TABLES DE CONCERTATION;
- VEILLER À CE QUE LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES SOIENT SATISFAITES DE LEUR EXPÉRIENCE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE EN CE SENS.

EN 2020-2021, PLUS D'UNE TRENTAINE D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À TRAVERS LA PROVINCE ONT ÉTÉ RENCONTRÉS. DE PLUS, DES PORTRAITS RÉGIONAUX DE L'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES EN VIOLENCES SEXUELLES SONT EN COURS DE CRÉATION. EN 2020-2021, AU MOINS 10 ORGANISMES POUR HOMMES, 34 ORGANISMES POUR FEMMES ET 15 ORGANISMES POUR ENFANTS ONT ÉTÉ APPROCHÉS.

4. PROJET AMÉLIORER LES SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES ET VEILLER AU RESPECT DES DROITS PRÉVUS À LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS ET DES VICTIMES

CE PROJET SE DÉCLINE SUR DEUX VOLETS : LE PREMIER VOLET EST DE FAVORISER LA BONIFICATION DES OUTILS LIÉS AUX SERVICES POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE AINSI QUE LEUR MISE EN VALEUR. LA RÉALISATION DE CE VOLET EST ASSURÉE PAR SOS VIOLENCE CONJUGALE. LE DEUXIÈME VOLET EST D'ASSURER LE RESPECT DES DROITS DES PERSONNES VICTIMES DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE, LESQUELS SONT PRÉVUS DANS LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES (CCDV). LA RÉALISATION DE CE VOLET EST ASSURÉE PAR L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIME. FINALEMENT, POUR AMÉLIORER LA RECONNAISSANCE ET LA PARTICIPATION DES PERSONNES VICTIMES, ET PLUS PARTICULIÈREMENT LES PERSONNES DES RÉGIONS ÉLOIGNÉES, DES SYSTÈMES DE VISIOCONFÉRENCE MOBILE SERONT INSTALLÉS POUR RENFORCER LES LIENS ENTRE LES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE ET LES PERSONNES VICTIMES. LE PROJET SERVIRA ÉGALEMENT À INFORMER LES PERSONNES VICTIMES DE LEURS DROITS ET RECOURS LIÉS À LA CCDV, APPUYANT AINSI LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET. CE DERNIER VOLET EST ASSURÉ PAR LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.

P.87 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2020-2021 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE (RLRQ, c. C-11)
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES (CONSTATS D’INFRACTION DÉLIVRÉS)
51	1
52	7
58	4
63	1
140	1
TOTAL	14

ARTICLE 51 : INSCRIPTION SUR UN PRODUIT DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR SITE WEB RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 58 : AFFICHAGE PUBLIC OU PUBLICITÉ COMMERCIALE DANS UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 63 : NOM D’UNE ENTREPRISE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 140 : DÉFAUT DE TRANSMETTRE À L’OFFICE LE PROGRAMME DE FRANCISATION DANS LE DÉLAI

SUIVI DES CONSTATS D’INFRACTION DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	0
PROCÈS	1
EXPÉDIÉ	7
EN ATTENTE DE SIGNIFICATION	4
PRÊT À TRANSFÉRER	0
DÉLAI PLAIDOYER/PAIEMENT	2
TOTAL	14

P.88 EN 2020-2021, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11.) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D’ŒUVRE DANS L’INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

INFRACTIONS À LA LOI R-20

	2020-2021
NOMBRE DE CONSTATS ÉMIS	2 680
AMENDES (1)	1 517 952 \$
FRAIS (2)	465 874 \$
TOTAL AMENDES ET FRAIS	1 983 826 \$
MONTANT PAYÉ (3)	648 172 \$
PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ	990
% PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ	37 %

NOTES :

1. IL S’AGIT DE LA VALEUR DE L’AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D’INFRACTION DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 28 FÉVRIER 2021.
2. IL S’AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D’INFRACTION DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 28 FÉVRIER 2021.
3. IL S’AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N’INCLUT PAS LES MONTANTS D’AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D’UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.

P.90 CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :

- A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2020-2021; PRÉVISION POUR 2021-2022;
- B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2018-2023.

MINISTÈRE

A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2020-2021

MESURE	2020-2021
FAVORISER L’ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE	10 000 \$

B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2018-2023

MESURE	MISE EN ŒUVRE
FAVORISER L’ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE	UNE PAGE WEB EST DISPONIBLE SUR LE SITE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PRÉSENTE L’INFORMATION PERTINENTE AUX CITOYENS : WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/PROGRAMMES-ET-SERVICES/SERVICES/DEMANDER-UNE-ORDONNANCE-DE-PROTECTION-EN-MATIERE-CIVILE LE MJQ A CONFIÉ UN MANDAT À L’UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL POUR LA RÉALISATION D’UN PROJET DE RECHERCHE INTITULÉ : « ENJEUX ET DÉFIS DE L’ACCÈS, DE LA MISE EN ŒUVRE ET DE LA RECONNAISSANCE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE ». LE PROJET, MENÉ PAR MME SONIA GAUTHIER ET MME MARIANA RAUPP, VISE À DOCUMENTER L’APPLICATION DES ORDONNANCES DANS LES AUTRES PROVINCES, D’Y RELEVER LES CONDITIONS DE RÉUSSITE ET CELLES À AMÉLIORER ET DE PROPOSER DES PISTES DE SOLUTIONS POUR FAVORISER LE RECOURS À CE NOUVEL OUTIL AU QUÉBEC. CE PROJET DE 3 ANS SE DÉROULE EN TROIS PHASES, DE SEPTEMBRE 2019 À AOÛT 2022.
ÉTUDIER LA POSSIBILITÉ DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE EN Y AJOUTANT UNE OBLIGATION LÉGALE DE DIVULGUER TOUTE SITUATION OÙ UNE PARTIE FAIT L’OBJET DE CONDITIONS À L’ÉGARD DE L’AUTRE PARTIE	LA MESURE EST RÉALISÉE. LA MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE (CHAPITRE 3, ARTICLE 16) EST EN VIGUEUR DEPUIS LE 13 JUIN 2019.

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2020-2021

MESURE	2020-2021
RÉSEAU DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (CAVAC) ¹	10 322 513 \$
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	1 258 061 \$

¹ CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION COMMISE DANS UN CONTEXTE CONJUGAL OU FAMILIAL, ET CE, POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 MARS 2021 SOIT 33,86% DE LA CLIENTÈLE DU RÉSEAU DES CAVAC.

UN APPEL DE PROJETS EXTRAORDINAIRE VISANT À MODERNISER L’ACCESSIBILITÉ ET L’OFFRE DE SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS EN CONTEXTE PANDÉMIQUE, D’UN MONTANT GLOBAL DE 5 000 000 \$, A ÉTÉ LANCÉ LE 26 NOVEMBRE 2020 ET S’EST TERMINÉ LE 29 JANVIER 2021. L’ANALYSE DES PROJETS REÇUS A MENÉ À L’ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DONT 21 VISENT LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE.

B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2018-2023

MESURE	MISE EN ŒUVRE
PRODUIRE ET DIFFUSER DU MATÉRIEL DE SENSIBILISATION ET D’INFORMATION SUR LA VIOLENCE CONJUGALE POSTSÉPARATION	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE POUR L’ANNÉE 2022-2023.
SENSIBILISER LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DE L’ÉCOLE DU BARREAU À LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE POUR L’ANNÉE 2022-2023.

MESURE	MISE EN ŒUVRE
PRODUIRE ET DIFFUSER UNE TROUSSE D’INFORMATION PORTANT SUR LES DIVERS MÉCANISMES D’INTERVENTIONS CONCERTÉES VISANT À PRÉVENIR LES RISQUES D’HOMICIDES INTRAFAMILIAUX	CETTE MESURE DÉBUTERA DANS LES PROCHAINS MOIS. ELLE A ÉTÉ RETARDÉE AVEC LE CONTEXTE PANDÉMIQUE ACTUEL.

PLAN D’ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025

MESURE	MISE EN ŒUVRE
METTRE EN PLACE UN SERVICE JURIDIQUE D’URGENCE POUR DÉTERMINER, NOTAMMENT, LES DROITS DE GARDE D’ENFANTS EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE.	CETTE MESURE EST RÉALISÉE PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES. CELLE-CI A ENVOYÉ EN JANVIER 2021 UNE DIRECTIVE PRÉCISE À L’INTENTION DE L’ADMISSIBILITÉ AFIN DE S’ASSURER QUE LES PERSONNES VISÉES PAR LA MESURE REÇOIVENT DES SERVICES IMMÉDIATEMENT, ET CE, MÊME SI ELLES SONT DANS L’INCAPACITÉ DE DÉMONTRER LEUR ADMISSIBILITÉ.
METTRE EN PLACE UN PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE AFIN DE FACILITER LA SORTIE D’UN MILIEU DANGEREUX POUR LES PERSONNES VICTIMES NOTAMMENT DE VIOLENCE CONJUGALE.	CETTE MESURE EST EN COURS DE RÉALISATION.

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L’INTERVENTION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) DANS CE DOMAINE SE FAIT EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC LES DIVERS PARTENAIRES IMPLIQUÉS DANS LE TRAITEMENT DE CETTE PROBLÉMATIQUE, COMME EN TÉMOIGNE LE DERNIER PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023 (PLAN D’ACTION 2018-2023), RENDU PUBLIC LE 10 AOÛT 2018.

BUDGET

LES TROIS MESURES DU PLAN D’ACTION 2018-2023 SOUS LA RESPONSABILITÉ DU DPCP REPRÉSENTENT UN COÛT DE 19,7 M\$ DONT 18,0 M\$ FINANCÉS EN CONTREPARTIE DE CRÉDITS ADDITIONNELS ANNONCÉS AU PLAN ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC DE MARS 2018.

LE DPCP S’EST VU ALLOUER DES SOMMES REPRÉSENTANT L’AJOUT DE 25 RESSOURCES (20 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREURS), 1 TECHNICIEN EN DROIT ET 4 EMPLOYÉS DE SOUTIEN). CES RESSOURCES SERONT NÉCESSAIRES JUSQU’EN 2022-2023. AINSI :

- LE BUDGET AUTORISÉ POUR L’EXERCICE 2020-2021 EST DE 3,6 M\$;
- LES DÉPENSES RÉELLES AU 28 FÉVRIER 2021 SONT DE 2,4 M\$.

MESURES DU PLAN D’ACTION SOUS LA GOUVERNE DU DPCP

ACTION 32 : ADOPTER UN PROGRAMME DE RENCONTRE ENTRE LE PROCUREUR ET LA VICTIME

LA DIRECTIVE VIO-1 QUI GUIDE LE PROCUREUR DANS L’EXERCICE DE SES FONCTIONS A ÉTÉ REVUE ET PUBLIÉE EN NOVEMBRE 2018. ELLE PRÉVOIT LA MANIÈRE DONT LES DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE DOIVENT ÊTRE TRAITÉS, EN APPLICATION DE LA POLITIQUE D’INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET CONFORMÉMENT À L’ORIENTATION 16 DU MINISTRE DE LA JUSTICE, ET CE, AFIN D’ENCOURAGER LA DÉNONCIATION, FAVORISER LA PARTICIPATION DES VICTIMES AU PROCESSUS JUDICIAIRE ET PRÉSERVER LA CONFIANCE DU PUBLIC DANS L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

LA DIRECTIVE VIO-1 PRÉVOIT DORÉNAVANT LA TENUE D’UNE RENCONTRE ENTRE LE PROCUREUR RESPONSABLE DU DOSSIER ET LA VICTIME, ET CE, DÈS QUE POSSIBLE APRÈS LE DÉPÔT DES ACCUSATIONS ET DANS TOUS LES CAS, AVANT LE JOUR DU TÉMOIGNAGE DE LA VICTIME. LE PROCUREUR RENCONTRE CETTE DERNIÈRE POUR NOTAMMENT L’INFORMER DU DÉROULEMENT DU PROCESSUS JUDICIAIRE, DE SA PARTICIPATION, DE SES DROITS AINSI QUE DES MESURES FACILITANT SON TÉMOIGNAGE, RÉPONDRE À SES QUESTIONS ET À SES PRÉOCCUPATIONS ET IDENTIFIER SES BESOINS EN LIEN AVEC SA PRÉPARATION POUR RENDRE SON TÉMOIGNAGE DEVANT LE TRIBUNAL. CETTE RENCONTRE VISE À CRÉER UN LIEN DE CONFIANCE AVEC LE PROCUREUR, À FAVORISER LA PARTICIPATION DE LA VICTIME AU PROCESSUS JUDICIAIRE, À ATTÉNUER SES CRAINTES ET ACCROÎTRE SA CONFIANCE DANS L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

LE 1^{ER} AVRIL 2020, DES MODIFICATIONS ONT ÉTÉ APPORTÉES AU SYSTÈME INTÉGRÉ DES POURSUITES PUBLIQUES (SIPP) AFIN DE PERMETTRE LA COMPILATION DES RENCONTRES ENTRE LE PROCUREUR ET LA VICTIME. DES TRAVAUX D’ANALYSE ET DE VALIDATION DE LA SOLUTION SONT EN COURS.

ACTION 33 : METTRE EN PLACE UN MÉCANISME DE COORDINATION POUR FAVORISER L’UNIFORMISATION DES PRATIQUES DE TOUS LES PROCUREURS

NOMINATION D’UNE COORDONNATRICE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE AU SEIN DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL. DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2021, CE POSTE RELÈVE DU BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS.

MISE SUR PIED EN MARS 2018 D'UNE COMMUNAUTÉ DE SAVOIR AU SEIN DU DPCP REGROUPANT DES PROCUREURS EXPÉRIMENTÉS ISSUS DE PLUSIEURS DISTRICTS JUDICIAIRES. LE MANDAT DE CETTE COMMUNAUTÉ EST DE CRÉER UN LIEU D'ÉCHANGE ET DE PARTAGE POUR LES MEMBRES AFIN DE PERMETTRE UNE UNIFORMISATION DES PRATIQUES, TOUT EN RESPECTANT LES RÉALITÉS RÉGIONALES DE CHACUN, ET CE, POUR ASSURER UN TRAITEMENT ÉQUITABLE ET DE QUALITÉ AUX VICTIMES. RENCONTRES TENUES EN MARS 2018, NOVEMBRE 2018, JANVIER 2020 ET OCTOBRE 2020.

ACTION 34 : FAVORISER ET PRIORISER LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE

LA DIRECTIVE VIO-1 PRÉVOIT SPÉCIFIQUEMENT QUE LE PROCUREUR DOIT ACCORDER LA PRIORITÉ AUX DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LA FIXATION DE DATES DE PROCÈS ET DOIT FAIRE VALOIR AUPRÈS DU TRIBUNAL LA NÉCESSITÉ DE PROCÉDER DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS, AFIN DE MAINTENIR LA PARTICIPATION DE LA VICTIME DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE.

LE PROCUREUR DOIT S'OPPOSER À TOUTE DEMANDE DE REMISE QUI PARAÎT AVOIR POUR BUT DE RETARDER LES PROCÉDURES.

LA PRIORISATION DE CES DOSSIERS VISE À ASSURER UN MEILLEUR SOUTIEN AUX VICTIMES, À FAVORISER LEUR MOBILISATION ET À MAINTENIR LES CONDITIONS DE PROTECTION À LEUR ÉGARD.

MESURES DU PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025

EN RAISON DE SON MANDAT DE POURSUIVANT PUBLIC, LE DPCP N'EST PAS PORTEUR DE MESURE DANS LE CADRE DE CE PLAN QUI VISE LA PRÉVENTION DES SITUATIONS DE VIOLENCES CONJUGALES. IL EST TOUTEFOIS COLLABORATEUR DE PLUSIEURS D'ENTRE ELLES :

- PRODUIRE UN AIDE-MÉMOIRE À L'INTENTION DES SERVICES POLICIERS CONCERNANT L'ENGAGEMENT DE NE PAS TROUBLER L'ORDRE PUBLIC PRÉVU À L'ARTICLE 810 DU *CODE CRIMINEL* ET S'ASSURER QUE LES VICTIMES ONT ACCÈS À DE L'INFORMATION JUSTE ET FIABLE QUANT AUX LIMITES DE CE RECOURS. IL PARTICIPERA À L'ÉLABORATION DE L'AIDE-MÉMOIRE ET DU CONTENU INFORMATIF À L'INTENTION DES VICTIMES.
- ÉTENDRE À QUATRE RÉGIONS SUPPLÉMENTAIRES LE SERVICE D'ÉVALUATION DES CONJOINTS VIOLENTS AU STADE DE LA MISE EN LIBERTÉ PROVISoire. IL FAIT LA PROMOTION DE CE SERVICE AU SEIN DU DPCP ET ENJOINT LES PROCUREURS À Y AVOIR RECOURS.
- MENER UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ QUANT À L'IMPLANTATION DE BRACELETS ANTI-RAPPROCHEMENTS COMME MOYEN DE PRÉVENTION DES HOMICIDES CONJUGAUX. IL PARTICIPERA AUX RENCONTRES QUI SERONT TENUES AVEC LES CHERCHEURS LORS DES ÉCHANGES QUANT AUX RÉSULTATS DE LA RECHERCHE.

P.91 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDiquer LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

MINISTÈRE

LES INFORMATIONS SONT PRÉSENTÉES DANS LES PAGES SUIVANTES.

VEUILLEZ PRENDRE NOTE QUE LE COÛT TOTAL DE LA FORMATION INCLUT LE COÛT D'INSCRIPTION, LES FRAIS DE DÉPLACEMENT AINSI QUE LE SALAIRE DU PARTICIPANT.

Liste des formations suivies par le personnel du ministère de la Justice
entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
0-04 Virage numérique des tribunaux - Règles et pratiques recommandées		
Le Centre du Sablon	146 \$	1
18e Symposium national sur le droit des fouilles et des saisies au Canada		
Osgoode Hall Law School	1 494 \$	2
20e Journée d'étude sur les réclamations sur les contrats-Les données d'ouvrages publics face aux réclamations des entreprises construction		
Université Laval	3 171 \$	2
5@6 - Les élections américaines et les relations Canada - États-Unis		
Barreau du Québec	208 \$	1
5@6 - Quelles évolutions pour la justice de demain ?		
Barreau du Québec	208 \$	1
8e Conférence publique de la Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon - Rédaction juridique et démocratie		
Université Laval	94 \$	1
Accès à la justice : les personnes d'abord		
Eventbrite	314 \$	1
Access to the Legal Geek		
Susskind and Cohen	56 \$	1
Accueil ministériel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	45 \$	2
Acomba Fermeture de mois		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	2
Activer les leviers de la motivation pour nourrir l'engagement individuel et collectif		
Alliance des cadres de l'État	159 \$	1
Activité de lancement - Défi Pierre Lavoie		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	123 \$	1
Adjointe à la magistrature		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	105 \$	2
Agent de bureau - greffe criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 719 \$	2
Agent de bureau - greffe pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 813 \$	2
Agent de bureau jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 572 \$	2
Agent vérificateur de l'identité (AVI) - IICPG		
Chambre des notaires du Québec	121 \$	1
Agent vérificateur de l'identité (AVI) - RDPRM		
Chambre des notaires du Québec	121 \$	1
Agente de bureau		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 793 \$	10
Agente de bureau - pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 635 \$	2
Agilité (introduction)		
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	93 \$	1
AI'S Contribution to the Administration of Justice		
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	77 \$	1
Animation d'ateliers sur les rôles et responsabilités des chefs d'équipe		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	392 \$	1
Application TEAMS		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	108 \$	1
Apprendre à déléguer à distance		
Université de Sherbrooke	149 \$	3
Approche client: développez vos habilités de communication et d'influence		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	696 \$	4
Appropriation Outlook-judex		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	158 \$	5
Assermentation par des moyens technologiques		
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	56 \$	1
Atelier de formation - Dossier SGIPA - BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	100 \$	2
Atelier de sensibilisation de l'UPAC		
Institut des auditeurs internes Canada (L')-Section de Québec (IAIQ)	150 \$	1
Atelier pour le PI17		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	62 \$	1
Atelier sur la déontologie		
Barreau du Québec	47 \$	1
Atteinte de vie privée et preuve électronique		
Barreau du Québec	45 \$	1
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	255 \$	4
Audience semi-virtuelle et virtuelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	104 \$	2
Audience virtuelle TEAMS		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	14 894 \$	462
Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS)	378 \$	10
Ministère de la Sécurité publique du Québec	438 \$	15
Ministère des Finances du Québec (MFQ)	1 073 \$	31
Audiences virtuelles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	35 136 \$	1 012
Audiences virtuelles - Greffiers-audienciers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 986 \$	161
Audiences virtuelles - Greffiers-audienciers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 184 \$	119
Audiences virtuelles - Greffiers-audienciers et adjoints		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 534 \$	139
Audiences virtuelles Teams - Greffier-audiencier et adjoint		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	3
Audiences virtuelles - JCQ-GA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	696 \$	41

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Audiences virtuelles - Magistrature		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 625 \$	102
Audiences virtuelles - Maître des rôles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 778 \$	136
Audiences virtuelles - Maître des rôles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 931 \$	97
Audiences virtuelles - Maître des rôles- greffe numérique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	323 \$	1
Audiences virtuelles - Soutien technique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	532 \$	20
Audiences virtuelles - système ADO LSJPA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	235 \$	9
Autoformation Greffe numérique judiciaire du Québec (GNJQ)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	28 \$	1
Autorisations judiciaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 139 \$	20
Autorisations judiciaires en matière civile et de petites créances		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 267 \$	19
Avec la chaîne de blocs, imaginons le Québec de demain		
Université Laval	55 \$	1
Avez-vous donné ou obtenu plus de droits que vous ne le pensiez? Licence implicite de droit d'auteur.		
Robic, S.E.N.C.R.L./LLP	55 \$	1
Banque de documents (BDJ) et tenue de temps		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 928 \$	25
Base ADO/LSJPA fin de semaine		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	391 \$	14
Beagle, a Chatbot that Helps with Everyday Legal Problems		
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	56 \$	1
Bilan du virage technologique de la justice du Québec		
Université de Montréal	159 \$	2
Blockchain, Data Protection, and Health Data Management		
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	56 \$	1
C-46 et les facultés affaiblies par les drogues		
Barreau du Québec	86 \$	1
C-46 et les facultés affaiblies par les drogues: moyen de détection et d'enquête, moyens de preuve et divulgation		
Barreau du Québec	301 \$	4
C-46 et les facultés affaiblies par les drogues-Moyens de défense, préavis, les attaques constitutionnelles, incluant ce		
Barreau du Québec	194 \$	2
C-46 et les facultés affaiblies par les drogues-Survol des parties 1 et 2 de la loi: infractions, peines, divulgation de l ...		
Barreau du Québec	108 \$	1
Cadre juridique applicable aux cas de conduite haineuse, développements récents et application des nouvelles politiques propres2		
Forces armées canadiennes	41 \$	1
Caissiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 250 \$	46
Capsule OARL		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	396 \$	2
Capsule vidéo sur la dynamique d'équipe		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	2
Ceinture blanche Lean Six Sigma		
AFI Expertise	833 \$	1
Ceinture noire Lean Six Sigma		
Université Laval	8 385 \$	1
Cercle des jeunes leaders		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	8 787 \$	9
Certificats de divorce, RPAL reconduction ordonnance		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	451 \$	3
Civic Participation		
Le comité européen des régions	112 \$	2
Clauses de non-concurrence et de non-sollicitation		
Barreau du Québec	35 \$	1
CLEO's direct-to-public		
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	56 \$	1
Coaching		
Services de consultation Claude Landry	3 276 \$	2
Colloque en droit du travail et l'emploi		
Cain Lamarre	346 \$	1
Colloque interne-Ateliers Schuman-Face à la crise du Covid-19, repenser le multilatéralisme à l'heure des élections américaine		
Université Laval	1 621 \$	2
Colloque national sur l'action collective 2020		
Barreau du Québec	4 341 \$	5
Colloque: Environnement 2020 - pesticides cap vers le changement		
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	210 \$	1
Comment agir sur nos inquiétudes en périodes de pandémie ?		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 190 \$	82
Comment aider le client déstabilisé à considérer le mode approprié de règlement des différends (C.p.c.)		
Barreau du Québec	354 \$	9
Comment négocier avec les personnalités difficiles: Le coffre à outils		
Barreau du Québec	1 479 \$	30
Comment procéder devant le TAQ: Division de la santé mentale du TAQ		
Barreau du Québec	180 \$	1
Comment procéder devant le TAQ: Section des affaires sociales du TAQ		
Barreau du Québec	383 \$	5
Commission d'enquête et enquête administrative: comprendre les règles du jeu		
Barreau du Québec	501 \$	19
Communication claire du droit		
Éducaloi	86 \$	1
Communication Tools for Law Firm Efficiency		
Clio	56 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Communiquer clairement avec impact		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	56 \$	1
Comparutions de fins de semaine et jours fériés		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 157 \$	50
Comparutions de fins de semaine et jours fériés - mise à jour et nouveautés		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 512 \$	26
Comparutions et enquêtes de mise en liberté de fins de semaine et jours fériés		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 834 \$	43
Comparutions et enquêtes fins de semaine et jours fériés - Greffe d'origine		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 013 \$	37
Comparutions et enquêtes sur mise en liberté fins de semaine et jours fériés - Greffe d'origine		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	126 \$	6
Comparutions fin de semaine et jours fériés - système de garde		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 148 \$	94
Comparutions fins de semaine et jours fériés - Greffe d'origine		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 103 \$	48
Compétences essentielles du juriste de l'État - Le juriste au sein de l'administration publique du Québec (module 1)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	97 \$	1
Complexité des emplois		
Secrétariat du Conseil du trésor	261 \$	1
Comptabilité de base		
Contrôleur des finances	273 \$	1
Comptabilité des avocats - Guide pratique en six temps		
Barreau du Québec	163 \$	2
Comptabilité et normes d'exercice - Se conformer à ses obligations professionnelles		
Barreau du Québec	552 \$	3
Conférence de règlement à l'amiable virtuelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	53 \$	1
Conférence JBM-CAIJ « Les signatures électroniques »		
Jeune Barreau de Montréal	433 \$	4
Conférence sur la rédaction législative - Édition 2020		
Institut canadien d'études juridiques supérieures	612 \$	2
Conférence sur le réaménagement en milieu urbain - Colloque en Expropriation		
Barreau du Québec	720 \$	1
Conférence sur le travail, la santé et la performance en temps de crise sanitaire		
Cabinet Empreinte humaine	90 \$	1
Conférence sur les lois spéciales - Expropriation		
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	72 \$	1
Conférence virtuelle intitulée: Comment rester mobilisé en télétravail		
Stéphane Simard	45 \$	1
Conférence webinaire - ARGP		
Association des responsables de la gestion des plaintes du Gouvernement du Québec (ARGP)	139 \$	1
Confiscation civile		
Unité permanente anticorruption (UPAC)	144 \$	1
Connexion, Salon de la transformation numérique		
Événement les affaires	1 181 \$	1
Conseil canadien de droit international (CCDI)		
Agrément de EDETL - Barreau de l'Ontario	720 \$	1
Construire l'avenir avec le droit		
Centre québécois du droit de l'environnement	692 \$	2
Contrats des organismes publics		
Wolters Kluwer Canada Limitée	1 034 \$	2
Contrats municipaux - Cadre législatif des contrats publics		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 080 \$	1
Contrôle des salles virtuelles permanentes		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	24 \$	1
Conversation nationale en ligne sur lois autochtones		
Centre de ressources sur la gestion des terres des 1ere nations	125 \$	1
Coopérative d'habitation à capitalisation individuelle		
Chambre des notaires du Québec	241 \$	3
Coronavirus mise à jour judiciaire 3		
Chambre des notaires du Québec	36 \$	1
Correction extrant (viking)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	2
Cours collégial de droit		
Collège Ahuntsic	16 538 \$	1
Cours de base en audit interne		
Inst. des vérificateurs internes, Sect. Mtl (IVIM)	468 \$	1
COVID-19 and The Future of the Professions		
Clio	75 \$	1
COVID-19 et le partage du temps de garde: où en sommes-nous?		
Barreau du Québec	94 \$	1
COVID-19 et télétravail: droits et obligations dans un contexte inédit		
Fondation du Barreau du Québec	108 \$	1
COVID-19 Obligations déontologiques judiciaires		
Barreau du Québec	37 \$	1
COVID-19 Tirer profit des modes de PRD et du protocole préjudiciaire		
Fondation du Barreau du Québec	104 \$	1
Covid-19: vie privée et protection des données		
Université de Montréal	43 \$	1
Crafting communication during a crisis		
Behavioural Insights Team (BIT)	37 \$	1
Culture et consommation de cannabis dans un immeuble		
Barreau du Québec	83 \$	1
Cyberdéfense - Les menaces numériques: La sécurité des appareils mobiles		
Secrétariat du Conseil du trésor	147 \$	6
Cyberdéfense - Les menaces numériques: L'hameçonnage		
Secrétariat du Conseil du trésor	147 \$	6
Cyberdéfense - Les menaces numériques: L'Ingénierie sociale ou l'art de la manipulation		
Secrétariat du Conseil du trésor	116 \$	5

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Cyberdéfense - Les menaces numériques: Virus et rançongiciels		
Secrétariat du Conseil du trésor	147 \$	6
Cybersécurité		
ISACA section de Québec	237 \$	1
Cybersécurité : prévention et détection d'intrusion		
TECHNOLOGIA Formation Conseil	5 693 \$	4
Cybersécurité et protection des données personnelles		
Le Point en Santé et Services sociaux	876 \$	2
Cycle Budgétaire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 524 \$	104
Cycle budgétaire et budget de dépenses (notions de crédit)		
Ministère des Finances du Québec (MFQ)	424 \$	2
Danser avec la réalité		
Chambre des notaires du Québec	93 \$	2
Data Breach & Cybersecurity incidents		
Osgoode Hall Law School	1 803 \$	1
De nouveaux droits pour les patients en fin de vie		
Barreau du Québec	250 \$	5
Déclencher et accélérer l'innovation par le Design Thinking		
HEC Montréal (École des hautes études commerciales)	2 241 \$	1
Démystifier les concepts qui sous-tendent les Expériences Lexius (expérience client, utilisateur, employé et partenaire)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	357 \$	4
Déploiement des audiences virtuelles via TEAMS		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	197 \$	6
Déploiement des auditions en salles virtuelles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	39 \$	2
Design Thinking (introduction)		
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	93 \$	1
DESS en technologie éducative		
Université Laval	8 024 \$	1
Developing Plans for Resuming Court Operations		
National center for state court	56 \$	1
Développement récent en droit à l'égalité - Fraser c. Canada, 2020 CSC 28		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	769 \$	15
Développements récents en droit constitutionnel 2019-2020		
Université de Montréal	414 \$	2
Développements récents en propriété intellectuelle et en droit du divertissement		
Barreau du Québec	1 318 \$	2
Développer une stratégie de sensibilisation gagnante		
ISACA section de Québec	51 \$	1
Diagnostic et conduite du changement organisationnel		
Université Laval	10 121 \$	1
Dialogue ouvert & franc sur le racisme et la discrimination systématique dans le système de justice		
Association du Barreau canadien (L')	139 \$	1
Diffamation - l'art de s'exprimer en toute liberté		
Barreau du Québec	347 \$	7
Fasken	60 \$	1
Dilemmes éthiques		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	862 \$	1
Droit administratif - La justice administrative		
Barreau du Québec	92 \$	1
Droit administratif - Le contrôle judiciaire et les recours en droit québécois		
Barreau du Québec	68 \$	1
Droit constitutionnel 1		
Université de Montréal	1 181 \$	1
Droit des technologies de l'information avancée - Droit et intelligence artificielle		
Université de Montréal	3 983 \$	2
Droit international privé et fiscalité dans un contexte de succession transfrontalière		
Chambre des notaires du Québec	89 \$	1
Droits, réalités autochtones et compétences culturelles pour les avocats		
Barreau du Québec	2 321 \$	29
DRT-6096 Légistique 1(2e cycle)		
Université Laval	1 440 \$	1
Échange de renseignements confidentiels lorsque la sécurité d'une personne est menacée		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 832 \$	60
Écriture efficace		
Magistrad	1 850 \$	10
E-leadership : Comment être un bon leader à distance		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	319 \$	2
Encadrement pour la gestion contractuelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 413 \$	102
Enjeux éthiques du recours à l'intelligence artificielle en temps de pandémie		
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	77 \$	1
Enjeux juridiques reliés aux membres de la Première réserve des Forces armées canadiennes		
Forces armées canadiennes	41 \$	1
Enquête interne et rapport à la gestion en matière de harcèlement psychologique		
RRSPT-Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	756 \$	1
Entraînement à la tâche - Adjointe à la magistrature		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 422 \$	5
Entraînement à la tâche - Adjointe à la Régionale		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	415 \$	2
Entraînement à la tâche - Agent bureau- Archives,Civil /serv.pop.,Coordin.,Criminel,Pénal,Pet.Créanc.,Jeunesse,Manutention.		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 178 \$	14
Entraînement à la tâche - Agent de bureau		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	13 010 \$	12
Entraînement à la tâche - Agent de bureau - Administration		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 592 \$	2
Entraînement à la tâche - Agent de bureau - Services financiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	454 \$	2

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Entraînement à la tâche - Agent de bureau (civil/service à la population)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	10 154 \$	15
Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS)	634 \$	2
Entraînement à la tâche - Agent de bureau (criminel/pénal)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	21 169 \$	15
Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS)	8 259 \$	2
Entraînement à la tâche - Agent de bureau (jeunesse)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 189 \$	2
Entraînement à la tâche - Agent de bureau (secteur criminel)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	11 145 \$	4
Entraînement à la tâche - Agent de bureau , technicien(criminel/pénal)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 902 \$	51
Entraînement à la tâche - Agent de bureau CS et CQ		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 676 \$	2
Entraînement à la tâche - Agent de bureau pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 343 \$	2
Entraînement à la tâche - Agent de bureau Petites créances et mariages civil		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 667 \$	2
Entraînement à la tâche - Attaché judiciaire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	33 835 \$	5
Entraînement à la tâche - BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	6 962 \$	1
Entraînement à la tâche - Greffier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	27 317 \$	30
Entraînement à la tâche - Greffier-audiencier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	12 731 \$	13
Entraînement à la tâche - Greffier-audiencier (jeunesse)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	631 \$	4
Entraînement à la tâche - Greffier-audiencier (petites créances)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	349 \$	2
Entraînement à la tâche - Greffier-audiencier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	21 894 \$	26
Entraînement à la tâche - Greffier-audiencier (civil CS)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	326 \$	2
Entraînement à la tâche - Greffier-audiencier (civil)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	349 \$	2
Entraînement à la tâche - Greffier-audiencier (criminel)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 659 \$	5
Entraînement à la tâche - Greffier-audiencier (pénal)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	328 \$	2
Entraînement à la tâche - Huissier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 405 \$	16
Entraînement à la tâche - Huissier audiencier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 188 \$	2
Entraînement à la tâche - LSA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	237 \$	3
Entraînement à la tâche - Préparation rôle criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 034 \$	2
Entraînement à la tâche - Rédaction des ordonnances (criminel)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	957 \$	2
Entraînement à la tâche - Service à la clientèle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	48 \$	1
Entraînement à la tâche - Services financiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	10 455 \$	17
Entraînement à la tâche - Soutien administration		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	74 \$	2
Entraînement à la tâche - Technicien en droit (civil/service à la population)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	900 \$	11
Entraînement à la tâche : agent de bureau (civil/service à la population)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	759 \$	4
Entraînement à la tâche :soutien à la gestion /service à la clientèle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 126 \$	2
Entraînement à la tâche: technicien en droit		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	253 \$	4
Entraînement à la tâche: technicien en droit (civil/service à la population)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 772 \$	10
Ergonomie dans le télétravail		
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	26 \$	2
Éthique et courtoisie		
Barreau du Québec	683 \$	3
Éthique et courtoisie: Se comporter professionnellement en tout temps		
Barreau du Québec	811 \$	17
Éthique et déontologie		
Barreau du Québec	315 \$	2
Éthique et déontologie professionnelle		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	587 \$	1
Être gestionnaire d'équipe à distance et hybride		
Alliance des cadres de l'État	712 \$	2
Être gestionnaire d'équipes hybrides et à distance		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	184 \$	1
Èvènement Contech bâtiment 2020		
Contech Bâtiment	1 075 \$	6
Éviter les pièges en PI dans la rédaction de contrats commerciaux		
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	185 \$	2
Évolution menaces sécurité		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 112 \$	116
Excel - mise à niveau		
CFO Masqué	717 \$	2
Excel - Partie 2: Une appropriation en mode approfondi! - Enregistrement		
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	51 \$	1
Excel - Tableaux de bord (niveau 1)		
CFO Masqué	391 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Excel 2013/2016 Débutant		
Versalys	634 \$	1
Excel 2013/2016 intermédiaire		
Versalys	255 \$	1
Excel de base		
AFI Expertise	1 020 \$	2
Excel intermédiaire		
AFI Expertise	508 \$	1
Exercer son leadership en contexte de télétravail		
Université Laval	144 \$	1
Expanding Court Operations II: Outside the Box Strategies		
National center for state court	56 \$	1
Exploring Community Justice Help to Advance Community-based Access to Justice		
Law Society of Ontario (Barreau de l'Ontario)	37 \$	1
Exploring Compliance Technologies for Privacy		
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	56 \$	1
Facebook et les conséquences juridiques de nos propos (Facebook devant les tribunaux: avez-vous des amis?)		
Barreau du Québec	530 \$	11
Faillite et proposition de consommateur: Ce que vous devez savoir		
Jeune Barreau de Québec	58 \$	1
Faire affaires en France		
Barreau du Québec	108 \$	1
Faire stratégiquement sa marque avec authenticité		
Barreau du Québec	167 \$	3
Fermeture mensuelle des opérations financières		
Contrôleur des finances	93 \$	1
Fiscalité 101 pour les notaires		
Richter	108 \$	1
Fondements en évaluation des postes et en rémunération directe plus Introduction à la convention collective		
Université du Québec à Montréal (UQAM)	2 457 \$	1
Fondements en organisation du travail et Administration des lois du travail		
Université de Montréal	569 \$	1
Force majeure et Covid-19: Considérations liées aux enjeux contractuels		
Barreau du Québec	127 \$	3
Formation - Agent de bureau		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	6 470 \$	6
Formation - Agent de bureau - BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	96 067 \$	56
Formation - Agent de bureau - Transfert à la cour - BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	45 \$	1
Formation - Archives -BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 354 \$	2
Formation - Autres lois en saisie		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	36 \$	1
Formation - Concept de base BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	117 \$	2
Formation - journée de garde téléphonique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	446 \$	4
Formation - Préposé aux renseignements - BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	17 645 \$	6
Formation à la sécurité de l'information		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	19 629 \$	1 078
Formation Accueil Criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	502 \$	3
Formation accusés détenus, peines incarcération		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 619 \$	10
Formation Adjointe d'administration & direction		
La grande école des affaires	484 \$	1
Formation agent de bureau (civil/service à la population)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	14 601 \$	10
Formation agent de bureau civil		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	20 861 \$	2
Formation agent de bureau criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 703 \$	2
Formation agent de bureau criminel/pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	11 525 \$	10
Formation agent de bureau jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 938 \$	6
Formation agent de bureau pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 639 \$	4
Formation agent de bureau service population		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 728 \$	2
Formation AGILE		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	178 \$	2
Formation Agile 101		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	94 \$	1
Formation Ambassade		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	53 \$	1
Formation attaché judiciaire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	203 \$	3
Formation audience semi-virtuelle et virtuelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	225 \$	4
Formation audience virtuelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 449 \$	50
Formation avancée Outlook		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	158 \$	4
Formation AZ-204: Developing Solutions for Microsoft Azure		
Microsoft Canada inc.	2 151 \$	1
Formation BI		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	252 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Formation Bon de travail / BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	949 \$	6
Formation Cardex et tournée		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	144 \$	1
Formation ceinture blanche		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 775 \$	14
Formation continu - BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 543 \$	4
Formation contrôle qualité - constats radar photo		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	95 \$	1
Formation corporative-Services financiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	72 \$	1
Formation Courriel - CCC - BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	765 \$	3
Formation CRA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	53 \$	1
Formation CSR		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	649 \$	4
Formation d'animateurs/formateurs		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 355 \$	9
Formation de base en droit de la construction		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 366 \$	27
Formation de base sur l'utilisation d'ADOBE ACROBAT PRO dans un contexte de litige		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 162 \$	22
Formation de caviardage		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	145 \$	4
Formation en éthique et en déontologie sur la sécurité informatique dans le domaine (pratique) du droit		
Barreau du Québec	138 \$	1
Formation en techniques de plaidoirie		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	8 349 \$	18
Formation Excel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	977 \$	1
Formation fonctionnalités d'Outlook		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	53 \$	1
Formation gestion des jugements numériques (S-File)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	24 \$	1
Formation GNJQ		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	570 \$	14
Formation greffe numérique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	553 \$	29
Formation greffier-audiencier criminel/pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	13 094 \$	11
Formation greffier-audiencier jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 997 \$	4
Formation greffier-audiencier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	19 024 \$	16
Formation huissier audiencier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	406 \$	2
Formation Intermédiaire 1 / BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	6 849 \$	26
Formation Justice SAAQ - BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	43 \$	3
Formation Loi R-20		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	57 \$	1
Formation maître des rôles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	21 695 \$	11
Formation maître des rôles, conférence des registraires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	323 \$	1
Formation nouvelles technologies nouveau palais rénové		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	1
Formation Office 365 - One note		
Secrétariat du Conseil du trésor	211 \$	2
Formation Office 365 - TEAM et One Drive		
Secrétariat du Conseil du trésor	236 \$	1
Formation OPHQ		
Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)	67 \$	1
Formation Outlook		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	9 084 \$	411
Formation Outlook - Application Bureau		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	75 \$	2
Formation Outlook Judex		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	79 \$	1
Formation Outlook sur le Web		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	9 843 \$	29
Formation paiements de transfert		
Contrôleur des finances	131 \$	1
Formation pilotage SAGESSE		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	737 \$	2
Formation PMRG		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	531 \$	29
Formation PowerPoint - gabarit SMSO		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	400 \$	31
Formation Procès-Verbal Criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	86 \$	1
Formation profil Herrmann		
CAMIQ inc.	2 244 \$	14
Formation programme de mesures de rechange général		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	336 \$	1
Formation relations de travail 2020		
Cain Lamarre	5 809 \$	10
Formation Repiquage		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	68 \$	3

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Formation résolution de problème		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	180 \$	4
Formation Sade		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	184 \$	14
Formation SAGESSE - Indicateurs de gestion		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	786 \$	5
Formation salles virtuelles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	152 \$	2
Formation secteur civil		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 491 \$	2
Formation sécurité de l'information		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 183 \$	16
Formation service à la clientèle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	663 \$	21
Formation services financiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	23 990 \$	13
Formation S-Filer, Sharepoint, expéditions des jugements		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	955 \$	5
Formation Sharepoint		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	53 \$	1
Formation SRAVE		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	883 \$	76
Formation sur la faillite		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	33 \$	1
Formation sur la Politique visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel / maître de stage		
Barreau du Québec	72 \$	1
Formation sur l'ABC en faillite et insolvabilité		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	154 \$	3
Formation sur le fonctionnement des audiences virtuelles		
Barreau du Québec	79 \$	1
Formation sur le nouvel outil de messagerie OUTLOOK sur le Web		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	872 \$	21
Formation sur les compagnies / BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	914 \$	52
Formation sur les délais en matières jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	56 \$	2
Formation sur les procès-verbaux au criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	187 \$	6
Formation sur les saisies / BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	11 946 \$	52
Formation sur l'interrogatoire au préalable		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	343 \$	7
Formation sur Vavilov		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	81 \$	1
Formation synthèse à l'écrit		
Acti-com inc.	2 545 \$	9
Formation Teams		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	786 \$	20
Formation Teams ambassadeurs		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 064 \$	13
Formation Teams audioconférence		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	6
Formation Teams de base		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	164 \$	7
Formation Teams et PV		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	340 \$	1
Formation Teams salles virtuelles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 145 \$	80
Formation Teams, CNJQ agente de bureau		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 626 \$	1
Formation technicien de bureau - BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	31 \$	1
Formation Technicien en droit - BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	37 267 \$	11
Formation technicien en droit (civil/service à la population)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	449 \$	5
Formation technicien en droit criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 999 \$	2
Formation technicien en droit criminel pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	54 \$	2
Formation technicien en droit jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	163 \$	2
Formation techniques de preuve		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	31 254 \$	22
Formation téléphonique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 072 \$	4
Formation Viking et criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	102 \$	2
Formation Virage numérique des tribunaux, règles et pratiques recommandées		
Lafortune Formation	80 \$	1
Formation WEB RTC		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 505 \$	68
Formation WEB RTC obligatoire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	937 \$	64
Formation WebPro		
Barreau du Québec	122 \$	1
Gartner Security & risk management summit		
Gartner Inc.	3 644 \$	1
Gérer son temps, ses priorités et ses activités avec Outlook		
AFI Expertise	432 \$	1
Gérer une équipe en télétravail : organisation et outils		
École de technologie supérieure (ÉTS)	703 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Gestion des actifs stratégiques de la propriété intellectuelle en période d'incertitude		
Robic, S.E.N.C.R.L./LLP	51 \$	1
Gestion des créances		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	12 664 \$	85
Gestion des créances - Dossiers type EJ - Groupe 1		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 024 \$	21
Gestion des jugements numériques		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	243 \$	4
Gestion des risques		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	358 \$	1
Gestion des salles virtuelles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	74 \$	3
Gestion des stratégies de groupe (GPO) : préférences (GPP) et registres		
TECHNOLOGIA Formation Conseil	3 984 \$	2
Gestion documentaire - ULTIMA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	374 \$	8
Gestion du temps et des priorités		
Université de Sherbrooke	84 \$	3
Gestion du temps et des priorités - Gestionnaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 498 \$	14
Gestion du temps et des priorités - plaideurs		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 008 \$	29
Gestion du temps et des priorités - Réflexions féministes		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	240 \$	1
Gestion du temps et des priorités Législation / Conseil		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 933 \$	66
Gestion du temps et des priorités: personnel de soutien, techniciens et professionnels		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 535 \$	19
Gestion et prévention du stress dans les organisations		
Université Laval	7 437 \$	1
Gestion et réponses aux incidents de cybersécurité		
Forensik	513 \$	1
Gestion officiers de justice		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	266 \$	5
Gestionnaire, un nouveau métier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 982 \$	13
GNJQ		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	817 \$	36
GNJQ et teams		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	18 \$	1
GNJQ-traitement des jugements		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	1
Grammaire du français écrit		
Université Laval	1 299 \$	1
Greffe judiciaire numérique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	50 \$	2
Greffe numérique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	794 \$	3
Greffier-audancier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	37 065 \$	110
Greffier-audancier greffe criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	147 \$	1
Greffier Cour Criminelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	651 \$	4
Greffier Cour Sup Mérite		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	651 \$	2
Groupe codéveloppement (en situation de gestion)		
Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC du CSPQ)	375 \$	1
Guide de survie du notaire pour la protection et la sécurité de l'information personnelle ou confidentielle		
Chambre des notaires du Québec	40 \$	1
Habiletés de direction		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	2 386 \$	1
Herrmann - Digital		
CAMIQ inc.	70 \$	1
Hommes violents		
Équijustice	314 \$	1
How state courts are using innovative technologies		
National center for state court	56 \$	1
How to inform the public of their rights in times of crisis		
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	56 \$	1
Huissier audancier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	608 \$	3
Humanisation des soins		
Dialogue	94 \$	1
Impacts de l'hypertrucage (deepfake)		
Robic, S.E.N.C.R.L./LLP	108 \$	1
Indemnités de départ et de fin d'emploi au Québec		
Barreau du Québec	108 \$	1
Infonuagique: dissiper le brouillard déontologique		
Barreau du Québec	820 \$	21
Initiation au service de Justice - Généralité		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	69 \$	2
Injonction et sursis		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 754 \$	34
Inside the mind of a hacker – Virtual experience		
NOVIPRO	94 \$	1
Intervenir efficacement auprès des clients difficiles, vulnérables ou agressifs		
Cégep de Saint-Jérôme	6 706 \$	69
Introduction à la Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux		
Barreau du Québec	315 \$	3
Introduction à la sécurité de l'information		
Barreau du Québec	27 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Introduction au droit de l'immigration - Volet 1 - Introduction / Résidence temporaire		
Barreau du Québec	257 \$	4
Introduction au droit de l'immigration - Volet 17 / Résidence temporaire		
Barreau du Québec	73 \$	1
Introduction au droit de l'immigration - volet 2 - Résidence permanente		
Barreau du Québec	194 \$	2
Introduction au droit de l'immigration - Volet 2 - Résidence permanente		
Barreau du Québec	83 \$	1
Introduction au droit de l'immigration - Volet 3 - Réfugiés et personnes à protéger		
Barreau du Québec	708 \$	5
Introduction aux répercussions possibles pour l'employé lors de l'utilisation des technologies de l'information au travail		
Barreau du Québec	123 \$	2
Investor-State Dispute Settlement Year-in-review		
Danie Beaulieu PhD	94 \$	1
Journée des juristes LSJPA		
CIUSSS du Centre-sud-de-l'Île-de-Montréal	1 028 \$	2
Jugement numérique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	67 \$	1
Justice autochtone		
Équijustice	314 \$	1
Justification et contrôle de validité de décrets et arrêtés d'urgence sanitaire en droit administratif		
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	94 \$	1
L.L.L.L.(1) Comparutions et enquêtes sur mise en liberté les fins de semaine et jours fériés - Greffe d'origine		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	568 \$	18
L.L.L.L.(2) Comparutions et enquêtes mises en liberté de fins de semaine et jours fériés - Greffe d'origine		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	417 \$	21
L'intelligence émotionnelle pour faire preuve de leadership		
Institut d'administration publique de Québec	895 \$	16
L'intelligence managériale au service de la transformation des organisations		
Institut d'administration publique de Québec	588 \$	15
La cessation des activités d'une entreprise dans le cadre d'une expropriation		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 271 \$	9
La communication efficace		
École du Barreau	458 \$	3
La communication efficace: éviter les perceptions erronées		
Barreau du Québec	931 \$	14
La conférence de règlement à l'amiable		
Conseil de la magistrature	32 \$	1
La contestation des décisions en matière d'immigration		
Barreau du Québec	119 \$	1
La COVID-19 servira-t-elle de catalyseur pour la modernisation des tribunaux		
Institut canadien d'administration de la justice	151 \$	1
La dimension éthique de la gestion des entreprises		
Université du Québec à Montréal (UQAM)	1 220 \$	1
La discrimination en emploi fondée sur les antécédents judiciaires. Beaucoup d'ombres et quelques éclaircies		
Barreau du Québec	318 \$	6
La discrimination en emploi sur la discrimination judiciaire		
Barreau du Québec	269 \$	2
La fiducie de données : Le bon véhicule juridique pour encadrer le développement de l'IA?		
Université de Montréal	51 \$	1
La fiscalité des avocats et professionnels dans un paysage fiscal en pleine évolution		
Barreau du Québec	432 \$	1
La formation des secouristes en milieu de travail		
Formation Prévention Secours Inc.	774 \$	1
La garde en établissement et le consentement aux soins, les notions de base pour une juste représentation devant les tribunaux		
Barreau du Québec	342 \$	1
La gestion des bénéfices (avancé)		
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	279 \$	2
La gestion des bénéfices au coeur de la gestion de projet (introduction)		
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	572 \$	3
La gestion des changements au temps de la Covid-19		
Société Québécoise de psychologie du travail	653 \$	6
La justice en temps de pandémie : portrait de la jurisprudence		
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	603 \$	5
La LCCJTI: 20 ans plus tard ! Bilan		
Université de Montréal	925 \$	14
La Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	432 \$	1
La médiation: Pourquoi? Quand? Comment? Et les bénéfices?		
Barreau du Québec	119 \$	1
La mesure d'impact social - Faire valoir son impact et sa contribution social		
Comité Sectoriel de Main-d'Œuvre-Économie Sociale Action Communautaire (CSMO-ÉSAC)	1 045 \$	4
La négociation avec les gens difficiles		
Me Céline Vallières, médiatrice et formatrice	504 \$	1
La peine: développements durant la pandémie		
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	195 \$	4
La pratique de l'avocat à l'ère numérique		
Barreau du Québec	188 \$	1
La pratique notariale au lendemain de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions législative en copropriété divise		
Chambre des notaires du Québec	421 \$	3
La preuve civile		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	316 \$	2
La preuve civile L'élément matériel, l'aveu, la présomption et les documents technologiques		
École du Barreau	157 \$	1
La profession à l'heure de la pandémie		
Barreau du Québec	169 \$	2
La profession à l'heure de la pandémie: Aspects légaux et obligations de l'employeur		
Barreau du Québec	108 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
La profession à l'heure de la pandémie: La gestion du stress et de l'anxiété		
Barreau du Québec	139 \$	2
La profession à l'heure de la pandémie: Les défis de l'après-crise		
Barreau du Québec	166 \$	4
La profession à l'heure de la pandémie: Travailler et interagir à distance(pistes de solutions concrètes pour faire face à ..		
Barreau du Québec	202 \$	4
La profession à l'heure de la pandémie:Les obligations déontologiques des avocats en temps de crise		
Barreau du Québec	64 \$	3
La protection contre la discrimination avant l'embauche		
Barreau du Québec	208 \$	3
La protection des données de santé en temps de crise sanitaire		
Barreau du Québec	97 \$	2
La restitution des prestations		
Fondation du Barreau du Québec	45 \$	1
La retenue de sommes: un service rendu ou ... un piège tendu?		
Chambre des notaires du Québec	74 \$	3
La sécurité des appareils mobiles		
Université Laval	22 \$	1
La sécurité des outils de collaboration en ligne		
ISACA section de Québec	52 \$	1
La sécurité informatique dans la pratique du droit		
Barreau du Québec	259 \$	3
La synthèse à l'écrit, méthode et techniques		
Acti-com inc.	2 864 \$	13
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 930 \$	39
La validité et la finalité des conventions: Quand la Cour suprême dispose d'une question qui en ouvre tant d'autres		
Barreau du Québec	389 \$	3
L'accès à la justice par le pro bono et les considérations déontologiques		
Barreau du Québec	154 \$	2
L'aide médicale à mourir		
Barreau du Québec	144 \$	1
L'aide médicale à mourir au Québec, un progrès législatif controversé. L'arrêt Carter de la Cour suprême du Canada		
Barreau du Québec	331 \$	4
L'art d'animer une rencontre TEAMS		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 497 \$	134
L'art de la négociation.		
Jeune Barreau de Montréal	178 \$	3
L'art de protéger un patrimoine intellectuel après le décès		
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	108 \$	1
L'autoreprésentation: considérations générales & l'importance des initiatives d'accompagnement		
Jeune Barreau de Montréal	485 \$	10
L'avocat, la liberté d'expression et les relations avec les médias		
Barreau du Québec	434 \$	7
Le capital-actions, un outil pratique: Bases et subtilités de rédaction		
Barreau du Québec	86 \$	1
Le code de déontologie fait peau neuve		
Barreau du Québec	284 \$	2
Le cœur au Québec et les yeux sur le monde: L'avocat québécois de demain		
École du Barreau	104 \$	2
Le contrat de vie commune, ce document que personne ne veut signer...		
Barreau du Québec	271 \$	3
Le contrôle judiciaire de la législation déléguée		
Institut canadien d'administration de la justice	138 \$	1
Le contrôle judiciaire de la législation déléguée: la route de Vavilov est longue et tortueuse		
Institut canadien d'administration de la justice	169 \$	2
Le défi de l'avocat face aux personnalités difficiles		
Barreau du Québec	144 \$	2
Le droit carcéral, un monde oublié		
Barreau du Québec	264 \$	6
Le droit criminel et les personnes atteintes de troubles mentaux:pour ne pas perdre la tête		
Barreau du Québec	396 \$	3
Le droit de la propriété intellectuelle pour tous		
Barreau du Québec	173 \$	1
Le langage clair		
Barreau du Québec	492 \$	6
Le langage clair: Développer l'art de se faire comprendre		
Barreau du Québec	847 \$	6
Le langage clair: une arme de choix pour remplir son devoir de conseil		
Chambre des notaires du Québec	93 \$	2
Le management en télétravail		
Université Laval	63 \$	1
Le Moi inc.		
Les Conférences Sylvain Boudreau	2 242 \$	99
Le notaire, acteur de la lutte contre le blanchiment d'argent		
Chambre des notaires du Québec	144 \$	3
Le nouveau Code de procédure civile du Québec: Administration de la preuve		
Barreau du Québec	174 \$	4
Le nouveau Code de procédure civile: La procédure contentieuse		
Barreau du Québec	324 \$	2
Le nouveau Code de procédure civile: les pourvois		
Barreau du Québec	495 \$	5
Le patrimoine familial: 25 ans plus tard, ou en sommes-nous		
Barreau du Québec	181 \$	3
Le plumentif: l'essentiel de ce qu'il faut savoir		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	709 \$	27
Le pourvoi en contrôle judiciaire après l'arrêt Vavilov		
Barreau du Québec	141 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Leadership au féminin en mission de paix avec l'ONU		
Institut du leadership	69 \$	1
Leading SAFe 5.0		
Service conseil Mutatio Inc.	1 931 \$	1
Légistique II		
Université Laval	11 360 \$	1
L'ergonomie du télétravail		
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1 159 \$	89
L'ergonomie du travail		
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	534 \$	45
Les 4A du service à la clientèle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	540 \$	14
Les aspects de la Loi sur le cannabis (C-45) pour les avocats civilistes: impacts et enjeux à venir en matière d'encadrement		
Barreau du Québec	194 \$	2
Les aspects de la loi sur le cannabis (C-45) qui relèvent du droit criminel et leurs impacts sur la pratique		
Barreau du Québec	73 \$	1
Les avocats québécois plus stressés que les autres? Pour une culture du bien-être dans la profession		
Barreau du Québec	525 \$	7
Les bases du congédiement		
Barreau du Québec	505 \$	4
Les causes des réclamations en responsabilité professionnelle: bien les connaître pour les radier de sa pratique		
Chambre des notaires du Québec	36 \$	2
Les compétences essentielles de l'avocat en situation de négociation		
Barreau du Québec	594 \$	12
Les décisions marquantes de 2020		
Cain Lamarre	224 \$	2
Les décisions récentes sur les indemnités de départ		
Barreau du Québec	108 \$	1
Les défis de la gouvernance en période de crise		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	46 \$	1
Les développements récents en droit de la famille 2020		
Barreau du Québec	1 901 \$	5
Les développements récents en droit de la santé et sécurité au travail 2021		
Barreau du Québec	524 \$	1
Les développements récents en droit de l'environnement 2020		
Barreau du Québec	2 995 \$	4
Les développements récents en droit municipal 2021		
Barreau du Québec	1 268 \$	2
Les développements récents en expropriation		
Fasken	432 \$	1
Les développements récents en expropriation 2020		
Barreau du Québec	4 727 \$	8
Les développements récents en santé et sécurité au travail: Ou en sommes-nous à l'approche de l'année 2021		
Cain Lamarre	80 \$	1
Les dix recommandations du syndic		
Chambre des notaires du Québec	82 \$	4
Les droits de la personne et les droits de la jeunesse en temps de pandémie		
Barreau du Québec	222 \$	4
Les enjeux actuels des équipes de travail		
Université Laval	7 437 \$	1
Les enjeux juridiques du télétravail		
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	208 \$	1
Les expériences de justice réparatrice des personnes victimes de violence sexuelle		
Université de Montréal	0 \$	1
Les grands rendez-vous de la formation		
Barreau du Québec	947 \$	1
Les habilités politiques - Outils pour devenir un bon stratège		
Barreau du Québec	2 391 \$	17
Les incontournables avec Word		
AFI Expertise	353 \$	1
Les meilleures pratiques en gestion du changement en classe virtuelle		
Groupe Edgenda (Québec)	828 \$	1
Les menaces numériques: La sécurité des appareils mobiles		
Barreau du Québec	27 \$	1
Les modifications législatives apportées en 2018 à la Loi sur les normes du travail :reflet des enjeux contemporains		
Barreau du Québec	160 \$	3
Les officiers de justice		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	955 \$	11
Les Parcours du notariat automne 2020		
Chambre des notaires du Québec	3 767 \$	11
Les personnalités difficiles: qui sont-elles?		
Barreau du Québec	805 \$	18
Les pratiques de la chambre commerciale de la Cour supérieure du Qc en tant de pandémie et les développements récents		
Conseil de la magistrature	32 \$	1
Les premiers pas de la procédure technologique: regard techno sur le nouveau Code de procédure civile		
Barreau du Québec	152 \$	2
Les relations poursuivant-défense sous l'angle de la déontologie		
Chambre des notaires du Québec	461 \$	4
Les retrouvailles - Édition 2020 - Pour les anciens participants du Séminaire sur les techniques de plaidoiries		
Barreau du Québec	342 \$	1
Les rôles et responsabilités des administrateurs		
Université Laval	969 \$	1
L'essentiel de MS Excel pour gestionnaires		
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 395 \$	14
L'éthique, pour une conduite professionnelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 187 \$	420

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
L'évolution des droits de la communauté LGBTTIQQ2SAA+ au Québec		
Barreau du Québec	133 \$	1
L'exécution des jugements et le nouveau Code de procédure civile		
Barreau du Québec	219 \$	4
L'exécution des jugements selon le nouveau Code de procédure civile: regards croisés d'un huissier et d'un avocat		
Barreau du Québec	58 \$	1
L'hameçonnage		
Université Laval	22 \$	1
Licence en droit		
Université d'Ottawa	8 324 \$	1
Licensing et intelligence artificielle		
Robic, S.E.N.C.R.L./LLP	149 \$	2
L'industrie du cannabis		
Barreau du Québec	86 \$	1
L'ingénierie sociale ou l'art		
Université Laval	22 \$	1
L'innovation : Impacts, enjeux et défis pour la profession juridique		
Barreau du Québec	310 \$	2
L'intelligence collective pour atteindre l'excellence décisionnelle		
Agile Québec	86 \$	1
L'interprétation des lois et des règlements		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 320 \$	58
L'intervention de l'avocat à l'ère numérique dans une salle virtuelle		
Barreau du Québec	1 787 \$	7
L'obligation alimentaire entre époux		
Barreau du Québec	527 \$	6
L'obligation de confidentialité imposée à l'avocat n'est pas limitée à l'application du principe du secret professionnel		
Barreau du Québec	2 485 \$	36
L'obligation de considérer les modes de prévention des règlements des différents (PRD): qu'en est-il?		
Barreau du Québec	735 \$	4
Loi anti-pourriel: exposé sur une loi nouvelle		
Barreau du Québec	216 \$	2
Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying		
Commissaire au lobbying du Québec	144 \$	1
Maltraitance envers les personnes âgées		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	1
Mariage et union civile		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 811 \$	43
Médias sociaux et droits d'auteur		
Robic, S.E.N.C.R.L./LLP	108 \$	1
MeToo: les enjeux juridiques des deux côtés de la médaille du droit criminel et du droit des victimes		
Association du Barreau canadien (L')	227 \$	2
Microprogramme en administration publique		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	2 930 \$	2
Microprogramme en légistique de deuxième cycle en droit		
Université Laval	10 398 \$	4
Microprogramme en légistique de troisième cycle en droit		
Université Laval	2 569 \$	1
Microprogramme en légistique IV		
Université Laval	42 800 \$	8
Microprogramme en légistique premier cycle en droit		
Université Laval	8 015 \$	4
Microsoft TEAMS: les réunions et les conservations en mode simplifié		
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	72 \$	1
Mind the Digital Gap - Civic Participation		
Le comité européen des régions	56 \$	1
Mise en place des séances de parentalité à distance		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	51 \$	2
MISST-application de gestion des dossiers d'invalidité		
Presentia	209 \$	2
MNG-6160 Analyse des enjeux d'égalité entre les sexes dans la gestion des organisations		
Université Laval	2 493 \$	1
Modifications législatives en matière de protection des personnes en situation de vulnérabilité		
Chambre des notaires du Québec	132 \$	2
Modifications législatives		
Chambre des notaires du Québec	72 \$	1
Modifications législatives en matière de protection des personnes		
Chambre des notaires du Québec	40 \$	1
Monterégie (1) Comparutions et enquêtes et mise en liberté de fins de semaine et jours fériés - Greffe d'origine		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	722 \$	24
Monterégie (2) Comparutions et enquêtes de mise en liberté les fins de semaine et jours fériés - Greffe d'origine		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	749 \$	23
Montréal - Comparutions et enquêtes fds et jours fériés - Montréal-1 (formation complète)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 389 \$	19
MONTRÉAL - Comparutions et enquêtes mise en liberté fins de semaine et jours fériés - Greffe de comparution		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	411 \$	9
MONTRÉAL - Comparutions et enquêtes sur mise en liberté fins de semaine et jours fériés - Montréal-2 formation complète		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	506 \$	22
Montréal - Jeunesse - Comparutions et enquêtes mise en liberté fins de semaine et jours fériés - Greffe d'origine		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	109 \$	5
Montréal Jeunesse - Comparutions et enquêtes fins de semaine et jours fériés - Greffe d'origine		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	298 \$	7
MS Excel: graphiques et tableaux croisés dynamiques		
TECHNOLOGIA Formation Conseil	150 \$	1
Notion de base en fonds communs de placement (investissement)		
Corporation de services du Barreau du Québec	102 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Notion de base sur les obligations des courtiers et conseillers		
Corporation de services du Barreau du Québec	51 \$	1
Nouveaux risques sous le radar.		
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	103 \$	1
Numérisation		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	144 \$	1
OARL - Révision et production des rendus		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	299 \$	3
Obligations profess et meilleures pratiques de protection des avocats contre la fraude, le blanchiment d'argent et le finance		
Barreau du Québec	70 \$	1
Officiers de justice		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	575 \$	7
Online Courts and the Future of Justice		
Université Harvard	75 \$	1
Organisation d'un événement		
Isarta	342 \$	1
Outil d'aide à la rédaction législative (OARL) Atelier de rédaction		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 170 \$	5
Outlook		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	407 \$	10
Outlook 365- application de bureau		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 257 \$	280
Outlook sur le Web		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	964 \$	27
Outlook Teams Stream		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	122 \$	2
Outlook: Reprendre le contrôle de sa boîte de réception		
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	227 \$	4
Outlook: Utiliser les tâches pour le suivi de vos projets - Enregistrement		
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	29 \$	1
Outlook-judex		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	53 \$	1
Paiements de transfert		
Contrôleur des finances	160 \$	1
PAQSF - gestionnaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 516 \$	25
Partage des régimes de retraite lors de la rupture du mariage		
Barreau du Québec	216 \$	1
Pas le temps... de gagner du temps? (Gestion du temps et des priorités au travail)		
Chambre des notaires du Québec	91 \$	2
Passer de l'affrontement à la collaboration?		
Barreau du Québec	1 066 \$	8
Perfectionnement en français écrit		
Cégep de Trois-Rivières	3 039 \$	12
Cégep Garneau	283 \$	1
Permis restreints		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 725 \$	43
Permis restreints et mainlevée de saisie		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	68 \$	1
Permis restreints et mainlevée de saisies de véhicules		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	182 \$	2
Personnes ressources en adaptation de postes de travail (module I1)		
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	126 \$	4
Perspective du Directeur du Service des avocats de ta défense sur le système de justice militaire et la gestion des dossiers		
Forces armées canadiennes	41 \$	1
Petites créances - code annoté		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 641 \$	75
PGAGL - Cohorte 100		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	4 325 \$	2
PGAGL - Cohorte 101		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	17 300 \$	8
PGAGL - séance de démarrage		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	89 \$	1
PI: Faire face aux défis d'affaires et technologiques mondiales sur les politiques de propriété intellectuelle		
Conseil des relations internationales de Montréal	123 \$	2
Placer le citoyen au cœur du système de justice		
Institut national de la magistrature	1 116 \$	23
Plaider du droit en appel		
Cour d'appel du Québec	1 292 \$	22
Plaideurs querulents: guide pratique pour survivre au supplice de la goutte d'eau		
Barreau du Québec	417 \$	6
Plateforme TEAMS		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	137 \$	2
Poursuites-bâillons/ Ou en sommes-nous dix ans après l'entrée en vigueur dispositions Code proc. civile visant à contrer tell		
Barreau du Québec	108 \$	1
PowerPoint débutant		
Versalys	165 \$	1
Pratique - Petites créances - code annoté		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	578 \$	25
Préparation à la retraite		
Centre de services scolaires de la Capitale	3 927 \$	3
Préparation à la retraite (PIPR)		
Cégep Marie-Victorin	3 826 \$	3
Centre de services scolaires de la Capitale	956 \$	1
Présentation DCL		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	276 \$	4
Présentation du répertoire de vedettes-matières		
Université Laval	76 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Présentation Tremplin		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 942 \$	75
Prévenir les conflits par une communication efficace		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	1
Principes de base en insolvabilité		
Barreau du Québec	680 \$	5
Prise en compte des objectifs de développement durable dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques		
Institut de la francophonie pour le développement durable	166 \$	1
Processus de traitement d'une demande d'accès à l'information		
Ministère Éducation, Loisir et Sport Qc (MELS)	32 \$	2
Procès-verbal criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	163 \$	2
Procès-verbal criminel - Introduction		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	448 \$	2
Procès-verbaux		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	65 \$	1
Programme d'information et de préparation à la retraite		
Centre de services scolaires de la Capitale	9 501 \$	6
Retraite Québec	951 \$	1
Centre Louis-Joliette	716 \$	1
Propriété intellectuelle pour tous : Les marques de commerce et droits d'auteur		
Barreau du Québec	662 \$	5
Propriété intellectuelle: faire face aux défis d'affaires et technologiques mondiaux		
Conseil des relations internationales de Montréal	54 \$	1
Protection des renseignements personnels et virage numérique		
Robic, S.E.N.C.R.L./LLP	184 \$	2
PV - Criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 705 \$	21
Quand la technologie, l'économie et les accords internationaux transforment notre profession		
Barreau du Québec	60 \$	1
Quand les changements transforment notre profession		
Barreau du Québec	217 \$	3
Quand l'étourderie devient criminelle: La négligence criminelle (et pénale) revisitée		
Barreau du Québec	191 \$	2
Quand l'intelligence artificielle s'invite dans le monde juridique		
Barreau du Québec	752 \$	7
Quand un parent déménage: attention, zone de turbulence		
Barreau du Québec	94 \$	1
RAPL - traitement des jugements intérimaires reconduction et sauvegarde		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	140 \$	1
Rapport de frais		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	13 \$	1
Ratios et autres analyses financières pour CPA auditeur		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	587 \$	1
Rédaction de procès-verbaux (criminel)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	141 \$	2
Rédaction des procédures		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 119 \$	4
Rédaction du procès-verbal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	157 \$	2
Rédaction du procès-verbal en matière criminelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	196 \$	3
Rédaction du procès-verbal en matière criminelle selon les bonnes pratiques		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	131 \$	2
Rédaction ordonnances : engagement 810		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	2
Rédaction ordonnances : mandat incarcération		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	2
Rédaction ordonnances : Mémoire de frais et interdiction de conduire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	2
Rédaction ordonnances : probation, art. 109		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	2
Rédaction ordonnances : Sursis		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	2
Rédaction procès-verbaux criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	386 \$	3
Reestablishing Jury Pools in the COVID-19 Era		
National center for state court	56 \$	1
Référentiel COSO : le connaître et l'intégrer dans sa pratique		
Institut des auditeurs internes Canada (L')-Section de Québec (IAIQ)	284 \$	2
Référentiels comptables et caractéristiques des entités formant le périmètre comptable au gouvernement		
Ministère des Finances du Québec (MFQ)	75 \$	1
Réforme du droit de la copropriété: les impacts sur vos déclarations		
Chambre des notaires du Québec	157 \$	4
Réforme du droit de la famille: Pour un droit adapté aux nouvelles réalités familiales et conjugales		
Barreau du Québec	108 \$	2
Regard avisé sur les dommages moraux et plumitifs à la suite d'un contrat de travail		
Barreau du Québec	165 \$	2
Regard changeant: Le juridique à l'ère de l'univers numérique et médias sociaux		
Barreau du Québec	368 \$	6
Regard neuf sur le nouveau Code de procédure civile		
Barreau du Québec	60 \$	1
Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique - Formation en éthique		
Barreau du Québec	985 \$	37
Régime de protection des personnes vulnérables		
Barreau du Québec	144 \$	2
Réglage WebRTC		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	28 \$	1
Relations de travail et éthique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 068 \$	18

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Rencontre annuelle - Évaluateurs agréés		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 503 \$	15
Renforcement des capacités en évaluation en temps de pandémie		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	102 \$	1
Renonciation à une succession: administration des biens		
Chambre des notaires du Québec	43 \$	1
Renseignements personnels en 2020 - Impact de la Covid-19 et du projet de loi 64		
Barreau du Québec	133 \$	1
Repiquage		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	164 \$	4
Représentation devant les tribunaux : meilleures pratiques et pièges à éviter		
Barreau du Québec	263 \$	2
Représentation devant les tribunaux: meilleures pratiques et pièges à éviter au regard du Code de déontologie des avocats		
Barreau du Québec	1 206 \$	8
Résilience de la blockchain		
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	56 \$	1
Responsabilité environnementale de l'entreprise, de ses administrateurs et de ses employés		
Barreau du Québec	224 \$	4
Retour d'expérience		
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	37 \$	1
Retour d'expérience sur la tenue des audiences virtuelles en temps de pandémie		
Université de Montréal	63 \$	1
Réunion de formation et d'information		
Jeune Barreau de Montréal	601 \$	11
Réunion de formation et d'information - BIA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 762 \$	117
Réunion de formation et d'informations		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 499 \$	127
Révision de la jurisprudence en droit de l'environnement de l'année 2019		
Association du Barreau canadien (L')	68 \$	1
Revue des concepts fondamentaux du processus budgétaire - Éthique		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	358 \$	1
Revue des concepts fondamentaux en contrôle interne - Pour tous		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	587 \$	1
Rôle conseil d'administration / Lac-à-l'Épaulé		
Barreau du Québec	198 \$	1
SAFE pour architecte		
Scaling agility	6 244 \$	1
Sagesse pour le personnel du soutien		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	867 \$	9
SAGESSE pour tous		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 702 \$	30
Sagir		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	112 \$	2
Saisie des constats- SGIPA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	72 \$	1
Saisie des fiches SADE		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	55 \$	2
Saisie en lot Officiers de justice		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	110 \$	4
Saisie informatique (criminel)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	900 \$	2
Salles virtuelles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	128 \$	5
Santé et sécurité du travail: que s'est-il passé en 2020?		
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	158 \$	1
Séance de parentalité après rupture		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 075 \$	28
Séance de sensibilisation sur Outlook		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	2
Secourisme en milieu de travail		
Formation Prévention Secours Inc.	726 \$	2
Sécurisation Culturelle		
Université du Québec à Chicoutimi	1 102 \$	1
Sécurité informationnelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	118 \$	7
Sécurité informatique dans la pratique du droit		
Barreau du Québec	783 \$	10
Série sur les compétences essentielles		
Société canadienne d'évaluation	0 \$	1
Service à la clientèle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 443 \$	378
Signature électronique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	39 \$	2
Soutien à l'administration		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 800 \$	5
Stress en cas de pandémie		
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	124 \$	3
Suivi budgétaire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	637 \$	2
Suivi des dossiers ministériels		
Ministère de la Sécurité publique du Québec	195 \$	4
Supporter et dépanner Microsoft Windows 10		
AFI Expertise	3 589 \$	1
Survol de certains principes généraux: faillite et insolvabilité		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 267 \$	17
Système de gestion des officiers de justice		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	6 854 \$	96
Table d'échange et de perfectionnement en autochtone		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 479 \$	32

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Table d'échanges et de perfectionnement sur les contrats		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 108 \$	22
Tarif civil		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 605 \$	46
Tarif criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 763 \$	50
Tarif judiciaire en matière civile		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	1
Teams		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	66 \$	2
Technicien en administration - R.H.		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 121 \$	3
Technicien en droit		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 100 \$	3
Technicien en droit criminel/pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	28 \$	2
Techniques de plaidoirie: interrogatoire et le contre-interrogatoire		
Barreau du Québec	676 \$	4
Techniques de plaidoirie: La plaidoirie (partie3)		
Barreau du Québec	1 007 \$	6
Techniques de plaidoirie:La préparation du procès (partie 1)		
Barreau du Québec	1 199 \$	8
Télétravail		
ISACA section de Québec	237 \$	1
Testaments et mandats: normes de protection		
Barreau du Québec	105 \$	5
The Justice Crisis: The Cost and Value of Accessing Law		
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	56 \$	1
Tirer profit des modes de PRD et du protocole préjudiciaire		
Fondation du Barreau du Québec	86 \$	1
Traitement des jugements		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	1
Traitement des jugements numériques		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	92 \$	2
Transfert d'expertise adjoints juridiques		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	625 \$	1
Transfert d'expertises, développement des compétences		
Ordre des conseillers en ress. hum. agréés (ORHRI) (Affaires RH)	1 074 \$	1
Trucs et astuces en matière d'objections		
Conseil de la magistrature	49 \$	1
Ultima (volet requête et tâches) et pochettes électroniques		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	783 \$	22
Un an après Vavilov, quels sont les impacts en droit de l'immigration		
Barreau du Québec	206 \$	3
Un code de la sécurité routière revisité		
Barreau du Québec	225 \$	3
Une des parties est non représentée. Comment bien gérer cette réalité?		
Barreau du Québec	180 \$	3
Une profession en mutation: attachez vos ceintures		
Barreau du Québec	333 \$	5
Utilisation de SharePoint		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	101 \$	1
Utilisation des salles adaptées à la Cour supérieure, rôle, annoté, conférence téléphonique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	39 \$	2
Veiller à son équilibre en période de turbulence		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	90 \$	1
Victimes de violences sexuelle et dénonciation: enjeux juridiques		
Jeune Barreau de Montréal	463 \$	9
Virus et rançongiciels		
Université Laval	22 \$	1
Voies menant aux régimes permissifs d'aide médicale à mourir		
Barreau du Québec	55 \$	1
Vos dossiers CSST: Connaissez-vous bien vos délais ? La Cour supérieure peut-elle décider en lieu et place du TAQ?		
Barreau du Québec	101 \$	1
Votre rôle face aux changements		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 067 \$	130
Web-conférence - La proposition concordataire: une alternative à la faillite?		
Barreau du Québec	115 \$	2
Web-conférence d'hiver #1 - Comment penser le droit à l'autonomie procréative des femmes à l'ère de la procréation médicalem..		
Fondation du Barreau du Québec	269 \$	5
Web-conférence d'hiver #2 - L'impossibilité en fait d'agir		
Fondation du Barreau du Québec	78 \$	1
Webinaire sur la rédaction législative - Vavilov: l'impact sur la rédaction législative		
Institut canadien d'administration de la justice	382 \$	2
Webinaire: stress en temps de pandémie		
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	87 \$	3
Windows 10		
AFI Expertise	3 339 \$	1
Total général	1 374 361 \$	

Liste des formations suivies par le personnel du Fonds Accès Justice
entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Placer le citoyen au cœur du système de justice		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	54 \$	1
Placer le citoyen au coeur du système de justice		
Institut national de la magistrature	120 \$	2
Total général	174 \$	

Liste des formations suivies par le personnel du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Ultima (volet requête et tâches) et pochettes électroniques		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	51 \$	1
Total général	51 \$	

**Liste des formations suivies par le personnel du Fonds des registres du ministère de la Justice
entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021**

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Atelier # 1 : Espace client et revue annuelle du programme		
Banque Nationale	96 \$	1
Atelier # 2 : Contestation, fraude et sécurité		
Banque Nationale	96 \$	1
Démystifier l'infonuagique (cloud)		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	133 \$	1
Enjeux juridiques du télétravail		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	299 \$	3
Être gestionnaire d'équipe à distance et hybride		
Alliance des cadres de l'État	553 \$	2
Formation à la sécurité de l'information		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	111 \$	2
GED		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	544 \$	6
L'agilité, là où vous ne l'attendiez pas		
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	113 \$	2
L'intelligence collective pour atteindre l'excellence décisionnelle		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	128 \$	1
Le blockchain au service de l'administration publique		
Université de Montréal	72 \$	1
Les enjeux juridiques du télétravail		
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	129 \$	2
Normes comptables du secteur public		
Contrôleur des finances	139 \$	1
OPGRC		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	606 \$	3
Outil SDM		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	253 \$	3
partenariats		
Contrôleur des finances	139 \$	1
Penser autrement la gestion électronique des documents avec Office 365		
Association des archivistes du Québec (AAQ) (Inactif)	70 \$	1
Procédure d'accès au palais de justice de Montréal		
Ministère de la Sécurité publique du Québec	244 \$	4
Radiations volontaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 449 \$	5
Radiations volontaires - Opérationnelles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 734 \$	5
RCA - opérationnel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	366 \$	3
RDPRM-juridique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 334 \$	7
RDPRM-Technique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 044 \$	8
Registre des lobbyiste-juridique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	547 \$	3
Registre des lobbyistes-Technique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	337 \$	2
Renseignements complémentaires : survol des tableaux		
Contrôleur des finances	185 \$	2
Sécurité (formation sur Terranova)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 456 \$	16
Tableaux croisés dynamiques pour contrôleur et analyste		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	912 \$	2
Team Ambassadeurs		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 097 \$	8
Team de base		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	1
TPS, TVH et TVQ - OB, OBNL & institutions publiques		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	163 \$	1
Transfert d'expertise adjoints juridiques		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	881 \$	2
Total général	18 231 \$	

P.92 **POUR 2020-2021, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :**

- A. LE DÉLAIS MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENTS DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
- B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**

MINISTÈRE

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;

POUR LES DOSSIERS EN MATIÈRE CIVILE, JEUNESSE, CRIMINELLE ET PÉNALE, LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION P.41.

B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DISPOSE PAS DE L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

- P.93** **TAB**LEAU DÉTAILLÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE RECOMMANDATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION CHARBONNEAU DEPUIS LE 24 NOVEMBRE 2015. VENTILER L’INFORMATION DE LA FAÇON SUIVANTE :
- A. NUMÉRO DE LA RECOMMANDATION;
 - B. MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION;
 - C. MESURES PRISES EN 2020-2021 PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME (LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES, ADMINISTRATIVES, FINANCIÈRES, ETC.)
 - D. SOMMES INVESTIES EN 2020-2021 PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME.

MINISTÈRE

TOUTES LES RECOMMANDATIONS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ONT ÉTÉ RÉALISÉES AVANT L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021.

P.94 **ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN ŒUVRE.**

POUR CHAQUE INITIATIVE, DÉCRIRE L’OBJECTIF RECHERCHÉ, INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES, LES BÉNÉFICIAIRES, LES MESURES DE SUIVI ET CONTRÔLE APPLICABLES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L’INTÉGRATION.

P.95 **ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LES COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014. INDIQUER :**

- A. LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES;**
- B. LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES;**
- C. LE NOM DES MEMBRES DU COMITÉ.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION.

P.96 ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION DEPUIS SA CRÉATION.

- A. INDiquer LES MEMBRES DE LA DIRECTION ET LES ADMINISTRATEURS, SI APPLICABLE;**
- B. INDiquer LES SOMMES ALLOUÉES POUR LE FONCTIONNEMENT ET LES INITIATIVES DU CENTRE;**
- C. FAIRE UN PORTRAIT DES RÉSULTATS DES INTERVENTIONS DU CENTRE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE CAS TRAITÉS ET LEUR SUIVI PAR LE CENTRE.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

P.97 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES EN 2020-2021 ET DE CELLES PRÉVUES EN 2021-2022 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, INCLUANT LE FINANCEMENT DES GROUPES.

MINISTÈRE

DESCRIPTION	2020-2021
FINANCEMENT DES CAVAC	
CLIENTÈLE FEMMES*	19 725 762 \$
CLIENTÈLE JEUNES DE MOINS DE 18 ANS*	2 279 384 \$
FINANCEMENT SOS VIOLENCE CONJUGALE	
CLIENTÈLE FEMMES**	910 061 \$
FINANCEMENT DU CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	
CLIENTÈLE FEMMES**	616 413 \$
CLIENTÈLE JEUNES DE MOINS DE 18 ANS**	9 462 \$
FINANCEMENT CENTRE D’EXPERTISE MARIE-VINCENT	420 700 \$
FINANCEMENT SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE	100 000 \$
TOTAL CLIENTÈLE FEMMES	21 252 236 \$
TOTAL CLIENTÈLE DE MOINS DE 18 ANS	2 809 546 \$
TOTAL	24 061 782 \$

* LES MONTANTS FOURNIS CORRESPONDENT À LA PROPORTION DE SERVICES RÉELLEMENT CONSOMMÉS PAR LES CLIENTÈLES FEMMES ET JEUNES DE MOINS DE 18 ANS POUR L’EXERCICE FINANCIER 2020-2021, EN DATE DU 16 FÉVRIER 2021.

** LES MONTANTS FOURNIS CORRESPONDENT À LA PROPORTION DE SERVICES RÉELLEMENT CONSOMMÉS PAR LES CLIENTÈLES FEMMES ET JEUNES DE MOINS DE 18 ANS POUR L’EXERCICE FINANCIER 2019-2020 (DERNIER RAPPORT ANNUEL).

P.98 POUR 2020-2021, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

MINISTÈRE

CETTE ANNÉE, PARMIS LES 31 INTERPRÈTES SOUS CONTRAT AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, 12 SONT QUALIFIÉS CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, SOIT 9 INUITS, 2 INNUS ET 1 ALGONQUIN ET CRIE.

P.99 EN DATE DU 31 MARS 2021, NOMBRE D’INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.

MINISTÈRE

NOMBRE D’INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT : **31**

- INUIT : 10
- CRIE : 7
- INNUE : 4
- NASAKPIE, ANGLAIS ET INNUE : 3
- ALGONQUIN : 2
- ALGONQUIN ET CRIE : 1
- ATTIKAMEKW : 4

NOMBRE D’INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT QUALIFIÉS : **12**

- INUIT : 9
- ALGONQUIN ET CRIE : 1
- INNUE : 2

P.100 POUR 2020-2021, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

MINISTÈRE

AUCUNE SÉANCE D'EXAMEN N'A ÉTÉ TENUE, LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 A LIMITÉ LES DÉPLACEMENTS AINSI QUE LES RASSEMBLEMENTS.

MINISTÈRE

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L’ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PÊCHES, IL N’EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA LOI SUR LES PÊCHES N’EST INCLUSE AU TABLEAU.

RÉGIONS	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
ABITIBI	160	137 956 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	12	3 412 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	143	128 654 \$
LOI SUR LES DROITS DE CHASSE ET DE PÊCHE DANS LES TERRITOIRES DE LA BAIE-JAMES ET DU NOUVEAU-QUÉBEC (RLRQ, c. D-13.1)	5	5 890 \$
ALMA	42	41 854 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	1	1 569 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	41	40 285 \$
ARTHABASKA	17	20 420 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	17	20 420 \$
BAIE-COMEAU	69	79 650 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	69	79 650 \$
BEAUCE	77	65 336 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	1	273 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	76	65 063 \$
BEAUHARNOIS	73	125 533 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	18	5 818 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	55	119 715 \$
BEDFORD	69	62 720 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	6	1 745 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	63	60 975 \$
BONAVENTURE	46	45 309 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	46	45 309 \$
CHARLEVOIX	38	34 264 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	38	34 264 \$
CHICOUTIMI	105	112 950 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	105	112 950 \$
DRUMMOND	50	42 309 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	50	42 309 \$
FRONTENAC	65	43 240 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	65	43 240 \$
GASPÉ	58	48 254 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	1	275 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	57	47 979 \$
GATINEAU	62	48 137 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	6	6 646 \$

RÉGIONS	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	56	41 491 \$
IBERVILLE	11	11 970 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	2	646 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	9	11 324 \$
JOLIETTE	172	121 779 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	16	5 936 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	156	115 843 \$
KAMOURASKA	99	158 840 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	2	735 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	97	158 105 \$
LABELLE	152	149 448 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	152	149 448 \$
LAVAL	7	12 214 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	7	12 214 \$
LONGUEUIL	6	5 292 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	6	5 292 \$
MÉGANTIC	36	38 978 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	36	38 978 \$
MINGAN	24	16 697 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	3	6 050 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	21	10 647 \$
MONTMAGNY	45	48 272 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	1	275 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	44	47 997 \$
MONTRÉAL	11	11 895 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	4	1 796 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	7	10 099 \$
PONTIAC	39	25 923 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	2	503 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	37	25 420 \$
QUÉBEC	126	102 387 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	2	473 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	124	101 914 \$
RICHELIEU	43	47 464 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	5	3 588 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	38	43 876 \$
RIMOUSKI	105	73 606 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	2	550 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	103	73 056 \$
ROBERVAL	87	76 989 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	4	1 372 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	83	75 617 \$
ROUYN-NORANDA	13	7 268 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	13	7 268 \$

RÉGIONS	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
SAINT-FRANÇOIS	164	227 008 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	164	227 008 \$
SAINT-HYACINTHE	9	11 833 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	9	11 833 \$
SAINT-AURICE	129	122 343 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	2	648 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	127	121 695 \$
TÉMISCAMINGUE	42	33 790 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	42	33 790 \$
TERREBONNE	71	46 786 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	15	6 593 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	56	40 193 \$
TROIS-RIVIÈRES	54	55 976 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	7	2 805 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	47	53 171 \$
TOTAL GÉNÉRAL	2 376	2 314 690 \$

NOTE : LES MONTANTS INSCRITS REPRÉSENTENT LES SOMMES PERÇUES PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES EN 2020-2021 EN REGARD DES ARTICLES D’INFRACTION MENTIONNÉS.

MINISTÈRE

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L’ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PÊCHES, IL N’EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA LOI SUR LES PÊCHES N’EST INCLUSE AU TABLEAU.

ARTICLES DE LOI	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	92	38 066 \$
11(1)	2	598 \$
14(1)	24	7 780 \$
14(3)	1	324 \$
15(1)(D)	17	4 611 \$
15(2)	1	275 \$
15(3)	2	548 \$
15.1(1)(A)	2	550 \$
15.1(1)(B)	4	1 097 \$
16(1)	4	1 098 \$
24(3)	1	225 \$
37(3)	1	274 \$
4(6)(A)(I)	2	304 \$
5(1)	4	1 097 \$
5(3)	1	274 \$
5(4)	4	8 563 \$
5(A)	20	9 724 \$
6(A)	1	225 \$
7	1	499 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	2 281	3 010 342 \$
1,4	6	2 184 \$
10,2	1	364 \$
109	1	2 737 \$
12	2	729 \$
128,6	19	17 223 \$
128,7	7	9 965 \$
12AL.1	5	1 820 \$
12AL.2	21	7 645 \$
13	1	689 \$
13,1	32	11 650 \$
13,5	49	17 787 \$
13,6	2	728 \$
13,9	4	1 456 \$
14	89	155 598 \$
15	16	5 828 \$
17	31	16 035 \$
17,2	64	23 189 \$
171,4	197	72 274 \$
18	20	54 740 \$

ARTICLES DE LOI	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
19	203	102 335 \$
19,1	2	728 \$
20AL.1	1	364 \$
21	31	20 974 \$
24	1	364 \$
25,3	3	1 093 \$
26	45	16 872 \$
26AL.1	1	364 \$
27	14	13 411 \$
27,2	3	1 092 \$
29	1	1 233 \$
3	105	38 639 \$
3,1	11	4 006 \$
3,2	1	364 \$
30	3	1 094 \$
30,1	4	10 948 \$
30,2	3	2 674 \$
30,3	4	2 756 \$
30,4	2	5 474 \$
31	1	1 233 \$
32	3	3 666 \$
34	71	173 491 \$
35	4	1 460 \$
37	1	363 \$
38	125	89 951 \$
39	2	729 \$
4	8	2 908 \$
40	1	1 233 \$
41,2	1	364 \$
42	20	12 918 \$
45	4	1 456 \$
46	2	1 597 \$
49	1	689 \$
5	7	2 545 \$
52	7	19 159 \$
53	4	1 457 \$
55	2	1 379 \$
56	1	364 \$
56AL.1	7	8 922 \$
57AL.1(1)	242	166 679 \$
57AL.1(2)	6	8 231 \$
57AL.1(3)	30	20 669 \$
59	9	6 203 \$
6	2	728 \$
60	4	17 338 \$
61	7	2 548 \$
67	3	1 419 \$
68	12	5 563 \$
69	20	52 692 \$
7	18	6 552 \$
7,1	2	728 \$
7,3	2	728 \$

ARTICLES DE LOI	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
70	286	1 076 593 \$
71	253	642 118 \$
72	4	3 524 \$
74	1	1 237 \$
75	3	3 711 \$
78,5	3	3 699 \$
7AL.3	1	364 \$
8	4	1 232 \$
80	2	730 \$
87	4	2 107 \$
88	1	689 \$
9	2	728 \$
9,1	16	5 824 \$
96	67	24 398 \$
LOI SUR LES DROITS DE CHASSE ET DE PÊCHE DANS LES TERRITOIRES DE LA BAIE-JAMES ET DU NOUVEAU-QUÉBEC (RLRQ, c. D-13.1)	3	294 \$
36AL.1	3	294 \$
TOTAL GÉNÉRAL	2 376	3 048 702 \$

NOTE : LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS JUDICIAIRES ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS D’INFRACTION SIGNIFIÉS EN 2020-2021.

MINISTÈRE

LE DÉPLOIEMENT DES MESURES DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE S'EST POURSUIVI EN 2020-2021. CE PLAN PRÉVOIT TROIS AXES :

1. INSTAURER DES PRATIQUES INNOVANTES : CET AXE COMPREND NOTAMMENT :
- LE PROJET VISANT LA DIVULGATION DE LA PREUVE EN MATIÈRE PÉNALE A ÉTÉ MIS EN PLACE EN AVRIL 2019. DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 JANVIER 2021, 4 178 CHANGEMENTS DE PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ ONT ÉTÉ REÇUS AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (SUR 46 088 DIVULGATIONS DE PREUVES TRANSMISES), CE QUI CORRESPOND À 9,07 % DE DOSSIERS EN MOINS À JUDICIARISER.
 - LE DÉPLOIEMENT DE LA VISIOCOMPARUTION ENTRE LES PALAIS DE JUSTICE ET LES CENTRES DE DÉTENTION :
 - L'IMPLANTATION DE LA VISIOCOMPARUTION (INSTALLATIONS PERMANENTES) EST COMPLÉTÉE POUR LES ÉTABLISSEMENTS SUIVANTS :
 - SAGUENAY - LAC-ST-JEAN : ENTRE LES PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI, ALMA ET CHIBOUGAMAU ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL;
 - ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : ENTRE LES PALAIS DE JUSTICE D'AMOS ET VAL-D'OR ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS;
 - CÔTE-NORD : ENTRE LE PALAIS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ÎLES;
 - CHAUDIÈRE-APPALACHES : ENTRE LE PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE QUÉBEC.
 - LE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL VISANT LA DÉJUDICIARISATION DU TRAITEMENT DE CERTAINES INFRACTIONS. DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 2020, LE PROGRAMME EST DISPONIBLE DANS TOUS LES DISTRICTS JUDICIAIRES À LA COUR DU QUÉBEC. DE PLUS, SEPT COURS MUNICIPALES ONT ÉGALEMENT IMPLANTÉ LE PROGRAMME DEPUIS LE MOIS DE MAI 2020 : LÉVIS, MONTRÉAL, LAVAL, QUÉBEC, MASCOUCHE, REPENTIGNY ET SAINT-JÉRÔME. LE DÉPLOIEMENT DANS LES COURS MUNICIPALES SE POURSUIVRA EN 2021-2022.
 - LA MISE EN ŒUVRE DE LA PHASE 1 DE JURIDIQC (ANCIENNEMENT LE GUICHET UNIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL) S'EST TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2020. LA PHASE 2 EST EN COURS.
2. METTRE LA JUSTICE À L'HEURE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES: CET AXE COMPREND NOTAMMENT :

LE PROGRAMME LEXIUS VISE À TRANSFORMER L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE JUSTICE, NOTAMMENT PAR LA MISE EN PLACE D'UN PORTAIL OFFRANT DIFFÉRENTS SERVICES EN LIGNE AUX PARTIES IMPLIQUÉES, PAR LA GESTION ET LA MISE À JOUR DU DOSSIER JUDICIAIRE NUMÉRIQUE ET PAR LA GESTION D'UNE AUDIENCE DE FAÇON NUMÉRIQUE.

- LES TRAVAUX DE LA PHASE DE PLANIFICATION SE SONT POURSUIVIS. LE MINISTÈRE A PROCÉDÉ À UN EXERCICE D'OPTIMISATION, DE NORMALISATION ET D'HARMONISATION DE SES PROCESSUS D'AFFAIRES. IL A ÉTÉ DÉCIDÉ DE LIVRER LEXIUS EN LE DÉCOUPANT EN 8 PROJETS AFIN DE LIVRER LE PLUS RAPIDEMENT DE LA VALEUR AJOUTÉE À LA CLIENTÈLE.
 - LE DOSSIER D'AFFAIRES DU PREMIER PROJET A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR LE 19 JANVIER 2021, DONNANT LE COUP D'ENVOI AUX TRAVAUX DE RÉALISATION. CE PREMIER PROJET PERMETTRA LE DÉPÔT DES ACTES DE PROCÉDURES ET DES DEMANDES DE FAÇON NUMÉRIQUE.
 - LES DOSSIERS D'AFFAIRES DES PROJETS 2 ET 4, VISANT RESPECTIVEMENT LA GESTION DU DOSSIER JUDICIAIRE NUMÉRIQUE, DES REGISTRES ET DU DOSSIER DU JUGE AINSI QUE LE SOUTIEN DE L'INSTANCE, LA GESTION DES SALLES ET LA MISE AU RÔLE, ONT ÉTÉ COMPLÉTÉS ET SERONT ACHÉMINÉS AU CONSEIL DU TRÉSOR POUR AUTORISATION EN 2021-2022.
- DES RENCONTRES RÉGULIÈRES ET DES ATELIERS DE TRAVAIL ONT EU LIEU AVEC LES PARTENAIRES DE LA JUSTICE AFIN DE PRÉSENTER LA VISION D'AFFAIRES, VALIDER LES PROCESSUS CIBLES ET ASSURER LES ARRIMAGES REQUIS.
 - AU COURS DE L'ANNÉE 2020, DES RENCONTRES SE SONT TENUES DE FAÇON RÉGULIÈRE AVEC LE MSP ET LE DPCP, DANS LE CADRE DU COMITÉ TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL.
 - CES RENCONTRES ONT MENÉ À LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU COMITÉ LEXIUS D'ARRIMAGE TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL AVEC LES PARTENAIRES (CLAP), DONT L'OBJECTIF EST D'ASSURER LA COHÉRENCE DES SOLUTIONS ENVISAGÉES PAR LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES DU PROGRAMME LEXIUS. UNE PREMIÈRE RENCONTRE A EU LIEU LE 17 FÉVRIER 2021.
 - DES ATELIERS SONT RÉGULIÈREMENT TENUS AVEC DES MEMBRES DE LA MAGISTRATURE AFIN DE S'ASSURER DE L'ADÉQUATION DES BESOINS D'AFFAIRES ÉMIS ET LES SOLUTIONS ENVISAGÉES.
- DEUX PROJETS COMPLÉMENTAIRES AU PROGRAMME LEXIUS ONT ÉTÉ RÉALISÉS, SOIT LE GREFFE NUMÉRIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC ET LE GREFFE NUMÉRIQUE DE LA COUR D'APPEL, QUI ONT PERMIS LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME EN LIGNE

DE DÉPÔT DE PROCÉDURES ET DE PAIEMENT DES TRANSACTIONS, REJOIGNANT AINSI TOUS LES CITOYENS PRÉSENTS SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.

- LE PROGRAMME DE MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES;
 - o AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PLUSIEURS PROJETS D'INFRASTRUCTURES IMPORTANTS ONT ÉTÉ DÉMARRÉS OU SE SONT POURSUIVIS. DES PROJETS TELS QUE :
 - LA MISE À NIVEAU DU SYSTÈME D'EXPLOITATION DES POSTES QUI CONSISTE À PROCÉDER À LA MIGRATION DES SYSTÈMES D'EXPLOITATION VERS LA VERSION WINDOWS 10 ET QUI TOUCHE L'ENSEMBLE DU MINISTÈRE EN TERMES D'UTILISATEURS ET DE POSTES INFORMATIQUES (ORDINATEURS FIXES, ORDINATEURS PORTABLES ET TABLETTES).
 - LA RELOCALISATION DU CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION DE MONTRÉAL VERS INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC À QUÉBEC, DANS LAQUELLE EST MAINTENANT TERMINÉE LA PHASE DE MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES PLUS RÉCENTES (EX. : RÉSEAUTIQUES, SERVEURS) NÉCESSAIRES AUX APPLICATIONS ET DOMAINES D'AFFAIRES DU MINISTÈRE ET DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.
 - L'ÉVOLUTION DE LA SOLUTION DE MESSAGERIE VERS OUTLOOK INFONUAGIQUE QUI PERMETTRA LE RETRAIT DE LA SOLUTION NOVELL GROUPWISE.

3. COMMUNIQUER EFFICACEMENT L'INFORMATION ENTRE LES PRINCIPAUX INTERVENANTS DU SYSTÈME DE JUSTICE: CET AXE COMPREND NOTAMMENT :

- LE PROGRAMME DE GESTION ÉLECTRONIQUE DU DOSSIER DE POURSUITE (GESTE)
 - o LE PROGRAMME GESTE AVANCE SELON LES PRÉVISIONS. CE PROGRAMME REGROUPE PLUSIEURS PROJETS.
 - o LE PROJET « RÉCEPTION ET ANALYSE DES DEMANDES D'INTENTER DES PROCÉDURES » EST TERMINÉ DEPUIS LE 31 AOÛT 2020. CE PROJET VISAIT LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES ET LE DÉVELOPPEMENT DES VERSIONS INITIALES DES SOLUTIONS INFORMATIQUES REQUISES.
 - o LE DOSSIER D'AFFAIRES DU PROJET « DÉCISION ET DOSSIER DE POURSUITE » A ÉTÉ APPROUVÉ EN AOÛT 2020. CE PROJET PRÉVOIT LE DÉVELOPPEMENT DES COMPOSANTES D'AFFAIRES QUI PERMETTRONT AUX PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DE RENDRE UNE DÉCISION SUIVANT L'ANALYSE D'UNE DEMANDE D'INTENTER DES PROCÉDURES. IL PREND ÉGALEMENT EN CHARGE LE DÉVELOPPEMENT DES DOCUMENTS JURIDIQUES LIÉS AUX DÉCISIONS, DE RAPPORTS ET STATISTIQUES, AINSI QUE LE PROCESSUS DE DIVULGATION DE LA PREUVE.
 - o LES TRAVAUX SE DÉROULENT SELON LA PLANIFICATION ÉTABLIE.

RAPPELONS QUE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE N'EST PAS QU'UN PROJET TECHNOLOGIQUE. ELLE EST D'ABORD UN CHANGEMENT DE CULTURE ET DES FAÇONS DE FAIRE. CES CHANGEMENTS SERONT APPUYÉS PAR DES PROJETS TECHNOLOGIQUES.

P.104 SUIVI DONNÉ EN RÉPONSE AU RAPPORT DE LA PROTECTRICE DU CITOYEN SUR LES ACTIVITÉS DE LA DIVAC, PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2016. INDICER LES MESURES MISES EN PLACE POUR RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.

MINISTÈRE

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D’IMPLANTATION
R-1 BONIFIER LE CONTENU DU SITE INTERNET AFIN QUE TOUTE VICTIME AIT ACCÈS À L’ENSEMBLE DE L’INFORMATION PERTINENTE DANS LE CADRE D’UNE DEMANDE D’INDEMNISATION	REFONTE COMPLÈTE DU SITE WEB DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L’IVAC	15 SEPTEMBRE 2017
	SONDAGE SUR LA SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE	AUTOMNE 2019
R-2 CORRIGER LES LACUNES DU FORMULAIRE DE DEMANDE DE PRESTATIONS ET DE SES ANNEXES, AINSI QUE DU FORMULAIRE DE RÉVISION, ET BONIFIER L’INFORMATION QU’ILS CONTIENNENT EN S’INSPIRANT NOTAMMENT DES BONNES PRATIQUES EN SEMBLABLES MATIÈRES	PRODUCTION DE TROIS NOUVEAUX FORMULAIRES DE DEMANDES DE PRESTATIONS	31 JUILLET 2017
	PRODUCTION DE FORMULAIRES POUR LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	JUIN 2017
R-3 CONCEVOIR UN GUIDE EXPLICATIF PERMETTANT AUX VICTIMES DE REMPLIR FACILEMENT LA DEMANDE DE PRESTATIONS ET SES ANNEXES	PRODUCTION D’UN GUIDE EXPLICATIF POUR CHAQUE TYPE DE FORMULAIRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS	31 JUILLET 2017
R-4 CONCEVOIR UN FORMULAIRE DE RAPPORT MÉDICAL ADAPTÉ AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	PRODUCTION D’UN NOUVEAU FORMULAIRE DE RAPPORT MÉDICAL ADAPTÉ AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	1 ^{ER} MARS 2019
	MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE COMMUNICATION POUR LANCER LES NOUVEAUX FORMULAIRES MÉDICAUX	15 JANVIER 2020
R-5 CESSER D’EXIGER DE LA VICTIME, AU REGARD DE LA SURVENANCE DE L’ACTE CRIMINEL, QU’ELLE DÉMONTRE LE MOBILE ET LES CIRCONSTANCES PRÉCISES DE L’ACTE CRIMINEL ALLÉGUÉ	ÉLABORATION D’UNE POLITIQUE-CADRE POUR L’ACCÈS AU RÉGIME	21 SEPTEMBRE 2017
	ÉLABORATION DE LA POLITIQUE SUR LA PREUVE DE SURVENANCE DE L’ACTE CRIMINEL	21 SEPTEMBRE 2017
R-6 DONNER PLEIN EFFET À L’ARTICLE 3A) DE LA LOI SUR L’INDEMNISATION DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, EN INCLUANT DANS LA NOTION DE VICTIME TOUTE PERSONNE QUI SUBIT UN PRÉJUDICE EN ARRIVANT SUR LES LIEUX D’UN CRIME VENANT JUSTE D’ÊTRE PERPÉTRÉ, ET QUI L’AFFECTE OU LA VISE DIRECTEMENT DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE	ÉLARGISSEMENT DE LA PORTÉE DE LA NOTION DE VICTIME DANS LES CAS D’ASSASSINAT D’UN ENFANT PAR L’UN DES PARENTS SELON LA DIRECTIVE DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE	24 NOVEMBRE 2016
	ÉLABORATION D’UNE POLITIQUE-CADRE POUR L’ACCÈS AU RÉGIME	21 SEPTEMBRE 2017
	RÉVISION DE LA NOTION DE VICTIME DANS LE PROJET DE LOI 84	DÉPÔT DU PL 84 LE 10 DÉCEMBRE 2020
R-7 S’ASSURER D’ÉVALUER L’OPPORTUNITÉ D’ACCORDER LES MESURES TEMPORAIRES EN VERTU DE L’ARTICLE 16 DE LA LOI SUR L’INDEMNISATION DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, NOTAMMENT DANS LES CAS OÙ LA VICTIME DÉMONTRE DES DIFFICULTÉS D’ACCÈS À UN PROFESSIONNEL DE LA SANTÉ	OCTROI DE MESURES TEMPORAIRES LORSQU’UNE PERSONNE VICTIME EN ATTENTE D’UNE DÉCISION D’ADMISSIBILITÉ A DES BESOINS URGENTS	28 FÉVRIER 2018
R-8 RETENIR COMME POINT DE DÉPART DU DÉLAI DE DEUX ANS LA PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN ENTRE LA BLESSURE LIÉE À LA RÉCLAMATION ET L’ACTE CRIMINEL, ET CE, MÊME SI LA VICTIME N’A PAS DÉPOSÉ DE DEMANDE POUR UNE BLESSURE PHYSIQUE ANTÉRIEURE	ÉLABORATION DE LA POLITIQUE SUR LE DÉLAI DE PRODUCTION D’UNE DEMANDE DE PRESTATIONS	23 JUIN 2017
R-9 ÉTABLIR DES BALISES CLAIRES POUR GUIDER LES AGENTS DANS L’APPRÉCIATION DE LA NOTION DE PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN ENTRE LE PRÉJUDICE SUBI ET L’ACTE CRIMINEL, INCLUANT NOTAMMENT L’OBLIGATION DE PRENDRE CONTACT AVEC LE PROFESSIONNEL CONSULTÉ EN CAS DE REFUS DU MOMENT DE PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN ALLÉGUÉ PAR LA VICTIME DANS SA DEMANDE	ÉLABORATION D’UNE DIRECTIVE TRAITANT DU DÉLAI DE PRÉSENTATION D’UNE DEMANDE DE PRESTATIONS POUR DES MOTIFS RAISONNABLES	19 JANVIER 2018

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-10 PRÉVOIR DES BALISES SUPPLÉMENTAIRES POUR L'EXAMEN DE LA JUSTIFICATION DU RETARD DE LA VICTIME EN CAS DE DEMANDE HORS DÉLAI, INCLUANT L'IMPORTANCE DE CONSIDÉRER TOUT MOTIF VALABLE, MÊME EN CAS DE MENTION D'IGNORANCE DE LA LOI	ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE TRAITANT DU DÉLAI DE PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS POUR DES MOTIFS RAISONNABLES	19 JANVIER 2018
R-11 PRÉVOIR L'OBLIGATION DE RECUEILLIR LES MOTIFS DE LA VICTIME EN CAS DE DÉPLACEMENT DE LA DATE DE PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN À UNE DATE ANTÉRIEURE À LA DATE DÉCLARÉE PAR LA VICTIME	ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE TRAITANT DU DÉLAI DE PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS POUR DES MOTIFS RAISONNABLES	19 JANVIER 2018
R-12 S'ASSURER QUE L'EXAMEN DE LA FAUTE LOURDE SOIT EFFECTUÉ AU CAS PAR CAS AU REGARD DE LA PRÉVISIBILITÉ DES CONSÉQUENCES ET DE LA DISPROPORTIONNALITÉ DE LA RIPOSTE AU COMPORTEMENT DE LA VICTIME, EN FONCTION DE LA PREUVE PRÉPONDÉRANTE AU DOSSIER ET SUR LA BASE DES ENSEIGNEMENTS DES TRIBUNAUX, ET QU'UNE DIRECTIVE À CET EFFET SOIT PRODUITE ET DIFFUSÉE AU PERSONNEL	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE TRAITANT DE LA NOTION DE FAUTE LOURDE AU SENS DE LA LOI	21 SEPTEMBRE 2017
R-13 ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À RÉDUIRE LES DÉLAIS À L'ADMISSIBILITÉ STANDARD ET À L'ADMISSIBILITÉ PARTICULIÈRE	ÉTABLISSEMENT DE DÉLAIS CIBLES	1 ^{ER} JUIN 2017
	DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE DE RÉDUCTION DU NOMBRE DE DOSSIERS EN INVENTAIRE	À PARTIR D'OCTOBRE 2017
	MISE EN PLACE DE NOUVEAUX PROCESSUS AU SERVICE DE L'ACCÈS AU RÉGIME	8 JANVIER 2018
R-14 CONVENIR AVEC LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) D'UNE PROCÉDURE ASSURANT LA TRANSMISSION DILIGENTE PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TOUS LES DOCUMENTS REQUIS PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC POUR LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS	ENTENTE ENTRE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC, LE MJQ ET LE MSSS POUR METTRE EN ŒUVRE UN PLAN D'ACTION COMMUN PERMETTANT DE DIMINUER LES DÉLAIS DE TRANSMISSION DES DOSSIERS MÉDICAUX – INDICATEURS DE SUIVI DÉVELOPPÉS POUR ASSURER UN CONTRÔLE PÉRIODIQUE	23 JUIN 2017
R-15 ACTUALISER OU CONCLURE LES ENTENTES NÉCESSAIRES AVEC LES SERVICES DE POLICE AFIN D'ASSURER UNE TRANSMISSION DILIGENTE DE TOUS LES DOCUMENTS REQUIS PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC POUR LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS	ENTENTE ENTRE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC, LE MJQ ET LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP) SUR DIFFÉRENTES ACTIONS PERMETTANT DE DIMINUER LES DÉLAIS DE TRANSMISSION DES RAPPORTS DE POLICE ET AUTRES DOCUMENTS REQUIS POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS DES VICTIMES	13 JUIN 2017
	UTILISATION D'UN SUBPOENA POUR COMMANDER LES RAPPORTS DE POLICE	17 DÉCEMBRE 2018
R-16 COMMUNIQUER VERBALEMENT AVEC TOUTES LES VICTIMES ADMISES AU RÉGIME AFIN DE S'ASSURER D'ÉVALUER LEURS BESOINS POUR DÉTERMINER LES INDEMNITÉS, SERVICES OU SOINS AUXQUELS ELLES ONT LÉGALEMENT DROIT	ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE PROCÉDURE DE PRIORISATION DES DOSSIERS POUR PERMETTRE L'ÉVALUATION DES BESOINS URGENTS ET IMMÉDIATS DANS UN DÉLAI DE 7 JOURS, D'ICI 3 ANS	19 JANVIER 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE DANS LES SERVICES D'INTERVENTION	À PARTIR DU 22 JUIN 2018
	LANCEMENT D'UN PROJET-PILOTE AVEC UN NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS QUI PRIORISE UNE COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE À L'ENSEMBLE DES VICTIMES ADMISES AU RÉGIME.	ESSAIS À PARTIR DU 16 JUILLET 2018
	DÉPLOIEMENT DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-17 FIXER UNE CIBLE UNIQUE DE SEPT JOURS PERMETTANT D'ÉVALUER RAPIDEMENT LES BESOINS DE CHAQUE VICTIME ADMISE ET D'ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À ATTEINDRE CETTE CIBLE	ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE PROCÉDURE DE PRIORISATION DES DOSSIERS POUR PERMETTRE L'ÉVALUATION DES BESOINS URGENTS ET IMMÉDIATS DANS UN DÉLAI DE 7 JOURS, D'ICI 3 ANS	19 JANVIER 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE DANS LES SERVICES D'INTERVENTION	À PARTIR DU 22 JUIN 2018
	LANCEMENT D'UN PROJET-PILOTE AVEC UN NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS QUI EST INSTAURÉE DANS LES 7 JOURS SUIVANT L'ASSIGNATION DU DOSSIER À UN INTERVENANT	ESSAIS À PARTIR DU 16 JUILLET 2018
	DÉPLOIEMENT DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018
	ÉLABORATION D'UN PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ POUR LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	ESSAIS À PARTIR DE JANVIER 2019
R-18 MODIFIER L'ORIENTATION SUR LA DATE D'ÉVÉNEMENT À RETENIR AFIN QUE LA DATE D'ÉVÉNEMENT SERVANT À ÉVALUER LES INDEMNITÉS CORRESPONDE À LA DATE RÉELLE DE L'ACTE CRIMINEL SUBI OU AU DÉBUT DE LA PÉRIODE PENDANT LAQUELLE LES ACTES CRIMINELS ONT ÉTÉ SUBIS	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LA DÉTERMINATION DE LA DATE DE L'ACTE CRIMINEL	5 SEPTEMBRE 2017
	MISE À JOUR DE LA POLITIQUE SUR LE CALCUL DES INDEMNITÉS ET L'ÉTABLISSEMENT DE LA BASE SALARIALE	19 JANVIER 2018
R-19 CLARIFIER LA POLITIQUE SUR LE CALCUL DES INDEMNITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC, AFIN D'EN SIMPLIFIER L'APPLICATION ET D'EN CONTRÔLER L'EFFICACITÉ UN AN SUIVANT SA MISE EN VIGUEUR	ÉLABORATION D'UN PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ POUR LE CALCUL DES INDEMNITÉS ET L'ÉTABLISSEMENT DE LA BASE SALARIALE	JUIN 2018
R-20 QU'UNE DÉCISION SUR LE DIAGNOSTIC LIÉ À L'ACTE CRIMINEL SOIT SYSTÉMATIQUEMENT RENDUE DANS TOUS LES DOSSIERS, LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE SUIVANT LA DÉCISION D'ADMISSIBILITÉ	DÉCISION SUR LE DIAGNOSTIC LIÉ À L'ACTE CRIMINEL DÈS L'ACCÈS AU RÉGIME	17 DÉCEMBRE 2018
	MISE À JOUR DU GUIDE DES LÉSIONS ET ÉLABORATION DE FICHES DÉTAILLÉES POUR OUTILLER LES INTERVENANTS AFIN D'AUGMENTER LEUR AUTONOMIE POUR PRENDRE LES DÉCISIONS RELATIVES AUX DIAGNOSTICS	AOUT 2019
R-21 ÉLABORER UNE ORIENTATION STATUANT CLAIEMENT QUE LE FARDEAU DE LA VICTIME EST DE DÉMONSTRER, DE FAÇON PRÉPONDÉRANTE, QUE L'ACTE CRIMINEL EST UNE CAUSE CONTRIBUTOIRE DE LA BLESSURE, ET NON QU'ELLE EST LA CAUSE PRÉDOMINANTE OU PRÉPONDÉRANTE, ET DIFFUSER CETTE ORIENTATION AUX AGENTS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LE LIEN ENTRE LA BLESSURE ET L'ACTE CRIMINEL	21 SEPTEMBRE 2017
	APPLICATION D'UNE DIRECTIVE CONCERNANT LA THÉORIE DU CRANE FRAGILE	13 SEPTEMBRE 2018
	DÉVELOPPEMENT D'UNE INSTRUCTION DE TRAVAIL POUR FACILITER L'APPLICATION DE LA THÉORIE DU CRANE FRAGILE DANS L'ÉTABLISSEMENT DU LIEN ENTRE LA BLESSURE ET L'ACTE CRIMINEL	15 FÉVRIER 2019
	FORMATION DES AGENTS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC À L'INSTRUCTION DE TRAVAIL POUR FACILITER L'APPLICATION DE LA THÉORIE DU CRANE FRAGILE DANS L'ÉTABLISSEMENT DU LIEN ENTRE LA BLESSURE ET L'ACTE CRIMINEL	14 JUIN 2019
R-22 ÉLARGIR SA DÉFINITION DES ACTIVITÉS DE LA VIE QUOTIDIENNE ET DOMESTIQUE EN SE GUIDANT SUR LES LISTES D'ACTIVITÉS RETENUES PAR LE TAQ, ET DE S'ASSURER D'INFORMER LES VICTIMES SANS EMPLOI QU'ELLES PEUVENT CONSULTER UN MÉDECIN POUR OBTENIR UN AVIS SUR LA QUESTION	ÉLABORATION D'UNE GRILLE D'ANALYSE POUR ÉVALUER LES ACTIVITÉS DE VIE QUOTIDIENNE ET DOMESTIQUE POUR LES PERSONNES VICTIMES AYANT UN STATUT DE SANS-EMPLOI AU MOMENT DE L'ACTE CRIMINEL	8 DÉCEMBRE 2017
	ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE POUR ACCOMPAGNER L'UTILISATION DE LA GRILLE D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DE VIE QUOTIDIENNE ET DOMESTIQUE	1 ^{ER} MARS 2018

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-23 ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À RÉDUIRE À 30 JOURS LES DÉLAIS DE VERSEMENT D'INDEMNITÉS POUR INCAPACITÉ TOTALE TEMPORAIRE	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE DANS LES SERVICES D'INTERVENTION	À PARTIR DU 22 JUIN 2018
	LANCEMENT D'UN PROJET-PILOTE AVEC UN NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS QUI EST INSTAURÉE DANS LES 7 JOURS SUIVANT L'ASSIGNATION DU DOSSIER À UN INTERVENANT	ESSAIS À PARTIR DU 16 JUILLET 2018
	DÉPLOIEMENT DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018
	DÉPLOIEMENT DU DOSSIER ÉLECTRONIQUE POUR PERMETTRE UN MEILLEUR SUIVI DES INDICATEURS	4 NOVEMBRE 2019
	CONCEPTION D'UN INDICATEUR DE GESTION FAISANT ÉTAT DU DÉLAI DE VERSEMENT DES INDEMNITÉS POUR INCAPACITÉ TOTALE TEMPORAIRE	DÉCEMBRE 2019
R-24 RENDRE DES DÉCISIONS PORTANT SUR L'INDEMNITÉ POUR INCAPACITÉ PERMANENTE QUI DÉTAILLE LES POURCENTAGES AINSI QUE LA NATURE DES SÉQUELLES RECONNUES POUR CHACUN DES VOILETS PSYCHOLOGIQUE, PHYSIQUE ET ESTHÉTIQUE DU DÉFICIT ANATOMOPHYSIOLOGIQUE	RÉVISION DE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE QUI MENTIONNE LES ASPECTS DU DÉFICIT ANATOMO-PHYSIOLOGIQUE QUI CONCERNENT LA PERSONNE VICTIME	29 JUIN 2017
	NOUVELLE RÉVISION DE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE AFIN DE DÉTAILLER LES POURCENTAGES LIÉS À CHACUN DES ASPECTS DU DÉFICIT ANATOMO-PHYSIOLOGIQUE	11 JUIN 2018
R-25 INFORMER LA VICTIME DES CALCULS MENANT AU MONTANT CAPITALISÉ (A) ET D'ÉVALUER SYSTÉMATIQUEMENT, AVANT DE PROCÉDER À LA CAPITALISATION PRÉVUE À L'ARTICLE 38(3) DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, S'IL N'EST PAS CONTRAIRE À L'INTÉRÊT DE LA VICTIME DE PROCÉDER AINSI (B)	PRODUCTION D'UN FORMULAIRE DE CHOIX DE RENTE QUI ACCOMPAGNE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE	20 FÉVRIER 2017
	ACCÈS DIRECT À L'ANNEXE E DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DE TRAVAIL CONCERNANT LE FACTEUR ACTUARIEL, À PARTIR DU SITE WEB DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC	30 JUIN 2017
	RÉVISION DE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE AFIN D'Y INCLURE LES INFORMATIONS DÉTAILLÉES PERMETTANT D'EXPLIQUER LE CALCUL D'UN CAPITAL EN FONCTION DE LA VARIABLE ÂGE ET DE LA VARIABLE ACTUARIELLE DE L'ANNEXE E DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	12 JUIN 2018
R-26 S'ASSURER QUE LORSQU'UN PROFESSIONNEL DU BUREAU MÉDICAL DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC S'APPRÊTE À RENDRE UN AVIS CONTRAIRE À L'OPINION DU MÉDECIN DE LA VICTIME, IL COMMUNIQUE PRÉALABLEMENT AVEC CE DERNIER, ET AU BESOIN, DEMANDE UNE INFORMATION MÉDICALE COMPLÉMENTAIRE, OU RECOURT À UNE EXPERTISE MÉDICALE EXTERNE	ÉLABORATION D'UN GUIDE DE TRAVAIL DU BUREAU MÉDICAL	28 AVRIL 2016
	MISE EN PLACE DE DÉLAIS CIBLE POUR RENDRE UN AVIS MÉDICAL	23 JUIN 2017
	DÉVELOPPEMENT D'UN PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ POUR LE BUREAU MÉDICAL	30 SEPTEMBRE 2017
R-27 FIXER UNE CIBLE DE 30 JOURS AU BUREAU MÉDICAL POUR RENDRE SES AVIS, ET D'ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À L'ATTEINDRE.	ÉLABORATION D'UNE PROCÉDURE DE PRIORISATION POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS AU BUREAU MÉDICAL	18 DÉCEMBRE 2017
	RÉVISION DES PROCESSUS, DES ACTIVITÉS ET DES TÂCHES DU BUREAU MÉDICAL	À PARTIR DE MARS 2018
	FORMATION SUR L'OPTIMISATION DU SUIVI MÉDICAL	FÉVRIER 2020
	MISE EN PLACE D'UN NOUVEL INDICATEUR DE GESTION POUR SUIVRE L'AVANCEMENT VERS L'ATTEINTE DE LA CIBLE	DÉCEMBRE 2019
R-28 S'ASSURER QUE LES DÉCISIONS ÉCRITES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC FONT ÉTAT DE TOUS LES MOTIFS LES JUSTIFIANT, CEUX-CI ÉTANT NÉCESSAIRES À LA VICTIME POUR EN COMPRENDRE LES FONDEMENTS ET EXERCER ADÉQUATEMENT UN ÉVENTUEL RECOURS	RÉVISION DE TOUTES LES LETTRES DE DÉCISION ÉMISES ET DES MOTIFS INDIQUÉS SUR LES LETTRES	À PARTIR DE JANVIER 2018, JUSQU'EN FÉVRIER 2020

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-29 ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION PRÉVOYANT DES MESURES CONCRÈTES POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS DU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE À RENDRE SES DÉCISIONS	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE AU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	À PARTIR D'OCTOBRE 2017
	COLLABORATION AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA CNESST POUR FORMER LES RÉVISEURS DU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC	À PARTIR D'AOÛT 2019
R-30 S'ASSURER QUE LES RÉVISEURS EXERCENT PLEINEMENT LEURS POUVOIRS, NOTAMMENT EN DEMANDANT TOUT DOCUMENT UTILE À LA PRISE DE DÉCISION ET TOUT EXAMEN À UN PROFESSIONNEL DE LA SANTÉ LORSQU'ILS LE JUGENT REQUIS	PAIEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC DES COÛTS LIÉS À TOUTE EXPERTISE QUE LA PERSONNE VICTIME SOUHAITE SOUMETTRE AU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	14 JANVIER 2019
R-31 PERMETTRE LA RECONSIDÉRATION DE TOUTE DÉCISION RENDUE DANS LES MATIÈRES AUTRES QUE CELLES QUI SONT ÉNUMÉRÉES À L'ARTICLE 63(4) DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, POUR TOUTE CAUSE NON FRIVOLE OU ARBITRAIRE ET EN TOUT TEMPS	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LA RECONSIDÉRATION	4 OCTOBRE 2017
	APPLICATION DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE POUR RÉVISER OU RECONSIDÉRER UNE DÉCISION	4 FÉVRIER 2019
	FORMATION DE TOUS LES INTERVENANTS SUR LE POUVOIR DE RECONSIDÉRATION	28 FÉVRIER 2019
R-32 PERMETTRE LA RECONSIDÉRATION D'UNE DÉCISION RENDUE DANS LES MATIÈRES DE 63(4) DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL POUR TOUTE ERREUR GRAVE DE NATURE À L'INVALIDER, NOTAMMENT AFIN D'ÉVITER UNE JUDICIARISATION INUTILE	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LA RECONSIDÉRATION	4 OCTOBRE 2017
	APPLICATION DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE POUR RÉVISER OU RECONSIDÉRER UNE DÉCISION	4 FÉVRIER 2019
	FORMATION DE TOUS LES INTERVENANTS SUR LE POUVOIR DE RECONSIDÉRATION	28 FÉVRIER 2019
	ENTENTE CONVENUE AVEC LE MJQ POUR QUE LES RÉQUÉRANTS N'AIENT PLUS À SE DÉSISTER DE LEUR RECOURS DEVANT LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE OU LE TAQ EN CAS DE RECONSIDÉRATION	AOÛT 2019
R-33 ÉTABLIR DES DÉLAIS CIBLES POUR CHAQUE ÉTAPE DE TRAITEMENT D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS, AINSI QU'UN PLAN D'ACTION PRÉVOYANT DES MESURES CONCRÈTES POUR LES ATTEINDRE	ÉTABLISSEMENT DE DÉLAIS CIBLES DANS LA PLANIFICATION DÉTAILLÉE.	1 ^{ER} JUIN 2017
	DÉVELOPPEMENT D'UN TABLEAU DE BORD PERMETTANT D'EXERCER UN CONTRÔLE ET UN SUIVI DES DÉLAIS RELATIFS AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DU TRAITEMENT D'UNE DEMANDE D'INDEMNISATION, DANS UNE PERSPECTIVE D'AMÉLIORATION CONTINUE	30 NOVEMBRE 2017
	MISE EN ŒUVRE DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE À L'ACCÈS AU RÉGIME	À PARTIR DU 8 JANVIER 2018
	MISE EN PLACE D'UN PROJET PILOTE DANS LA SECTION CAS SANS RISQUE D'UN SERVICE D'INTERVENTION, PERMETTANT RAPIDEMENT LA PRISE EN CHARGE EN INDEMNISATION DES DOSSIERS (COMMUNICATION PAR TÉLÉPHONE AVEC LA PERSONNE VICTIME OU LE RÉCLAMANT ET AUTORISATION DES TRAITEMENTS)	À PARTIR DU 6 JUILLET 2018
	DÉPLOIEMENT PROGRESSIF DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE EN INDEMNISATION, DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE AU BUREAU MÉDICAL	À PARTIR DE MARS 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE AU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	À PARTIR D'OCTOBRE 2017

P.105 INDiquer le nombre de départs à la retraite chez les juristes soumis aux conditions de la loi assurant la continuité de la prestation des services juridiques au sein du gouvernement et permettant la poursuite de la négociation ainsi que le renouvellement de la convention collective des salariés assurant la prestation de ces services juridiques, et ce, depuis le **28 février 2017**.

MINISTÈRE

En 2020-2021, il y a eu 9 départs à la retraite chez les juristes.

FONDS D’ACCÈS À LA JUSTICE

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

P.106 **LISTE DES ÉCHANGES, DE LA CORRESPONDANCE ET DES ACTIONS ENTREPRISES EN LIEN AVEC L'APPLICATION DU JUGEMENT**
A. C. PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (2020 QCCS 3375) RENDU EN AVRIL 2020.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.107 LISTE DES ÉCHANGES, DE LA CORRESPONDANCE ET DES ACTIONS ENTREPRISES À LA SUITE DE L'ARRESTATION ARBITRAIRE
PAR LE SPVM DE MONSIEUR MAMADI III FARA CAMARA EN JANVIER 2021.**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.108 VENTILATION DÉTAILLÉE DES 19,2 M\$ ANNONCÉS POUR AMÉLIORER LES SERVICES OFFERTS AUX PREMIÈRES NATIONS ET AUX INUITS EN MATIÈRE DE JUSTICE EN MARS 2021.

MINISTÈRE

LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES AUTOCHTONES, M. IAN LAFRENIÈRE. ET LE MINISTRE DE LA JUSTICE, M. SIMON JOLIN-BARRETTE, ONT ANNONCÉ UN INVESTISSEMENT DE 19,2 MILLIONS DE DOLLARS SUR 5 ANS, EN VUE DE METTRE EN OEUVRE DES MESURES CONCRÈTES VISANT À ACCROÎTRE L'ACCOMPAGNEMENT DES AUTOCHTONES EN MATIÈRE DE JUSTICE.

P.109 VENTILATION DÉTAILLÉE DES 600 000 \$ OCTROYÉS AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DESSERVANT LES COMMUNAUTÉS LGBTQ+ EN FÉVRIER 2021.

MINISTÈRE

EN 2020-2021, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A OCTROYÉ 600 000 \$ EN AIDE COMPLÉMENTAIRE À 27 ORGANISMES ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE : 7 RELEVANT DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET 20, DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. CETTE AIDE EST ADMINISTRÉE PAR CES DEUX MINISTÈRES DANS LE CADRE D'ENTENTES ADMINISTRATIVES RENOUVELÉES EN 2018. ELLE EST VENTILÉE COMME SUIT:

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	MONTANT VERSÉ
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	55 000 \$
COALITION DES FAMILLES LGBT+	40 000 \$
FONDATION ÉMERGENCE INC.	30 000 \$
RÉSEAU DES LESBIENNES DU QUÉBEC	30 000 \$
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC	40 000 \$
COALITION D’AIDE À LA DIVERSITÉ SEXUELLE DE L’ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	30 000 \$
COALITION DES GROUPES JEUNESSE LGBT	30 000 \$
ORGANISMES RELEVANT DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	MONTANT VERSÉ
M.A.I.N.S BAS-SAINT-LAURENT	10 000 \$
TOXIC-ACTIONS	10 000 \$
SERVICE D’INTERVENTION DE PROXIMITÉ DOMAINE DU ROY	10 000 \$
DIVERSITÉ 02	15 000 \$
GRIS QUÉBEC	20 000 \$
GRIS MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC	20 000 \$
TRANS-MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC	10 000 \$
DIVERS-GENS	15 000 \$
IRIS ESTRIE	10 000 \$
AIDE AUX TRANS DU QUÉBEC	30 000 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE DES GAIS ET LESBIENNES DE MONTRÉAL	5 000 \$
PROJET 10	10 000 \$
JEUNESSE LAMBDA	30 000 \$
GRIS MONTRÉAL	30 000 \$
JEUNESSE IDEM	30 000 \$
ASSOCIATION DES LESBIENNES, GAIS, BISEXUEL-LE-S ET TRANS DE LA BAIE-DES-CHALEURS	30 000 \$
GRIS CHAUDIÈRE-APPALACHES	10 000 \$
LE NÉO	20 000 \$
JEUNES ADULTES GAI-E-S	10 000 \$
ALTERHÉROS	20 000 \$

P.110 LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE, CHAQUE ANNÉE ET POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ) EST RESPONSABLE DE LA COORDINATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022 DÉVOILÉ EN MAI 2017. DEPUIS 2018, IL PRODUIT ANNUELLEMENT UN BILAN DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN LA MATIÈRE QU'IL DIFFUSE SUR SON SITE INTERNET.

EN 2020-2021, LE MJQ A POURSUIVI LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DU PLAN D'ACTION SOUS SA RESPONSABILITÉ, SOIT :

- MESURE 9 – SOUTENIR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE
- MESURE 17 – ACTUALISER LE CORPUS LÉGISLATIF QUÉBÉCOIS POUR ASSURER L’ÉGALITÉ DES PARENTS DE MINORITÉS SEXUELLES
- MESURE 24 – RENFORCER LA SENSIBILISATION DES INTERVENANTES ET DES INTERVENANTS DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX, DE L’ENSEIGNEMENT ET DES SERVICES PUBLICS OU COMMUNAUTAIRES SUR LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES
- MESURE 32 – APPUYER LA RECHERCHE SUR LES RÉALITÉS LGBT
- MESURE 37 – RÉALISER UNE ENQUÊTE SUR LE PARCOURS JUDICIAIRE DE PARENTS DE MINORITÉS SEXUELLES
- MESURE 38 – FAVORISER LE PLEIN DÉPLOIEMENT DES ACTIVITÉS DU BUREAU DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

P.111 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2021, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS. INDIQUER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2021-2022.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POURSUIT SES TRAVAUX EN LIEN AVEC LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE. POUR CE FAIRE, IL S'APPUIE SUR LE RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE, LA CONSULTATION PUBLIQUE RÉALISÉE EN 2019 ET LES ÉCHANGES TENUES AVEC LE MILIEU AUTOCHTONE.

P.113 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2020-2021. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D’ACTIVITÉS OÙ SE SÉRAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE / BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	NP/NA *	TOTAL 2020-2021 28 FÉVRIER	TOTAL 2019-2020 31 JANVIER
ÂGE	41	13	6	13	0	0	73	35
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	20	0	1	0	0	0	21	43
CONDITIONS SOCIALES	1	7	2	1	4	0	15	12
CONVICTIONS POLITIQUES	2	0	2	3	0	0	7	3
ÉTAT CIVIL	4	3	4	1	0	0	12	5
EXPLOITATION	0	0	0	0	49	0	49	50
GROSSESSE	18	1	0	0	0	0	19	27
HANDICAP	69	9	39	93	11	1	222	170
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE	3	0	3	0	1	0	7	5
LANGUE	6	1	2	2	1	0	12	4
ORIENTATION SEXUELLE	4	1	1	1	5	0	12	9
RACE / COULEUR / ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	50	12	36	10	65	0	173	155
RELIGION	2	1	6	1	1	0	11	15
SEXE	6	0	2	1	4	0	13	25
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS*	0	0	0	0	0	11	11	10
TOTAL	226	48	104	126	141	12	657	568
% 2020-2021	34 %	7 %	16 %	19 %	21 %	2 %	100 %	100 %
% 2019-2020	43 %	6 %	17 %	10 %	23 %	2 %	100 %	100 %

*LE MOTIF ET LE SECTEUR N’ONT PAS ENCORE ÉTÉ SPÉCIFIÉS OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021 INDIQUENT UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE PLAINTES DE 15 % EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE. CE NOMBRE PASSANT DE 568 À 657 PLAINTES EN 2020-2021.

LE NOMBRE DE FOIS OÙ LE HANDICAP A ÉTÉ INVOQUÉ COMME MOTIF DE DISCRIMINATION RESTE ASSEZ STABLE AVEC 34 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. IL EST IMPORTANT DE NOTER QUE 42 % DE CES PLAINTES VISE *L’ACCÈS AUX TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS*. D’AILLEURS, CE SECTEUR AFFICHE UNE FORTE HAUSSE DE PLAINTES, TOUS MOTIFS CONFONDUS, AVEC 126 PLAINTES COMPARATIVEMENT À 73 L’ANNÉE PRÉCÉDENTE, CE QUI REPRÉSENTE 19 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES.

AU 2^E RANG, LES MOTIFS FUSIONNÉS RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE REPRÉSENTENT 26 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES CE QUI DEMEURE STABLE PAR RAPPORT À L’AN DERNIER (27 %).

LES PLAINTES POUR LE MOTIF ÂGE ONT PLUS QUE DOUBLÉ PENDANT L’EXERCICE 2020-2021 PASSANT DE 35 À 73 PRINCIPALEMENT DANS LE SECTEUR DU TRAVAIL. LORSQU’ON AJOUTE LES DOSSIERS DE L’EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES (49 DOSSIERS) À CEUX DU MOTIF ÂGE, CELA REPRÉSENTE 19 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES, CE QUI LES PLACE AU 3^E RANG.

LA TOTALITÉ DES PLAINTES LIÉES AU SECTEUR DU TRAVAIL A CONSIDÉRABLEMENT DIMINUÉ CETTE ANNÉE PASSANT DE 327 À 226 CE QUI REPRÉSENTE UNE BAISSSE DE PLUS DE 30 %. ON CONSTATE ÉGALEMENT UNE DIMINUTION DES PLAINTES REÇUES POUR LE MOTIF RELIGION DE MÊME QUE POUR LES MOTIFS GROSSESSE ET ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES.

DEMANDE D’ENQUÊTE CHARTE

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D’ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2020-2021 28 FÉVRIER	2019-2020 31 JANVIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	18	14
BAS-SAINT-LAURENT	9	15
CAPITALE NATIONALE	112	125
CHAUDIÈRE-APPALACHES	38	29
CÔTE-NORD	12	6
ESTRIE	41	37
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	10	4
LANAUDIÈRE	66	69
LAURENTIDES	92	91
LAVAL	86	72
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	84	61
MONTÉRÉGIE	183	196
MONTRÉAL	580	519
NORD-DU-QUÉBEC	3	6
OUTAOUAIS	59	56
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	27	20
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS*	849	374
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE	2 269	1 694

*LA RÉGION N’EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021 INDIQUENT UNE AUGMENTATION DE 34 % D’OUVERTURES DE DOSSIERS, SOIT 575 PLAINTES RECEVABLES DE PLUS QUE L’ANNÉE PRÉCÉDENTE (DONNÉES AU 31 JANVIER 2020) CE QUI CORRESPOND À UN TAUX DE RÉTENTION DE PRÈS DE 40 % DES DEMANDES REÇUES À L’ACCUEIL POUR LE SECTEUR DES DROITS DE LA PERSONNE.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2020-2021 28 FÉVRIER	2019-2020 31 JANVIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6	2
BAS-SAINT-LAURENT	3	8
CAPITALE NATIONALE	42	57
CHAUDIÈRE-APPALACHES	12	11
CÔTE-NORD	2	0
ESTRIE	20	18
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	2
LANAUDIÈRE	35	33
LAURENTIDES	47	31
LAVAL	46	34
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	21	24
MONTÉRÉGIE	86	101
MONTRÉAL	269	197
NORD-DU-QUÉBEC	0	3
OUTAOUAIS	30	25
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	9	7
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS*	27	15
TOTAL DOSSIERS OUVERTS	657	568

*LA RÉGION N’EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

LES DONNÉES, AU 28 FÉVRIER 2021, INDIQUENT UNE AUGMENTATION DE 89 DOSSIERS OUVERTS D’ENQUÊTE, SOIT 16 % DE PLUS QUE L’ANNÉE PRÉCÉDENTE (DONNÉES AU 31 JANVIER 2020).

Dossiers fermés Charte

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2020-2021 28 FÉVRIER	2019-2020 31 JANVIER	2019-2020 31 MARS
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	5	10
BAS-SAINT-LAURENT	8	6	7
CAPITALE NATIONALE	46	91	99
CHAUDIÈRE-APPALACHES	15	15	21
CÔTE-NORD	1	3	6
ESTRIE	19	28	28
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	2	3
LANAUDIÈRE	25	36	41
LAURENTIDES	40	33	40
LAVAL	44	50	56
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	20	18	28
MONTÉRÉGIE	107	98	123
MONTRÉAL	224	230	303
NORD-DU-QUÉBEC	4	0	1
OUTAOUAIS	24	30	34
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	14	16	19
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	25	28	30
TOTAL DOSSIERS FERMÉS	622	689	849

*LA RÉGION N’EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

AU 28 FÉVRIER 2021, LE NOMBRE DES DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L’ANNÉE 2020-2021 A DIMINUÉ DE MOINS DE 10 % COMPARATIVEMENT À L’EXERCICE PRÉCÉDENT (DONNÉES AU 31 JANVIER 2020).

AU 31 MARS 2020, ON CONSTATAIT UN BOND IMPORTANT DU NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS (TRAITÉS) AVEC 849 COMPARATIVEMENT À 561 L’ANNÉE 2018-2019.

Nombre d’enquêtes initiées par la Commission, selon le motif

	2020-2021 28 FÉVRIER	2019-2020 31 JANVIER
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	43	44
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	6	6
TOTAL	49	50

LA COMMISSION TRAITE DES DOSSIERS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES, SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D’UNE PLAINTÉ PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU SUR LA BASE D’UNE DÉNONCIATION D’UN TIERS. DANS CE DERNIER CAS, L’ENQUÊTE EST INITIÉE PAR LA COMMISSION.

AU COURS DE L’ANNÉE 2020-2021, LA COMMISSION A REÇU 230 DEMANDES D’ENQUÊTE VISANT UNE POSSIBLE SITUATION D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES. DE CE NOMBRE, ELLE A OUVERT 49 DOSSIERS D’ENQUÊTE.

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2020 ET LE 28 FÉVRIER 2021, LA COMMISSION A INITIÉ 32 ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, DONT 29 SONT RELATIVES À DES SITUATIONS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES.

LE NOMBRE DE DEMANDES INTRODUCTIVES D’INSTANCE PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 28 FÉVRIER 2021 EST DE 41. LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS DEVANT LE TRIBUNAL EST DE 89.

Nombre de plaintes en matière d’accommodement raisonnable reçues par motif

	2020-2021 28 FÉVRIER	2019-2020 31 JANVIER
ÂGE	0	2
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	0	1
GROSSESSE	1	5
HANDICAP	56	49
IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE	0	0
LANGUE	0	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	1	2
RELIGION	1	1
SEXE	0	1
TOTAL	59	61

P.114 LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2020-2021 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- 1. SUIVI EN COURS**
- 2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE**
- 3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)**

○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 49, <i>LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS, LA LOI SUR L'ÉTHIQUE ET LA DÉONTOLOGIE EN MATIÈRE MUNICIPALE ET DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES</i> • INITIATIVE ENVOI LE 2 AVRIL 2020 COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC	1
○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 51, <i>LOI VISANT PRINCIPALEMENT À AMÉLIORER LA FLEXIBILITÉ DU RÉGIME D'ASSURANCE PARENTALE AFIN DE FAVORISER LA CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL</i> • INITIATIVE ENVOI LE 8 JUIN 2020 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	2
○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 55, <i>LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL POUR NOTAMMENT RENDRE IMPRESCRIPTIBLES LES ACTIONS CIVILES EN MATIÈRE D'AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL, DE VIOLENCE SUBIE PENDANT L'ENFANCE ET DE VIOLENCE CONJUGALE</i> • DEMANDE AUDITION LE 10 JUIN 2020 COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	2
○ COMMENTAIRES CONCERNANT LE PROJET DE LOI N° 61, <i>LOI VISANT LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC ET L'ATTENUATION DES CONSÉQUENCES DE L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE DÉCLARÉ LE 13 MARS 2020 EN RAISON DE LA PANDEMIE</i> • INITIATIVE ENVOI LE 24 AVRIL 2020 COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE MINISTRE DES FINANCES MINISTRE RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE ET PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR MINISTRE DE LA JUSTICE	2
○ COMMENTAIRES CONCERNANT LE PROJET DE <i>RÈGLEMENT SUR L'ENCADREMENT D'ACTIVITÉS EN FONCTION DE LEUR IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT</i> • INITIATIVE ENVOI LE 14 MAI 2020 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	3
○ MÉMOIRE À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION SUR LE DOCUMENT DE CONSULTATION « INTELLIGENCE ARTIFICIELLE » • INITIATIVE ENVOI LE 25 MAI 2020 COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION	1
○ MÉMOIRE À LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LES DROITS DES ENFANTS ET LA PROTECTION DE LA JEUNESSE • DEMANDE AUDITION LE 28 MAI 2020 COMMISSION SPÉCIALE SUR LES DROITS DES ENFANTS ET LA PROTECTION DE LA JEUNESSE	1
○ LETTRE AYANT POUR OBJET LA COLLECTE DE DONNÉES DÉSAGRÉGÉES VISANT À LUTTER CONTRE LES IMPACTS DISCRIMINATOIRES DE LA PANDMIE EN CONFORMITÉ AVEC LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE • INITIATIVE ENVOI LE 4 JUIN 2020 MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DIRECTEUR NATIONAL DE LA SANTÉ PUBLIQUE	1
○ LETTRE AYANT POUR OBJET LA SITUATION DES ÉLÈVES HDAA DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE SANITAIRE ACTUELLE (COVID-19) • INITIATIVE ENVOI LE 5 JUIN 2020 MINISTRE DE L'ÉDUCATION	1

○ COMMENTAIRES CONCERNANT LE PROJET DE <i>RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'IMMIGRATION AU QUÉBEC</i> • INITIATIVE ENVOI LE 22 JUIN 2020 MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION	2
○ COMMENTAIRES CONCERNANT LE PROJET DE RÈGLEMENT SUR LE TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES PAR AUTOMOBILE ET LE PROJET DE RÈGLEMENT SUR LA FORMATION DES CHAUFFEURS QUALIFIÉS • INITIATIVE ENVOI LE 3 AOÛT 2020 MINISTÈRE DES TRANSPORTS	3
○ COMMENTAIRES DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION DE LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DE TRAVAIL EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UNE NOUVELLE POLITIQUE D'INTERVENTION SECTORIELLE • DEMANDE ENVOI LE 7 AOÛT 2020 COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DE TRAVAIL MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	1
○ AVIS CONCERNANT LA CONFORMITÉ DE L'OBLIGATION DU PORT DU COUVRE-VISAGE À LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE • INITIATIVE AVIS RENDU PUBLIC LE 12 AOÛT 2020	1
○ MÉMOIRE POUR LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LES OUTILS TECHNOLOGIQUES DE NOTIFICATION DES CONTACTS • DEMANDE AUDITION LE 13 AOÛT 2020 COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ENVOI LE 13 AOÛT 2020 MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE COMMISSION DE L'ACCÈS À L'INFORMATION COMMISSION DE L'ÉTHIQUE EN SCIENCE ET EN TECHNOLOGIE	2
○ COMMENTAIRES CONCERNANT LE PROJET DE LOI N° 45, <i>LOI CONCERNANT PRINCIPALEMENT LA NOMINATION ET LE MANDAT DES CORONERS ET DU CORONER EN CHEF</i> • DEMANDE AUDITION LE 26 AOÛT 2020 COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ENVOI LE 31 JANVIER 2020 COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	3
○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 53, <i>LOI SUR LES AGENTS D'ÉVALUATION DU CRÉDIT</i> • DEMANDE AUDITION LE 26 AOÛT 2020 COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ENVOI LE 24 AVRIL 2020 COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE MINISTRE DES FINANCES MINISTRE DE LA JUSTICE AUTORITÉ DES MARCHES FINANCIERS COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION	3
○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION SUR LA POLITIQUE EN MATIÈRE D'INTERPELLATIONS DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL • INITIATIVE ENVOI LE 30 SEPTEMBRE 2020 COMMISSION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL	2
○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 60, <i>LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE ET D'AUTRES DISPOSITIONS</i> • INITIATIVE ENVOI LE 13 OCTOBRE 2020 COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	1
○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 56, <i>LOI VISANT À RECONNAÎTRE ET À SOUTENIR LES PERSONNES PROCHES AIDANTES ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES</i> • INITIATIVE ENVOI LE 16 OCTOBRE 2020 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	3
○ BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA CONSULTATION SUR LE PROFILAGE RACIAL • INITIATIVE RENDU PUBLIC LE 21 OCTOBRE 2020	1
○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 64, <i>LOI MODERNISANT LES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</i> • INITIATIVE ENVOI LE 23 OCTOBRE 2020 COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	1

○ LETTRE RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ D'ANALYSE DU CADRE LÉGAL EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT SEXUEL/PROJET « MAINTIEN ET DROITS DES TRAVAILLEUSES DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION. INTERVENIR POUR CONTRER LE HARCÈLEMENT, LES VIOLENCES DISCRIMINATOIRES ET SYSTÉMIQUES » • INITIATIVE ENVOI LE 23 OCTOBRE 2020 MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC COMITÉ CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE	1
○ LETTRE RELATIVE AU <i>DÉCRET 1027-2020 CONCERNANT L'ALLOCATION DE PRÉSENCE ET LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DES MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET DU COMITÉ DE GESTION DE LA TAXE SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL</i> • INITIATIVE ENVOI LE 29 OCTOBRE 2020 MINISTRE DE L'ÉDUCATION	1
○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 70, <i>LOI VISANT À PROTÉGER LES PERSONNES CONTRE LES THÉRAPIES DE CONVERSION DISPENSÉES POUR CHANGER LEUR ORIENTATION SEXUELLE, LEUR IDENTITÉ DE GENRE OU LEUR EXPRESSION DE GENRE</i> • DEMANDE AUDITION LE 5 NOVEMBRE 2020 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	2
○ LETTRE AU SCIENTIFIQUE EN CHEF DU QUÉBEC RELATIVE À LA CONSULTATION SUR L'UNIVERSITÉ QUÉBÉCOISE DU FUTUR • INITIATIVE ENVOI LE 26 NOVEMBRE 2020 BUREAU DU SCIENTIFIQUE EN CHEF DU QUÉBEC	2
○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RECOMMANDATION SUR L'ÉTHIQUE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DE L'UNESCO • DEMANDE ENVOI LE 2 DÉCEMBRE 2020 MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	1
○ MÉMOIRE AU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA RÉALITÉ POLICIÈRE • DEMANDE AUDITION LE 3 DÉCEMBRE 2020 COMITÉ CONSULTATIF SUR LA RÉALITÉ POLICIÈRE	1
○ LETTRE À LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION RELATIVE À L'ACCESSIBILITÉ DES AMÉNAGEMENTS URBAINS • INITIATIVE ENVOI LE 4 DÉCEMBRE 2020 MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	1
○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 59, <i>LOI MODERNISANT LE RÉGIME DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ DU TRAVAIL</i> • DEMANDE AUDITION LE 20 JANVIER 2021 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	1
○ LETTRE AU PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC RELATIVE AU DÉCRET 2-2021 QUANT AU COUVRE-FEU ET AUX RISQUES DE DISCRIMINATION ACCRUE DES PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE • INITIATIVE ENVOI LE 22 JANVIER 2021 PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES AUTOCHTONES	2
○ LETTRE RELATIVE À LA RÉFORME PARLEMENTAIRE ET AUX DÉLAIS ACCORDÉS POUR LA PRÉPARATION DES AUDITIONS DANS LE CADRE DE CONSULTATIONS PARLEMENTAIRES • INITIATIVE ENVOI LE 24 FÉVRIER 2021 MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉFORME PARLEMENTAIRE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	1

ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS :

	RÉMUNÉRATION		FONCTIONNEMENT
	PROFESSIONNELS	EMPLOIS TECHNIQUE ET BUREAU	
NOMBRE ETC UTILISÉS	7,5	1,5	
ETC TOTAL DES EFFECTIFS RECHERCHE	9,1	3,4	
POURCENTAGE	82,9 %	44,8 %	
RÉMUNÉRATION RCH COMPLÈTE	937 410 \$	171 166 \$	*
RÉMUNÉRATION (SELON NOMBRE ETC...)	776 859 \$	76 641 \$	
RÉMUNÉRATION TOTALE CDPDJ	13 146 510 \$	13 146 510 \$	*
POURCENTAGE	5,9 %	0,6 %	
FRAIS DE DÉPLACEMENT			1 024 \$
FRAIS DE DÉPLACEMENT CDPDJ			11 980 \$
POURCENTAGE			8,5 %
TOTAL DES DÉPENSES RCH (UTILISÉ)			854 525 \$
TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ			15 691 431 \$
POURCENTAGE SUR BUDGET TOTAL CDPDJ			5,4 %

* EXCLUANT CONTRIBUTION EMPLOYEUR

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL EST NÉCESSAIRE DE DONNER UNE VUE D’ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS CONCERNANT LES DÉLAIS.

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2020-2021
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	5 782
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	870
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	1 125
TOTAL	7 777

1. LES PLAINTES EN CHARTE

	2020-2021
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	2 269

2. DOSSIERS D’ENQUÊTES OUVERTS

	2020-2021
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS	657

3. DOSSIERS FERMÉS

	2020-2021
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS	622

4. DOSSIERS ACTIFS

	2020-2021
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE ACTIFS	1 152

5. LES DÉLAIS

SANS JUDICIARISATION	2020-2021
	TOTAL
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT (EN JOURS)	517

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES PROGRAMME D’OBLIGATION CONTRACTUELLE	
RA01 : BAS-SAINT-LAURENT	
GROUPE CÉDRICO INC.	
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE	
TOTAL : 2	
RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	
ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA	
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.	
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN	
TOTAL : 3	
RA03 : QUÉBEC	
ABB BOMEM INC.	
CHÂTEAU MONT-SAINT-ANNE INC.	
COFOMO QUÉBEC INC.	
COSSETTE COMMUNICATION INC.	
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	
ENGLOBE CORP.	
ENTREPRISES JULIEN INC.	
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE	
INDUSTRIES MAIBEC INC.	
INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE EXFO INC.	
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION	
J.B. DESCHAMPS INC.	
LEVIO CONSEILS INC.	
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.	
NORDA STELO INC.	
NURUN INC.	
R3D CONSEIL INC.	
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON LTÉE	
SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC. (LES)	
SSQ VIE	
STADACONA S.E.C.	
TECHNOCONSEIL (TC) INC	
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.	
WSP CANADA INC.	
TOTAL : 24	
RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS	
CONCEPT ECO-PLEIN-AIR LE BALUCHON INC.	
DUCHESNE & FILS LTÉE	
G.A. BOULET INC.	
MEUBLES CANADEL INC.	
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.	
TOTAL : 5	
RA05 : ESTRIE	
GROUPE CIVITAS INC.	
SIGNALISATION LAURENTIENNE INC., DIV. GROUPE SIGNALISATION	
SKI BROMONT.COM INC.	
SKI SUTTON INC.	
TOTAL : 4	
RA06 : MONTRÉAL	
ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.	
AECOM CONSULTANTS INC.	
ALIMENTS PARMALAT INC. (LES) / DIVISION PARMALAT CANADA	
AUTODESK CANADA INC.	
BEAUDOIN HURENS INC.	
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES	
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)	
CMC ÉLECTRONIQUE INC.	
DOMTAR INC.	
DOUBLETEX	
ÉQUIPEMENT SMS INC.	
ERNST & YOUNG	
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	
FNX-INNOV INC.	

FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
GHD CONSULTANTS LTÉE
GROUPE CGI INC.
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
GROUPE CONSEIL OSI INC.
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE
IBM CANADA LTÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE
KPMG
KRUGER INC.
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT
LE GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.
LES SERVICES EXP INC.
LINDE CANADA LIMITÉE
MICHAEL ROSSY LTÉE
MPB COMMUNICATIONS INC.
NCR CANADA LTÉE
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE
QUÉBECOR MÉDIA INC.
PRICEWATERHOUSECOOPERS
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS INC
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.
TELAV INC.
TETRA TECH QI INC.
TRANSELEC/COMMON INC.
ULTRAMAR CANADA INC.
UNISOURCE CANADA INC. (DEVENUE VERITIV CANADA INC.)
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.
XEROX CANADA LTÉE

TOTAL : 54

RA07 : OUTAOUAIS

4094468 CANADA INC. MONT-CASCADES
LA RELANCE OUTAOUAIS INC.
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC.

TOTAL : 3

RA08 : ABITIBI

BEN DESHAIES INC.
IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.
UNIBOARD CANADA INC.

TOTAL : 5

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
CANAM BÂTIMENTS ET STRUCTURES INC.
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.
IPL INC.
LAINAGES VICTOR LTÉE
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MONTEL INC.
PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON

TOTAL : 12

RA13 : LAVAL

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
IDÉAL MÉTAL INC.
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.
MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
SUPÉRIEUR PROPANE INC.
TRIMAX SÉCURITÉ INC

TOTAL : 8

RA14 : LANAUDIÈRE

BRIGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

SAFRAN SYSTÈMES D'ATTERRISSAGE CANADA INC.
PG SOLUTIONS INC.
SONEPAR DISTRIBUTION INC.DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND
STATION MONT-TREMBLANT SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON
TRICA INC.

TOTAL : 6

RA16 : MONTÉRÉGIE

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC.
ALIMPLUS INC.
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.
BOULANGERIE GADOUA LTÉE
EUROVIS QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
GOODFELLOW INC.
GROUPE ABS INC.
GROUPE LACASSE INC.
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA
LES PRODUITS NEPTUNE INC.
MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE
MOORE WALLACE CORPORATED
UNI-SELECT INC

TOTAL : 14

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

P.H. VITRES D'AUTOS INC.

TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 143

Liste des organismes publics assujettis à la loi

Éducation - Cégeps

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

Cégep de la Pocatière
Cégep de Matane
Cégep de Rimouski
Cégep de Rivière-du-Loup

TOTAL : 4

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Cégep de Chicoutimi
Cégep de Jonquière
Cégep de Saint-Félicien
Collège d'Alma

TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

Cégep de Limoilou
Cégep de Sainte-Foy
Collège François-Xavier-Garneau

TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE—Bois-Francs

Cégep de Trois-Rivières
Collège Shawinigan

TOTAL : 2

- RA05 : ESTRIE**
CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN RÉGIONAL COLLEGE
TOTAL : 2
- RA06 : MONTRÉAL**
CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN
COLLÈGE AHUNTSIC
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
COLLÈGE DE MAISONNEUVE
COLLÈGE DE ROSEMONT
COLLÈGE GÉRALD-GODIN
DAWSON COLLEGE
JOHN ABBOTT COLLEGE
VANIER COLLEGE
TOTAL : 12
- RA07 : OUTAOUAIS**
COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS
HERITAGE COLLEGE
TOTAL : 2
- RA08 : ABITIBI**
CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1
- RA09 : CÔTE-NORD**
CÉGEP DE BAIE-COMEAU
CÉGEP DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2
- RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**
CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES
TOTAL : 1
- RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**
CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON
CÉGEP DE THETFORD
TOTAL : 3
- RA13 : LAVAL**
COLLÈGE MONTMORENCY
TOTAL : 1
- RA14 : LANAUDIÈRE**
CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1
- RA15 : LAURENTIDES**
CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
COLLÈGE LIONEL-GROULX
TOTAL : 2
- RA16 : MONTÉRÉGIE**
CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE DE VALLEYFIELD
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT
TOTAL : 6
- RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**
CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE VICTORIAVILLE
TOTAL : 2

ÉDUCATION — COLLÈGES PRIVÉS

- RA03 : QUÉBEC**
CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
COLLÈGE MÉRICI
TOTAL : 2
- RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**
COLLÈGE LAFLÈCHE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE SAINTE-ANNE
TOTAL : 4

ÉDUCATION — COMMISSIONS SCOLAIRES

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS
TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS
TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES
TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS
TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC
TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA
TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FER
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LITTORAL
TOTAL : 4

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

- RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE
TOTAL : 4
- RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEUCE-ÉTCHÉMIN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS
TOTAL : 4
- RA13 : LAVAL**
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER
TOTAL : 2
- RA14 : LANAUDIÈRE**
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES AFFLUENTS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES
TOTAL : 2
- RA15 : LAURENTIDES**
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES LAURENTIDES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE PIERRE-NEVEU
TOTAL : 4
- RA16 : MONTÉRÉGIE**
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE
TOTAL : 11
- RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES
TOTAL : 3

ÉDUCATION - UNIVERSITÉS

- RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
TOTAL : 1
- RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
TOTAL : 1
- RA03 : QUÉBEC**
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL
TOTAL : 5
- RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 1
- RA05 : ESTRIE**
UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
TOTAL : 2

- RA06 : MONTRÉAL**
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL
TOTAL : 7
- RA07 : OUTAOUAIS**
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS
TOTAL : 1
- RA08 : ABITIBI**
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

ÉDUCATION — ÉTABLISSEMENTS D’ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES-SECONDAIRES

- RA03 : QUÉBEC**
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS
TOTAL : 3
- RA05 : ESTRIE**
SÉMINAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1
- RA06 : MONTRÉAL**
ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME-DU-SACRÉ-CŒUR
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
LES ÉCOLES AZRIELI TALMUD TORAH – HERZLIAH
VILLA MARIA
TOTAL : 17
- RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**
COLLÈGE DE LÉVIS
TOTAL : 1
- RA13 : LAVAL**
COLLÈGE LAVAL
TOTAL : 1
- RA14 : LANAUDIÈRE**
COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT
TOTAL : 2
- RA15 : LAURENTIDES**
ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE
TOTAL : 2
- RA16 : MONTÉRÉGIE**
COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS
TOTAL : 4

MUNICIPALITÉS	
RA01 : BAS-SAINT-LAURENT	
	VILLE DE RIMOUSKI
	VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP
	TOTAL : 2
RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	
	VILLE D'ALMA
	VILLE DE SAGUENAY
	TOTAL : 2
RA03 : QUÉBEC	
	VILLE DE QUÉBEC
	TOTAL : 1
RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS	
	VILLE DE SHAWINIGAN
	VILLE DE TROIS-RIVIÈRES
	TOTAL : 2
RA05 : ESTRIE	
	VILLE DE MAGOG
	VILLE DE SHERBROOKE
	TOTAL : 2
RA06 : MONTRÉAL	
	VILLE DE BEACONSFIELD
	VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
	VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
	VILLE DE DORVAL
	VILLE DE KIRKLAND
	VILLE DE MONTRÉAL
	VILLE DE MONT-ROYAL
	VILLE DE POINTE-CLAIRE
	VILLE DE WESTMOUNT
	TOTAL : 9
RA07 : OUTAOUAIS	
	VILLE DE GATINEAU
	TOTAL : 1
RA08 : ABITIBI	
	VILLE D'AMOS
	VILLE DE ROUYN-NORANDA
	VILLE DE VAL-D'OR
	TOTAL : 3
RA09 : CÔTE-NORD	
	VILLE DE BAIE-COMEAU
	VILLE DE SEPT-ÎLES
	TOTAL : 2
RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES	
	VILLE DE LÉVIS
	VILLE DE SAINT-GEORGES
	VILLE DE THETFORD MINES
	TOTAL : 3
RA13 : LAVAL	
	VILLE DE LAVAL
	TOTAL : 1
RA14 : LANAUDIÈRE	
	VILLE DE JOLIETTE
	VILLE DE MASCOUCHE
	VILLE DE REPENTIGNY
	VILLE DE TERREBONNE
	TOTAL : 4
RA15 : LAURENTIDES	
	VILLE DE BLAINVILLE
	VILLE DE BOISBRIAND
	VILLE DE DEUX-MONTAGNES
	VILLE DE MONT-LAURIER
	VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
	VILLE DE SAINT-EUSTACHE
	VILLE DE SAINT-JÉRÔME
	TOTAL : 7
RA16 : MONTÉRÉGIE	
	VILLE DE BOUCHERVILLE
	VILLE DE BROSSARD
	VILLE DE CHAMBLY

VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE GRANBY
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VAUDREUIL-DORION

TOTAL : 14

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 2

RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE

RA15 : LAURENTIDES

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON

TOTAL : 2

SANTÉ — CENTRE DE SANTÉ

RA06 : MONTRÉAL

CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES

TOTAL : 1

SANTÉ — CENTRES DE RÉADAPTATION

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
VILLA MÉDICA INC.

TOTAL : 2

SANTÉ — CENTRES HOSPITALIERS

RA03 : QUÉBEC

CHU DE QUÉBEC
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL

TOTAL : 7

SANTÉ — CISSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT

TOTAL : 1

RA07 : OUTAOUAIS

CISSS DE L'OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CISSS DE LA CÔTE-NORD

TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CISSS DE LA GASPÉSIE
CISSS DES ÎLES

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
CISSS DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
CISSS DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES
CISSS DES LAURENTIDES
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST
TOTAL : 3

SANTÉ – CIUSSS

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
CIUSSS DE L'ESTRIE-CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
TOTAL : 5

SANTÉ – - CLSC - CHSLD

RA03 : QUÉBEC
CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
CENTRE LE CARDINAL INC.
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BOURGET INC.
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
RÉSIDENCE ANGELICA
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE
TOTAL : 11

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
CHSLD AGE3 INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.
TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE
CHSLD ARGYLE INC
TOTAL : 1

SANTÉ – CSSS

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC
CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

RA03 : QUÉBEC
AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES TRAVERSISERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
TOTAL : 9

RA06 : MONTRÉAL
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
HÉMA-QUÉBEC
HYDRO-QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC - CRIQ
RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOQUIJ
TOTAL : 15

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
TOTAL : 1

SÛRETÉ DU QUÉBEC

RA06 : MONTRÉAL
QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC
TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 322

IL Y A **322** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

POUR LES CINQ GROUPES VISÉS	AU 28 FÉVRIER 2021	TOTAL DES ORGANISMES		COMMISSIONS SCOLAIRES		ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS		CÉGÉPS		UNIVERSITÉS		SOCIÉTÉS D'ÉTAT		MUNICIPALITÉS		SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE		SÛRETÉ DU QUÉBEC		RSSS	
		322		70		38		48		19		25		55		8		3		1		55	
		NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%
	TOTAL																						
	PHASES																						
	ANALYSE DES EFFECTIFS																						
	ÉVALUATION DE L'ANALYSE DES EFFECTIFS																						
	DÉTERMINATION DE LA SOUS-REPRÉSENTATION																						
	ÉLABORATION DU PROGRAMME																						
	ÉVALUATION DU RAPPORT D'ÉLABORATION	1	0.3%			1	2%																
	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS)																						
	IMPLANTATION DU PROGRAMME (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS)	5	1.6%									3	12%			2	25%						
	ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS)																						
	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS)																						
	IMPLANTATION DU PROGRAMME (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS)	69	21.4%			4	11%			2	11%			5	9%			3	100%		55	100%	
	ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS)																						
	IMPLANTATION DU PROGRAMME (3 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS)	247	76.7%	70	100%	33	87%	48	100%	17	89%	22	88%	50	91%	6	75%			1	100%		

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE PROCESSUS DE TRAITEMENT DES PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE PRÉVOIT DES ACTIONS CONCRÈTES AFIN DE FAVORISER LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHE AUPRÈS D'ELLE EN MATIÈRE DE LOGEMENT.

AINSI, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN LITIGE. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, LUI EXPLIQUER CE QU'EST UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER À L'ÉVALUATION TENTERA PAR SES INTERVENTIONS D'AMENER UNE RÉOLUTION RAPIDE DU DOSSIER. LES PARTIES PEUVENT AUSSI ÊTRE RÉFÉRÉES AU SERVICE GRATUIT DE MÉDIATION DE LA COMMISSION POUR TENTER DE TROUVER UN TERRAIN D'ENTENTE ENTRE ELLES.

CES INTERVENTIONS SONT DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, PLUS PARTICULIÈREMENT LA DISCRIMINATION RACIALE OU ENCORE CELLE FONDÉE SUR LE HANDICAP, ET DE RAPPELER LEURS OBLIGATIONS QUANT À LA LOCATION D'UN LOGEMENT.

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2020 ET LE 28 FÉVRIER 2021, 48 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, SOIT 7 % DE TOUTES LES NOUVELLES PLAINTES REÇUES. PARMI CE NOMBRE, 12 PLAINTES SONT BASÉES SUR LES MOTIFS DE DISCRIMINATION COMBINÉS DE LA RACE, COULEUR ET ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE, SOIT 32 % DES PLAINTES REÇUES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT.

LE DÉPLIANT DE SENSIBILISATION À LA DISCRIMINATION DANS LE LOGEMENT EST TOUJOURS DISTRIBUÉ.

UN AIDE-MÉMOIRE POUR LES LOCATAIRES [HTTPS://CDPDJ.QC.CA/STORAGE/APP/MEDIA/PUBLICATIONS/FICHE_LOGEMENT_LOCATAIRE.PDF](https://cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/fiche_logement_locataire.pdf) ET UN GUIDE POUR LES PROPRIÉTAIRES [HTTPS://CDPDJ.QC.CA/STORAGE/APP/MEDIA/PUBLICATIONS/AIDE-MEMOIRE_LOGEMENT.PDF](https://cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/aide-memoire_logement.pdf) RÉDIGÉS EN COLLABORATION AVEC LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION DU QUÉBEC ONT ÉTÉ LANCÉS EN AVRIL 2020. LA PRODUCTION DE LA VIDÉO QUI AVAIT DÛ ÊTRE REPORTÉE EN RAISON DE LA CRISE DE LA COVID-19 A FINALEMENT PU ÊTRE TOURNÉE À L'ÉTÉ 2020. SA DIFFUSION EST PRÉVUE EN MARS 2021.

UNE AFFICHE FAISANT LA PROMOTION DES DEUX OUTILS A ÉTÉ DISTRIBUÉE DANS PLUSIEURS ORGANISMES OEUVRANT AUPRÈS DES LOCATAIRES ET LE SITE DE PETITES ANNONCES LES PAC.CA A ACCEPTÉ DE DIFFUSER LE LIEN VERS NOTRE GUIDE À TOUS LES PROPRIÉTAIRES QUI METTAIENT UNE ANNONCE DE LOGEMENT.

TROIS SÉANCES DE FORMATIONS SUR LA DISCRIMINATION DANS LE LOGEMENT AINSI QU'UN WEBINAIRE (QUI A JOINT À LUI SEUL 120 PERSONNES) ONT ÉTÉ OFFERTS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2020 ET LE 28 FÉVRIER 2021.

FINALEMENT, L'UNE DES 14 BÉDÉS DE NOTRE CAMPAGNE 14 MOTIFS 14 BD PORTAIT SUR LA DISCRIMINATION RACIALE DANS LA RECHERCHE D'UN LOGEMENT. [HTTPS://CDPDJ.QC.CA/STORAGE/APP/MEDIA/PUBLICATIONS/14MOTIFS BD_RACE.JPG](https://cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/14motifs_bd_race.jpg).

P.118 PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D’ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDiquer LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES AU SERVICE-CONSEIL EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE POUR MOTIF RELIGION

LA COMMISSION NE TRAITE PAS DE DEMANDES D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. ELLE OFFRE UN SERVICE-CONSEIL POUR ACCOMPAGNER LES EMPLOYEURS ET LES PRESTATAIRES DE SERVICES QUI REÇOIVENT DES DEMANDES DE LA PART DE LEUR PERSONNEL, DE LEURS CLIENTS OU DE LEURS USAGERS. CE SONT CES DERNIERS QUI DOIVENT TRAITER LES DEMANDES QU’ILS REÇOIVENT EN RESPECT DE LA CHARTE. LES TABLEAUX SUIVANTS PORTENT SUR LES DEMANDES REÇUES AU SERVICE CONSEIL EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE QUI CONCERNAIENT LE MOTIF RELIGION. LES EMPLOYEURS ET LES PRESTATAIRES DE SERVICES SONT PAR LA SUITE LIBRES DE SUIVRE OU NON LES CONSEILS DE LA COMMISSION DANS LA RECHERCHE DE LEURS PROPRE RÉPONSES AUX DEMANDES QU’ILS REÇOIVENT.

ANNÉE	NOMBRE DE DEMANDES POUR MOTIF RELIGION	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT
2020-2021	8	37

RÉPARTITION DES DEMANDES SELON LA RELIGION

RELIGION	2020-2021
BOUDDHISTE	
CATHOLIQUE	
JUIVE	
CHRÉTIEN AUTRE	
MUSULMANE	4
PROTESTANTE ADVENTISTE	
SIKH	
TÉMOINS DE JÉHOVAH	
NON PRÉCISÉ	4
TOTAL GÉNÉRAL	8

LA LISTE DES DEMANDES POUR 2020-2021, INCLUANT LES MOTIFS ET LES DATES D’OUVERTURE ET DE FERMETURE DE LA DEMANDE, EST PRÉSENTÉE AU TABLEAU SUIVANT.

STATUT	DESкрипTEUR	MOTIF DE FERMETURE 1	MOTIF DE FERMETURE 2	DATE DE RÉCEPTION DE LA DEMANDE	DATE DE FERMETURE
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	19/03/2020 00:00	06/04/2020 09:33
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	26/03/2020 13:04	21/04/2020 15:55
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	15/06/2020 11:07	21/07/2020 09:42
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	16/07/2020 10:34	21/08/2020 10:54
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	03/08/2020 17:34	30/09/2020 10:14
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS		20/11/2020 15:51	22/01/2021 14:14
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS		12/01/2021 16:23	25/01/2021 16:59
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	14/12/2020 17:47	26/01/2021 15:34

P.119 DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RECOURS DE LA PRÉSIDENTE CONTRE LE PROTECTEUR DU CITOYEN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ ENGAGÉE PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE

MOTIFS D’INSATISFACTION	2020-2021
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	87
DÉCISION PRISE DANS L’INTÉRÊT DE L’ENFANT	36
DPJ	4
ENTENT PROVISOIRE	1
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	19
ÉVALUATION ET ORIENTATION	24
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	3
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	0
LSJPA SERVICES SOCIAUX	0
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	4
MILIEU SUBSTITUT	33
ORDONNANCE	4
SERVICES SOCIAUX*	42
SIGNALEMENT	25
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	15
NON PRÉCISÉ	19
TOTAL	316

* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D’ÉDUCATION

DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2020-2021
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10
BAS-SAINT-LAURENT	5
CAPITALE-NATIONALE	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	11
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	27
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	5
LANAUDIÈRE	20
LAURENTIDES	32
LAVAL	7
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	22
MONTÉRÉGIE	35
MONTRÉAL	72
NORD-DU-QUÉBEC	16
OUTAOUAIS	3
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	24
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	6
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE	316

Dossiers ouverts Jeunesse

RÉGION ADMINISTRATIVE	2020-2021
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6
BAS-SAINT-LAURENT	5
CAPITALE-NATIONALE	13
CHAUDIÈRE-APPALACHES	10
CÔTE-NORD	3
ESTRIE	16
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	5
LANAUDIÈRE	18
LAURENTIDES	28
LAVAL	6
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	19
MONTÉRÉGIE	27
MONTRÉAL	64
NORD-DU-QUÉBEC	15
OUTAOUAIS	3
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	16
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	5
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	259

Dossiers fermés Jeunesse

RÉGION ADMINISTRATIVE	2020-2021
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4
BAS-SAINT-LAURENT	5
CAPITALE-NATIONALE	14
CHAUDIÈRE-APPALACHES	7
CÔTE-NORD	8
ESTRIE	22
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	5
LANAUDIÈRE	20
LAURENTIDES	31
LAVAL	9
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	23
MONTÉRÉGIE	38
MONTRÉAL	77
NORD-DU-QUÉBEC	10
OUTAOUAIS	9
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	18
NON PRÉCISÉ*	2
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	302

*LA RÉGION N’EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC

P.121 NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2019-2020 ET EN 2020-2021, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.122 NOMBRE D’ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D’ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

P.123 **LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDiquer LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES ONT ÉTÉ ÉMISES AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES À TITRE DE MIS-EN-CAUSE DANS UNE ENQUÊTE INDIVIDUELLE OU SYSTÉMIQUE OU EN APPLICATION DE LA DISPOSITION 23 E) DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

PAR AILLEURS, DES RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ ÉMISES À DIFFÉRENTS MINISTÈRES À LA SUITE DU DÉPÔT DE DEUX RAPPORTS D’ENQUÊTES SYSTÉMIQUES RÉALISÉES DANS LA RÉGION DU SAGUENAY EN 2017 ET DE LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC EN 2019. CERTAINES DE CES RECOMMANDATIONS FONT TOUJOURS L’OBJET D’UN SUIVI RÉGULIER DE LA COMMISSION, N’AYANT TOUJOURS PAS ÉTÉ MISES EN ŒUVRE.

ENQUÊTES SYSTÉMIQUES

ENQUÊTE SYSTÉMIQUE CONCERNANT LES ENFANTS SIGNALÉS À LA DPJ DU CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

LE 22 AOÛT 2017, LA COMMISSION ÉTAIT D’AVIS QUE L’ENQUÊTE CONCERNANT LES ENFANTS SIGNALÉS À LA DPJ DU CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN AVAIT MIS EN LUMIÈRE DES LACUNES ET DES MANQUEMENTS MAJEURS QUANT AUX PROCESSUS D’INTERVENTION ET DE PRISE DE DÉCISIONS, DE L’ENCADREMENT ET DE LA FORMATION DES INTERVENANTS, AINSI QUE DES OUTILS CLINIQUES DONT ILS DISPOSENT AFIN DE PARTICIPER À LA RÉALISATION DU MANDAT DE LA DPJ.

AU TERME DE SON ENQUÊTE, LA COMMISSION AVAIT ÉMIS VINGT-TROIS (23) RECOMMANDATIONS DONT SIX (6) ADRESSÉES À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA RÉADAPTATION, À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, À LA SANTÉ PUBLIQUE ET SAINES HABITUDES VIE DE L’ÉPOQUE. **MALGRÉ L’ENGAGEMENT DU MSSS À METTRE EN ŒUVRE CES RECOMMANDATIONS, DEUX D’ENTRE ELLES SONT TOUJOURS EN SUIVI PAR LA COMMISSION, N’AYANT PAS ÉTÉ COMPLÈTEMENT RÉALISÉES DEPUIS AOÛT 2017.**

PREMIÈRE RECOMMANDATION : LA RÉVISION DES STANDARDS DE PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE

DES NORMES DOIVENT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU’AU COURS DE L’ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L’ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS. CELLES-CI SE RETROUVENT NOTAMMENT DANS LES DOCUMENTS SUIVANTS :

- 1. LES PROTOCOLES : RÉCEPTION ET TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, ÉVALUATION ET ORIENTATION : SUITE AU RAPPORT SUR L’ANALYSE DES ACTIVITÉS DE RÉCEPTION ET DE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, ET D’ÉVALUATION ET D’ORIENTATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE (RAPPORT HARVEY), ÉLABORÉS EN 1988;
- 2. LES ORIENTATIONS RELATIVES AUX STANDARDS D’ACCÈS, DE CONTINUITÉ, DE QUALITÉ, D’EFFICACITÉ ET D’EFFICIENCE, PRÉVUES DANS L’OFFRE DE SERVICE 2007-2012 DU PROGRAMME SERVICES JEUNES EN DIFFICULTÉ;
- 3. LE MANUEL DE RÉFÉRENCE SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE RÉVISÉ EN 2010;
- 4. LES INDICATEURS DE GESTION EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX INCLUS DANS LE PLAN STRATÉGIQUE DU MSSS 2015-2020.

DES ÉCARTS EXISTENT ENTRE LES NORMES PROPOSÉES ET L’ÉVOLUTION DES STANDARDS, PRATIQUES, ET LE RESPECT DE LA LOI EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE. DEPUIS CE CONSTAT RÉALISÉ À LA SUITE DE CETTE ENQUÊTE SYSTÉMIQUE, PLUSIEURS ENQUÊTES DE LA COMMISSION ONT MIS EN ÉVIDENCE DES LÉSIONS DE DROIT DONT LES ENFANTS SONT VICTIMES À CAUSE DE STANDARDS DE PRATIQUE QU’IL EST URGENT DE RÉVISER.

LE 15 AOÛT 2019, APRÈS DEUX ANNÉES DE SUIVIS AUPRÈS DU MSSS ET PRENANT ACTE QUE :

- SELON LE MINISTÈRE, LES TRAVAUX D’UN GROUPE D’INTERVENTION TACTIQUE (GIT) MIS EN PLACE PAR LE MSSS SONT EN COURS DE RÉALISATION;
- LE MINISTÈRE AFFIRME QUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU GIT, LA RÉVISION DES STANDARDS DE PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE A ÉTÉ INSCRITE COMME ACTION PRIORITAIRE AU PLAN D’ACTION *AGIR SUR LES CONDITIONS D’ACCÈS, DE QUALITÉ ET DE CONTINUITÉ DES SERVICES EN PROTECTION DE LA JEUNESSE* PUIS INSCRITE À UN GRAND CHANTIER MINISTÉRIEL;
- LES TRAVAUX EN COURS SERAIENT À LEUR SECONDE PHASE, SOIT LA COLLECTE ET SYNTHÈSE DES DONNÉES ET QUE DES GROUPES DE TRAVAIL SERONT FORMÉS AFIN DE DOCUMENTER L’ENSEMBLE DES CHANGEMENTS AYANT UN IMPACT SUR L’INTERVENTION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE;

LA COMMISSION RECONDUIT LE SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION ET DEMANDE AU MSSS DE DÉPOSER AUPRÈS DE LA COMMISSION UN ÉCHÉANCIER DÉTAILLÉ IDENTIFIANT NOTAMMENT LES NOMS DES EXPERTS, CHERCHEURS, GESTIONNAIRES ET CLINIENS QUI FORMERONT LES GROUPES DE TRAVAIL ET COMPRENANT UN CALENDRIER PRÉCIS ET COMPLET DRESSANT LA LISTE DES ACTIVITÉS À RÉALISER, LES DATES CHARNIÈRES ET LES FINALITÉS (LIVRABLES) ET DE LUI FAIRE RAPPORT DE L’AVANCEMENT DES TRAVAUX. UN DOCUMENT INTITULÉ *PLAN DE TRAVAIL – RÉVISION DES STANDARDS DE PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE* A ÉTÉ REÇU EN OCTOBRE 2019 AINSI QUE L’ÉCHÉANCIER PRÉVOYANT LA FIN DES TRAVAUX DE RÉVISION DES STANDARDS DE PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE EN AVRIL 2021. LE DERNIER ÉTAT DE SITUATION A ÉTÉ REÇU À LA COMMISSION LE 13 NOVEMBRE 2020.

DEUXIÈME RECOMMANDATION : LA RÉVISION DE L’OUTIL SSP (SYSTÈME DE SUPPORT À LA PRATIQUE) AFIN QUE CELUI-CI SOIT CONFORME AUX PRINCIPES RECONNUS À LA LPJ ET ADAPTÉ À LA NOUVELLE RÉALITÉ DE LA PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.

Le **15 août 2019**, la Commission a pris acte qu’un comité de travail composé de directeurs de la protection de la jeunesse s’est réuni afin de réfléchir et convenir des prochaines étapes et avait reconduit le suivi de cette recommandation et demandé au MSSS de déposer auprès de la Commission un calendrier détaillé des travaux de ce comité de travail, identifiant notamment les prochaines étapes.

Le **22 octobre 2019**, le MSSS a transmis à la Commission un document intitulé *Plan de travail provisoire – Révision du système de soutien à la pratique (SSP)* et a indiqué que des travaux étaient en cours de réalisation. Toutefois, aucun échéancier n’était précisé par le MSSS.

Le **13 novembre 2020**, le MSSS informe la Commission qu’un comité formé de DPJ, de représentants du MSSS et de superutilisateurs des établissements avait été formé et travaillait à l’intégration des récents changements législatifs au contenu du SSP. Considérant l’état d’urgence sanitaire, les activités du comité ont été interrompues et devraient reprendre en janvier 2021. Selon le MSSS la version mise à jour du SSP sera disponible à l’hiver 2021.

La Commission poursuit son suivi de ces deux recommandations dans ce dossier mais déplore que, considérant l’importance de ces recommandations dans le système de protection de la jeunesse, elle ne soit pas encore mise en œuvre près de quatre ans plus tard.

ENQUÊTE SYSTÉMIQUE SUR LES SERVICES DISPENSÉS AUX ENFANTS PLACÉS EN FAMILLE D’ACCUEIL DE LA RÉGION DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC

En **juin 2019**, le rapport d’enquête met en lumière des lacunes majeures quant aux services offerts aux enfants hébergés en famille d’accueil par le CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du Québec et, pour les enfants autochtones, par le Conseil Atikamekw d’Opitciwan. Ces services ne respectent pas les critères minimaux requis pour répondre au caractère adéquat du service prévu à la Loi sur la protection de la jeunesse et ne sont pas toujours dispensés dans le meilleur intérêt des enfants.

Au terme de son enquête, la Commission rappelle d’abord au **Ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux** que dans le dossier de l’enquête systématique au Saguenay-Lac-Saint-Jean (2017), elle recommandait au MSSS de revoir ses standards de pratique que la situation décrite au Saguenay étant aussi présente dans la région de la Mauricie et du Centre-du-Québec, il est urgent que le MSSS donne suite à la recommandation telle qu’émise dans Saguenay, soit de mettre à jour ses standards de pratique. De plus, la Commission avait émis soixante-quatre (64) recommandations dont certaines adressées au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux ainsi qu’à la ministre de la Justice de l’époque.

À la suite du dernier suivi des recommandations qui a eu lieu le 14 janvier dernier, deux recommandations émises au **Ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux** ne sont toujours pas mises en œuvre :

- De modifier la *Loi sur la représentation des ressources intermédiaires et de type familial* afin d’y inclure une obligation de formation pour les ressources.

Le **13 novembre dernier**, la Commission a été informée que le MSSS procèdera à une consultation des associations représentatives de ressources relativement à la décision du ministre de procéder à l’amélioration de l’un des critères généraux prévus au *Cadre de référence* afin de mieux définir les formations exigibles qui permettent d’atteindre et de maintenir un niveau adéquat de compétence.

- De définir, en tenant compte des réalités autochtones, la notion de négligence reconnue dans le *Manuel de référence*, de la transmettre à l’ensemble des DPJ et DPS du Québec et de faire part à la Commission des définitions et moyens de transmission utilisés.

Le **13 novembre dernier**, la Commission a été informée que des travaux sont en cours afin de conceptualiser la notion de négligence, en tenant compte des réalités autochtones et que les résultats de recherche sont attendus en 2021 pour être ensuite diffusés.

La Commission poursuit le suivi de ces deux recommandations.

ENQUÊTES INDIVIDUELLES

Enquête 1 :

Une demande d’intervention est reçue à la Commission concernant l’évaluation d’un signalement pour possible abus physiques et mauvais traitements psychologiques commis par le père, dans la situation d’une fratrie, et la décision de fermeture. Selon la demande d’intervention, les enfants n’ont pas été écoutés lors de l’évaluation et aucune mesure n’a été mise en place pour les protéger dans l’attente des conclusions de l’évaluation. En effet, bien qu’au terme de son évaluation, la DPJ conclut que les faits ne sont pas fondés relativement à des abus physiques, elle conclut que les enfants sont victimes de mauvais traitements psychologiques. Dans l’attente des conclusions de l’évaluation, les enfants ont été contactés avec leur père et ont été contraints d’aller chez lui malgré leur crainte

DE CE DERNIER. UN DES ENFANTS AURAIT D'AILLEURS DÉVELOPPÉ DES TICS NERVEUX DEPUIS SA RENCONTRE AVEC SON PÈRE AU BUREAU DE LA DPJ.

LE 5 JUIN 2020 : RECOMMANDATION AU MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX:

CONSIDÉRANT QUE :

- AU TERME DE L'ENQUÊTE SYSTÉMIQUE AU SAGUENAY EN 2017, LA COMMISSION A AFFIRMÉ QUE LES CONCLUSIONS DE L'OUTIL SSP NE DOIVENT PAS SE SUBSISTER AU JUGEMENT PROFESSIONNEL DES INTERVENANTS DE LA DPJ EN MATIÈRE DE RTS ET D'ÉVALUATION DE LA SITUATION D'UN ENFANT;
- AU TERME DE CETTE MÊME ENQUÊTE, LA COMMISSION A ÉMIS LA RECOMMANDATION AU MSSS DE PROCÉDER À LA RÉVISION DE L'OUTIL SSP, AFIN QUE CELUI-CI SOIT CONFORME AUX PRINCIPES RECONNUS DANS LA LPJ ET ADAPTÉ À LA NOUVELLE RÉALITÉ DE LA PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE;
- L'OUTIL SSP N'A TOUJOURS PAS ÉTÉ RÉVISÉ;
- LA COMMISSION EST TOUJOURS EN SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION À CE JOUR;
- LA COMMISSION A PRIS ACTE QU'UN COMITÉ DE TRAVAIL CHAPEAUTÉ PAR LE MSSS A ÉTÉ MIS EN PLACE EN 2018 POUR RÉVISER L'OUTIL SSP;

LA COMMISSION RÉITÈRE AU MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX L'IMPORTANCE DE RÉVISER L'OUTIL SSP, AFIN QUE CELUI-CI SOIT CONFORME AUX PRINCIPES RECONNUS DANS LA LPJ;

ET,

RECOMMANDE AU MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX D'ÉMETTRE UNE DIRECTIVE AUX DPJ SELON LAQUELLE L'OUTIL SSP EST UN OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION ET QU'IL NE DOIT PAS SE SUBSTITUER AU JUGEMENT PROFESSIONNEL DES INTERVENANTS DE LA DPJ.

ENQUÊTE 2 :

LE 11 AOÛT 2020, À LA SUITE DE SON RAPPORT D'ENQUÊTE QUI RÉVÈLE DES MANQUEMENTS À TOUTES LES ÉTAPES DU PROCESSUS CLINIQUE ET LÉGAL VISANT À PROTÉGER LA JEUNE VICTIME, LA COMMISSION ÉMET PLUSIEURS RECOMMANDATIONS À PLUSIEURS MINISTÈRES AFIN D'ASSURER L'INTÉGRITÉ TANT PHYSIQUE QUE PSYCHOLOGIQUE DES ENFANTS DONT LA SITUATION EST PRISE EN CHARGE PAR DES DIRECTRICES-DIRECTEURS DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET, AFIN QUE NE SE RÉPÈTENT PAS CES DRAMES INCOMPRÉHENSIBLES.

AU MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET AU MINISTRE DE LA JUSTICE :

- QUE L'OBLIGATION D'UNE ÉVALUATION DU LIEN D'ATTACHEMENT SOIT SYSTÉMATIQUEMENT RÉALISÉE, SOIT INSCRITE DANS LA LPJ, LORSQUE LES DÉLAIS MAXIMAUX DE PLACEMENT SONT ATTEINTS ET QU'UN CHANGEMENT DE PROJET DE VIE EST ENVISAGÉ;

AU MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET AU MINISTRE DE LA FAMILLE:

- D'ÉLABORER UN PROTOCOLE DE COLLABORATION AFIN D'ASSURER UNE MEILLEURE PROTECTION DES ENFANTS EN FAVORISANT LES ÉCHANGES ENTRE LES PROFESSIONNELS DU DPJ ET DES CPE, CONCERNANT L'OBLIGATION DE SIGNALER PAR LES PROFESSIONNELS OEUVRANT AUPRÈS DES TOUS PETITS;

AU MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX :

- DE SE PENCHER SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES INTERVENANTS DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE AFIN D'ADRESSER LE PROBLÈME DE RECRUTEMENT ET DE RÉTENTION DU PERSONNEL;

À LA MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

- D'ÉVALUER LA POSSIBILITÉ QUE SON MINISTÈRE CONÇOIVE UN PROGRAMME DE FORMATION SPÉCIFIQUE À LA LPJ ET À SON APPLICATION, COMPLÉMENTAIRE À TOUS LES PROGRAMMES UNIVERSITAIRES POUVANT MENER À UNE AUTORISATION D'EXERCER DES POUVOIRS DU DPJ;
- DE REVOIR LES PROGRAMMES DE FORMATION DES ÉDUCATEURS À LA PETITE ENFANCE AFIN QU'UN MODULE SPÉCIFIQUE CONCERNANT LA LPJ Y SOIT INCLUS;

AU MINISTRE DE LA FAMILLE :

- DE REVOIR LES CRITÈRES D'ACCREDITATION DES CPE ET D'Y INCLURE DES EXIGENCES EN LIEN AVEC LA LPJ;
- DE S'ASSURER QUE TOUS LES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE DU QUÉBEC REÇOIVENT UNE FORMATION SUR LA LPJ ET SUR L'OBLIGATION DE SIGNALER DES PROFESSIONNELS;

MALGRÉ LE RAPPEL DU 9 DÉCEMBRE DERNIER DE LA COMMISSION AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES, À LA SUITE D'UN AUTRE RAPPORT D'ENQUÊTE D'UNE SITUATION DE MALTRAITANCE D'UNE FRATRIE DE LA MÊME RÉGION, À CE JOUR, AUCUNE RÉPONSE DES MINISTÈRES N'A ÉTÉ REÇUE.

ENQUÊTE 3 :

CETTE ENQUÊTE RÉVÈLE LES DIFFICULTÉS DE RÉPONDRE AUX BESOINS DE SERVICES DES ENFANTS DU NUNAVIK PRÉSENTANT UNE DÉFICIENCE PHYSIQUE OU INTELLECTUELLE.

LE 27 OCTOBRE 2020, LA COMMISSION RECOMMANDE AU MSSS, EN COLLABORATION AVEC LE CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE DE MONTRÉAL ET LA RRSSN DE :

- INCLURE, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE CORRIDOR DE SERVICES DI-TSA, LES ENFANTS AVEC UNE DÉFICIENCE PHYSIQUE (DP);
- PRÉVOIR EXPLICITEMENT, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE PORTANT SUR LE CORRIDOR DE SERVICES, UNE RESSOURCE POUR LES ENFANTS DI-TSA-DP QUI SOIT SITUÉE SUR LE TERRITOIRE DU NUNAVIK AFIN D'ÉVITER LE DÉPLACEMENT DES ENFANTS LES PLUS VULNÉRABLES;
- PRÉVOIR, DANS LA MISE EN OEUVRE DU CORRIDOR DE SERVICES POUR LA POPULATION DI-TSA DU NUNAVIK, QUE LA RAC NUNAVIK SOIT ADAPTÉE AUX PERSONNES AVEC UN HANDICAP PHYSIQUE;
- PRÉVOIR, POUR LA POPULATION DI-TSA-DP DU NUNAVIK, DES CORRIDORS DE SERVICES DIAGNOSTIQUES PRIORITAIRES POUR LES ENFANTS AUTOCHTONES, CONFORMÉMENT À L'APPEL À L'ACTION N°83 DU RAPPORT CERP.

À CE JOUR, AUCUNE RÉPONSE DU MSSS, EN RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS, N'À ÉTÉ REÇUE PAR LA COMMISSION.

ENQUÊTE 4 :

L'ENQUÊTE CONCERNE LES SERVICES OCTROYÉS À UN ENFANT ÂGÉ DE 9 ANS, DANS LE CADRE DE L'INTERVENTION DE DEUX DPJ IMPLIQUÉS DANS SA SITUATION. L'ENFANT, PRÉSENTANT UN TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME, A PERDU L'ASSISTANCE DE SON CHIEN MIRA LORS DE SON DÉPLACEMENT EN FAMILLE D'ACCUEIL. PAR AILLEURS, DES PROBLÉMATIQUES RELIÉES AU FAIT QUE DEUX DPJ SOIENT IMPLIQUÉES DANS SA SITUATION ONT ÉTÉ RÉVÉLÉES PAR L'ENQUÊTE.

LE **30 SEPTEMBRE 2020**, LA COMMISSION ÉMET LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES AU MSSS :

- INFORMER LA COMMISSION DE L'ÉTAT DE LA RÉVISION DE LA *POLITIQUE ET PROCÉDURES INTERCENTRE JEUNESSE* DE 2010;
- MODIFIER LE *CADRE DE RÉFÉRENCE RI-RTF* POUR Y INCLURE LA NOTION DE HANDICAP ET DE MOYEN DE PALLIER LE HANDICAP AFIN DE S'ASSURER QU'ILS SOIENT SPÉCIFIQUEMENT PRIS EN CONSIDÉRATION DANS LE PROCESSUS DE JUMELAGE/PAIRAGE ET D'EN INFORMER LA COMMISSION.

MALGRÉ LE RAPPEL ACHÉMINÉ AU MSSS LE 16 FÉVRIER DERNIER, À CE JOUR, AUCUNE RÉPONSE N'À ÉTÉ REÇUE PAR LA COMMISSION CONCERNANT CES RECOMMANDATIONS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

	2020-2021
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	316

DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS

	2020-2021
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS	259

DOSSIERS FERMÉS

	2020-2021
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS	302

DOSSIERS ACTIFS

	2020-2021
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE ACTIFS	109

LES DÉLAIS

	2020-2021
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D’ENQUÊTE (EN JOURS)	124

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2020-2021		
	DÉLAI MOYEN ATTENDU (EN JOURS)	DÉLAI MOYEN OBTENU (EN JOURS)	Nb DE DOSSIERS
RECEVABILITÉ	15	20	51
ENQUÊTE 1ERE ÉTAPE	50	94	265
ENQUÊTE 2E ÉTAPE	180	235	16

B. LE DÉLAI MOYEN SELON LE TYPE DE MOTIF DE FERMETURE PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES

	2020-2021
	DÉLAI MOYEN EN JOURS
SITUATION CORRIGÉE AVEC OU SANS ENTENTE	588
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	-
DÉLAIS MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ D’ENQUÊTES	588

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2020-2021	EFFECTIFS EN PLACE (POSTES OCCUPÉS)
PERSONNEL D'ENCADREMENT		
CONSEILLER CADRE STRATÉGIQUE	1	1
DIRECTEUR	7	7
DIRECTEUR ADJOINT	2	2
TOTAL	10	10
PERSONNEL PROFESSIONNEL		
AGENT D'INFORMATION	4	4
AGENT ÉDUCATION-COOPÉRATION	7	8
ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	5	5
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	4	4
CHERCHEUR	7	7
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	6	7
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	8	8
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE	22	24
COORDONNATEUR	10	10
ENQUÊTEUR	23	29
MÉDIATEUR	4	4
TOTAL	102	112
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS		
AGENT DE BUREAU, CLASSE NOMINALE	1	2
AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	7	11
BIBLIOTHECHNIEN	1	1
SECRÉTAIRE	2	3
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	10	10
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	13	13
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL	4	4
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN RECHERCHE	2	2
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TOTAL	46	52
GRAND TOTAL	158	174

P.159 ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET DE LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.

TOUTES LES RECOMMANDATIONS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ONT ÉTÉ RÉALISÉES AVANT L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021.

P.160 SOMMES DÉVOLUES AU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET À LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.

TOUTES LES RECOMMANDATIONS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ONT ÉTÉ RÉALISÉES AVANT L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021.

P.161 TOUT RAPPORT, DOCUMENT OU ÉTUDE CONCERNANT LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.